

Une interview de M. Callaghan

« LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE DIRIGEANTS EUROPÉENS EST PLUS OUVERTE AU POINT DE VUE ATLANTIQUE », nous déclare le secrétaire au Foreign Office.

VOIR PAGE 15, DANS «EUROPA»

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F  
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir ; Tunisie, 100 mt ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 1 sch. ; Espagne, 20 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 L. ; Luxembourg, 10 fr. ; Pays-Bas, 1,20 G. ; Portugal, 20 esc. ; Suisse, 2 fr. ; Thaïlande, 20 baht ; U.S.A., 12 c. ; Venezuela, 100 bs.  
Tarif des abonnements page 11  
5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 09  
C.G.P. 4207-23 PARIS  
Télex Paris 30 6332  
Tél. : 770-91-29

## APRÈS LA CHUTE D'UNE NOUVELLE CAPITALE PROVINCIALE

### Les forces révolutionnaires poursuivent leur progression vers le littoral sud-vietnamien

#### Une nouvelle victoire des Khmers rouges

Dans la guerre d'insure qu'ils menaient depuis le début de l'année contre le régime de Phnom-Penh, les Khmers rouges viennent de remporter une victoire décisive. D'après l'intensité des tir de roquettes et d'artillerie atteignant l'aéroport de la capitale et jusqu'à leurs résidences, le chef de l'Etat et son premier ministre ont préféré la fuite sans honneur à une capitulation ouverte. N'ayant pas su conduire la guerre, ne contrôlant plus qu'une très faible partie du territoire et, surtout, ne bénéficiant plus, comme en 1970 et en 1973, de l'appui militaire américain, le régime républicain a « sacrifié » ses chefs dans l'espoir que pourrait s'amorcer des pourparlers de paix avec l'autre côté.

Les dirigeants républicains continuent cependant d'assurer que la situation n'est pas désespérée et qu'elle pourrait s'améliorer pour peu que le Congrès américain leur accorde quelques dizaines de millions de dollars d'assistance militaire supplémentaire. Ces appels suffisent à montrer la détresse et la servilité d'un régime pour lequel il n'y a pas de salut, hormis à Washington. Au point où en sont les choses, les crédits américains affectés aux livraisons d'armes et de munitions au gouvernement de Phnom-Penh seront épuisés dans une quinzaine de jours. Mais la ville est, cependant, définitivement et l'aéroport de Rochnong de blocus avant même que ces crédits soient versés. Et l'on ne peut désormais demander à une armée accablée à la défensive, sans foi ni équipement, de se battre avec ardeur alors que ses chefs partent à l'étranger, et ils ont mis à l'abri des fortunes.

Il est vrai que, contrairement au président Thieu, le maréchal Lon Nol n'était dit prêt, depuis quelque temps, à s'effacer si son départ devait faciliter un retour à la paix. Il est vrai aussi qu'il était l'objet de pressions dans ce sens non seulement de la part de plusieurs pays asiatiques « amis », mais aussi de l'ambassadeur des Etats-Unis à Phnom-Penh. Celui-ci a cherché à atténuer les conséquences de l'effacement d'un régime qui, pendant cinq ans, soutenu à bout de bras tout en cherchant à favoriser un règlement politique de type laotien. L'isolement diplomatique de Phnom-Penh s'est encore accru lorsque, la semaine dernière — mieux vaut tard que jamais — l'U.R.S.S. a rompu ses derniers liens avec le régime Lon Nol et admis que la victoire des patriotes cambodgiens « était proche. La France, bien qu'elle n'ait pas suspendu ses relations diplomatiques avec Phnom-Penh, a tenté de jouer ces derniers mois un rôle discret et modeste en vue d'un règlement.

Le prince Sihanouk, pour sa part, s'est toujours dit convaincu de la « victoire inéluctable » des forces révolutionnaires. Méditant « la très amère mais très utile leçon » qu'il a subie lorsqu'il fut déposé en 1970, mais mesurant aussi ses divergences avec les Khmers rouges qu'il combattit avant le coup d'Etat, le prince assure que sa mission prendra fin lorsque auront cessé « la dictature et l'oppression de la clique des réactionnaires » et l'impérialisme de Phnom-Penh et l'intervention américaine dans son pays. Dans ces conditions, on voit mal comment des discussions pourraient s'amorcer entre lui et les hommes restés en place à Phnom-Penh, considérés comme une « poignée de traîtres ».

Le départ du maréchal Lon Nol a ouvert la route de la capitale au prince Sihanouk et aux Khmers rouges. C'est bien pour quel moment, aucun désir d'assombrir leur position et de rechercher une formule de compromis.

La confusion s'accroît au Cambodge, que vient de quitter le maréchal Lon Nol, et au Vietnam du Sud, où l'offensive des forces révolutionnaires se poursuit en direction du littoral.

Le maréchal Lon Nol, chef de l'Etat cambodgien, est arrivé mardi 1<sup>er</sup> avril, et non pas lundi soir comme il avait été prévu initialement, à la base militaire d'Utapao, en Thaïlande, d'où il est reparti pour Djakarta. La porte-parole du département d'Etat, M. Robert Anderson, a déclaré, lundi, que le maréchal serait le « bienvenu » aux Etats-Unis s'il décidait de s'y rendre. Dans une allocution radiodiffusée avant son départ, le président cambodgien a indiqué qu'il avait « proposé, au nom du gouvernement de la République khmère, des négociations sans condition préalable ».

A MOSCOU, l'agence Tass a annoncé, mardi, sans commentaire, que « Lon Nol, chef du régime de Phnom-Penh, s'est enfilé du Cambodge ».

A PEKIN, le prince Sihanouk a déclaré que

le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, qu'il préside, ne négocierait pas, avec « qui que ce soit », et prédit une « victoire à cent pour cent » des révolutionnaires.

AU VIETNAM DU SUD, les forces révolutionnaires qui occupent déjà tout le nord du pays poursuivent leur avance vers le littoral. Après la chute de la ville de Qui-Nhon, capitale provinciale, leur pression se fait maintenant sentir en direction de Tuy-Hoa et de Nha-Trang. Certaines informations font état de combats aux abords de cette dernière localité.

On s'interroge de plus en plus à Saigon sur l'avenir du président Thieu. Celui-ci a séjourné de vingt-quatre heures, ce mardi 1<sup>er</sup> avril, en entretiens qu'il devait avoir avec le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Woyand.

A WASHINGTON, le secrétaire à la défense, M. Schlesinger, a déclaré que l'on devait s'attendre à d'importantes actions des forces révolutionnaires « dans la direction de Saigon ».

### Prendre Saigon ?

La désintégration en cours du régime de Saigon, sinon du Vietnam du Sud en tant qu'état organisé, pose quelques questions auxquelles, ni à Saigon, ni à Washington, ni à Hanoi, n'ont encore été données de réponses. Si l'effacement des forces sud-vietnamiennes a été général, on sait aujourd'hui que cette débâcle n'est pas due au hasard. C'est l'état de la guerre, et en outre des sources

Selon des sources militaires bien informées, citées de Saigon par le pupar des agences de presse, la ville de Qui-Nhon, port maritime d'une centaine de milliers d'habitants, capitale de la province de Binh Dinh, est tombée, dans la nuit du lundi 31 mars au mardi 1<sup>er</sup> avril, entre les mains des forces révolutionnaires. L'agence Tass a annoncé la chute de la ville en ajoutant que les forces révolutionnaires avaient maintenant « le plein contrôle des plaines très peuplées du littoral sud-vietnamien entre le 17<sup>e</sup> parallèle et le 13<sup>e</sup> parallèle ».

Ce qui reste des unités gouvernementales sud-vietnamiennes qui se trouvaient dans le secteur de Qui-Nhon, ainsi que douze mille civils, précises l'Agence France Presse, ont été embarqués dans la nuit à bord de navires.

ALAIN JACOB

### Le téléphone électronique

#### UNE BATAILLE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

L'industrie française réussira-t-elle finalement à fournir aux P.T.T. une partie du matériel téléphonique dont la France a besoin sans travailler sous licence d'origine étrangère ?

Depuis le milieu des années 60, la direction générale des télécommunications avait tenté de créer une industrie française des télécommunications. Mais, en octobre 1974, la volonté de changement du gouvernement de M. Giscard d'Estaing et une longue querelle de personnes aboutissent à une réorganisation profonde du Centre national d'études des télécommunications, qui se voyait amputé de sa tâche de contrôle des fabrications industrielles, et surtout à une diminution importante des crédits de recherche, notamment de ceux attribués au téléphone électronique. La priorité est, aujourd'hui, donnée à l'équipement en matériels téléphoniques classiques de Paris et de la province. Cette remise en cause du programme de développement du téléphone électronique, qui aura coûté plus de 1 milliard de francs entre 1970 et 1975, marque un temps d'arrêt dans la constitution d'une industrie française du téléphone.

(Lire page 9 l'article de DOMINIQUE VERGÈSE.)

ALAIN JACOB

(Lire la suite page 3.)

## LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

### L'Enquêteur national

Au premier jour de la session parlementaire de printemps, mercredi 2 avril, l'Assemblée nationale renouvelle son bureau — sans le président, M. Edgar Faure, élu pour la durée de la législature — et le Sénat examine deux textes relatifs à l'importation des produits de la pêche maritime et à l'amélioration des structures forestières. Un ordre du jour particulièrement chargé occupera le Parlement rentré mercredi. Sans obtenir toute l'attention méritée. Trop peu de Français établissent un rapport entre leur vie quotidienne et ce que font les sept cent soixante-treize députés et sénateurs. Comme si le Parlement était devenu une académie, une institution étranoulesse, étrangère à leurs préoccupations. Comme s'ils oublièrent déjà la dernière session et certains votes tant attendus. Il y a à la fois d'injustice et beaucoup de paradoxe.

Après tout, que fait le Parlement ? Sinon exercer surtout le pouvoir législatif et budgétaire ? Or, maintes lois (divorce, éducation, urbanisme) concernent directement chaque et chacun. Or, le budget intéresse directe-

ment chaque contribuable. Surtout en période de crise, quand il importe de répartir l'argent public au mieux des besoins collectifs.

Alors, pourquoi cette désaffection pour le Parlement ? Parce qu'il ne suffit pas de débiter et de voter. Parce qu'il faudrait aller au-delà. Parce qu'il faudrait aller au-delà de la mise en œuvre de textes législatifs et budgétaires. Pour vérifier que les votes des Chambres s'inscrivent bien dans les faits, dans le réel.

Cette fonction de contrôle est capitale. Pourtant, les élus l'exercent peu souvent et peu hardiment. Qui ne le voit ? Il faudrait limiter le débat, le discours. Il faudrait réduire le cérémoniel, le rituel. Pour transformer le Parlement en enquêteur national, face à la technocratie administrative, face aux intérêts privés.

Pour faire de lui le contre-pouvoir permanent de l'exécution des lois et du budget.

En théorie, le Parlement demeure le législateur souverain. Certes, l'initiative lui échappe souvent. Mais c'est toujours lui qui adopte la loi, au terme du lent déroulement d'une longue procédure : examen en commission, rapport, discussion générale, discussion et vote article par article, vote sur l'ensemble.

Chaque texte est étudié à la loupe. Il est pesé et soupesé. Il est amendé, disséqué, discuté. Le parlementaire, c'est Boileau au travail : « Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage. On polir, on repolir sans trêve. Pour atteindre la perfection. Pour réaliser un chef-d'œuvre, digne d'un maître dans l'art législatif.

Et puis tout est dit, tout est clos. Faire passer la loi dans les

## AU JOUR LE JOUR

### TIRANT D'EAU

Le canal de Suez va donc être rendu à la navigation. Tout le monde s'accorde pour voir là un signe favorable à la détente, et, certes, il est d'importance dans la réaction d'un canal de relier deux parties du monde que de servir de fossé antichârs.

Cela dit, que fera-t-on passer par le canal retourné, rénové, amélioré ? On parle déjà de navires de guerre soviétiques ou américains. Il paraît toutefois que ces derniers risquent d'être désavantagés par leur jauge trop forte.

On se demande quel est le tirant d'eau de l'arche vers laquelle, un jour, revient la colombe avec au bec le rameau d'olivier de la paix.

ROBERT ESCARPIT.

(Lire la suite page 4.)

## PATRICE CHEREAU RÉPÈTE « LEAR »

### L'aiguillon du désespoir

Au T.N.P.-Villurbanne, Roger Planchon répète « les Folies bourgeoises », et Patrice Chereau répète « Lear », dont la première représentation est fixée au 9 avril. Cette des « Folies bourgeoises » aura lieu le lendemain à Saint-Denis. Pourtant, aucun train spécial ne conduira les critiques et les fans d'une ville à l'autre : Roger Planchon a fixé sa générale de presse en mai à Lille. Patrice Chereau, les 11 et 12 avril, à Villurbanne.

Le Lear que met en scène Patrice Chereau n'est pas de Shakespeare, mais de notre contemporain Edouard Bond. Les deux pièces ont en commun une trame : la légende du roi-tyran dépossédé par ses filles ; et un climat : la violence. La violence est le royaume de Bond. Sa première pièce, Sauvés (que Claude Regy a montée en 1971 salle Gémier), a longtemps été interdite en Angleterre : on voit des adolescents lapidés, par jeu, un bébé dans son berceau. Lear accumule les meurtres, les tortures, les mutilations.

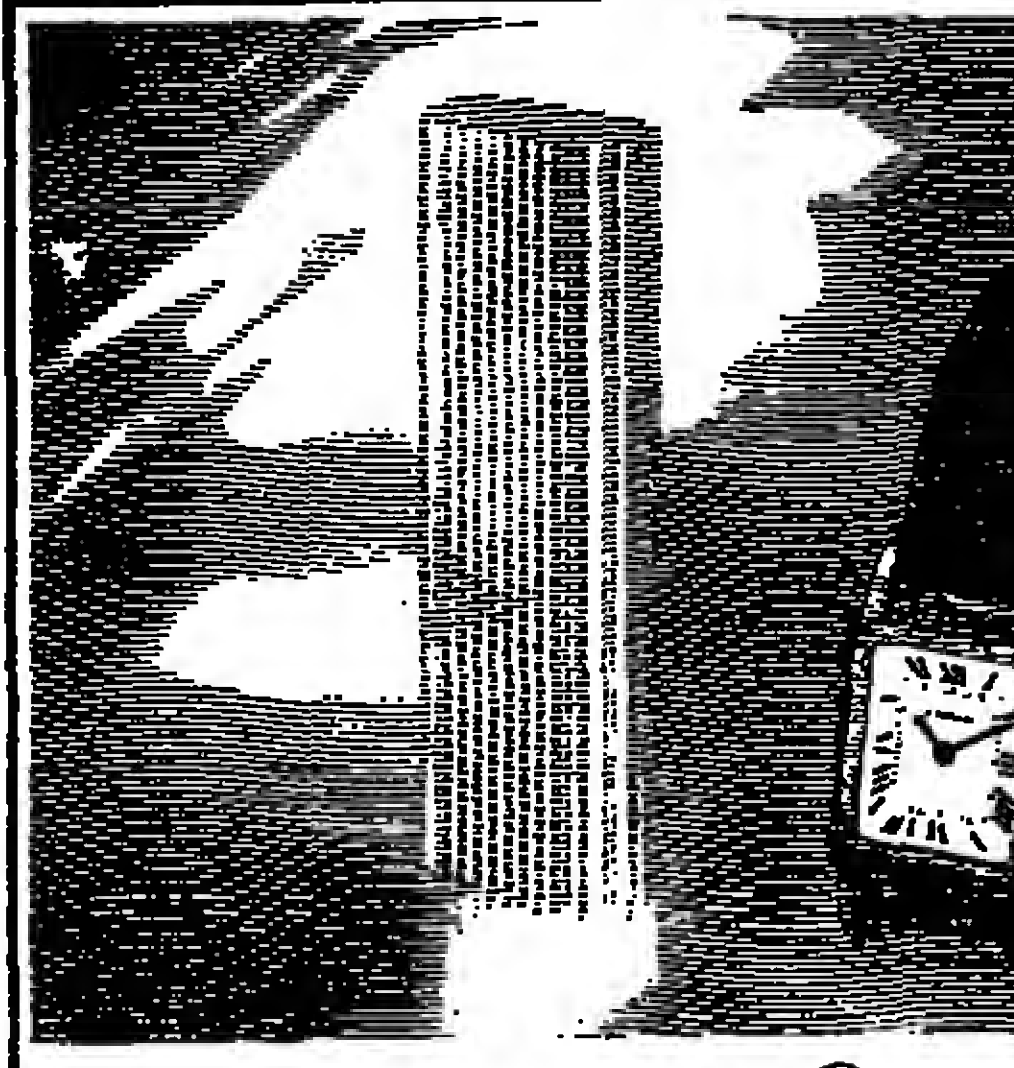
Bond décrit un enlèvement, dit Chereau. A l'écouter, on en vient à penser que la mort est plus douce que l'on a à vivre. Mais l'horreur, la méchanceté de la pièce ne m'in-

teressaient que relativement. La violence la plus héroïque est celle que chacun exerce contre soi-même.

Violence que Bond rattache aux lois de la « morale sociale », établies par ceux qui détiennent le pouvoir et ses privilèges, qui, plutôt que de les perdre, préfèrent vivre l'injustice et la subir. Morale suicidaire, fondée sur l'obéissance, sur la répression des instincts. « Leur morale est violente », écrit Bond dans la préface de Lear, parce qu'ils sont en conflit avec eux-mêmes... Il n'y a pas de sortie pour eux, ils sont comme un animal enfermé dans une cage, et qui se nourrit avec la clé.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 13.)



le mut<sup>o</sup> de Cartier  
Paris

سكزا من الأهل

APRÈS LE DÉPART DU CHEF DE L'ÉTAT CAMBODGIEN LE SYMBOLE D'UNE SANGLANTE TRANSITION

Porte-parole de la droite militaire à Phnom-Penh, le maréchal Lon Nol, grand corps surmonté d'un visage mou reflétant les épreuves, est un curieux personnage.

Les Américains ont toujours été excochés par cet homme qui, finalement, les servait mal, ils préféraient la rigueur affairiste du prince-général Sirk Matak, mais devaient tenir compte de l'autorité du maréchal sur l'armée et de la gabegie résultant des luttes de clans qu'il parvenait, dans une certaine mesure, à contenir.

Le putsch de mars 1970

En 1955, Norodom Sihanouk fait de Lon Nol son chef d'état-major ; celui-ci devient son « bras droit », et, en apparence du moins son allié.

L'union nationale avant l'affrontement... Lorsque éclatera la guerre révolutionnaire, on retrouvera les deux jeunes ministres dans le camp du prince Sihanouk — ou, peut-on dire tout aussi justement, le prince dans leur camp.

Né en 1913, il a fait ses premières armes... civiles dans la magistrature, avant d'entrer, en 1937, dans l'administration coloniale. Il joue un rôle de négociateur à la fin de la guerre mondiale, après que les Thaïlandais se furent emparés d'une partie du royaume.

La crise se précise en 1968. Lon Nol qui, depuis deux ans, était redevenu ministre de la défense, retrouve le poste de premier ministre en août. Très vite, il dénonce la présence des troupes vietnamiennes dans le royaume.

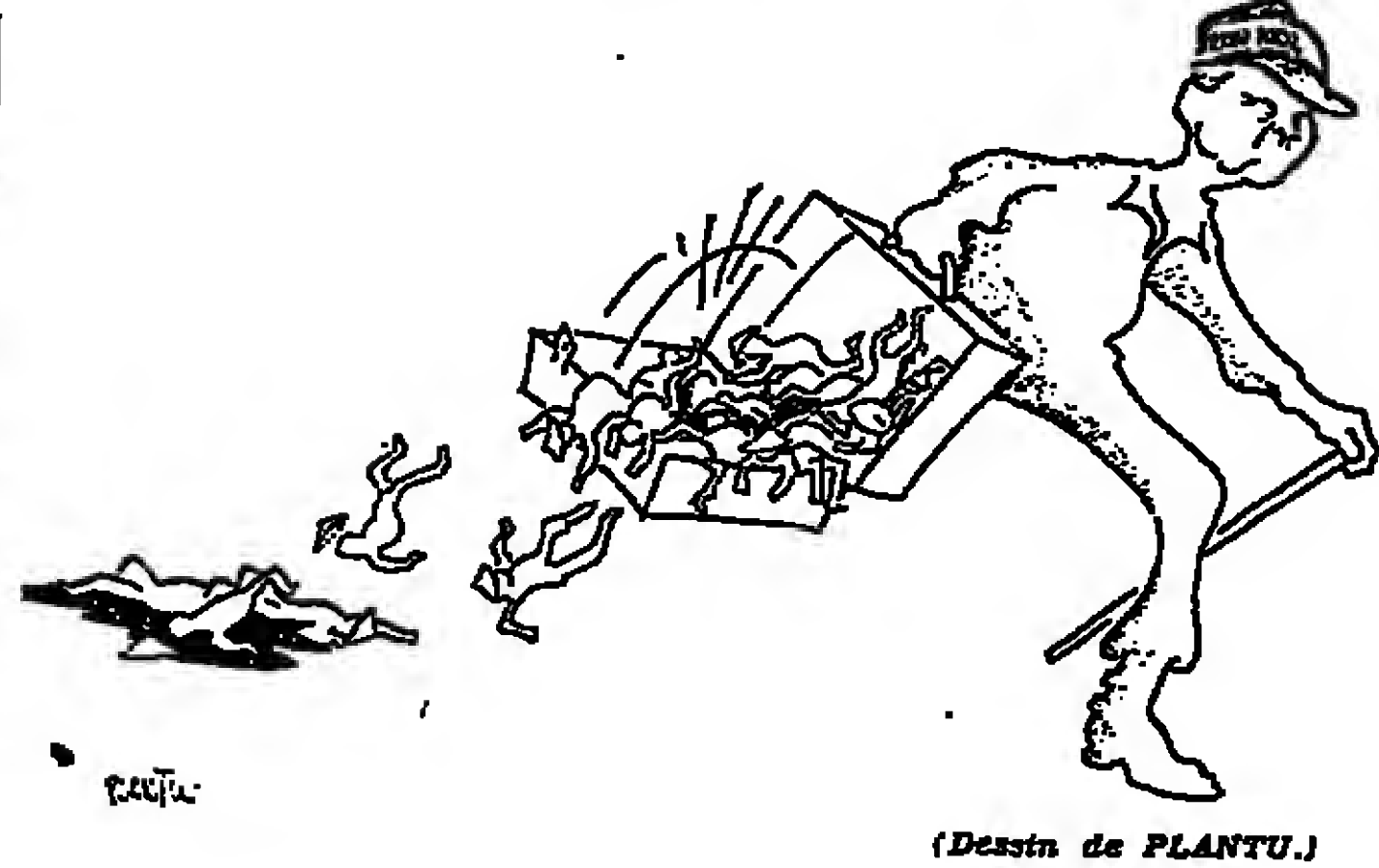
On connaît la suite : la guerre, l'invasion immédiate du Cambodge par les Saïgonnais et les Américains, le déclenchement de la révolution avec, à sa tête, Norodom Sihanouk (le roi, pour tant de Cambodgiens) et Khieu Samphan, l'organisateur marxiste.

En février 1971, Lon Nol est frappé d'émigration ; il part se faire soigner à Honolulu, et ne se révélera jamais de cette attaque. Il rentre en avril, se fait nommer maréchal et « héros national ».

La crise se précise en 1968. Lon Nol qui, depuis deux ans, était redevenu ministre de la défense, retrouve le poste de premier ministre en août. Très vite, il dénonce la présence des troupes vietnamiennes dans le royaume.

écumant, revolver au poing, les bars de la capitale comme le vulgaire racketteur qu'il est. Les premiers ministres changent, les crédits américains affluent, mais les équipes au pouvoir ne parviennent pas, sous la direction de Lon Nol, à réaliser leurs vœux : inclure le Cambodge dans une Asie du Sud-Est dominée par les Américains et les Japonais, faire régner leur « ordre » dans le pays.

Le coup de poker de Lon Nol se termine en fiasco — tout comme celui de M. Nixon. Le maréchal aura passé ses dernières semaines de pouvoir à travailler dans son palais, dans le sifflement des roquettes tirées des banlieues d'une ville assiégée.



Le prince Sihanouk : les Khmers rouges ne négocieront jamais avec le régime de Phnom-Penh

Pékin (A.F.P.). — Le départ de Phnom-Penh du « super-traitre Lon Nol », et son remplacement intérimaire par « le bandit Sihanouk Khoy » ne modifieront en rien le refus des Khmers rouges de négocier quel que soit avec le régime actuel de Phnom-Penh.

que signifie au juste le maintien de la soi-disant « république » à Phnom-Penh ? Il conclut en prédisant une victoire « à cent pour cent », au Cambodge, des « forces armées populaires ».

LES VINGT-HUIT « TRAITRES »

Les « sept super-traitres » accusés par le GRUNC d'avoir commis « les crimes les plus épouvantables » de l'histoire du Cambodge sont : le maréchal Lon Nol, président de la République khmère, le général Sirk Matak, cousin du prince Sihanouk et assistant du chef de l'Etat.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Les États-Unis perdent la guerre et la face

Après l'échec de la négociation au Proche-Orient, menée personnellement par M. Henry Kissinger, le « cauchemar vietnamien », dont les Américains avaient cru voir la fin au moment de la signature des accords de Paris en janvier 1973, réapparaît.

Arlette Lagullier, dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, note qu'une intervention militaire (de la part de l'impérialisme américain) est loin d'être impossible.

FRANÇOISE, royaliste, envisage le risque de voir, après la constitution d'un gouvernement de coalition comprenant les communistes, les communistes « pris sectaires en règle générale ».

Chine M. HEDI NOUIRA, premier ministre tunisien, est arrivé mardi 31 mars à Pékin, pour une visite officielle d'une semaine en Chine.

Faisant une large place à l'émigration des difficultés que rencontrent les États-Unis, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, L'EXPRESSION et LE POINT annoncent en couverture, le premier « recul américain », le second son « déclin ».

OBSERVATEUR, dénonce cette analyse selon laquelle « les États-Unis perdent la face au Cambodge et du terrain au Vietnam » parce que les crédits refusés par le Congrès américain « ont manqué aux alliés asiatiques du monde libre ».

Cette extension, Pierre Rousset, dans ROUGE, trotskiste, envisage également quand il relève que « l'impérialisme U.S. prépare la reconquête de sa politique » en plaçant ses principales bases militaires dans les îles du Pacifique.

Chypre DES FUSILLADES PROLONGÉES se sont produites dans la nuit du lundi 31 mars au mardi 1<sup>er</sup> avril à Nicosie, la long de la ligne verte et séparant les quartiers chypriotes grecs et turcs de la capitale.

« Pour la plupart des pays du Sud-Est asiatique, les Américains ont perdu bien plus qu'une guerre : ils ont perdu la face, l'image de la puissance tutélaire du champion des démocraties occidentales est irrémédiablement dégradée ».

DANS ASPECTS DE LA FRANCE, royaliste, André Nicolas préconise, en revanche, cette offensive : « Seule une contre-attaque relationnelle promptie et marquant nettement l'arrêt de la progression ennemie devant de nouvelles positions pourra éventuellement rétablir le moral d'une population traumatisée par l'abandon du territoire national ».

Erwin Ramehand, dans HEBDO-TÉMOIGNAGE CARÉTIEN, évoque, lui aussi, les accords de Paris, signés en 1973, qu'il est toujours question d'appliquer.

Corée du Sud PLUSIEURS MILLIERS D'ÉTUDIANTS sud-coréens ont manifesté le lundi 31 mars, à l'université de Séoul, pour protester contre la démission gouvernementale et la nouvelle loi répressive promulguée la semaine dernière.

« Pour la plupart des pays du Sud-Est asiatique, les Américains ont perdu bien plus qu'une guerre : ils ont perdu la face, l'image de la puissance tutélaire du champion des démocraties occidentales est irrémédiablement dégradée ».

« Pour la plupart des pays du Sud-Est asiatique, les Américains ont perdu bien plus qu'une guerre : ils ont perdu la face, l'image de la puissance tutélaire du champion des démocraties occidentales est irrémédiablement dégradée ».

« Pour la plupart des pays du Sud-Est asiatique, les Américains ont perdu bien plus qu'une guerre : ils ont perdu la face, l'image de la puissance tutélaire du champion des démocraties occidentales est irrémédiablement dégradée ».

« Pour la plupart des pays du Sud-Est asiatique, les Américains ont perdu bien plus qu'une guerre : ils ont perdu la face, l'image de la puissance tutélaire du champion des démocraties occidentales est irrémédiablement dégradée ».

A TRAVERS LE MONDE

Chine

M. HEDI NOUIRA, premier ministre tunisien, est arrivé mardi 31 mars à Pékin, pour une visite officielle d'une semaine en Chine.

Chypre

DES FUSILLADES PROLONGÉES se sont produites dans la nuit du lundi 31 mars au mardi 1<sup>er</sup> avril à Nicosie, la long de la ligne verte et séparant les quartiers chypriotes grecs et turcs de la capitale.

Corée du Sud

PLUSIEURS MILLIERS D'ÉTUDIANTS sud-coréens ont manifesté le lundi 31 mars, à l'université de Séoul, pour protester contre la démission gouvernementale et la nouvelle loi répressive promulguée la semaine dernière.

Équateur

LE COMMANDANT EN CHEF DE L'AVIATION EST MORT le 31 mars dans un accident d'avion. L'appareil militaire que pilotait le général Luis Moreno Almeda s'est écrasé au moment d'atterrir sur l'aéroport de Quito.

Espagne

LE DIRECTEUR DU JOURNAL DE SEVILLE El Correo de Andalucía a été arrêté le 31 mars. Il avait publié une information assurant qu'un corps expéditionnaire de sept mille hommes avait été débarqué par des navires de guerre américains à la base de Rota, près de Cadix, en vue d'une éventuelle intervention au Portugal.

Environs soixante-dix arrestations ont eu lieu, selon les autorités, en Biscaye avant la célébration, le dimanche 30 mars, de la Journée de la patrie basque. De nombreux matériels de propagande ont été saisis. Enfin les quatre meurtriers d'un inspecteur de police assassiné le 29 mars à Saint-Sébastien, auraient été identifiés par la police.

Le Monde de l'éducation. Le numéro d'avril est paru AU SOMMAIRE LES PARENTS DANS LA COMMUNAUTÉ SCOLAIRE LE DIVORCE - LES ENFANTS DE L'ÉCHEC



# EN INDOCHINE

## Les forces révolutionnaires poursuivent leur progression vers le littoral sud-vietnamien

(Suite de la première page.)  
Ces navires devaient les transporter à Cam-Ranh, environ 200 kilomètres plus au sud. Selon une source américaine, des opérations d'évacuation de réfugiés devaient avoir lieu ce mardi à bord de bateaux mouillant au large de Qui-Nhon. Le haut commandement de Saigon, pour sa part, n'a pas encore confirmé l'abandon de la ville. Dans la même province, la base de Phu-Cat aurait été évacuée.

En face de Da-Nang, un seul bateau américain attend encore pour recueillir les réfugiés qui parviendraient à gagner son bord. Les tirs contre les péniches et remorqueurs qui tentaient de s'approcher de la côte ont cependant continué à suspendre les opérations d'embarquement. D'autres navires américains s'apprêtent à évacuer les réfugiés des villes de Tuy-Hoa et de Nha-Trang, vers lesquelles se fait sentir la poussée des forces révolutionnaires.

Plus au sud, à Dalet, les autorités américaines ont enlevé l'uranium se trouvant dans un réacteur destiné à la recherche médicale, de crainte qu'il ne tombe entre les mains de l'ennemi.

Dans la région de Saigon, de violents combats ont lieu autour de la ville de Chon-Tanh, dernière enclave tenue par les gouvernementaux dans la province de Binh-Long.

Mardi matin, le premier avion du pont aérien destiné à apporter une aide d'urgence américaine aux forces sud-vietnamiennes (le Monde daté 30 et 31 mars) est arrivé à Saigon, ayant à son bord des pièces d'artillerie, des munitions et du matériel de transmission.

### Manifestations contre le président Thieu

Le président Thieu, cependant, est de plus en plus contesté. L'un des milliers de bonzas et de bonzesses ont manifesté silencieusement devant la pagode An-Quang de Saigon pour demander sa démission. La police est immédiatement intervenue.

Le général Cao Ky, d'autre part, a réaffirmé lundi que le président sud-vietnamien devait laisser la place à un « gouvernement d'union nationale ». « Il nous faut, coûte que coûte, a-t-il dit, obtenir un changement de commandement quand un leader est aussi impopulaire, il ne reste qu'à le remplacer. Certains pensent même qu'il faudra s'en débarrasser ».

### Etats-Unis

Le président Ford a annoncé, lundi 31 mars, le vice-président Nelson Rockefeller. M. Rockefeller a indiqué que la commission de huit membres qu'il présidera ne pourrait pas terminer ses travaux le 4 avril, comme prévu, et qu'elle se poursuivra jusqu'à 5 juin. Le vice-président a souligné d'autre part que la commission continuerait à enquêter uniquement sur les allégations concernant les activités litigieuses de la C.I.A. à l'intérieur des Etats-Unis et sur ses activités à l'étranger. — (A.F.P.)

### Ethiopie

CINQ OFFICIERS ont été exécutés en Erythrée pour « indiscipline et manque de discipline ». Le secrétaire d'Etat de source éthiopienne le lundi 31 mars. — (Reuters.)

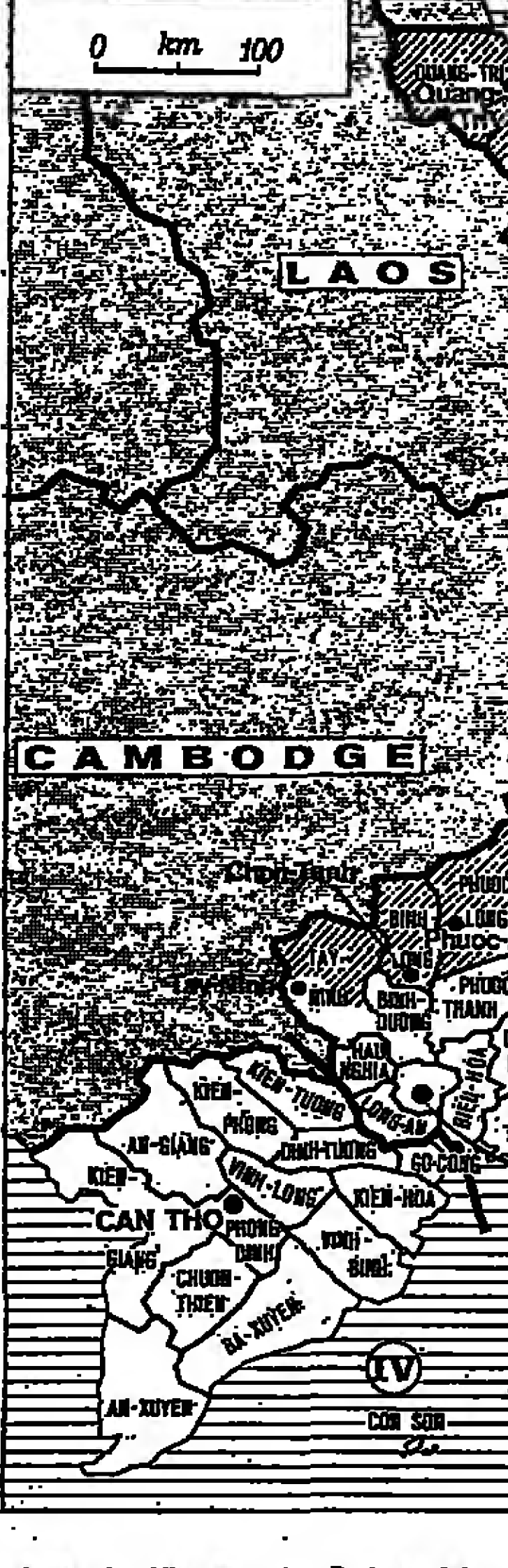
### Grande-Bretagne

M. CHRISTOPHER FRANKER-SMITH, président de Get Britain Out, le principal groupe hostile au maintien de la Grande-Bretagne dans le Maroc commun, a mis au défi, lundi 31 mars, l'organisation rivale que préside M. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, de révéler l'origine de ses fonds. Affirmant que ceux-ci se chiffrent « en millions de livres sterling », il estime que « l'existence de ce droit de savoir l'origine des fonds reçus et s'il y a lieu, l'importance des sommes fournies par les compagnies multinationales qui n'ont rien à voir avec ce pays ». — (A.F.P.)

### Mexique

LE PRÉSIDENT LUIS ECHEVERRIA S'EST ASSOCIÉ À LA « DÉCLARATION DE PANAMA », signée le 24 mars par les chefs d'Etat du Venezuela, de Colombie, du Costa-Rica et le général Omar Torrijos. Ce document appuie fermement le chef de l'Etat panaméen dans sa revendication d'obtenir une souveraineté totale sur le canal. — (A.F.P.)

barre par la violence si cela s'avère nécessaire. En dépit des derniers événements le général Ky estime que « la vapeur peut être encore renversée ». Les ressources et les hommes pour résister aux communistes sont encore là, a-t-il dit. « Pour une bataille n'est pas perdre la guerre et le moment de se rendre n'est pas venu. » Le ministre des affaires étrangères



du Vietnam du Sud a fait savoir, par sa part, qu'aucune demande de cesse-le-feu local n'avait été formulée par le gouvernement de Saigon. Celui-ci, précise-t-il, s'est borné à demander l'aide du secrétaire général de l'ONU pour organiser une action internationale en faveur des réfugiés.

AUX NATIONS UNIES, répondant précèlement au message qu'il avait reçu de Saigon, M. Kurt Waldheim a lancé, lundi soir, un appel aux « autorités intéressées des deux camps aux prises en Indochine » pour qu'elles s'efforcent de « limiter les souffrances des gens innocents, particulièrement des femmes et des enfants ». Le secrétaire général de l'ONU s'adresse, d'autre part, « aux gouvernements et aux particuliers de tous les pays » pour qu'ils accroissent l'aide humanitaire qui peut être apportée aux personnes déplacées au Vietnam.

A WASHINGTON, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Nessen, a déclaré que le président Ford ne préparait pas de déclaration importante sur le Vietnam, mais qu'il répondrait aux questions qui lui seraient posées à ce sujet lors de sa prochaine conférence de presse, le jeudi 3 avril. M. Nessen a ajouté que le président était inquiet de la situation, et qu'il ressentait une « grande pitié » pour les victimes des événements de ces derniers jours. Il a souligné que M. Ford espérait toujours que le Congrès finirait par voter les crédits demandés pour l'aide au Vietnam du Sud, et qu'il ne resterait pas inactif devant la situation actuelle.

Le secrétaire à la défense, M. James Schlesinger a déclaré, pour sa part, dans une interview télévisée, que l'on pouvait s'attendre « dans un mois ou deux » à d'importantes actions des forces révolutionnaires « dans la direction de Saigon ». Dans une analyse très pessimiste de la situation, il a ajouté :

« Le Secours populaire français lance un appel à la solidarité avec les populations civiles du Sud-Vietnam. Les dons sont reçus au S.P.F., 9, rue Froissart à Paris (8<sup>e</sup>) ; C.C.P. Secours populaire français 654-37 Paris (indiquer : populations Sud-Vietnam). »

L'Amicizia de Caritas Internationalis au Sud-Vietnam signale la nécessité d'une aide urgente et massive aux réfugiés. Les dons sont reçus au Secours catholique, 108, rue du Bac, 75361 Paris Cedex 07 ; C.C.F. 5620-09 Paris (mention : Réfugiés).

que le gouvernement Thieu avait « perdu bon nombre de ses meilleures unités » et que les forces qui avaient été soulevées étaient « mal équipées ». « Il faudra encore un certain temps, a-t-il encore dit, avant que le gouvernement sud-vietnamien soit en mesure de stabiliser la situation. Nous devons nous attendre à de nouveaux retraits. » Selon M. Schlesinger, le départ du pré-

sident Thieu est cependant « improbable ». A HANOI, la radio a diffusé lundi un communiqué du G.R.P., déclarant à nouveau que ce dernier serait prêt, après le remplacement du général Thieu, à avoir des conversations avec un nouveau gouvernement formé à Saigon et « militant pour la paix, l'indépendance, la démocratie, la concorde nationale et l'application stricte des accords de Paris » en vue de « parvenir rapidement à un accord sur toutes les affaires sud-vietnamiennes ». Egalement à Hanoi, l'agence vietnamienne d'information affirme que tout étranger résidant au Vietnam du Sud dans les zones contrôlées par le G.R.P. sera aidé et protégé par celui-ci, sous réserve « qu'il mène une vie honnête, respecte l'indépendance et la souveraineté du Vietnam et obéisse aux lois du pouvoir révolutionnaire ».

A CANNES, l'ex-empereur Bao Dai se refuse à toute déclaration, mais son entourage a fait savoir que « si son pays le lui demandait, Sa Majesté ne se déroberait certainement pas à son appel ».

### Corée du Sud

UNE LOI PRÉVOIT DES PEINES DE PRISON POUR LES INFORMATEURS DES JOURNALISTES ÉTRANGERS

Séoul (A.F.P.). — Toute critique contre le gouvernement de Séoul qui pourrait donner de celui-ci une image défavorable à l'opinion internationale sera considérée comme un crime et punie de sept ans de prison ou de la perte des droits civiques, ou des deux peines à la fois, a décidé l'Assemblée nationale sud-coréenne par une loi adoptée dans des conditions litigieuses. Elle a en effet été votée dans le hall du bâtiment de l'Assemblée par les seuls députés favorables au gouvernement en l'absence des députés de l'opposition, qui retranchés dans la salle des délibérations depuis mardi soir, empêchant l'examen de la loi par l'Assemblée. Les observateurs pensent que ce texte est aussi destiné à intimider les correspondants de la presse étrangère en Corée du Sud, bien qu'une des personnalités du parti gouvernemental ait affirmé qu'il ne s'appliquerait qu'aux informateurs des journalistes étrangers.

## Prendre Saigon ?

(Suite de la première page.)

Mais, quelle qu'elle soit l'importance stratégique de Ban-Me-Thuot, la débâcle de ces trois dernières semaines a d'autres causes, de nature plus politique. Il est vraisemblable qu'à Saigon le général Thieu, après des réticences du Congrès à voter les crédits que réclamait la Maison-Blanche, a voulu adapter son dispositif aux moyens réduits dont il allait disposer — quitte à mettre les Américains en face de leurs responsabilités. Mais il était également conscient que le terrain politique s'effritait sous ses pieds. Or il a saboté lui-même, en faisant arrêter plusieurs personnalités de l'opposition non communiste, le peu de chances qu'il avait encore d'élargir la base de son régime. A-t-il compris que toute solution impliquait qu'il consente à « lâcher » ? Si oui, qu'espère-t-il encore ? Sinon, qu'il peut, de bonne foi, lui laisser

croire que les Américains vont venir à son secours ?

A Washington, le mystère est encore plus épais. La seule manifestation politique du chef de la Maison-Blanche depuis le début de la crise a consisté à dépecher le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Weyand, auprès du président Thieu, en le chargeant de transmettre à ce dernier l'assurance « de ferme soutien du président Ford à la résistance déterminée du peuple du Vietnam du Sud ». Cette formule est à la fois l'expression d'un vœu pieux et une hypocrisie. Il est clair en effet que la résistance du Vietnam du Sud, à commencer par celle de son armée, n'est pas « déterminée ». Son dévouement suffisant l'évacuation d'unités entières abandonnant à l'ennemi pour des centaines de milliers de dollars de matériel et, chez les civils, la fuite éperdue, n'importe quel prix, de tous ceux qui auraient dû « encadrer » la population. A Da-Nang, ce sont les navires qui ont cédé les premiers à la panique.

Le message du président Ford au général Thieu est également une hypocrisie. Mais, estimant à ceux qui interrogent le Pentagone sur ses intentions, que tout dépendra des résultats de la mission d'inspection du général Weyand. Est-ce à dire que si celui-ci rentre à Washington en disant que le régime sud-vietnamien ne peut être défendu, le président Ford reviendra sur sa promesse de « ferme soutien » ? Et dans le cas contraire, avec quels moyens entreprendra-t-il d'aider un régime moribond à le Congrès — au retour de ses vacances pascales — ne montre pas plus d'empressement à consentir des crédits que l'armée sud-vietnamienne continuera à gaspiller sur le terrain ? Et comme pour ajouter à la confusion, le porte-parole de la Maison-Blanche a annoncé un mandat pour se démettre le soir même, que Washington envisagerait de demander la convocation de la conférence de Paris.

L'impression prévaut que l'administration américaine, paralysée, refuse de voir les réalités et, tout en se lamentant sur la « tragédie » sud-vietnamienne, attend que le drame se joue sans elle. Ce qui ne l'empêche pas de s'accrocher à des positions de principe dont elle sait qu'elles seront bientôt intenable. Est-ce raisonnable, par exemple, de rendre Hanoi exclusivement responsable de la situation, alors que les populations locales ont joué un rôle essentiel pour chasser les gouvernementaux des Hauts-Plateaux, et que la rapidité avec laquelle se dissolvent les forces sud-vietnamiennes tient plus à la faiblesse de ces défenses qu'à la violence de l'offensive ennemie ?

Le presse nord-vietnamienne, tout en célébrant les succès des forces révolutionnaires, reste relativement discrète, et le gouver-

nement de Hanoi continue imperturbablement à protester contre ce qu'il appelle les violations des accords de Paris par les Etats-Unis, alors que ses unités participent de toute évidence à l'offensive au sud du dix-septième parallèle.

Le G.R.P., par la voix de ses porte-parole aussi bien à Hanoi qu'à Paris, à Saigon — où résident ses représentants à la commission mixte ou à Alger — ou son ministre des affaires étrangères, Mme Binh, est en visite officielle, — répète quotidiennement qu'il ne souhaite rien de plus que l'ouverture de négociations avec un gouvernement saigonais qui serait « pour la paix, la démocratie et l'application stricte des accords de Paris ». Cela suppose le départ du président Thieu, mais le G.R.P. ne s'est théoriquement aucunement personnellement à Saigon, s'abstenant même de se prononcer sur le compte de ce croisé de l'anticommunisme qu'est le général Cao Ky.

Le G.R.P. et ses alliés nord-vietnamiens sont devant des choix difficiles. Les experts militaires s'accrochent à estimer qu'une menace pèse maintenant sur Saigon. La désorganisation des forces sud-vietnamiennes dans la deuxième région militaire, la poussée des forces révolutionnaires dans le sud du pays, où elles ont reçu, dit-on, de puissants renforts et contrôlent déjà une partie du terrain, laissent prévoir une offensive en direction de la capitale sud-vietnamienne. Les experts militaires américains, cités récemment par le New York Times, estiment que le président Thieu n'a pas les moyens de s'y opposer.

Mais l'entrée des forces révolutionnaires rendrait nul et non avenue les accords de Paris — auxquels continuent de se référer avec constance Hanoi et le G.R.P. C'en serait fini, en effet, du gouvernement et de l'administration de la République du Vietnam, c'est-à-dire de l'une des « composantes » avec lesquelles est prévue la formation d'un gouvernement provisoire de concorde nationale. Prendre Saigon, en d'autres termes, équivaudrait à laisser aux Etats-Unis les mains libres pour revenir sur les engagements auxquels ils ont souscrit le 11 et 24 mars.

Même si Washington exclut actuellement une nouvelle intervention des forces américaines en Indochine, c'est apparemment un risque qu'en tout cas, on hésite à prendre. Comprendra-t-on dès lors à la Maison-Blanche et au département d'Etat qu'en renonçant à soutenir le président Thieu, il reste « quelque chose à sauver » au Vietnam du Sud ? Peut-on espérer qu'une telle évidence s'échappera pas à M. Kissinger, et qu'il n'attendra pas que des dizaines de milliers de Vietnamiens de plus soient morts sur les routes pour en tenir compte ?

ALAIN JACOB.

### LE RIRE DU PRÉSIDENT FORD

Washington (A.F.P.). — Des millions de téléspectateurs américains ont vu, lundi soir 31 mars, leur président s'enliser en courant et en riant quand un journaliste a voulu l'interroger sur la tragédie vietnamienne.

Au moment où M. Gerald Ford se dirigeait vers l'hélicoptère qui devait le reconduire vers sa résidence de vacances de Palm-Springs, en Californie, après une visite de champs pétroliers, un reporter l'a abordé en lui demandant s'il avait quelque chose à dire sur le Vietnam. Le président s'est aussitôt mis à rire bruyamment et à courir à grands enjambées vers son hélicoptère en disant : « Non, non, pas ça... » Il a redoublé de rire quand le journaliste lui a répété la question et a disparu dans l'appareil, suivi par ses gardes du corps assourdis.

Un peu plus tard, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Ronald Nessen, a montré une pointe d'exaspération lorsque des journalistes lui ont demandé pourquoi le président Ford ne faisait pas davantage pour le « Vietnam du Sud et le Cambodge ». « Mais qu'est-ce qu'il pourrait bien dire ? », a-t-il répondu. Après avoir rappelé que le Congrès avait interdit au président d'intervenir en Indochine, M. Nessen a ajouté : « Et puis, ça n'est pas notre guerre. »

## AFRIQUE

### Avant le voyage de M. Giscard d'Estaing en Algérie

LES ASSOCIATIONS DE RAPATRIÉS VONT RÉUNIR UN MEETING À AVIGNON POUR RAPPELER LEURS REVENDICATIONS.

Pour manifester leur mécontentement devant la « politique d'oubli et de destruction du gouvernement », de nombreuses associations de rapatriés et de spolies (1) organisent pour samedi 5 avril, à 14 heures, au parc des expositions d'Avignon (palais Vidal à Champfleury), un meeting qui doit rassembler les délégations venues de tous les départements français.

Par cette manifestation, les associations faisant partie de la commission de concertation qui avait souvent rencontré M. Mario Bédarid, député U.D.R. du Var, alors parlementaire en mission auprès du premier ministre, veulent faire connaître publiquement leur désappointement avant le voyage du président de la République en Algérie, alors que « leurs problèmes ne sont pas encore résolus dans l'essentiel ». Ce voyage est prévu, en principe, du 12 au 14 avril.

De son côté, le Rassemblement national des Français d'Afrique du Nord (RANFAN) se réunira en congrès extraordinaire, le 13 avril, à 9 h. 30, au Palais des congrès du parc des expositions, à Toulouse. A l'ordre du jour : l'indemnisation et les problèmes de la réinstallation.

(1) Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer, Rassemblement national des Français d'Afrique du Nord, le Front national des rapatriés, France-Afrique, Groupement national pour l'indemnisation, Maison des agriculteurs français d'Algérie, Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés, Association des fils de rapatriés.

### Angola M. Agostinho Neto accuse les autorités portugaises de « passivité criminelle »

De nouveaux incidents se sont produits lundi 31 mars à Luanda. De nombreux manifestants armés ont menacé d'envahir les locaux du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) et une fusillade a éclaté. L'intervention de l'armée portugaise et des forces de l'Union pour l'unité totale de l'Angola (UNITA) a permis de limiter l'incident.

Les clauses de l'accord de cessez-le-feu signé vendredi dernier étaient toujours pas respectées, lundi (le Monde du 1<sup>er</sup> avril). La télévision portugaise a rapporté dimanche soir qu'une colonne motorisée de cinq cents soldats du F.N.L.A. avait pénétré dans Luanda, ce qui donnerait à ce mouvement une nette supériorité militaire dans la capitale angolaise.

A Lisbonne, M. Agostinho Neto, leader du Mouvement populaire de libération (M.P.L.), qui faisait une escale dans la capitale

portugaise avant de se rendre aux Fays-Bas, a de nouveau accusé le F.N.L.A. « d'être le principal responsable des derniers événements. Assurant que deux cents morts ont été dénombrés, M. Neto s'exprime des doutes sur l'utilité de l'accord de réconciliation de vendredi dernier. Il a dénoncé l'« insécurité totale » qui règne en Angola et a accusé les autorités portugaises de « passivité criminelle ». M. Neto s'est entretenu avec M. Antonio de Almeida Santos, ministre de la coordination interterritoriale, et l'amiral Russ Coutinho, membre du Conseil de la révolution et ancien haut commissaire en Angola.

L'Agence Chine nouvelle fait par ailleurs état de la présence à Pékin d'une délégation de l'UNITA, qui a été reçue vendredi 28 mars par M. Ho Ying, vice-ministre chinois des affaires étrangères. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

### Algérie LES ÉLECTEURS ONT RENOUVELÉ LES ASSEMBLÉES COMMUNALES

Alger (A.F.P.). — Près de sept millions d'électeurs et d'électrices étaient appelés, dimanche 30 mars, à renouveler les assemblées communales. Ils devaient choisir, sur les 23 294 candidats, les 11 647 conseillers municipaux qui constituent les 691 « assemblées » populaires communales (A.P.C.) du pays. Selon le ministère de l'Intérieur, la participation du scrutin a été de 79 %. Elle avait été de 70 % aux élections communales de 1967 et de 66 % en celles de 1971. C'est dans le wilaya (département) de Batna, dans les Aurès, que la

proportion des votants a été la plus élevée (91 %) et dans celle d'Alger qu'elle a été la plus faible (67 %). Comme lors des précédentes élections communales ou départementales, les électeurs ont eu à choisir sur des listes présentées par le Front de libération nationale, parti unique, comportant deux fois plus de noms que de postes à pourvoir. Les Algériens immigrés en Europe, les militaires et les policiers, ainsi que les nomades du sud du pays, ont eu la possibilité de voter deux jours avant le scrutin.

Le prince Sihanouk... de Phnom-Penh

China... Education... Parents... (Various small text fragments and advertisements)

China... Education... Parents... (Various small text fragments and advertisements)

سكراين الأمل

# EUROPE

## La formation du nouveau cabinet

### LA CRISE CHEZ LES

## Le gouvernement de M. Demirel comporte plusieurs ministres d'extrême droite

Ankara. — Tandis que le caricaturiste politique de *Miliyet* légende son dessin : « Premier ministre, 1<sup>er</sup> avril », la presse de droite pavait pour le retour au pouvoir de l'homme d'Etat, après une éclipse de quatre ans.

M. Korutürk, président de la République, a approuvé la composition du cabinet de coalition, formé après douze jours de consultations entre conseil d'Etat (C.E.), Erbakan (P.S.N.), Feyzioglu (P.R.P.) et Turkes (P.A.N.). Bayonnants, les quatre fondateurs, au début de l'année, du Front nationaliste ont signé au terme d'une brève cérémonie, un protocole qui constituera l'essentiel du programme gouvernemental. Le nouveau premier ministre a affirmé, à cette occasion, sa conviction que « la crise politique qui dure depuis plus de six mois est terminée ». Aux termes de la Constitution, le conseil d'Etat transmettra son programme à l'Assemblée dans un délai de sept jours. Il sera examiné deux jours plus tard, et un vote d'investiture interviendra dans les vingt-quatre heures suivant la fin des débats.

De notre correspondant

ministre du ravitaillement et de l'agriculture, entretient d'étroites relations avec les milieux industriels du Sud. De même, M. Ergenekon, nouveau ministre des finances, est un ancien secrétaire général de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de confiance des milieux d'affaires d'Istanbul. Le choix d'une personnalité libérale à l'éducation semble une avance aux milieux intellectuels.

En politique étrangère, la présence au gouvernement des élus du Parti du salut national et du Parti de l'action nationale (qui cachent à peine leur désir qu'on en finisse par la manière forte avec le problème chypriote (ne facilitera probablement pas une attitude souple à cet égard. La nomination de M. Ozal au ministère du ravitaillement et de l'agriculture, poste qu'il avait déjà occupé, semble indiquer que la Turquie maintiendra sa décision d'autoriser à nouveau la culture du pavot malgré les pressions américaines.

Commentant la présence au gouvernement de deux des trois élus du Parti de l'action nationale qui obtiennent des postes importants, le quotidien *Cumhuriyet* dénonce cette anomalie « rare dans l'histoire démocratique » et se demande si ce parti extrémiste n'aurait pas des ressources cachées.

Dans le nouveau gouvernement, un mélange curieux de conservateurs libéraux, de nationalistes, de militants religieux et d'hommes de l'extrême droite autoritaire, les rivalités s'annoncent vives. On n'exclut pas ici que M. Demirel puisse être amené à demander des élections anticipées, qu'il refuse actuellement. Si estimait, le moment venu, que la droite a des chances électorales accrues.

M. Ecevit, ancien premier ministre, chef du parti républicain, a critiqué « un gouvernement minoritaire créé de toutes pièces », tandis que M. Erbakan, secrétaire général du parti démocratique de M. Hozbeyli, dénonce « l'absence d'esprit sincère d'unité » dans le nouveau cabinet.

(Suite de la première page.)

De nombreux observateurs estiment cependant que le nouveau cabinet Demirel n'est guère crédible, et qu'il devient urgent, au contraire, de trouver une équipe dirigeante qui bénéficie d'un réel soutien populaire. Le temps passe, en effet. Les violences ont recommencé à l'université, la centrale syndicale DISK, d'orientation socialiste organise des manifestations et des grèves et, depuis le début du mois de janvier, les arrestations de militants d'extrême gauche et de syndicalistes se multiplient. Certains disent que la pratique de la torture aurait repris. En présentant ses vœux à la nation pour 1975, le général Semih Sancak, chef d'état-major interarmes depuis mars 1973, avait lancé une mise en garde personnelle aux partis politiques ; or il est douteux que le retour de M. Demirel soit bien accueilli par l'armée, qui avait provoqué sa chute en 1971 en l'accusant d'incurie.

Pourtant, l'histoire ne se répète pas. Depuis la dernière intervention de l'armée, en 1971, les temps ont changé. « La Turquie est désormais pleinement engagée sur la voie de la démocratie », nous déclare M. Abul İpekçi, rédacteur en chef du grand quotidien *Miliyet*, dont les éditoriaux sont suivis avec attention. « Le tournant décisif a été pris au printemps 1973, quand le Parlement s'est opposé à la désignation de M. Demirel à la présidence de la République du candidat de l'armée, le général Gürler ».

Le déclin du rôle de l'armée ?

C'est en effet la première fois dans l'histoire de la Turquie que le Parlement réussit à imposer son point de vue contre la volonté clairement exprimée de l'armée, et sans que celle-ci réagisse. Or ce Parlement était le même qu'en 1971 et 1972, avait cautionné l'insurrection des militaires d'un régime d'exception particulièrement brutal. Et les élections de l'automne suivant ont sensiblement renforcé des gains de la gauche, le parti républicain du peuple passant de 96 à 185 sièges, tandis que le Parti de la justice, le principal parti de droite, n'en comptait que 129 (contre 227 précédemment) (1).

Etait-ce vraiment le signe précurseur d'un déclin du rôle de l'armée ? L'actualité est loin d'être faite sur ce point, mais la majorité de la classe politique affectée de la croire. Sans doute l'armée, « conscience de la nation », nouvelle « conscience nationale », l'héritage kémalien, reste-t-elle présente au sein du Conseil national de sécurité qui, sous la présidence du chef de l'Etat, réunit ses principaux ministres, le chef d'état-major général et les commandants des trois armées. Mais depuis les élections d'octobre 1973, le rôle de l'armée a diminué. Le gouvernement de M. Ecevit, le rôle de ce conseil paraît avoir été réduit. Cette tendance se serait confirmée après l'insurrection de Chypre qui a été évacuée à l'armée une satisfaction militaire de taille, la première depuis la guerre de 1922 contre les émigrés du « phénomène Ecevit » n'est pas pour rien dans cette évolution. Après avoir renoué en profondeur le P.R.P. (de-

droite, qui disposent encore de la majorité au Parlement.

Or la droite se sent menacée et traverse une crise grave. Le temps n'est plus ou le Parti de la justice, le successeur du parti démocrate de Manders (qui fut exécuté en 1960 par les militaires), pouvait s'assurer du soutien inconditionnel de la majorité parlementaire. Son chef, M. Demirel, est en perte de vitesse. Accusé d'être le principal responsable du pourrissement du régime qui conduisit à l'intervention militaire de 1971, soupçonné de prévarication (ses frères ont été impliqués dans un scandale financier), il n'ose plus prononcer un discours en plein vent. La contestation grandit au sein de son parti, où un certain nombre de jeunes députés souhaitent ouvertement son départ. M. Inan, brillant sénateur connu à l'étranger pour l'habileté avec laquelle il défendit le point de vue de la Turquie dans l'affaire chypriote l'été dernier, est le principal candidat à la succession. « Le Parti de la justice doit retrouver sa vocation initiale, qui est de promouvoir une démocratie sociale, nous a-t-il déclaré. Il doit être un parti moderne, inspiré des grands partis conservateurs d'Europe occidentale, capable de promouvoir des réformes et respectant scrupuleusement les libertés publiques. » Le fait est que le refus de la droite parlementaire de s'unir une fois de plus sous l'autorité de M. Demirel est la principale raison de l'impossibilité, pendant les six derniers mois, de former un gouvernement majoritaire.

« Nous accepterions de nous coaliser avec le Parti de la justice, mais à condition que M. Demirel ne soit pas le chef du gouvernement », nous disait, au mois de novembre, M. Hozbeyli, le chef du parti démocrate, celui dont nous espérons le prochain retour à la présidence de la République. M. Demirel a formé un gouvernement, issu d'une dissidence de l'aile droite du Parti de la justice en 1970, ses quarante-cinq sièges ont pesé lourd dans le jeu parlementaire. Représentant les intérêts de la bourgeoisie anatolienne face aux milieux industriels et financiers, ce parti était jusqu'à samedi dernier soutenu par le fils de M. Manders, député, pour qui M. Demirel trahit l'héritage de son père.

Un professeur de droit constitutionnel, M. Turhan Feyzioglu, anime un autre parti charnière, bien que de moindre influence (treize sièges). Le Parti de la confiance, celui-ci est né d'une scission du parti républicain du

(1) La Grande Assemblée nationale comptait quatre cent cinquante sièges.

Les chefs des trois formations alliés au Parti de la justice se voient attribuer les titres de vice-présidents du conseil d'Etat, ministres d'Etat. Ce gouvernement, où figurent quinze anciens ministres, est composé de parlementaires, à une exception près. Le parti de l'action nationale et du salut national détiennent la quasi-totalité des postes-clés de ce qu'on appelle déjà, à Ankara, le « cabinet d'Adana » (quatrième ville de Turquie). En effet, bien que les milieux d'affaires d'Istanbul restent réservés à l'égard de M. Demirel, la grande bourgeoisie industrielle d'Istanbul et d'Adana a ouvertement joué la carte du chef du Parti de la justice, M. Kilic, député d'Adana, membre influent de la chambre de commerce et d'industrie de cette ville et bras droit de M. Demirel, devient ministre de l'énergie. M. Ozal (Parti du salut national),

Le gouvernement de coalition demeure minoritaire et ne dispose que de deux cent quatorze des quatre cent cinquante mandats à l'Assemblée. M. Demirel compte sur l'appui des indépendants, dont les rangs ont été récemment renforcés par neuf démissionnaires du parti démocrate (le *Monde* date 30-31 mars). Cependant, alors que les transferts occupent les vices-présidents indépendants, les quatre autres indépendants, visiblement déçus de ne pas avoir reçu de portefeuille, assurent « attendre le programme du gouvernement pour décider s'ils voteront pour ou contre ». En outre, certains élus du Parti du salut national ne cachent pas, en privé, leur attachement à l'égard de M. Demirel, membre, d'après eux, de la cellule maçonnique ».

Commentant la présence au gouvernement de deux des trois élus du Parti de l'action nationale qui obtiennent des postes importants, le quotidien *Cumhuriyet* dénonce cette anomalie « rare dans l'histoire démocratique » et se demande si ce parti extrémiste n'aurait pas des ressources cachées.

(Suite de la première page.)

De nombreux observateurs estiment cependant que le nouveau cabinet Demirel n'est guère crédible, et qu'il devient urgent, au contraire, de trouver une équipe dirigeante qui bénéficie d'un réel soutien populaire. Le temps passe, en effet. Les violences ont recommencé à l'université, la centrale syndicale DISK, d'orientation socialiste organise des manifestations et des grèves et, depuis le début du mois de janvier, les arrestations de militants d'extrême gauche et de syndicalistes se multiplient. Certains disent que la pratique de la torture aurait repris. En présentant ses vœux à la nation pour 1975, le général Semih Sancak, chef d'état-major interarmes depuis mars 1973, avait lancé une mise en garde personnelle aux partis politiques ; or il est douteux que le retour de M. Demirel soit bien accueilli par l'armée, qui avait provoqué sa chute en 1971 en l'accusant d'incurie.

Le déclin du rôle de l'armée ?

C'est en effet la première fois dans l'histoire de la Turquie que le Parlement réussit à imposer son point de vue contre la volonté clairement exprimée de l'armée, et sans que celle-ci réagisse. Or ce Parlement était le même qu'en 1971 et 1972, avait cautionné l'insurrection des militaires d'un régime d'exception particulièrement brutal. Et les élections de l'automne suivant ont sensiblement renforcé des gains de la gauche, le parti républicain du peuple passant de 96 à 185 sièges, tandis que le Parti de la justice, le principal parti de droite, n'en comptait que 129 (contre 227 précédemment) (1).

Le déclin du rôle de l'armée ?

C'est en effet la première fois dans l'histoire de la Turquie que le Parlement réussit à imposer son point de vue contre la volonté clairement exprimée de l'armée, et sans que celle-ci réagisse. Or ce Parlement était le même qu'en 1971 et 1972, avait cautionné l'insurrection des militaires d'un régime d'exception particulièrement brutal. Et les élections de l'automne suivant ont sensiblement renforcé des gains de la gauche, le parti républicain du peuple passant de 96 à 185 sièges, tandis que le Parti de la justice, le principal parti de droite, n'en comptait que 129 (contre 227 précédemment) (1).

Le déclin du rôle de l'armée ?

C'est en effet la première fois dans l'histoire de la Turquie que le Parlement réussit à imposer son point de vue contre la volonté clairement exprimée de l'armée, et sans que celle-ci réagisse. Or ce Parlement était le même qu'en 1971 et 1972, avait cautionné l'insurrection des militaires d'un régime d'exception particulièrement brutal. Et les élections de l'automne suivant ont sensiblement renforcé des gains de la gauche, le parti républicain du peuple passant de 96 à 185 sièges, tandis que le Parti de la justice, le principal parti de droite, n'en comptait que 129 (contre 227 précédemment) (1).

Le déclin du rôle de l'armée ?

C'est en effet la première fois dans l'histoire de la Turquie que le Parlement réussit à imposer son point de vue contre la volonté clairement exprimée de l'armée, et sans que celle-ci réagisse. Or ce Parlement était le même qu'en 1971 et 1972, avait cautionné l'insurrection des militaires d'un régime d'exception particulièrement brutal. Et les élections de l'automne suivant ont sensiblement renforcé des gains de la gauche, le parti républicain du peuple passant de 96 à 185 sièges, tandis que le Parti de la justice, le principal parti de droite, n'en comptait que 129 (contre 227 précédemment) (1).

## Portrait

### Un champion de la libre entreprise peu enclin aux réformes

Solide, menton et cou faisant bloc, le front haut et dégarni, M. Suleyman Demirel fait le bonheur des caricaturistes turcs par des traits curieusement musclés. Le ressemblance s'arrête là, le nouveau premier ministre ne prisant guère le totalitarisme.

Né la même année que la République turque, en 1923, dans une famille de notables agraires du village d'Islemköy du département d'Isparta, célèbre pour ses tapis et son essence de rose, M. Demirel obtient son diplôme d'ingénieur en hydraulique en 1949 à l'université technique d'Istanbul, puis poursuit ses connaissances aux Etats-Unis comme premier boursier turc de l'Eisenhower Exchange Fellowship. A son retour, remarqué par Adnan Manders, alors premier ministre et chef du parti démocrate, il est nommé directeur général des travaux publics à l'âge de trente et un ans. Il fait preuve d'une telle énergie à ce poste qu'il y gagne le surnom de « Roi des barrages ».

Après le coup d'Etat de 1960 qui met fin à l'ère Manders, M. Demirel, surintendant prolongé, doit faire son service militaire. Il se passe au Conseil supérieur du plan, puis opte pour le secteur privé, où il réussit fort bien comme ingénieur-conseil et représentant de grandes sociétés étrangères.

Bruquement, en 1964, il amorce une carrière politique : il est élu au comité national du Parti de la justice, créé en 1961 pour remplacer le parti démocrate dissous. A la surprise générale, peut-être en raison des amitiés qu'il avait conservées du temps d'Adnan Manders, il est élu en décembre 1964 président de ce parti après une lutte très serrée avec M. Sadettin Bilgic, chef de l'aile droite.

Après la chute du gouvernement de coalition d'Ismet Inönü, chef du Parti républicain du peuple, M. Demirel devient, en février 1965, vice-président du gouvernement de transition formé par le sénateur M. Ugruplu. En octobre 1965, aux élections générales, le Parti de la justice obtient près de 5 millions de voix grâce au soutien massif des partisans de l'ancien ministre d'Adnan Manders, qui tentent ainsi leur revanche sur le coup d'Etat de 1960.

Après la chute du gouvernement de coalition d'Ismet Inönü, chef du Parti républicain du peuple, M. Demirel devient, en février 1965, vice-président du gouvernement de transition formé par le sénateur M. Ugruplu. En octobre 1965, aux élections générales, le Parti de la justice obtient près de 5 millions de voix grâce au soutien massif des partisans de l'ancien ministre d'Adnan Manders, qui tentent ainsi leur revanche sur le coup d'Etat de 1960.

Après la chute du gouvernement de coalition d'Ismet Inönü, chef du Parti républicain du peuple, M. Demirel devient, en février 1965, vice-président du gouvernement de transition formé par le sénateur M. Ugruplu. En octobre 1965, aux élections générales, le Parti de la justice obtient près de 5 millions de voix grâce au soutien massif des partisans de l'ancien ministre d'Adnan Manders, qui tentent ainsi leur revanche sur le coup d'Etat de 1960.

Après la chute du gouvernement de coalition d'Ismet Inönü, chef du Parti républicain du peuple, M. Demirel devient, en février 1965, vice-président du gouvernement de transition formé par le sénateur M. Ugruplu. En octobre 1965, aux élections générales, le Parti de la justice obtient près de 5 millions de voix grâce au soutien massif des partisans de l'ancien ministre d'Adnan Manders, qui tentent ainsi leur revanche sur le coup d'Etat de 1960.

Après la chute du gouvernement de coalition d'Ismet Inönü, chef du Parti républicain du peuple, M. Demirel devient, en février 1965, vice-président du gouvernement de transition formé par le sénateur M. Ugruplu. En octobre 1965, aux élections générales, le Parti de la justice obtient près de 5 millions de voix grâce au soutien massif des partisans de l'ancien ministre d'Adnan Manders, qui tentent ainsi leur revanche sur le coup d'Etat de 1960.

Après la chute du gouvernement de coalition d'Ismet Inönü, chef du Parti républicain du peuple, M. Demirel devient, en février 1965, vice-président du gouvernement de transition formé par le sénateur M. Ugruplu. En octobre 1965, aux élections générales, le Parti de la justice obtient près de 5 millions de voix grâce au soutien massif des partisans de l'ancien ministre d'Adnan Manders, qui tentent ainsi leur revanche sur le coup d'Etat de 1960.

## Les nouveaux

● M. TURHAN FEYZIOGLU. — Ancien professeur de droit constitutionnel, né à 11 ans de quatre-trois ans dans une famille de notables de Koyseri, il fut le bras droit d'Ismet Inönü dans le parti d'Etat. Il fut ensuite ministre de la Défense des libertés publiques, il s'opposa au parti démocrate d'Adnan Manders. M. Turhan Feyzioglu est ensuite progressivement orienté vers la droite. Rival malheureux de M. Ecevit pour le poste de secrétaire général du parti républicain du peuple, il se sépara du P.R.P. en 1967 avec une quarantaine de parlementaires de cette formation pour fonder le Parti de la confiance.

● M. NECMETTIN ERBAKAN. — Né à Sinop, en 1928, ingénieur formé à l'université technique d'Istanbul où il a longtemps occupé une chaire, M. Erbakan a été élu ministre de la Défense des libertés publiques dans le département très conservateur de Konya, aux élections législatives de 1969. Il fonda ensuite le Parti de l'ordre national qui devint être dissous en 1971 par la Cour constitutionnelle en raison de ses méthodes « anti-laïques ». En octobre 1972, naquit le Parti du salut national, d'inspiration très poète, dont M. Erbakan n'assuma la présidence qu'après les élections de 1973. Cette formation, qui prône un régime de nature islamique et résolument anti-communiste, s'associait en janvier 1974 au parti de M. Ecevit pour former un gouvernement minoritaire, dont M. Erbakan devint le vice-premier ministre. En septembre de la même année, le gouvernement Ecevit se disloqua à la suite des votes critiques formulés par M. Erbakan au sujet de la politique chypriote du gouvernement.

● ALPASLAN TURKES. — Nationaliste d'extrême droite, M. Alpaslan Turkes est né en 1917 à Nicosie. Brillant élève de l'école militaire, ancien membre du comité de l'Union nationale, il fut ensuite ministre de la Défense de 1960. Colonel en retraite, il fut sa réapparition après plusieurs années d'exil dans le parti d'Etat. Il fonda ensuite le Parti de l'action nationale en 1969. Anti communiste, mais opposé au grand capitalisme, il fut ministre de la Défense (appliquées par les jeunes militants de son parti). M. Turkes est accusé de longue date au grand idéal pan-turcien (union de tous les Turcs).

● M. FERIT MELEN. — M. Melen, soixante-neuf ans, membre du parti républicain de la confiance (P.R.C.) est un vétéran de la politique. Ancien premier ministre et plusieurs fois ministre, il succéda, au ministère de la Défense, à M. Semkar, lui aussi membre du P.R.C. M. Melen avait déjà été à la tête de ce ministère, il y a trois ans, avant de devenir président du conseil. Réputé pour son anticommunisme, M. Melen est originaire de Van (dans l'est de l'Anatolie), ce qui peut expliquer sa désignation, au moment où les militaires s'apprêtaient à intervenir dans la formation des populations kurdes traversant clandestinement la frontière du sud-ouest.

● M. İHSAN SABRI CAGLAYANGIL. — Agé de soixante-sept ans, le sénateur Caglayangil fut ministre des ports et du ministre des affaires étrangères, qu'il avait dû abandonner lors de la chute du gouvernement Demirel, provoqué par l'intervention militaire du 12 mars 1971. Considéré comme pro-américain, il fut cependant à l'origine d'une nouvelle politique de rapprochement avec les Etats arabes.

● M. İSMAIL MUTLUOĞLU (P.S.N.) ; défense : M. Ferit Melen (P.R.C.) ; premier ministre adjoint : M. Necmettin Erbakan (P.S.N.) ; affaires étrangères : M. İhsan Sabri Caglayangil (P.J.) ; finances : M. Yılmaz Ergenekon (P.J.) ; commerce : M. Kemal Demirel (P.R.C.) ; mines et métaux : M. Orhan Özkarak (P.R.C.) ; agriculture : M. Korut Ozal (P.S.N.) ; communications : M. Nâhîl Menekşe (P.J.) ; travail : M. Nevrik Fakur (P.S.N.) ; industrie et technologie : M. Kerim Dogru (P.S.N.) ; énergie et ressources nationales : M. Selahattin Kilic (P.J.) ; villages et coopératives : M. Vahit Kocaman (P.J.) ; industrie forestière : M. Turhan Kapranlı (P.J.) ; jeunesse et sports : M. Ali Sevil Erkek (P.J.) ; culture : M. Ahmet Mahir Altun (P.J.) ; logement : M. Nurettin Ok (P.J.).

● M. İSMAIL MUTLUOĞLU (P.S.N.) ; défense : M. Ferit Melen (P.R.C.) ; premier ministre adjoint : M. Necmettin Erbakan (P.S.N.) ; affaires étrangères : M. İhsan Sabri Caglayangil (P.J.) ; finances : M. Yılmaz Ergenekon (P.J.) ; commerce : M. Kemal Demirel (P.R.C.) ; mines et métaux : M. Orhan Özkarak (P.R.C.) ; agriculture : M. Korut Ozal (P.S.N.) ; communications : M. Nâhîl Menekşe (P.J.) ; travail : M. Nevrik Fakur (P.S.N.) ; industrie et technologie : M. Kerim Dogru (P.S.N.) ; énergie et ressources nationales : M. Selahattin Kilic (P.J.) ; villages et coopératives : M. Vahit Kocaman (P.J.) ; industrie forestière : M. Turhan Kapranlı (P.J.) ; jeunesse et sports : M. Ali Sevil Erkek (P.J.) ; culture : M. Ahmet Mahir Altun (P.J.) ; logement : M. Nurettin Ok (P.J.).

● M. İSMAIL MUTLUOĞLU (P.S.N.) ; défense : M. Ferit Melen (P.R.C.) ; premier ministre adjoint : M. Necmettin Erbakan (P.S.N.) ; affaires étrangères : M. İhsan Sabri Caglayangil (P.J.) ; finances : M. Yılmaz Ergenekon (P.J.) ; commerce : M. Kemal Demirel (P.R.C.) ; mines et métaux : M. Orhan Özkarak (P.R.C.) ; agriculture : M. Korut Ozal (P.S.N.) ; communications : M. Nâhîl Menekşe (P.J.) ; travail : M. Nevrik Fakur (P.S.N.) ; industrie et technologie : M. Kerim Dogru (P.S.N.) ; énergie et ressources nationales : M. Selahattin Kilic (P.J.) ; villages et coopératives : M. Vahit Kocaman (P.J.) ; industrie forestière : M. Turhan Kapranlı (P.J.) ; jeunesse et sports : M. Ali Sevil Erkek (P.J.) ; culture : M. Ahmet Mahir Altun (P.J.) ; logement : M. Nurettin Ok (P.J.).

**BON D'EXAMEN GRATUIT**

Envoyez-moi pour examen gratuit pendant 10 jours. J'aurai tout le loisir de prendre connaissance de cet ouvrage. Passé ce délai :

● Je pourrai le garder et le payer seulement 33,95 F (+ 2,05 F de port). Vous me renverrez ensuite le livre et le matériel à l'adresse ci-dessous.

● Je pourrai vous le retourner sans rien vous devoir et sans avoir à justifier mon refus.

à renvoyer à CAL Champe-Elyées, 75391 Paris Cedex 08

Prénom \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Signature \_\_\_\_\_

**Découvrez ce bon et lisez gratuitement pendant 10 jours**

**LE PLUS GRAND CHEF-D'ŒUVRE DE LA SCIENCE-FICTION**

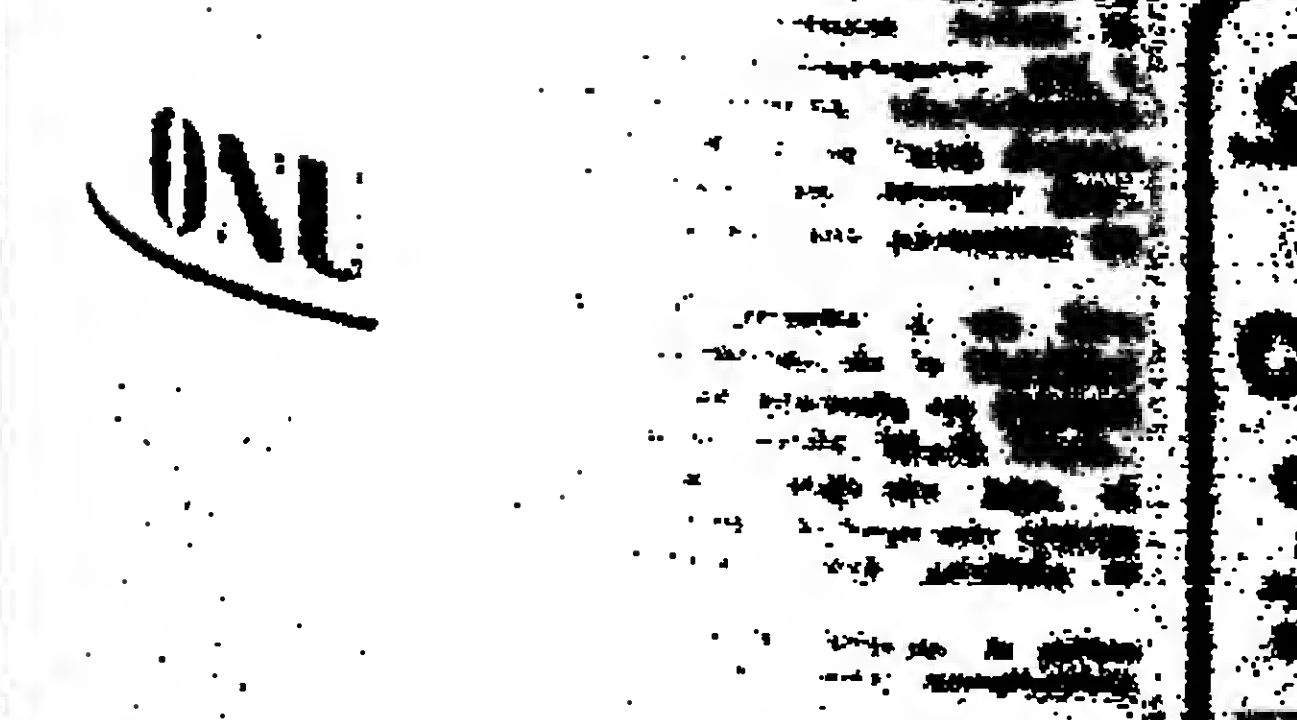
FONDATION ! D'ISAAC ASIMOV ILLUSTRÉ PAR ANDRÉ BEGHIN CAL

FONDATION ! Un des chefs-d'œuvre de la science-fiction ! Tout y est agencé pour nous dépayser, nous faire rêver, nous leter dans l'avenir la plus folle et, en même temps, c'est une satire sociologique et politique que Voltaire aurait pu écrire. Les guerres, les voyages, les emplois, à l'échelle de la Galaxie. Mais, au Grand Conseil de la Fondation comme à la cour du Roi de Kored, vous rencontrerez un vieil ami, que vous serez surpris de voir si semblable à lui-même depuis les pharaons : l'homme !

Voici les chefs-d'œuvre de la science-fiction qui méritaient une grande édition luxueusement reliée et illustrée.

Les plus grands romans : « Fondation », « Fahrenheit 451 », « Solaris », « Les Chroniques martiennes », etc. Les plus grands auteurs : Lovecraft, Bradbury, Asimov, Schekley, Matheson, etc. Les plus grands dessinateurs : Goulem, Broutin, Eisen, Drouin, etc.

Avec les chefs-d'œuvre de la SCIENCE-FICTION de CAL, plus les 20 jours, faites un voyage fantastique, et faites le premier gratuitement pendant 10 jours, avec la FONDATION.



# EUROPE

La formation du nouveau cabinet  
LA CRISE CHEZ

## en Turquie VAINQUEURS

peuple. « Je l'ai quitté en 1967, à la suite d'un article publié dans la revue du parti. Uzun, qui faisait un éloge sans nuances de la République démocratique allemande », nous explique M. Feyzioglu. « M. Ecevit n'est pas marxiste mais c'est un républicain romantique. Il n'a aucune formation économique. » Aussi M. Feyzioglu pense-t-il plutôt pour le soutien au Parti de la justice et au moins pour l'instant à M. Demirel.

Sans doute M. Ecevit peut-il profiter, à terme, des divisions de la droite traditionnelle. Mais c'est surtout l'extrême droite qui en bénéficie. Avec quarante-huit députés, le Parti du salut national de M. Erbakan peut prétendre arbitrer la situation. Il le fit effectivement l'année dernière, en acceptant de soutenir le gouvernement de M. Ecevit, puis en lui retirant son appui. Certains craignent qu'il pourrait encore accroître sa représentation parlementaire.

**Les « commandos » de M. Turkes**

C'est un parti islamique, soutenu par un groupe d'ingénieurs à poigne, qui misent sur la crédulité du monde paysan, resté profondément musulman et, de ce point de vue, opposé au laïcisme militant du kémalisme. Contrairement à ce qu'il a été dit, M. Erbakan n'est pas soutenu par le colonel Kadhafi. On a pu en voir la preuve en janvier, lors de la visite à Ankara du président libyen, qui n'a accepté de rencontrer, parmi tous les leaders politiques, que M. Ecevit. En revanche, M. Erbakan était assés disposé à s'entendre avec le roi Fayçal d'Arabie. Mais, du temps où il était vice-premier ministre, l'année dernière, il parvint en grande pompe pour l'été à promettre de rapporter des milliards, et n'obtint rien. Avec quelque démagogie, il déclare la guerre au capitalisme et à tout ce qui touche, de près ou de loin, à l'« exploitation ». Le socialisme étant, nous dit-il, « comme une voiture qui s'écarterait vers l'abîme pour entrer dans le paradis », il invente une troisième voie, celle du « salut national ». Partisan de l'annexion pure et simple de Chypre, il se défend d'être un musulman intégriste, mais c'est surtout parce qu'il risquerait de voir son parti dissous par la Cour constitutionnelle, pour atteinte à la laïcité de l'Etat.

Plus à droite, encore, si possible, se situe le Parti de l'action nationale de l'ancien colonel Turkes. Ce groupe n'a que trois députés, mais sa force réelle est multipliée par l'entretien de nombreux « commandos » qui, à l'exemple des « équipes » de Mussolini dans les années 30, sèment la terreur dans les milieux d'extrême gauche et même, en certains cas, de la gauche modérée. Au mois de janvier, l'association des instituteurs turcs, qui est lettre au président de la République pour dénoncer les actions vexatoires dont un grand nombre d'entre eux sont victimes, d'ira toutes les régions du pays. Les commandos s'agissent avec, surtout, la complicité inavouée de la police, qui arrive tard sur les lieux et découvre rarement les coupables. Les observations de ces suspects de « gauchisme » s'accroissent pour y voir une cause de la radicalisation de l'extrême gauche, qui réplique avec les mêmes moyens.

En Turquie, l'extrême gauche couvre un large éventail, allant du socialisme au marxisme. Elle est présente, mais affaiblie et divisée. L'ancien parti ouvrier turc, d'origine syndicale, qui avait réussi pendant quelques années à unir les différentes tendances de la gauche marxiste, a été dissous en 1970, alors que les syndicats l'avaient déjà sérieusement ébranlé. Son chef, M. Aybar, avait démissionné à la suite de l'intervention des Russes en Tchétchénie. Il rassemble toujours autour de lui un certain nombre de fidèles, mais son audience est réduite. On peut en dire autant de la plupart des mouvements : Mme Bekir Bozdağ, qui avait succédé à M. Aybar, et représente une tendance plus « orthodoxe », n'a pas réussi à mettre sur pied un nouveau parti. Un nouveau mouvement, le P.S.O.T. (Parti ouvrier socialiste turc), dirigé par une jeune femme, Mme Oydya Baydar, plus « radicale » que les deux précédents, est généralement considéré comme un groupuscule sans avenir. Plus à gauche encore se situent les petits groupes marxistes, dont l'influence peut être comparée à celle de leurs homologues français il y a quelques années.

**ONU**

● LA FRANCE PRESIDERA LE CONSEIL DE SECURITE DES Nations unies en avril, conformément au roulement alphabétique mensuel en vigueur. En l'absence du chef de la mission française à l'ONU, M. de Guiringaud, retenu par la conférence internationale sur l'énergie qui se réunira à Paris le 4 avril, M. Jacques Lecompert assurera la présidence.

On trouve enfin des « restes » des mouvements terroristes, comme le Dev Genç, qui, poussés à bout dans les années 68-70, s'étaient livrés à des actions d'une rare violence et avaient ainsi fourni à l'armée un prétexte pour intervenir.

Tous ces groupes, séparés et rivaux, souvent enfermés dans un univers intellectuel sans rapport avec la réalité, pourraient retrouver une certaine importance si le futur gouvernement se montrait incapable de fermeté à l'égard de l'extrême droite. Mais, en ce moment, on assiste à une reprise de la répression contre la gauche. Des perquisitions et des arrestations ont eu lieu dernièrement de nouveaux procès pour délit d'opinion sont en préparation. En l'absence d'un gouvernement investi d'un mandat populaire, les corps intermédiaires, comme la police et, dans une certaine mesure, l'armée, redressent la tête.

C'est pourquoi, dans cette démocratie en panne, la nécessité se fait sentir d'un minimum de stabilité, de nouvelles élections. C'est aussi pourquoi un tel courant d'opinion se dessine en faveur de M. Ecevit, jugé par beaucoup comme la seule personnalité capable d'inspirer le respect à la fois au peuple et à l'armée.

Tandis que M. Ecevit nous déclarait : « Je m'appuie sur toutes les couches de la société », l'exception des milieux d'affaires, certains grands hommes d'affaires d'Istanbul nous assuraient qu'ils avaient décidé de le soutenir. « Lui seul est en mesure d'assurer un minimum de stabilité sans lequel rien ne se fait. Il a la confiance des syndicats. Pour nous, c'est l'essentiel. »

**OLIVIER POSTEL-VINAY.**

Prochain article :  
**TELEVISION ET BIDONVILLES**

## Grèce Nette victoire des candidats de l'opposition au premier tour des élections municipales

De notre correspondant

Athènes. — C'est aux cris de « La démocratie est née à Athènes ! » et de « La démocratie a triomphé aujourd'hui ! » que les partisans de M. Papathéodorou — nouveau maire d'Athènes — ont salué la victoire de la liste Entente démocratique soutenue par tous les partis de l'opposition et qui a obtenu 53,4 % des suffrages dans la capitale. Lors des élections générales du 17 novembre 1974, Athènes avait donné 53,8 % des voix à la Démocratie nouvelle de M. Caramanlis. Mais l'ancien maire, M. Pliyas, n'a obtenu que 38 % des voix. Il apparaît que son royalisme par tout déclaré lui a fait perdre un certain nombre de voix parmi les républicains de droite. En fait, de nombreux libéraux qui avaient voté pour M. Caramanlis en novembre dernier ont regagné le bercail centriste.

Cependant, le succès de partis de l'opposition, qui peuvent déjà évaluer le potentiel électoral qu'ils représentent un large « rassemblement démocratique », ne se limite pas à la capitale. Les listes communales soutenues par les partis de l'opposition ont également triomphé à Patras, à Voies, à Efraklion, à Mytilène, à Kozani, et se trouvent fort bien placées pour le second tour du dimanche 6 avril au Pirée, à Salonique, à Corinthe, à Kardites et dans de nombreuses villes. Il apparaît également que dans les banlieues d'Athènes et du Pirée les municipalités seront pour la plupart de centre gauche.

M. Georges Mavros, président de l'Union du centre, M. André Papandréou, président du PASOK, les dirigeants de l'EDA et du parti communiste de l'intérieur commentent la signification politique de ce premier tour des municipales.

Il faut voir que la majorité gouvernementale actuelle ne reflète plus le rapport des forces

**U.R.S.S.**

## L'écrivain Martchenko et deux activistes juifs sont condamnés à des peines de résidence surveillée

De notre correspondant

Moscou. — Quatre ans d'exil à un écrivain dissident coupable d'infraction à la loi sur l'assignation à résidence et qui voulait s'expatrier aux Etats-Unis et non pas en Israël, comme le lui avaient proposé les autorités (1). Cinq ans d'exil à deux activistes juifs coupables d'avoir manifesté pendant quelques minutes sur la voie publique contre le refus de visa pour Israël qui leur était opposé depuis plusieurs années.

Ces deux verdicts ont été rendus lundi 3 mars par deux tribunaux soviétiques. Le premier concerne l'écrivain Anatole Martchenko, trente-huit ans, assigné à résidence à Taroussa, à une centaine de kilomètres de Moscou, depuis sa sortie de prison en 1971. Martchenko a été arrêté le 24 février dernier ; il était accusé d'avoir violé le règlement qui l'oblige à rester chez lui de 20 heures à 6 heures du matin, et à se présenter une fois par semaine à la police. La seconde assignation à résidence a été déposée une demande de visa de sortie pour Israël. Unis, en dépit des « conseils » qui lui avaient été prodigués, il avait demandé s'il n'y avait pas de chances d'être accepté s'il voulait partir pour Israël. M. Martchenko, qui n'est pas juif, ne tint pas compte de ces suggestions et dut rester en exil quatre années supplémentaires.

Les décrets d'Anatole Martchenko avec la justice soviétique ont commencé en 1959, lorsque, à la suite d'une rixe, il tenta de s'enfuir en Iran. Arrêté non loin de la frontière, il fut jugé pour trahison et condamné à six années d'emprisonnement. A la suite de cette première peine, il composa un ouvrage publié à l'Ouest sous le titre *Mon témoignage* (Seuil). La publication de ses souvenirs lui valut un second procès, et il retourna en prison de 1968 à 1971. C'est à ce moment-là qu'il fut assigné à résidence à Taroussa. Selon le physicien André Sakharov, qui a assisté à son procès, Martchenko ferait la grève de la faim depuis son arrestation en février dernier, mais aurait été alimenté de force.

Le second procès a eu lieu devant un tribunal de la banlieue de Moscou. Les accusés en étaient deux activistes juifs, Mark Nachpits, dentiste, vingt-six ans, et Boris Tsitlionok, technicien, trente ans. Ils avaient été arrêtés le 11 février.

(1) En Union soviétique, la peine d'exil est en fait une assignation à résidence.

(2) Nachpits et Tsitlionok sont les fondateurs de la Ligue communiste juive et qui l'autorisation de quitter l'U.R.S.S. et été refusée et qui déposait de nouvelles demandes. En revanche, leurs familles se trouvent en Israël depuis un certain temps déjà. — (N. D. L. R.)

## Portugal Le gouvernement restreint comprend autant de militaires que de civils

Lisbonne (A.F.P., A.P. Reuters). — Lors de sa première réunion, le lundi 31 mars, le quatrième gouvernement provisoire portugais a décidé la création d'un conseil des ministres restreint, qui siègera une fois par semaine. Outre le premier ministre et les quatre ministres d'Etat, cet organe comprendra trois ministres militaires dont les noms n'ont pas été communiqués. Contrairement aux informations qui avaient circulé la semaine dernière, militaires et civils seront donc en nombre égal au sein du gouvernement restreint.

Le commandant Correia Jesuino, ministre de l'information, a, d'autre part, indiqué le 31 mars, devant la presse étrangère, que le gouvernement actuel demeurerait en fonctions au moins six mois après les élections à l'Assemblée constituante du 25 avril prochain, c'est-à-dire jusqu'aux scrutins qui désigneront le président de la République et l'Assemblée législative.

Le ministre a également déclaré que l'Eglise catholique « se hâte trop » lorsqu'elle assure les forces armées de vouloir implanter une dictature marxiste au Portugal. Il répondit ainsi à des accusations récemment formulées par l'évêque de Porto, Mgr Antonio Ferreira Gomes, le Monde, du 17 avril, et par le cardinal patriarche de Lisbonne, Mgr Antonio Ribeiro. Le commandant Correia Jesuino a admis la nécessité d'un « dialogue » entre l'Eglise et le gouvernement, afin que ce dernier explique les objectifs de la révolution portugaise.

Enfin, le ministre a confirmé le désir du Portugal de se maintenir au sein de l'alliance atlantique — tout en s'abstenant de participer aux travaux du « comité des plans nucléaires ». Le Portugal s'est également très intéressé à étendre ses relations avec les pays du tiers-monde, dont il se sent plus proche, sur le plan économique, que de l'Europe. Il serait, cependant, prématuré de parler d'adhésion du Portugal au groupe des pays non-alignés, a conclu le commandant Correia Jesuino.

Enfin, le ministre du travail, le capitaine Costa Martins, a déclaré, à son retour d'un voyage en Union soviétique, que l'U.R.S.S. et le Portugal étaient convenus qu'« une aide soviétique au Portugal est nécessaire ».

**Lisbonne, bête curieuse de l'Europe**

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Tout change au Portugal, même les touristes. Les « quatre étoiles » de la capitale sont loin de faire le plein. La saison commence à peine et les amateurs du voyage forcé — huit jours, service compris — ne sont pas encore venus goûter cet « air de liberté » que vantent les prospectus d'agences. On assure même que les événements du 11 mars dernier auraient provoqué des défections. En revanche, les petites pensions dissimulées au pied des rochers du défilé d'Alentejo attirent déjà de nombreux touristes. Les locataires ne sont pas attirés par la Lisbonne by night et sa tournée rituelle des caves à tados. On les rencontre plutôt, en fin d'après-midi, assis au soleil autour de la colonne du Rossio ou sous les arches de la place du Commerce. En bleu-bleu et espérilles, ils rassemblent aux « nuitades » du quartier Saint-Severin. Lisbonne est une nouvelle étape pour ceux qui font la route et cherchent, comme nous dit l'un d'eux, « quelque part en Europe, un coin où l'on respire un peu ».

Les onze premiers mois de la révolution n'ont pas tout bouleversé. La ville vit encore de ses vieilles habitudes, se lève tard le dimanche et bourdonne jusque bien au-delà de minuit. Mais la liberté route neuve a habillé les murs et les façades de la capitale d'une carapace d'affiches qui se superposent au rythme allénié des meetings et des « sessions d'éclaircissement ». L'ancien et le nouveau se mêlent. On vend la Voix du travailleur et Lutte prolétarienne sur les marches de la gare centrale au coudé à coudé avec l'éternelle crieuse de la tobacola et le cirque qui tambourine sur sa caisse. Rien en tout cela d'une ville qui tremblerait pour ses tendons.

Le Portugal des capitaines, inquiet, intrigué, aïlle. On vient voir de plus près l'expérience. Les journaux épient, avec photos à la « une », les personnalités qui font l'honneur d'une visite : Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, arrivés récemment, ont partagé la table de quelques-uns des membres du Conseil de la révolution avant de se rendre à Porto, où ils sont les hôtes de l'université. Louis Althusser et son épouse, venus un jour plus tard, sont partis faire une tournée des villages de l'Alentejo. D'Italie, de France, d'Espagne ou de Scandinavie, des dirigeants politiques atterrissent à Lisbonne pour saluer et soutenir l'accord du P.C.I. avec la politique actuelle de notre parti. « Nous avons pu vérifier l'accord du P.C.I. avec la politique actuelle de notre parti », devait dire, à l'issue de la rencontre, M. Manuel Tito de Morais, secrétaire international du P.S.P., qui a ajouté : « Ces contacts entrent dans le cadre de nos relations de solidarité avec les partis socialistes et communistes, notamment italiens et espagnols, qui sont les plus intéressés au progrès du Bassin méditerranéen. »

L'extrême gauche n'est pas en reste. Elle vient surtout de France, en voiture, comme ces militants de la Ligue communiste révolutionnaire qui profitent des congés de Pâques pour venir en aide aux « camarades portugais » de la Ligue communiste internationaliste (L.C.I.). Il s'agit, par exemple, de les faire bénéficier de l'expérience accumulée, du travail accompli et des thèmes avancés au cours des campagnes présidentielles menées par M. Alain Krivine. Un plan de campagne, une intervention télévisée, cela ne s'improvise pas, et les candidats de la L.C.I. aux prochaines élections à l'Assemblée constituante, sont encore, en cette matière, des novices. Le « Portugal novo », c'est un peu Cuba à quelques heures de voiture.

**DOMINIQUE POUCHIN.**

**BON STIAMMA**

**FALS GRAND**  
**DE LA**  
**MAISON ROTON**  
**FONDATION**

**La Pompadour**

**SPECIALISTE CEREMONIES**

la plus élégante  
Collection parisienne  
ensembles, manteaux,  
robes courtes et longues  
sole naturelle, imprimés,  
mousseline, etc.

**GRANDES TAILLES**  
du 42 fort au 60

32 bis, Bd HAUSSMANN  
M<sup>e</sup> Chassée d'Armin

**198 F "Tilt" 65 cm**

**dernière création LANCEL**

Opéra - Rond-Point des Champs Elysées  
C.I.P. Porte Maillot-Parly 2-Vélizy 2-Créteil-Lyon-Nantes-Nice  
et dépositaires agréés

سكزاجن الاميل

مركز من الأعمال

# PROCHE-ORIENT

## Le département d'État commente positivement les déclarations du président Sadate

M. Kissinger a rappelé à Washington cette semaine les ambassadeurs américains en Egypte, en Israël, en Jordanie et en Syrie pour les consulter au sujet du réexamen actuel de la politique des Etats-Unis au Proche-Orient, a annoncé, lundi 31 mars, le département d'Etat. Ce réexamen a été décidé à la suite de l'échec de la dernière mission de conciliation entre Israël et l'Egypte. Le porte-parole du département d'Etat a d'autre

part commenté positivement les décisions du président Sadate au sujet de la rouverture du canal de Suez et de la prolongation de trois mois du mandat des forces de l'ONU dans le Sinaï. Ces décisions, a déclaré le porte-parole, M. Robert Anderson, sont « dignes d'un homme d'Etat et modérées ». Il a cependant refusé de commenter plus en détail les mesures annoncées par le chef de l'Etat égyptien.

## L'opinion israélienne attend des initiatives de son gouvernement

Jérusalem. — On continue à observer à Jérusalem la plus grande réserve devant les initiatives spectaculaires annoncées samedi 29 mars au Caire par le président Sadate.

Pour M. Ygal Allon, qui parlait lundi 31 mars devant le comité central d'une fédération de kibboutzim, si l'Egypte a décidé de rouvrir le canal de Suez, c'est avant tout « parce qu'elle ne peut pas se permettre de continuer à renouer à 1 milliard de dollars par an ». Cependant l'ensemble des propos tenus à cette réunion par le ministre israélien des affaires étrangères indique que Jérusalem n'est pas restée insensible, loin de là, à l'avantage politique que Le Caire avait marqué en se montrant si conciliant. M. Allon a tenu à rappeler que les territoires occupés constituaient « pour leur part grande part », un gage qui serait rendu en échange de la paix et qu'Israël était prêt à suivre l'Egypte dans une négociation sous quelque forme que ce soit. Genève ne fait pas peur à Israël, qui doute, cependant, de l'efficacité d'une telle rencontre. « Il est encore le ministre, celui-ci a ajouté qu'une reprise de la négociation Kissinger pouvait être envisagée avec des objectifs plus larges.

### De notre correspondant

moitié du Sinaï, en échange d'un engagement politique égyptien plus substantiel que celui qui était prévu durant la navette du secrétaire d'Etat entre Jérusalem et Assouan. Cette proposition ne serait faite, semble-t-il, qu'après une offre qui se fonderait sur la revendication originelle d'Israël d'une « négociation directe et sans conditions préalables pour la conclusion d'un traité global de paix » qui fixerait les frontières « sûres et reconnues » de l'Etat juif.

« Les choses bougent », soit dans le sens d'un règlement, soit dans celui du renforcement de l'implantation israélienne dans les territoires occupés. « Le bloc de la loi », qui est à l'origine des incursions de colons sauvages en Cisjordanie, a organisé les 30 et 31 mars, une « marche de la Samarie » qui a conduit de 15 000 à 20 000 personnes jusqu'à Sébastia, près de Naplouse, capitale de la Samarie, province du nord de la Cisjordanie. C'était une immense kermesse groupant des hommes, des femmes et des enfants. La foule chantait : « Toute la Samarie nous appartient. La Samarie est notre sécurité, elle est le cœur du pays ». Quelques jeunes gens, membres des kibboutzim, du parti de gauche Mapam, se sont mis sur le parcours de la marche avec des pancartes disant « Ici commence le fascisme », et invitant les marcheurs à aller plutôt peupler le désert israélien du Néguev.

Sur le bord d'un chemin, un vieux paysan arabe, qui avait apporté une grande jarre d'argile pour offrir de l'eau aux marcheurs, hochait la tête devant le spectacle de la foule bigarrée et chantante, où dominaient les barbues et les femmes en fichu et manches longues, comme il sied aux croyants. Il émit cette réflexion : « Les Juifs sont des méchants, tous, ils font tout ce bruit aujourd'hui, et demain il n'y aura plus personne ici. »

ANDRÉ SCÉMAMA.

### Irak

## LES AUTORITÉS PROLONGENT D'UN MOIS LE DÉLAI POUR L'AMNISTIE OFFERTE AUX KURDES RÉFUGIÉS EN IRAN.

Bagdad (A.F.P. A.P.). — Le conseil de commandement de la révolution irakienne a décidé, lundi 31 mars, de prolonger jusqu'à la fin du mois d'avril le délai durant lequel les « citoyens kurdes » réfugiés en Iran pourront regagner leur pays, en bénéficiant de l'amnistie. Le délai expirait précédemment le 1<sup>er</sup> avril. Selon les autorités de Bagdad, la rébellion kurde trahirait à sa fin. La plupart de ses dirigeants auraient trouvé refuge en Iran, mais le nombre de ceux qui auraient choisi de revenir ne cesserait de croître.

Interrogé par un envoyé spécial du quotidien allemand « Die Welt » avant son départ de l'Irak pour l'Iran, où il a trouvé asile, le général Barzani a précisé que la déhélé de ses troupes au cours des deux dernières semaines avait essentiellement des causes « politiques » et que les Kurdes n'avaient pas été défaits par l'armée irakienne. Il a estimé que son peuple obtiendrait un jour l'indépendance à condition qu'il cherche de nouvelles voies et attende une nouvelle chance. Il a enfin lancé un appel à la solidarité internationale en faveur des réfugiés kurdes.

Plusieurs dizaines de milliers de Kurdes se pressaient lundi soir devant la frontière turque afin d'obtenir l'autorisation de la traverser. Ils espéraient que le gouvernement d'Ankara reviendrait sur sa décision de ne pas les laisser entrer.

(P. H. H. H.)  
COURS D'HÉBREU INTENSIF  
du 7 avril au 7 mai 1975  
4 x semaine - 18 h. 30 - 20 h. 30  
au Centre Edmond-Fleg  
8 bis, rue de l'Éperon  
75006 PARIS  
Téléph. : 632-43-24  
Transcriptions le 5 avril

### Arabie Saoudite

## Le roi Khaled entend « libérer Jérusalem des griffes du sionisme »

L'Arabie Saoudite « supra à la lettre » la politique tracée par le roi Fayçal, a déclaré le roi Khaled dans une déclaration lue en son nom lundi soir à Radio Ryad par le prince héritier Fahd Ben Abdel Aziz, premier vice-président du conseil. C'est la première déclaration officielle gouvernementale saoudienne depuis l'assassinat du souverain le 25 mars.

Les principes essentiels de la politique saoudienne exposée par le roi Khaled sont : la solidarité islamique, le renforcement de l'unité des rangs arabes dans tous les domaines, la restauration des droits du peuple palestinien et le retour de Jérusalem sous la souveraineté arabe, la libération des territoires arabes occupés en 1967 et la paix internationale.

« Le roi Fayçal nous a légué une politique claire et une méthode appropriée de développement permettant au peuple saoudien de réaliser ses aspirations et à la nation arabe et islamique de jouer un rôle constructif », indique la déclaration gouvernementale, qui précise : « L'un des principes sur lesquels repose notre action extérieure est l'appel à la solidarité islamique par le resserrement des liens entre les musulmans, partout dans le monde. Nous n'avons dans les domaines où nous vivons et ce que disait le roi Fayçal : nous ne nourrissons de mauvaises intentions à l'encontre de personne, nous considérons que les musulmans, en réalisant le principe de l'unité et de coopération, agiront dans l'intérêt de tous. »

Le roi a ensuite souligné que l'Arabie Saoudite conviendra « au

renforcement de l'unité des rangs arabes et s'efforcera d'établir une coopération véritable et efficace entre les peuples arabes, dans tous les domaines : politique, économique et social. Le royaume saoudien se considère comme un point d'appui pour tous les Arabes afin de parvenir à la solidarité arabe et islamique ».

Sur le plan arabe, a-t-il indiqué, la politique saoudienne repose sur deux principes : « La restauration des droits usurpés du peuple palestinien et la récupération des territoires arabes occupés. La solution du problème palestinien commence par un point essentiel : la libération de la ville de Jérusalem des griffes du sionisme et le rétablissement de la souveraineté arabe sur la ville ».

« Le roi Fayçal nous a quittés avant d'avoir réalisé son rêve d'aller prier à Jérusalem, à dédicacer le souverain. Cette action arabe et islamique de jouer un rôle constructif », indique la déclaration gouvernementale, qui précise : « L'un des principes sur lesquels repose notre action extérieure est l'appel à la solidarité islamique par le resserrement des liens entre les musulmans, partout dans le monde. Nous n'avons dans les domaines où nous vivons et ce que disait le roi Fayçal : nous ne nourrissons de mauvaises intentions à l'encontre de personne, nous considérons que les musulmans, en réalisant le principe de l'unité et de coopération, agiront dans l'intérêt de tous. »

## AÉRONAUTIQUE

### POUR LA PREMIÈRE FOIS

## Les commandes de l'étranger ont dépassé en 1974 les 10 milliards de francs

En un an, l'industrie aéronautique en France a presque doublé le montant de ses commandes — civiles et militaires — enregistrées de l'étranger, puisque, selon des statistiques publiées par l'Union syndicale des industries aéronautiques et spatiales (USIAS), ces commandes se sont élevées en 1974 à 10 423 millions de francs, contre 5 470 millions de francs en 1973. C'est la première fois que les commandes dépassent les 10 milliards de francs.

Les livraisons à l'exportation durant l'année dernière ont atteint le montant de 5 350 millions de francs, au lieu de 4 810 millions en 1973. Selon l'USIAS, la répartition des commandes par groupe d'activités est la suivante, pour l'essentiel des matériels : cellules et bases stratégiques ou militaires, 4 207 millions de francs ; hélicoptères, 2 068 millions ; moteurs, 1 248 millions de francs. Le reste concerne les équipements et l'électronique. Les pays du Marché commun entrent pour 14,6 % de ce total et les Etats-Unis pour 4,5 % environ.

DANS ses statistiques annuelles, l'USIAS ne précise pas la part des matériels militaires commandés en France par des Etats étrangers, mais selon certaines informations, cette part serait de l'ordre de 80 %. En effet, le syndicat patronal de la construction aéronautique indique que les principaux matériels commandés sont les avions Mirage (de tous les modèles) et Jaguar, ainsi que les missiles tactiques et les hélicoptères. On note toutefois que, depuis quelques années, la part des hélicoptères à usage civil apportés par la France s'accroît très sensiblement. Les groupes privés Dassault-Breguet &

reçu commande, en 1974, de cinquante-cinq avions d'affaires à réaction Falcon 20 et Falcon 10, ce qui porte à quatre cent quinze exemplaires le nombre de ces bi-réacteurs vendus fermés. Les matériels français les plus commandés par des pays étrangers depuis le début de leur fabrication sont les Mirage 5 (la version simplifiée du précédent), à 1 268 exemplaires, dont 63 % à l'exportation pour dix-huit pays ; les Mirage III et Lama, à 2 732 exemplaires, dont 74 % à l'exportation pour soixante-dix-neuf pays, et 304 030 missiles tactiques de différents modèles différents, dont 46 % à l'exportation pour trente-quatre pays.

### DES AMÉRICAINS DÉFENDENT CONCORDE

Le « Wall Street Journal » prend la défense de Concorde et critique les attaques menées actuellement aux Etats-Unis contre l'avion supersonique franco-anglais. « Les politiciens américains n'ont absolument aucune raison d'essayer de briser les chances d'expansion commerciale de Concorde », écrit le quotidien de New-York dans un éditorial publié le lundi 31 mars. A son avis, les arguments de ceux qui sont opposés à l'atterrissage de Concorde à New-York « n'ont guère de base solide ». Le super-sonique franco-britannique est un avion comme les autres, pas plus bruyant que le Boeing-707 et simplement beaucoup plus rapide.

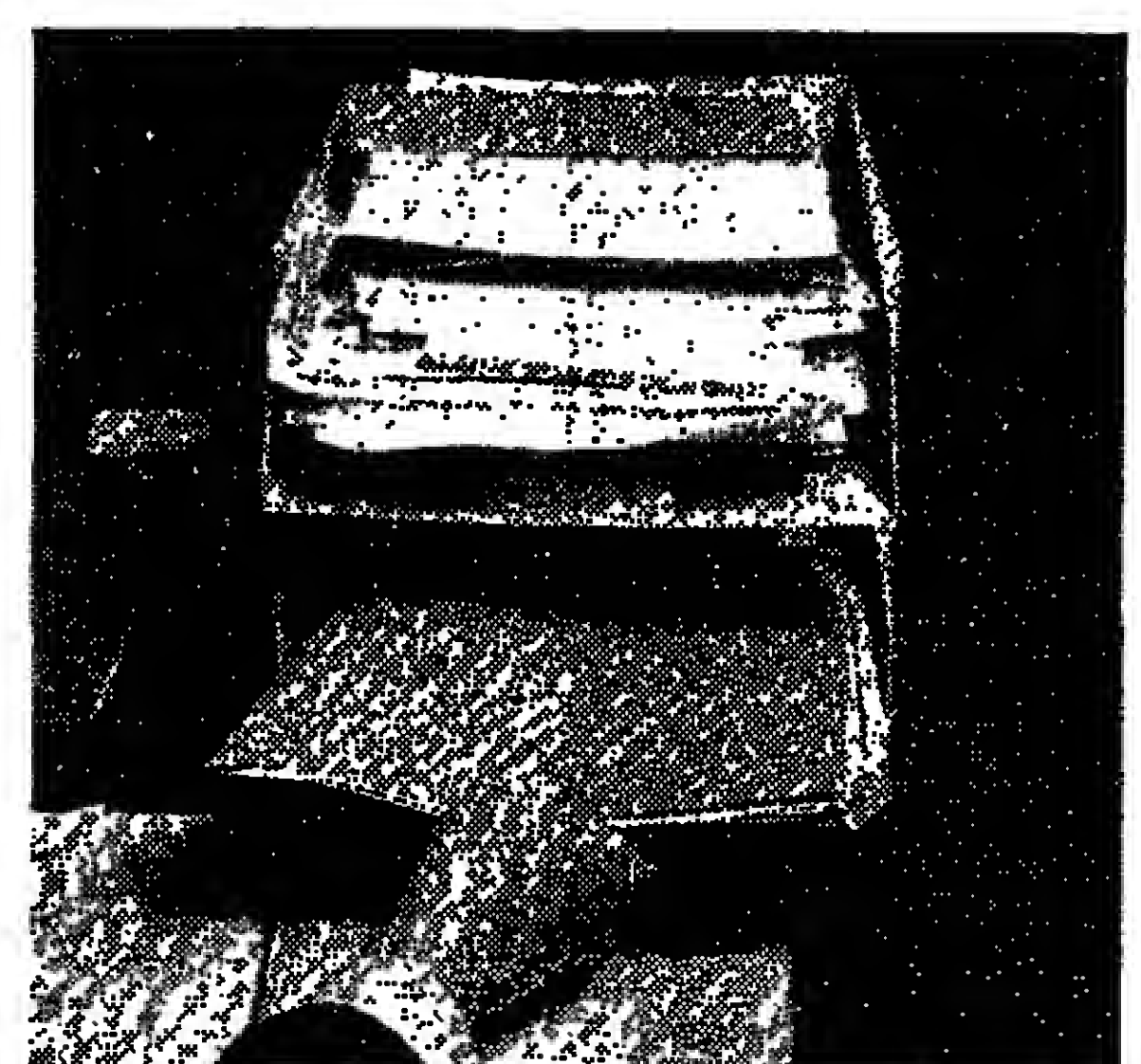
## DÉFENSE

## Des manœuvres nationales auront lieu en avril et en mai

Des manœuvres nationales auront lieu du 23 avril au 7 mai sur l'initiative de l'état-major des armées qui organise, régulièrement, tous les deux ans depuis 1969, un exercice de cette ampleur. Selon la revue mensuelle « Défense nationale », ces manœuvres porteront sur l'état d'un conflit impliquant la mise en œuvre simultanée de toutes les forces. Cet exercice se décomposera en deux périodes distinctes : un exercice fictif (ou EXXATV), qui aura lieu, principalement, du 22 au 30 avril, et un certain nombre d'exercices réels mais limités (ou EXRELS), du 5 au 7 mai, dans le Sud-Est et dans la III<sup>e</sup> région maritime (Toulon).

La première partie des manœuvres sera donc exclusivement un exercice fictif d'état-major, pour mettre à l'épreuve l'aptitude des organismes centraux, la validité des plans — y compris dans le domaine nucléaire — et l'adaptation des transmissions aux besoins du commandement, ainsi que l'efficacité de la logistique. Le thème des manœuvres portera sur « la difficile période de transition entre la fin d'une crise et son début et l'enchaînement sur un conflit armé, pour l'examen des possibilités opérationnelles de nos forces et de leur aptitude à satisfaire les besoins de la politique du gouvernement dans la conduite d'une crise aiguë ».

(1) Défense nationale, 1, place Joffre, 75007 Paris, mars 1975, p. 7.



## Avant de "classer" vos projets d'expansion industrielle, lisez ceci :

Il existe encore dans la CEE un heureux pays où les plans d'expansion industrielle trouvent le climat propice qui leur est indispensable : c'est la République d'Irlande.

Les experts de la CEE sont même en mesure de prédire que le PNB y augmentera encore de 3% par an jusqu'en 1978 au moins.

En ces temps d'inflation, l'Irlande conserve aussi pour les coûts salariaux un très net avantage sur les autres pays européens. Et grâce aux accords nationaux sur les salaires, les rapports sociaux ne cessent de s'améliorer : pendant la dernière décade, l'Irlande a eu le plus faible pourcentage de journées perdues pour cause de grève de tous les pays industrialisés, y compris ceux de la CEE, les Etats-Unis et le Japon. En 1974, il n'a été que de 35 jours pour 100 salariés.

La Banque nationale foncière possède à l'heure actuelle une réserve de 1.200 hectares de terrains sélectionnés pour les besoins futurs de l'industrie. Les investissements d'Etat en terrains et en usines clés en main pour les industries nouvelles atteignent aujourd'hui 620 millions de francs.

Les exportations de produits industriels (un tiers de la production industrielle) se sont élevées à 8 milliards de francs, chiffre record. Autre record : dans l'année s'achevant en mars 1974, 3 milliards de francs ont été investis dans de nouvelles entreprises (plus du double de l'année précédente : 1.350 millions).

Sur ces 3 milliards, l'Etat en a payé 25% par l'intermédiaire de l'Office du Développement Industriel (IDA) Irlandais, sous forme de subventions non remboursables sur les immobilisations en capital. Pour certaines des sociétés créant des usines en Irlande, les subven-



tions s'éleveront jusqu'à 50% de leur investissement total.

Et le Gouvernement maintient jusqu'à 1990 l'exonération totale d'impôts sur les bénéfices provenant de ventes à l'exportation. Capitaux et bénéfices peuvent être rapatriés en toute liberté. Certaines sociétés de services profitent également de ces avantages.

Parmi les sociétés récemment installées en Irlande, on peut citer Ashli Braun (Groupe Gillette), Merck, Sharpe & Dohme, Poclair et Essilor.

Si vous désirez plus de renseignements sur les facilités offertes par l'Irlande aux investisseurs industriels, veuillez contacter l'un des bureaux de l'Office du Développement Industriel. Vous pouvez téléphoner directement à notre Délégué à Paris, Niall Muoney, au 359.7767.

**IDA Irlande**  
OFFICE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
45 rue Pierre Charon 75008 PARIS  
Siège Central : Lansdowne House, Dublin 2  
Angleterre : 28, Beaufort Street, W1X 7DR, Londres  
Belgique : 72, rue Joseph II, 1040 Bruxelles  
Allemagne : 5, Koln Marienburg 51, Bayreuth/Land 13  
Danemark : Nyropsgade 47, 1602, Copenhague V

# Le Monde

## VIVRE AVEC

... (text is mostly illegible due to high contrast and noise) ...

# Le Monde DE LA MÉDECINE

## L'épidémie aux Comores : 400 à 1000 morts

Cent morts, selon le dernier bulletin épidémiologique de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). Deux cent trente-huit pour le directeur des services de santé des Comores, quatre cents, selon le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, plus de mille, si l'on en croit les renseignements officieux ; le choléra a envahi la Grande-Comore, où l'on peut admettre sans exagération qu'aujourd'hui presque toute la population est porteuse de germes (1). L'épidémie a « surpris » les autorités locales, et elles ont attendu plusieurs semaines avant d'ordonner les

analyses et de prendre les mesures capables de juguler le mal, qui, sans entraves, se propage à une extrême rapidité. Pourtant, prévenues depuis près de deux ans par les spécialistes du choléra, les autorités des Comores auraient dû avoir toutes les raisons d'être particulièrement vigilantes : d'abord la proximité du continent africain, traditionnellement mal protégé, qui abrite, depuis 1970, et pour la première fois dans l'histoire, le vibron El Tor ; ensuite, le pèlerinage de La Mecque, auquel se rendent des Comoriens musulmans,

alors que, depuis novembre 1974, et malgré les efforts considérables de l'Arabie Saoudite, La Mecque est redevenue la plaque tournante du choléra. Enfin, historiquement et géographiquement, les Comores se situent sur l'un des axes obligatoires de propagation de la maladie, si l'on se réfère aux itinéraires du vibron lors des six pandémies précédentes.

(1) On peut estimer que pour un mort recensé, il y a dix cas observés et cent porteurs de germes.

# « VIVRE AVEC LE CHOLÉRA »

par MARTINE ALLAIN-REGNAULT

« Le vibron El Tor s'est embourgeoisé. Il a créé non plus un foyer mais des foyers », affirmait en 1973 le docteur Dadin, qui dirige le laboratoire de choléra à l'Institut Pasteur de Paris. Idée admise aussi par l'O.M.S., qui déclarait récemment que, compte tenu des transports aériens, des déplacements massifs de population et des hyperconcentrations humaines, il

faudrait désormais « apprendre à vivre avec le choléra ». Lors des pandémies précédentes, le choléra avait fait des ravages, limités toutefois dans le temps (deux à dix années au maximum). Entre deux épidémies mondiales, le vibron du choléra se cantonnait, d'autre part, à son foyer d'origine, sur le continent asiatique, aux alentours du Gange.

### Le foyer africain

Actuellement, la situation épidémiologique a changé et de nouveaux foyers semblent s'être définitivement installés ailleurs. La présente pandémie dure depuis 1960 et l'on en vient à se demander si l'on pourra en voir le fin. Son arrivée en Afrique en 1970 s'est sans doute faite par l'Egypte (par l'intermédiaire de coopérants soviétiques) mais aucune notification officielle n'en fut faite malgré les mille cinq cents morts du fait de « diarrhées estivales » enregistrées à Alexandrie.

La Libye et la Tunisie sont atteintes en août de la même année, vraisemblablement par l'intermédiaire de contrebandiers. Puis le choléra apparut en Guinée et, dans ce pays, que la maladie n'avait jamais visité, la situation devint telle que le gouvernement demanda l'aide de l'O.M.S., dont les experts identifient le vibron. Cette épidémie ne sera jamais déclarée par le gouvernement guinéen mais unilatéralement par l'O.M.S. Les suites de ce silence par le pays atteint allaient être catastrophiques. En septembre 1970 la Sierra-Léone, en octobre la Libéria, la Côte-d'Ivoire, en novembre le Mali, le Ghana et le Togo, en décembre le Dahomey et la Haute-Volta, sont touchés par le choléra. Au début de 1971, c'est le Nigeria puis le Niger, en février le Cameroun, en mai le Tchad, en juillet la Mauritanie, le Sénégal, le Maroc et l'Algérie qui seront successivement atteints.

Au Proche-Orient, en août 1970, Israël déclare un certain nombre de cas. En novembre, le choléra atteint le Liban, la Jordanie, la Syrie ; en mai l'Arabie Saoudite, l'Ethiopie, Djibouti. Depuis, l'épidémie semble s'étendre à travers le Soudan, le Nord-Kenia, l'Ouganda. En janvier 1972, l'Angola est touchée. Et pour la première fois depuis de très nombreuses années, l'équateur est franchi.

Depuis cette période, des « boutées épidémiques » ont été déclarées avec plus ou moins de bonne volonté par les pays africains qui craignent des représailles économiques immédiates aussi bien pour le tourisme que pour l'exportation de denrées alimentaires. Cette attitude regrettable gêne considérablement les possibilités de lutte alors qu'il existe aujourd'hui des moyens préventifs et curatifs contre cette maladie naturellement mortelle dans 10 à 30 % des cas. Et c'est en cela que des critiques très vives peuvent être adressées aux dirigeants comoriens, guinéens ou nigériens, qui, notamment, ont masqué les négligences sanitaires, et du même coup contribué à diffuser la maladie.

### A La Mecque des morts dissimulés

A la fin de l'année 1974, la mort dissimulée de plusieurs dizaines, voire de centaines de Nigériens à La Mecque devait entraîner la reprise de boutées épidémiques dans les pays musulmans, au départ de cette « plaque tournante ». Il est extrêmement difficile d'évaluer la situation épidémiologique de La Mecque puisque seuls les musulmans sont autorisés à y pénétrer et que, de surcroît,

les écrits affirment que l'on ne meurt pas sur les lieux du pèlerinage. Bien des morts sont en conséquence « escamotés » et l'on ne connaît bien souvent qu'un pourcentage approximatif de présumés « disparus ». Plusieurs millions de pèlerins passent par ces lieux, et dans son rapportage sur La Mecque, Tahar Ben Djouli signalait, selon le journal Al Ahrâm, pour la seule Egypte, huit

cents morts et deux cents disparus ! Les règles du culte musulman, les habitudes d'accrolement corréligionnaires ont sans doute favorisé la dissémination des germes entre ressortissants de pays éloignés, malgré les efforts exceptionnels du gouvernement d'Arabie Saoudite, qui a veillé très soigneusement sur les conditions d'hygiène (eau potable, notamment) et qui a notifié aux pays intéressés toutes les règles de prévention (chimioprophylaxie et vaccination) auxquelles devraient se soumettre absolument les pèlerins. Il paraît vraisemblable qu'actuellement, au retour du pèlerinage, les musulmans rapportent dans tous les

laboratoires équipés puissent le faire alors que des gastro-entérites non cholériques, parfois mortelles, sont fréquentes dans ces pays. (Dans le cas des Comores, l'évolution politique de Madagascar a sans doute retardé les analyses, puisque celles-ci ne pouvaient plus, comme par le passé, être faites à Tananarive.)

Des vaccinations de masse, malgré les insuffisances du vaccin actuel (80 % d'efficacité pour quatre à six mois), doivent être entreprises tandis que, par tous les moyens, les « porteurs sains de germes » devraient être identifiés et aseptisés. Ce dernier point mérite d'être souligné car les porteurs de germes que peuvent être les travailleurs migrants, les pèlerins, mais aussi les touristes, sont les principaux vecteurs de la maladie, alors qu'ils se sont personnellement immunisés contre le choléra sans en souffrir.

### L'intérêt de contrôler les porteurs de germe

Seuls des antimicrobiens puissants et un sulfamide particulier, le Fansyl, non commercialisé en pharmacie, permettent d'assurer, à la fois, la protection des personnes et la destruction des vibrions dans la flore intestinale.

L'Arabie Saoudite commande ce médicament en doses massives au laboratoire Roche, qui le fabrique, et il n'est pas exclu, compte tenu de son faible coût (2 F environ par personne) que d'ici peu ce médicament (qui n'est pas totalement dénué d'effets secondaires) soit distribué gratuitement à tout pèlerin de La Mecque.

Trois événements récents montrent l'intérêt de contrôler les porteurs de germes : après qu'une épidémie de pèlerinage « se fut déclarée au Grand-Magdal de Touba, au Sénégal, une prophylaxie, à la fois par chimie et par vaccination, a été entreprise deux mois plus tard lors d'un pèlerinage situé à 50 kilomètres du lieu précédent, et aucun foyer de choléra n'y a été observé. En revanche, en Côte-d'Ivoire, dont on peut, semble-t-il, louer cepen-

tant la conduite sanitaire, des prélèvements faits lors du retour de six cents pèlerins de La Mecque sur cent cinquante d'entre eux, ont montré que plus de la moitié étaient porteurs de germes. Ils ont été placés en observation et soumis au sulfamide. Mais, nul ne sait où la moitié des quatre cent cinquante autres, qui se rendaient en des lieux différents de la brousse ont pu comporter le vibron.

Les Marocains qui, pour leur part, se sont rendus au pèlerinage de La Mecque ont tous, avant le retour, été soumis obligatoirement à une chimioprophylaxie qui semble avoir éliminé totalement les germes dont ils pouvaient être porteurs.

Il n'existe actuellement aucun moyen satisfaisant et peu onéreux de lutter, en une fois et de façon durable, contre le choléra. Mais, la prise d'antimicrobiens ou de sulfamide pour un séjour de durée limitée en foyer endémique, de quel est le cas des vacances touristiques ou des pèlerinages, ou même simplement à la veille du retour, permet d'atténuer la dissémination du vibron.

### Un nouveau vaccin

D'autre part, on a tout lieu d'espérer que l'Institut Pasteur pourra produire et commercialiser en nombre suffisant le nouveau vaccin injectable, qui vient d'être mis au point, dont la durée de protection est d'un an et l'efficacité de 80 % à 80 %. En outre, l'expérimentation d'un vaccin buccal, pour l'instant très onéreux, permet d'envisager aussi par la vaccination la stérilisation des porteurs sains de germes, qui demeurent un fléau dans la mesure où ils ne peuvent être identifiés.

Rappelons enfin que, correctement soigné (c'est-à-dire, par réhydratation massive), le choléra est rarement mortel. Le nombre élevé de morts en période d'épidémie n'intervient qu'avant l'arrivée de secours de qualité, elle-même liée au niveau économique du pays concerné. L'O.M.S. estime qu'il faudra « apprendre à vivre avec le choléra ». Il faut considérer pour cette maladie, comme pour toutes les autres, que ce sera nettement plus facile pour les nations bien nées que pour les pays en voie de développement.

## Haro sur les profiteurs du tourisme

C'est guère le moment de passer ses vacances aux Comores. Même si l'on est vacciné et nanti d'un antimicrobien, il y a tout lieu de penser qu'une lie en lutte contre le choléra n'est pas un lieu propice à la détente, aux balnéades et à la chasse sous-marine dans des eaux qui peuvent receler des déchets et des excréments contaminés. Pour n'avoir pas voulu, ou pu, rechercher l'analyse prend deux jours : la première coproculature a été faite six semaines après les premiers diarrhées de pèlerins de La Mecque, déclarer les premiers cas et paralyser aussitôt les déplacements des personnes et des denrées pour éviter la propagation de la maladie, les Comores vont se trouver pénalisées lourdement, trop lourdement peut-être, puisque, à notre connaissance, seule la Grande Comore est touchée, et qu'une prophylaxie efficace a été entreprise sur les autres îles. Quel qu'il en soit, on pourra toujours reprocher aux agents de

tourisme peu scrupuleux de masquer, comme ils le font habituellement (le Monde du 8 mars 1975), les inconvénients sanitaires d'un pays, dont le choléra n'est qu'un des aspects. L'information des voyageurs est aussi nécessaire que la chimioprophylaxie et les vaccinations, déclare le docteur Dadin, de l'Institut Pasteur : cette information devrait être faite par les compagnies aériennes, les agences de voyages, les services culturels des pays faisant un effort de développement de leur tourisme. Ces organismes devraient mener une action conjointe et en relation avec les services homologues des pays voisins, à la fois pour mieux faire connaître les problèmes sanitaires existant dans certaines régions et pour éviter qu'une contre-propagande touristique ne vienne pénaliser les pays faisant cet effort d'information. « Le moins que l'on puisse dire est que nous n'en sommes pas là !

## La Sécurité sociale supporte une part croissante des dépenses de santé

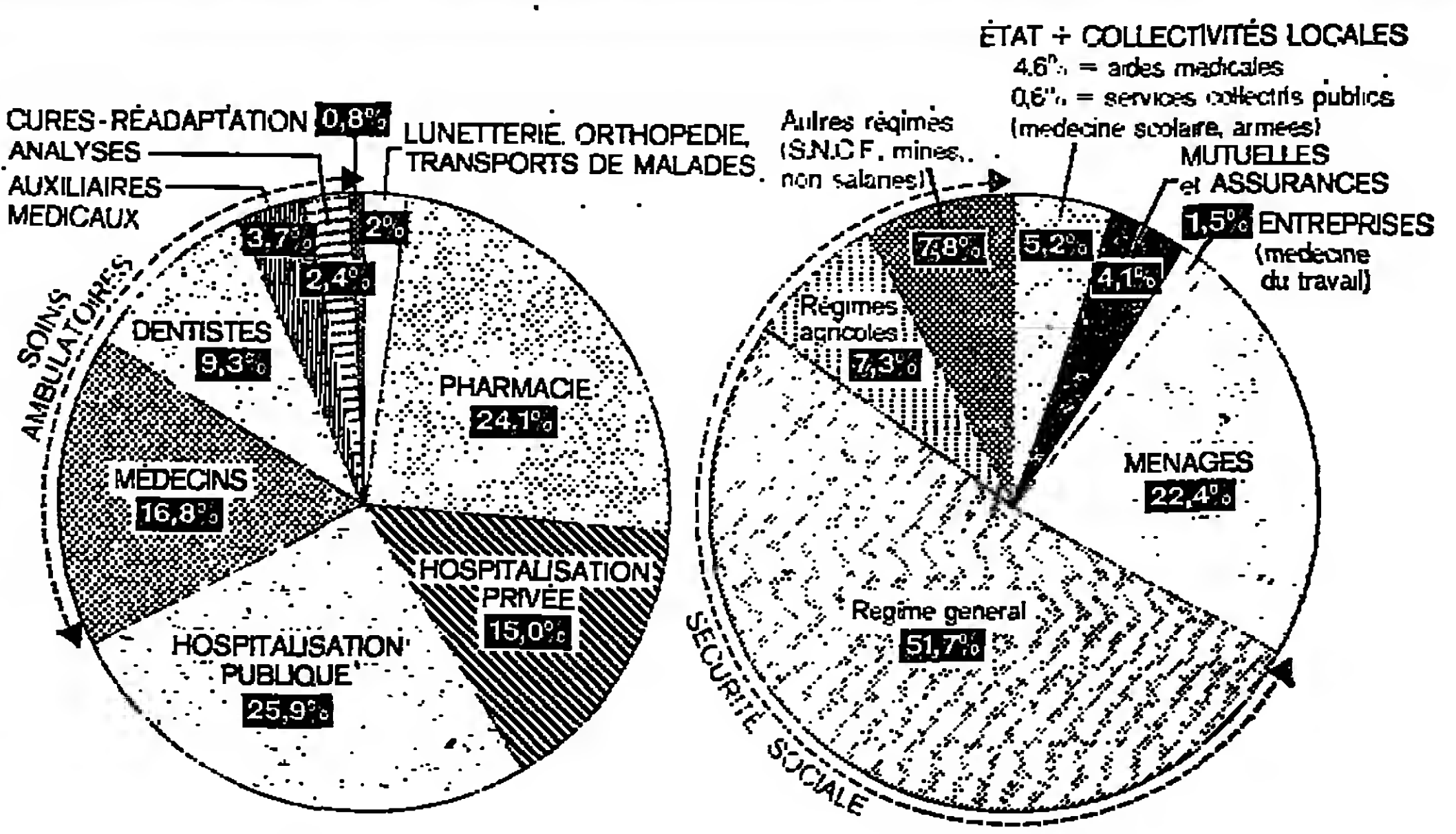
EN France, de 1960 à 1972, l'importance relative de la consommation médicale par rapport au produit national brut est passée de 4 % à 5,8 %. L'importance de ces dépenses dans la consommation des ménages, dans le même temps, a cru de 5,5 % à 10 %. Selon une étude qui vient d'être achevée au Centre de recherches et de documentation sur la consommation (CREDOC), portant sur les résultats pour 1972 des comptes nationaux de la santé, les dépenses liées à la consommation médicale ont progressé, de 1960 à 1972, de 14 % par an. Cette évolution semble même s'accroître encore, puisque ce taux atteignait 14,5 % pour les quatre dernières années. La consommation médicale nationale est évaluée, pour 1972, à 59 589 millions de francs au total, soit environ 1 150 F de dépenses par personne. Elle comprend la consommation propre aux ménages et les consommations collectives (médecine scolaire et universitaire,

Alors que les dépenses de santé ne cessent de croître et de prendre une part de plus en plus importante du budget de la nation — la consommation médicale par personne atteignant 1 280 F par habitant en 1973. — l'analyse de ces dépenses pour 1972, dernière année de référence connue, montre que cette inflation est pour la plus grande part supportée par la Sécurité sociale. Parallèlement, on constate que l'hospitalisation a un rôle croissant dans ces dépenses. Cette double tendance est-elle un bien ? La croissance de ces dépenses est-elle un phénomène de société ? Est-il nécessaire d'y mettre un frein ? On peut éplucher sans fin sur ces questions, mais force est de constater ces phénomènes, en tout cas certainement liés à la technicité toujours plus complexe — et donc plus coûteuse — de la médecine, facilitée par la généralisation des systèmes d'assurance-maladie.

assurances ; les entreprises, pour leur part, ne financent directement que 1,5 % du total, au titre de la médecine du travail. Par rapport aux chiffres de 1970, on relève là aussi une double tendance : la Sécurité sociale joue un rôle croissant (82,5 % en 1970), qui s'explique notamment par le développement, depuis 1968, du régime de sécurité sociale des non-salariés non agricoles, et par l'importance croissante des dépenses hospitalières, relevées plus haut, liées à l'évolution progressive de la prise en charge à 100 %, sans ticket modérateur. Corrélativement, la part relative à la charge des ménages baisse légèrement puisqu'elle passe de

### Consommation médicale : 46 milliards

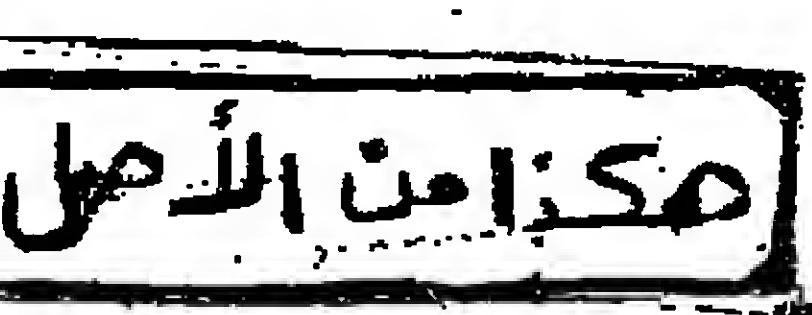
La dépense nationale de santé, dont le détail n'a pu être analysé que pour 1970, où elle atteignait 52 milliards de francs, comprend la consommation médicale nationale (environ 46 milliards en 1970) à



I - TYPES DE DÉPENSES II - FINANCEMENT LA CONSOMMATION MÉDICALE EN 1972

23 % en 1970 à 22,4 % en 1972. Cette double tendance n'est d'ailleurs pas récente, puisque, en 1960, les ménages supportaient 42,2 %, la Sécurité sociale 48,1 % des dépenses. collective (0,8 %) et enfin la gestion générale des activités de santé (9,2 %). Si, comme on l'a vu, l'Etat et les collectivités locales n'interviennent que pour 5,9 % de la consommation médicale, ce sont eux qui assurent l'essentiel du financement des activités d'enseignement (86 %) et de recherche (90,4 %). Le secteur privé assure 26,6 % du financement des dépenses de santé. Les entreprises interviennent, outre la consommation médicale elle-même, par l'octroi de crédits et de subven-

XAVIER WIEGER.



صحة من الأصل

# SOMMEIL, ALIMENTATION ET PSYCHOSOMATIQUE

## Rêver pour... dormir

« **D**ORMIR, c'est se désintéresser. » Cet aphorisme de Bergson est devenu caduc, comme s'est plu à le souligner malicieusement le docteur Jean-François Armogahne, organisateur d'un colloque sur le sommeil, réuni en février, à Marseille, dans le cadre de l'Union régionale de formation médicale continue Provence-Corse (Ure-mec), sur l'initiative du groupe de médecine psycho-somatique, devant le succès d'affluence qu'il a provoqué dans le corps médical. Vingt pour cent des généralistes et spécialistes marseillais s'étaient déplacés pour entendre quatre conférenciers, le professeur Henri Gastaut, le docteur Jacques Bert, le professeur Jacques Cain et le professeur Scott, faire le point des découvertes et des recherches concernant l'un des phénomènes les plus familiers et les plus mystérieux dont le corps humain soit le siège.

profond, en passant par le sommeil léger et moyen. Le corps est immobile, les paupières closes, la musculature relâchée, les rythmes cardiaques et respiratoires ralentis et réguliers. Cette phase dure entre dix et quinze minutes, selon les sujets. C'est alors qu'apparaît la phase de sommeil rapide ou paradoxal. Ce phénomène va se produire quatre ou cinq fois au cours de la nuit en augmentant de durée. La première apparition du sommeil rapide n'exécède pas dix minutes, la dernière s'étend sur trois quarts d'heure. Le tracé de l'électro-encéphalogramme se modifie considérablement pour s'approcher de celui de l'état de veille, et, tandis que le tonus musculaire est au plus bas, apparaissent des mouvements rapides des globes oculaires, des mouvements des extrémités, la respiration devient irrégulière, et le rythme cardiaque s'accroît. Mais surtout, dans 80 % des cas, on note l'apparition de l'activité onirique. Le rêve semble se produire essentiellement dans les phases de sommeil rapide.

Ce phénomène semble particulier aux mammifères, et ce sommeil rapide paraît jouer un rôle primordial dans l'équilibre psychosomatique, si l'on en croit les expériences du professeur Jouvet qui ont montré que la privation sélective du sommeil rapide par certains médicaments entraînait un phénomène de compensation au bout de quelques nuits, les phases de sommeil rapide et d'activité onirique pouvant alors occuper la moitié (ou plus) du temps de sommeil.

### Somnambulisme et cauchemar

Ce « découpage » du sommeil en phases distinctes a permis aux chercheurs d'orienter leurs travaux. C'est ainsi que l'équipe du professeur Gastaut, depuis une vingtaine d'années, a choisi de s'intéresser aux phénomènes qui ne faisaient pas partie du domaine du rêve ou n'en découlent pas. De ce parti pris est née une classification des phénomènes, aujourd'hui admise par tous les chercheurs. Les études du professeur Gastaut ont porté uniquement sur les phases de sommeil lent ou centre desquelles il distingue des phases de sommeil léger fort intéressantes, parce que sièges de nombreux phénomènes mal connus. Cette phase de sommeil léger présente des caractéristiques spécifiques : selon qu'elle succède à l'endormissement ou, au contraire, à une période de sommeil profond. Dans le premier cas, alors qu'on s'enfonce graduellement dans un sommeil plus profond, persistent des « bouffées » de réalité attestées par le rythme alpha et s'installe ce que le professeur Gastaut nomme la « zézasserie ». La pensée se détache de la réalité, mais on ne rêve pas. Alors se produisent surtout chez l'enfant, des phénomènes parfois angossants, mais qui n'ont rien de tres normal : bavardage, grimement de dents ou des mâchoires, qui ne sont dus qu'à des automatismes gestuels, et non à des tendances épileptiques, comme certains le craignent parfois.

En revanche, si l'allongement de sommeil se fait brutalement, apparaît une importante tachycardie, l'élevation de la tension artérielle et, toujours endormi, on se montre capable de se lever, de se déplacer ou de contourner un objet. A propos du rêve, le professeur Gastaut a fait voler en éclats quelques idées reçues puées qu'il affirme, prouves et tracés en mains, que « le cauchemar n'est pas un rêve ». C'est un spasme physique violent, provoquant l'angoisse et l'oppression, mais sans imagerie. Les cauchemars surgissent en phase de sommeil lent, alors qu'on ne rêve pas. On lui objecte les rêves que l'on peut faire d'un cauchemar. Le professeur Gastaut les explique par une tentative de fournir une explication rationnelle consistant à élaborer un « scénario » a posteriori. Il peut aussi s'agir d'un « rêve terrifiant » qui, lui, se produit en phase de sommeil rapide et que l'on mémorise, mais les observations faites confirment qu'il n'y a pas de spasme physique, ni de manifestations physiologiques telles qu'on en avait relevées durant un « cauchemar vrai ». Observations qui confirment en tout cas l'indivision de l'état qui avait déjà établi la distinction.

### Le rêve : une réussite par procuration

En dehors de la phase paradoxale du sommeil, il existe donc une activité mentale qui persiste tout au long de la nuit. « Nous sommes actifs durant tout notre temps de sommeil » conclut le professeur Gastaut.

Il n'empêche que la phase rapide reste privilégiée, car elle est caractérisée par le rêve, qui fascine les chercheurs, et particulièrement les psychanalystes. Recherche aussi importante que délicate, comme l'a démontré le

La fréquence des maladies fonctionnelles, reflet d'une angoisse ou d'une rupture d'équilibre devant les épreuves de la vie quotidienne, est de plus en plus grande dans la pratique médicale. Leurs traductions peuvent être très diverses, mais connaissent des « symboles » privilégiés d'expression d'un détresse. L'alimentation et le sommeil font partie de ces symboles, l'un de vie, l'autre de repos. Deux colloques récents ont montré à quel point les troubles qui frappent ces fonctions essentielles paraissent liés aux maux de la civilisation.

professeur Jacques Cain. « Le rêve, c'est une réussite par procuration », dit-il. Il permet de se « raconter des histoires quand on n'a pas pu les réaliser vraiment », et on sait que certains des fantasmes que le rêve libère ont été conçus dès l'enfance. Au-delà de la réalisation d'un désir non satisfait, voire non formulé, durant l'état de veille, le rêve a une fonction qui consiste

à apaiser une tension qui, sans l'activité onirique, réveillerait le dormeur. Il y a certes des rêves dont l'intensité est telle qu'ils réveillent le dormeur. Mais, dans la plupart des cas, le rêve « qui lâche la bonde » garantit le sommeil. On peut ainsi penser qu'un rêve oublié est celui qui a parfaitement joué son rôle de dormeur, satisfait, n'a plus de raison de le ramémorer.

### L'environnement du repos

Si le rêve garde bien de ses mystères, on est loin d'avoir analysé avec clarté l'influence de l'environnement sur la qualité du sommeil. C'est à quoi s'emploie, dans les laboratoires du C.N.R.S. de Marseille, le docteur Jacques Bert, spécialiste de l'écologie du sommeil. Depuis quinze ans, le docteur Bert étudie le sommeil d'un singe, le babouin du Sénégal d'Afrique. Il a ramené l'étonnante photo avec laquelle il a ouvert son exposé. Un grand arbre, aux branches déployées, porte à ses extrémités de véritables grappes de babouins pesant, selon le sexe, de 15 à 25 kg. C'est un « arbre de sommeil ». Car ces singes, dans d'invraisemblables postures, secoués par le vent ou battus par la pluie, dorment ! Comment font-ils pour tenir en équilibre, alors que leur tonus musculaire est relâché ? Mystère. Capturé et examiné en laboratoire, le babouin présente un sommeil haché, fragmenté, exempt des stades 3 et 4 de sommeil profond. A plus forte raison de son sommeil paradoxal. Pour échapper aux prédateurs, le singe a accepté « de ne dormir que d'un œil ». La survie de la race en dépendait. Il ne s'agit pas de réactions individuelles mais bel et bien de caractères génétiques acquis. En labora-

toire, le singe garde ce type de sommeil pendant des années. Et d'autres expériences prouvent que des singes non contraints, mais installés dans une immense cage placée en milieu hostile (dans la jungle), ont un sommeil plus perturbé que leurs frères vivant dans l'atmosphère artificielle mais sécurisante et monotone d'un laboratoire.

Ainsi chaque espèce s'est-elle forgé un sommeil adapté à l'environnement. L'homme n'échappe pas à la règle. Mais son cas est particulier. Il est le seul primate qui maîtrise son environnement. Il dort dans des conditions de confort et de sécurité uniques, depuis des millénaires. Mais il est incapable de s'adapter à un changement brutal de qualité dans l'environnement. L'alternance des phases sommeil lent-sommeil rapide va être perturbée à la moindre occasion. Des expériences faites sur des explorateurs polaires ou des cosmonautes montrent des troubles durables. Le sommeil humain ne résiste pas à certains seuils de bruit. Et même si le dormeur ne se réveille pas toujours (40 décibels allègent le sommeil de 15 %, 66 décibels de 40 %) et en accumule les effets.

### La panoplie de l'insomniaque

Pour lutter contre les troubles du sommeil, l'homme dispose d'un véritable arsenal. « Une panoplie de médicaments », dit le professeur Scott, chargé de traiter de la pharmacopsychiatrie du sommeil. « Nous disposons en milieu hospitalier de quarante-cinq somnifères (barbituriques ou non) sans parler des « simples » et des médicaments psychotropes qui agissent indirectement sur le sommeil. Cette panoplie est le signe de notre désarroi, admet le professeur Scott. Si les médicaments étaient adaptés aux troubles qu'ils sont censés soigner, il y en aurait beaucoup moins. Cette opinion est à rapprocher de celle du professeur Jouvet, qui agit en faveur de ces « calmants » qui finissent par se comporter comme des excitants. « J'ai la faiblesse de croire à certains remèdes de bonne femme, avoue le professeur Scott. Tant il est vrai que beaucoup de troubles du sommeil relèvent d'un « psychotérapie associée à un traitement médicamenteux léger ».

Il ne faut pas confondre l'insomnie passagère, qui n'est qu'un trouble favorisé par la prise de conscience fantasmatique d'un phénomène normal, et la véritable insomnie, trouble du comportement que le psychiatre devra « décodé ». L'insomnie (vraie) est toujours une sonnette d'alarme, ébranlée dans la seconde perturbation organique. Il existe des insomnies liées à des maladies infectieuses (chez l'enfant), endocriniennes (hyperthyroïdie) et toxiques (café, alcool, vitamine C, corticoïdes). Mais les plus répandues sont d'origine psychique. « Le danger à éviter est de résoudre trop rapidement le problème en recourant à la solution de facilité que constitue l'emploi des somnifères-barbituriques. » Le premier traitement, précise le professeur Scott, sera une « écoute » attentive du malade. Une psychotérapie bien conduite vaut mieux qu'un remède « miracle » qui masque le mal et ses effets sans en combattre les causes. Le peur de ne pas dormir créant l'angoisse qui empêche qu'on s'endorme, le soul du médicament sera donc de ne pas en faire une obsession, afin de ne pas entrer dans le cercle vicieux de l'insomnie renforcée par elle-même. « N'oublions jamais, précise le professeur Scott, que ces médicaments ne sont pas dépourvus de toxicité. Certains ont dû être tués sur des tables. » « car, mélangés à l'alcool, ils agissent comme stupéfiants. La plupart des hypnotiques augmentent le sommeil lent et diminuent le sommeil rapide, avec toutes les conséquences psychiques que cela entraîne. Il en va de même des neuroleptiques, de l'imipramine et des I.M.A.O. (inhibiteurs de la monoamine-oxydase). Sans parler de la dangerosité accrue, on ne mesure pas l'harmonie d'une nuit de sommeil sans qu'il y ait, tôt ou tard, des conséquences. C'est pourquoi toute psycho-pharmacologie des troubles du sommeil doit être conduite avec la plus grande prudence et doit être spécifiquement adaptée. »

JEAN CONTRUCCI.

## L'anorexie mentale : une maladie de civilisation ?

L'ANOREXIE mentale — perte de l'appétit ou le refus de s'alimenter chez des sujets atteints de troubles psychiatriques — a fait l'objet d'un colloque de la société de nutrition et de diététique de langue française qui vient de se réunir à Paris. S'il a été amplement question de psychiatrie au cours de ce colloque, la conduite anorexique ne renvoie pas toutefois à un type d'affection mentale bien spécifique.

Toutes les perturbations de la personnalité, des névroses aux psychoses, peuvent trouver un moyen d'expression à travers ce symptôme. Comme l'a rappelé le docteur Aimez (neuro-psychiatre à l'Hôtel-Dieu), la faim chez l'homme et son assouvissement ont un caractère d'expression d'un moyen d'expression à travers ce symptôme. Comme l'a rappelé le docteur Aimez (neuro-psychiatre à l'Hôtel-Dieu), la faim chez l'homme et son assouvissement ont un caractère d'expression d'un moyen d'expression à travers ce symptôme. Comme l'a rappelé le docteur Aimez (neuro-psychiatre à l'Hôtel-Dieu), la faim chez l'homme et son assouvissement ont un caractère d'expression d'un moyen d'expression à travers ce symptôme.

serait en rapport avec un trop grand investissement de la nourriture par la mère. C'est seulement à l'adolescence que l'anorexie mentale vraie se rencontre, et presque toujours chez la jeune fille. Les médecins voient alors arriver dans leur cabinet de ces adolescentes de quinze à vingt ans, squelettiques, ne pesant pas plus de 30 kilos généralement, pour lesquelles existe souvent un risque mortel. Ces risques sont difficiles à évaluer en raison de la diversité des cas rencontrés. Mais ils pourraient être évités, selon certains, quinze pour cent dans l'immédiat, sans parler des risques ultérieurs de rechute ou d'aggravation des troubles psychiatriques. Il faut insister sur la présentation particulière de ces patientes qui, malgré leur corps décharné, combinent paradoxalement à développer une hyperactivité sociale ou professionnelle, accumulent de brillants succès scolaires, et cela sans aucune plainte somatique. Elles arrivent à la consultation sous la contrainte d'une famille inquiète et s'échouant à nier, malgré l'évidence de leurs troubles, la réalité de la situation.

### Un corps hai

Les entretiens psychologiques mettent alors en évidence le corps hai et désœuvré sur lequel elles prétendent avoir un contrôle orgueilleux et rigide : fantasmes du « corps-tube » qui se vide au gré des laxatifs et des vomissements provoqués en cachette et qui ne se remplit pas. Dans cette lutte contre la faim, car l'appétit est conservé, l'absence d'incorporation interdit l'identification au personnage de la mère. Cette peur des « ronds », symbole de la féminité, est élevée au rang de mythe dans notre société où la mode et les magazines féminins ne savent présenter que des corps androgynes sans sexe et sans désir.

dépressif qui signe l'abandon des résistances et se grave d'ailleurs et désœuvré sur lequel elles prétendent avoir un contrôle orgueilleux et rigide : fantasmes du « corps-tube » qui se vide au gré des laxatifs et des vomissements provoqués en cachette et qui ne se remplit pas. Dans cette lutte contre la faim, car l'appétit est conservé, l'absence d'incorporation interdit l'identification au personnage de la mère. Cette peur des « ronds », symbole de la féminité, est élevée au rang de mythe dans notre société où la mode et les magazines féminins ne savent présenter que des corps androgynes sans sexe et sans désir.

Cela ne va pas toutefois sans une dose importante de certains organes — jusqu'à 50 % du foie et 80 % des muscles, — tandis que l'intégrité des organes nobles — cœur et cerveau surtout — est pratiquement préservée à 100 %. La réalimentation brutale qui perturbe le nouvel équilibre interne n'est d'ailleurs pas sans danger et peut être une cause de mortalité.

### Du gros mangeur à l'affamé volontaire

La neuro-physiologie, comme l'a expliqué le professeur A. Soulaire (hôpital Saint-Antoine, Paris) ne connaît pas la cause de l'anorexie mentale mais elle connaît bien, en revanche, les circuits cérébraux de la faim. Centres autour de l'hypothalamus et de certaines structures sous-corticales, leur stimulation ou leur lésion peut donner lieu chez l'animal de laboratoire à des comportements perturbés et bizarres dans l'alimentation et la recherche de la nourriture. Il est vraisemblable que l'anorexie mentale s'accompagne d'un dérèglement de ces circuits sans négliger pour autant la participation du cortex cérébral dont le développement important est l'appasage de l'espèce humaine. Cela pose le problème de l'encéphalisation de la conduite alimentaire qui est bien différente chez l'homme et chez l'animal où elle est parfaitement régie (ni l'anorexie ni l'obésité n'existent, par exemple, chez les animaux sauvages).

Il n'y a que chez l'homme que l'animal possède à ce point une valeur sociale, comme l'a montré M. J. P. Aron (historien et sociologue) en présentant un portrait fort brillant et pittoresque du « mangeur du XIX<sup>e</sup> siècle ». Au milieu de ce siècle, à côté de quelque six cent mille Parisiens sous-alimentés, nous ne parier pas de ceux-là, les trois cent mille autres appartenant à la classe bourgeoise s'efforçant d'élaborer un code de la gastronomie et de l'alimentation dont nous sommes aujourd'hui les fidèles, bien que médecins, héritiers. La nourriture élevée au rang d'institution remplissait ainsi diverses fonctions de valorisation, d'intégration et de libération, symbole d'ascension de la classe bourgeoise au rang de nouvelle aristocratie. Ainsi cette société économico-culturelle qui était en train d'ériger les bases du capitalisme, dépensait sans compter pour son alimentation. Et dans notre société de fin du XX<sup>e</sup> siècle, qui conteste point par point les acquis du siècle précédent et dans laquelle fleurissent un peu partout les régimes végétariens, natristes, macrobiotiques et autres disciplines hypocaloriques, l'anorexie serait-elle finalement une maladie de civilisation ?

MARRE-JOSE DUREUX.

## LA SEXOLOGIE : Une science médicale ?

A part de rares exceptions, l'enseignement de la sexologie est inexistant dans les facultés de médecine françaises, comme le fut durant vingt ans celui de la contraception, comme l'est toujours celui de la psychologie. Cette carence explique pour une large part un certain nombre

d'écarts d'ordre tant pédagogique que thérapeutique. N'importe qui peut s'intituler sexologue et procéder gravement à des « consultations », à des « réductions » pratiques, et à des « traitements », allant de la persuasion à l'acupuncture, sans que nul critère ne permette au patient d'être informé, voire pro-

lépé, contre des pratiques souvent aberrantes et toujours hautement lucratives.

Le cadre — médical ou non — dans lequel on pourrait inscrire la sexologie, les critères de son enseignement et de sa pratique, feront prochainement l'un des thèmes majeurs des Journées-croisées d'enseignement post-universitaire d'organisation de la faculté de médecine dans la seconde perturbation organique. Il existe des insomnies liées à des maladies infectieuses (chez l'enfant), endocriniennes (hyperthyroïdie) et toxiques (café, alcool, vitamine C, corticoïdes). Mais les plus répandues sont d'origine psychique.

Il est vraisemblable pour un certain nombre de médecins qui s'intitulent sexologues ; cela n'est peut-être pas souhaitable, car il est préférable, à mon sens, d'intégrer la sexologie aux autres disciplines médicales. « Quels sont les médecins qui sont impliqués dans ces problèmes ? Le gynécologue d'abord, ainsi que le généraliste, parfois l'urologue et le psychiatre, plus rarement consultés. Pourquoi la sexologie médicale existe-t-elle ? Et bien, parce que la médecine dispose de ressources thérapeutiques qui sont capables de guérir ou d'alléger les couples à surmonter leurs difficultés. Il est indispensable, contrairement à ce que certains (en particulier les gens de la faculté de Vincennes) pensent, que la sexologie reste du domaine médical. Comment, en effet, faire la part de ce qui peut être somatique et de ce qui est d'ordre purement psycholo-

gique sinon en passant un certain nombre d'examinés qui restent du ressort de la médecine ?

C'est pourquoi il me semblait souhaitable de former des équipes pluridisciplinaires qui prennent en main les couples atteints de difficultés et, d'autre part, de sensibiliser les médecins, grâce à la formation continue, à l'écoute des problèmes, aux investigations nécessaires pour rechercher la cause et à la prise en charge de certains problèmes complexes.

« Le rôle du médecin généraliste ne se borne pas là. Il a un rôle de médecine préventive en redressant les erreurs, en faisant en sorte que la contraception soit entreprise dès le début des rapports afin qu'il n'y ait pas de problèmes de crainte de la grossesse. Enfin, il a un rôle à jouer en se faisant l'intermédiaire entre le spécialiste et le couple en difficulté afin de maintenir par une

psychotérapie de réassurance les résultats obtenus par les cures thérapeutiques. » (1) Renseignements auprès du professeur Gastaut, président de l'Union régionale de formation médicale continue Provence-Corse, 13585 Marseille, Cedex 4.

(Publicité) Faites tester vos objectifs d'appareils photo et cinéma sur un « BANC OPTIQUE » dont la stabilité et la finesse sont celles de l'instrumentation astronomique. Les défauts (aberration, décentrement etc.) peuvent être détectés et corrigés. Ce service « DIAGNOSTIC OPTIQUE » et le Dépannage Ultra-Rapide de tous appareils photo-cinéma est mis à la disposition des amateurs du Proche-Orient par M. FERET, PHOTOGRAPHE CONSULTANT, 128, rue du Faubourg-Saint-Martin — PARIS (10<sup>e</sup>) — 206-96-91.



# PSYCHOSOMATIQUE

## L'anorexie mentale : une maladie de civilisation

### DE LA MEDECINE

## LA FRANCE MANQUE DE VÉTÉRINAIRES

Vieilles d'un siècle, les écoles vétérinaires françaises ont vécu dans un immobilisme rigide, et maintenant un malthusianisme qui cause à la politique de santé animale un sérieux préjudice. Des rénovations pédagogiques et d'organisation professionnelle semblent s'imposer d'urgence, alors que le nombre des postes vacants, faute de postulants, ne cesse de croître dans les services vétérinaires officiels, et que la sélection draconienne à l'entrée des écoles conduit à l'admission cette année de... 3,7 % des candidats !

Le professeur M. Brochart, d'une part, et le Groupe d'information vétérinaire, de l'autre, commentent ici, les réformes qui leur paraissent indispensables.

### Deux siècles de malthusianisme

La France a créé à Lyon en 1782 et à Alfort en 1785 les deux premières écoles vétérinaires du monde, et celles-ci ont rapidement servi de modèles à de nombreux pays étrangers. Au dix-neuvième siècle, notre pays a eu une pléiade de savants vétérinaires de réputation mondiale et c'est parmi eux que Pasteur a trouvé ses adeptes les plus enthousiastes ; l'auto-satisfaction qui a régné par la suite a contribué au lent déperissement de l'enseignement et de la recherche

vétérinaires depuis une cinquantaine d'années. Toutefois, cette évolution résulte principalement de facteurs socio-économiques ; ce sont, d'une part, le malthusianisme du syndicat des vétérinaires praticiens, qui a su imposer aux pouvoirs publics des Républiques successives un nombre cillusus très bas à l'admission aux écoles vétérinaires, et, d'autre part, la stagnation technique de l'élevage entre les deux guerres mondiales.

### Cent postes vacants faute de candidats

La France se trouve donc être aujourd'hui le pays de la Communauté qui a le moins de vétérinaires, que le nombre de ceux-ci soit rapporté à celui des habitants ou à l'effectif bovin. Cent postes budgétaires des services vétérinaires du ministère de l'Agriculture sont vacants faute de postulants, et l'enseignement et la recherche vétérinaires ont les plus grandes difficultés à susciter des vocations, tant la disparité est grande entre les salaires de début de la fonction publique et les revenus des vétérinaires du secteur privé ; les praticiens ruraux ne sont même pas assez nombreux pour assurer les opérations de prophylaxie collective pour le compte de l'Etat et doivent faire appel à des étudiants vétérinaires qui déserteraient périodiquement leurs écoles, moyennant forte rémunération. En 1974, dix mille bacheliers désiraient entrer dans les classes de préparation aux concours d'entrée des écoles vétérinaires, deux mille furent admis et trois cent soixante-douze repus au concours. Après deux à trois ans de préparation, les étudiants qui n'ont pas réussi se retrouvent sans aucune équivalence universitaire et s'orientent éventuellement, s'ils en ont les moyens, vers la médecine ou la pharmacie.

D'autre part, l'adaptation des vétérinaires ruraux aux tâches nouvelles imposées par la révolution des techniques et des structures de la production animale n'est assurée qu'avec difficulté, la conception médicale de l'action vétérinaire l'emportant encore sur la conception hygiénique. Il serait abusif de faire reposer la responsabilité de cette situation sur le seul enseignement vétérinaire ; il n'en demeure pas moins que celui-ci doit être profondément rénové. C'est à cette conclusion qu'avait abouti en 1973 une commission sénatoriale d'enquête, mais ses recommandations (rapport « Golvani ») sont restées lettre morte. Une nouvelle enquête est en cours, et il faut espérer que, si ses propositions sont novatrices, celles-ci seront plus suivies d'effet que celles de la commission électorale. Les réflexions qui vont suivre émanent d'un chercheur ayant travaillé pendant vingt ans dans une école vétérinaire et veulent être une contribution positive à ce nouvel effort de définition d'une politique de rénovation de l'enseignement.

### Sélection et bachotage

Afin de former plus de vétérinaires, la capacité d'encadrement des trois écoles d'Alfort, Lyon, Toulouse doit être améliorée ; la création d'une quatrième école à Nantes a été envisagée, ce qui renforcerait, à coup sûr, le dispositif existant. Toutefois, dans l'hypothèse vraisemblable où serait créé un corps d'infirmiers vétérinaires, ce qui n'est concevable que dans le cadre des services vétérinaires d'Etat, le problème de l'insuffisance numérique des vétérinaires perdrait de son acuité, mais celui de la nature de leur formation resterait entier : il comporte un double aspect : sélection des enseignants, contenu de l'enseignement.

Les recherches vétérinaires, développées par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) à partir de 1961, compte tenu des freins de natures diverses qui limitent leur développement dans les écoles, devront connaître un développement indépendant, à la mesure des besoins nouveaux posés par la production. Les écoles vétérinaires rénovées pourront retrouver le rôle éminent qu'elles ont eu dans le passé. Le renforcement et la diversification des activités des services vétérinaires du ministère de l'Agriculture sont impératifs si la nation tient à rester maîtresse du contrôle de la santé animale, de la salubrité des produits animaux et des incidences que celles-ci ont sur la santé humaine.

### Une politique d'un autre âge

Le Groupe d'information vétérinaire nous adresse la lettre suivante : Les structures qui prennent en charge le devenir de la santé animale dans notre pays définissent leur cohérence au niveau d'un diplôme, le doctorat vétérinaire, soit l'adhésion à des principes de défense d'un groupe professionnel qui nient toute lutte interne et permettent de remettre en cause des individus mal-pensants par les « actions » qu'ils ont menées (l'impolitesse vis-à-vis d'un confrère étant déjà une action condamnable). Ces actions, cette impolitesse, masquent mal le défilé d'opinion, le conservatisme échoué de la « profession », l'ordre des vétérinaires, saint des saints, étant le garant de ce libéralisme, prêt à brûler toutes les sorcières qui pourraient émaner du groupe.

### Une politique industrielle originale

Tandis que ces cinq sociétés se partagent le marché français des centraux crossbar, la direction générale du calculateur actuel, le 3200, lance les premières études de téléphone électronique, vers 1983-1984. Cette initiative est d'urgence. Il s'agit d'étudier un type complet, construire les prototypes, de les essayer, puis de faire en sorte qu'il soit fabriqué sans licence, qu'il soit travaillé sans licence, réussisse à les fabriquer en série à coût compétitif. Le CNET est chargé de définir le matériel en fonction des besoins, puis, par le biais de contrats passés à l'extérieur, va associer l'industrie française à l'étude et au développement des nouveaux matériels.

### BIBLIOGRAPHIE

- METAPHORES BIOLOGIQUES, par Jonas Salk. Editions Calmann-Lévy, 224 pages, 26 F.
- Par le président fondateur de l'un des célèbres Instituts de recherche américaine, un livre de réflexion sur la compréhension de l'homme et de l'univers.
- Le virologue qu'est le professeur Salk, qui joue un rôle important dans la mise au point du vaccin antipoliomyélitique, s'est efforcé d'appliquer un mode de réflexion inspiré des acquisitions scientifiques à l'élaboration d'un système universel d'analyse de la condition humaine. Il n'est pas évident que le biologiste soit nécessairement, de par sa formation ou son équipement, le spécialiste le mieux placé pour ce type de méditation.

### Le temporel et le spatial

Les P.T.T. décident alors de commencer à implanter des centraux E-10 en France, en augmentant les commandes de 50 % chaque année : 30.000 lignes en 1971, 30.000 lignes en 1972, puis de 100.000 lignes en 1975. Pour spectaculairement que cette progression souhaitée paraisse, il n'est que de faible importance par rapport aux installations existantes et envisagées : 4,5 millions de lignes téléphoniques en 1970, 9 millions en 1977 et 15 millions en 1985. Au rythme envisagé, les commandes entre centraux électroniques seraient équilibrées en 1980. Pour réaliser ce programme, le central E-10, qui regroupe jusqu'à 15.000 abonnés seulement, n'était

### Le temporel et le spatial

pas suffisant. Il fallait mettre au point un plus gros central. Le E-12, qui peut regrouper jusqu'à 50.000 abonnés et dont l'étude débute en 1970, le CNET confie le développement de l'E-12 à la Société léonnoise d'électronique (S.L.E.) Citerel, filiale à 70 % de la C.G.E. et à 30 % d'Ericsson France, qui a déjà mis au point le E-10. Pour ces deux centraux, le CNET adopte d'emblée la solution électronique la plus avancée, la commutation temporelle, contrairement à la plupart des sociétés américaines qui ont étudié des centraux électroniques à commutation spatiale. La commutation spatiale, on en reste à un mode de transmission classique, les variations d'intensité de la voix humaine sont transformées en variations d'intensité du courant électrique. Le central détermine la liaison entre deux abonnés, grâce à des contacts magnétiques mobiles. Avec la commutation temporelle, les variations d'intensité de la voix sont mesurées, puis codées avec des 0 et des 1. Plusieurs conversations sont alors regroupées pour une même liaison, le fil allant vers le central et les contacts magnétiques mobiles n'existent plus. Dans les deux cas, on utilise désormais un calculateur qui commande la mise en liaison des abonnés et connaît à tout instant l'état des lignes et des jonctions de transmission classiques, les entrées dans le central et les contacts magnétiques mobiles n'existent plus. Le central est devenu un système informatique complexe, et la principale difficulté est de mettre au point les programmes du calculateur.

## ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

# La bataille du téléphone électronique

### Quels centraux construire ?

Après la remise en cause du plan calcul, qui, depuis 1966, aura coûté 2 milliards de francs, voici venir celle du téléphone électronique qui a coûté plus de 1 milliard depuis 1970. Le gouvernement actuel paraît las de ces batailles technologiques de longue haleine qui devaient, dans l'optique gaulliste, permettre à la France de rattraper son retard par rapport aux Etats-Unis. Le Centre national d'études des télécommunications (CNET) voit son budget amputé, le programme d'implantation des centraux électroniques marqué le pas. M. Jacques Donduy, ancien directeur du CNET, aujourd'hui directeur de la production au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications, qui soutient la politique destinée à doter nos pays d'une industrie nationale du téléphone, va sans doute démissionner.

Les hésitations de l'actuel secrétariat d'Etat sont d'autant plus durement ressenties par le CNET et l'industrie que l'option du téléphone électronique date pratiquement de vingt ans. En 1954, le projet des P.T.T. est retardé français en matière de téléphone. Mais de deux millions de lignes sont en service. Le téléphone électronique n'existe que sur le papier. Les P.T.T. ne peuvent pas attendre et décident d'installer, à côté des anciens centraux à contact rotatif, des centraux électroniques. Les P.T.T. modernes, de type crossbar. Un premier modèle, le CP 400, est mis au point à leur demande par Ericsson (S.T.E.), du groupe suédois du même nom. Les centraux crossbar commencent à être installés au début des années 1960, et les fournisseurs se multiplient. La S.T.E., deux sociétés du groupe américain I.T.T., le matériel téléphonique (L.M.T.) et la Compagnie générale de calculateur téléphonique (C.G.C.T.), qui fabriquent le système Pentaco, deux sociétés françaises, CIT-Comptel, membre du holding de la Compagnie générale d'électricité, et l'Association des ouvriers en instruments de précision (A.O.I.P.), prennent la licence du système crossbar CP 400 d'Ericsson.

publiques sont peu nombreuses : dix mille lignes pour Athis-Mons, près de Paris, dix mille lignes pour Marseille. L.M.T. a vendu, en outre, quelques centraux privés (Aéroport de Roissy, Tour Flak) et à l'étranger (Las Vegas aux Etats-Unis, Trondheim en Norvège). Mais son usine inaugurée en septembre 1973 ne tourne pas à sa pleine capacité.

Avant de passer commande de nouveaux centraux électroniques, le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications souhaite définir une nouvelle politique. Est-il raisonnable de miser presque tout l'avenir du téléphone électronique sur une seule société, C.I.T.-Alcatel ? Faut-il accepter de payer le matériel français plus cher pour développer l'industrie française ? Quels part du marché le système E-10 peut-il prendre réellement ? 10 % ? 20 % ? 50 % ? Si cette part est importante, faut-il le faire fabriquer par plusieurs industriels, comme exemple aussi par Thomson C.S.F. qui veut entrer sur le marché de la commutation ? Faut-il continuer à financer le E-12 ?

Pour l'heure, le secrétaire d'Etat semble préférer encore installer des centraux crossbar dans Paris plutôt que des centraux E-11. A terme, les P.T.T. pourraient peut-être négocier l'abandon du E-12 contre une session de licence du E-11 à l'industrie française. Peut-être pourrait-on même doter le E-11 d'un calculateur OS-40, au lieu du 3200, ou encore mettre au point un système E-10 peut-il prendre réellement ? 10 % ? 20 % ? 50 % ? Si cette part est importante, faut-il le faire fabriquer par plusieurs industriels, comme exemple aussi par Thomson C.S.F. qui veut entrer sur le marché de la commutation ? Faut-il continuer à financer le E-12 ?

### E-11 contre E-12

Si le CNET a abandonné l'idée de développer une version spatiale du E-12, il existe aujourd'hui un commutateur spatial qui ne demanderait cependant pas mieux que d'être installé dans les centraux des P.T.T. : le central E-11, qu'ont mis indépendamment au point les sociétés L.M.T. et C.G.C.T., sous le nom de Métel, et qu'elle a modifié à la demande du CNET, pour en faire le E-11. Le E-11, qui est sorti sur le marché en 1973, permet aujourd'hui de regrouper jusqu'à vingt mille abonnés.

Si le E-11 se présente comme un central de capacité intermédiaire entre ceux du E-10 et du E-12, son ambition est cependant de devenir un réel concurrent du E-12. La société L.M.T. travaille en effet, à remplacer le central E-10 par le 3200 perfectionné, qui portera sa capacité à soixante-quatre mille lignes. Par contre, le E-11, avec son calculateur de la C-11, le CS-40, plafonne à cinquante mille abonnés. En outre, il a pris deux ans de retard au moins. Les équipes de la C-11, de la direction, un peu trop petites, se heurtent à la difficulté de mettre au point le système informatique.

### Une politique industrielle originale

Tandis que ces cinq sociétés se partagent le marché français des centraux crossbar, la direction générale du calculateur actuel, le 3200, lance les premières études de téléphone électronique, vers 1983-1984. Cette initiative est d'urgence. Il s'agit d'étudier un type complet, construire les prototypes, de les essayer, puis de faire en sorte qu'il soit fabriqué sans licence, qu'il soit travaillé sans licence, réussisse à les fabriquer en série à coût compétitif. Le CNET est chargé de définir le matériel en fonction des besoins, puis, par le biais de contrats passés à l'extérieur, va associer l'industrie française à l'étude et au développement des nouveaux matériels.

### Le temporel et le spatial

Les P.T.T. décident alors de commencer à implanter des centraux E-10 en France, en augmentant les commandes de 50 % chaque année : 30.000 lignes en 1971, 30.000 lignes en 1972, puis de 100.000 lignes en 1975. Pour spectaculairement que cette progression souhaitée paraisse, il n'est que de faible importance par rapport aux installations existantes et envisagées : 4,5 millions de lignes téléphoniques en 1970, 9 millions en 1977 et 15 millions en 1985. Au rythme envisagé, les commandes entre centraux électroniques seraient équilibrées en 1980. Pour réaliser ce programme, le central E-10, qui regroupe jusqu'à 15.000 abonnés seulement, n'était

### Le temporel et le spatial

pas suffisant. Il fallait mettre au point un plus gros central. Le E-12, qui peut regrouper jusqu'à 50.000 abonnés et dont l'étude débute en 1970, le CNET confie le développement de l'E-12 à la Société léonnoise d'électronique (S.L.E.) Citerel, filiale à 70 % de la C.G.E. et à 30 % d'Ericsson France, qui a déjà mis au point le E-10. Pour ces deux centraux, le CNET adopte d'emblée la solution électronique la plus avancée, la commutation temporelle, contrairement à la plupart des sociétés américaines qui ont étudié des centraux électroniques à commutation spatiale. La commutation spatiale, on en reste à un mode de transmission classique, les variations d'intensité de la voix humaine sont transformées en variations d'intensité du courant électrique. Le central détermine la liaison entre deux abonnés, grâce à des contacts magnétiques mobiles. Avec la commutation temporelle, les variations d'intensité de la voix sont mesurées, puis codées avec des 0 et des 1. Plusieurs conversations sont alors regroupées pour une même liaison, le fil allant vers le central et les contacts magnétiques mobiles n'existent plus. Dans les deux cas, on utilise désormais un calculateur qui commande la mise en liaison des abonnés et connaît à tout instant l'état des lignes et des jonctions de transmission classiques, les entrées dans le central et les contacts magnétiques mobiles n'existent plus. Le central est devenu un système informatique complexe, et la principale difficulté est de mettre au point les programmes du calculateur.

### Le temporel et le spatial

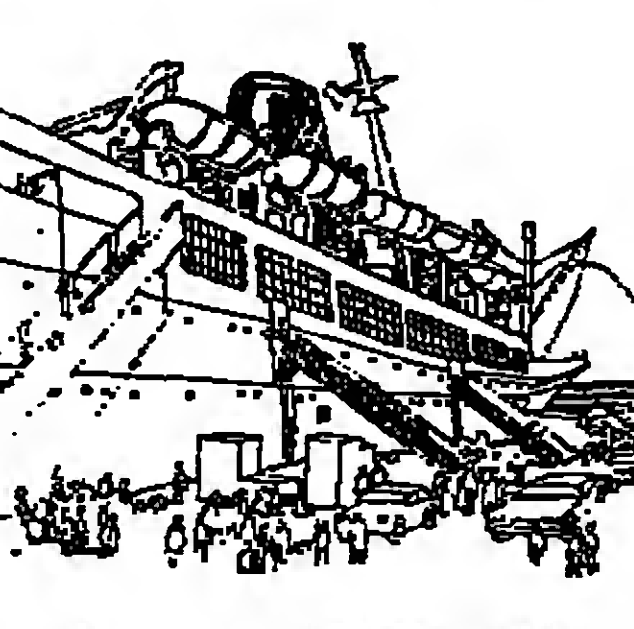
Si le CNET a abandonné l'idée de développer une version spatiale du E-12, il existe aujourd'hui un commutateur spatial qui ne demanderait cependant pas mieux que d'être installé dans les centraux des P.T.T. : le central E-11, qu'ont mis indépendamment au point les sociétés L.M.T. et C.G.C.T., sous le nom de Métel, et qu'elle a modifié à la demande du CNET, pour en faire le E-11. Le E-11, qui est sorti sur le marché en 1973, permet aujourd'hui de regrouper jusqu'à vingt mille abonnés.

### MEDECINS

**CONGRES - CROISIÈRES**

**LUCIEN RODRIGUES-ELY**

PRINTemps 75



à bord du "CABO SAN VICENTE".

**MEDECINS**

DEUX CONGRES EN MEDITERRANEE

alliant programmes scientifiques, culturels et touristiques

**1er CONGRES DE FORMATION MEDICALE CONTINU**

DU SAMEDI 17 MAI AU JEUDI 23 MAI 1975

MARSEILLE

ALEXANDRIE - NERAKLON - SANTORIN - LE PIREE

à partir de... F. 1200

**2e COLLOQUE D'ENSEIGNEMENT POST-UNIVERSITAIRE DE PEDIATRIE**

DU JEUDI 23 MAI AU LUNDI 9 JUIN 1975

MARSEILLE

ISTANBUL - KUSADASI - RHODES

à partir de... F. 1000

RENSEIGNEMENTS ET RESERVATIONS

**CROISIÈRES LUCIEN RODRIGUES-ELY**

15, rue Bayard 75008 PARIS

Tel. 01.45.86.40 - 54.08.58

Tel. 01.45.86.21.29

سكراحت الاصل



Dans la «Revue française de sciences politiques»

L'élection présidentielle de mai 1974

Après les articles écrits à chaud dans les semaines qui suivront l'élection présidentielle de mai 1974, voici ceux de la revue française de science politique.

C'est sur la permanence de la répartition territoriale des votes de droite et de gauche qu'insiste Nicolas Denis dans son article intitulé « du 5 mai 1946 au 17 mai 1974 » (1). Le choix des deux dates de référence, de référence constitutionnelle à l'occasion duquel 53 % des électeurs repoussèrent le premier projet de constitution de la IV<sup>e</sup> République soutenu par le parti communiste et la S.F.I.O. d'une part, le second tour de l'élection présidentielle d'autre part, s'impose car, selon l'auteur, il s'agit, dans une période récente, « des seuls affrontements clairs » entre gauche et droite. Si on considère les cartes établies par Nicolas Denis, soit en 1946, soit en mai 1974, on voit que les départements ayant donné la majorité au « non » en 1946, et à M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974, ou au « oui » et à M. François Mitterrand, soit en termes de niveaux de suffrages obtenus, aux deux dates retenues, par la droite et la gauche, on est, en effet, frappé par leur ressemblance.

L'étude de Nicolas Denis a l'immense mérite de rappeler à ceux qui insistent sur le « changement », à ceux qui croient que les électeurs se déterminent au hasard et à ceux qui s'enferment dans le présent, qu'il existe, au moins électoralement, des traditions. De plus, elle ouvre des perspectives intéressantes de recherche sur ce que, toujours au niveau strictement électoral, l'auteur appelle la « parenté gauloise » (gauloise pour marquer l'influence propre du général de Gaulle) qui, ouverte, selon lui, en 1968, s'est fermée après 1969 et, en toute certitude, lors des élections législatives de mai 1973. Nicolas Denis soutient malheureusement en 1968, le thème de l'originalité électorale du gaullisme qui, en raison de la répartition territoriale de ses bases de force, ne peut être assimilé à la droite classique et traditionnelle.

Avec l'article de Jérôme Jaffré et Jean Ranger (2), c'est la gauche qui devient sujet d'étude. La présence, en 1969 et 1974, de M. Mitterrand, candidat à la présidence, et de M. Boucharac et Jean Charlot, avec leur réflexion sur l'étude des transferts électoraux (3). Toutefois, il ne s'agit plus d'analyse globale, mais d'analyse de détail, que le projet est de « percer le secret de l'isolot » et d'arriver à chiffrer le nombre d'électeurs qui, ayant voté pour X, à un scrutin continué à la fois à une autre élection ou, au contraire, se prononcent pour Y ou Z. Jusqu'à présent, l'étude des transferts électoraux avait été menée par des théoriciens purement mathématiques, qui n'ont guère donné satisfaction. Aussi Lucien Boucharac et Jean Charlot proposent-ils une autre technique pour apprécier les transferts de l'élection présidentielle de 1969 à celle de 1974, des élections législatives de mars 1973, du scrutin de 1974, enfin du premier tour de l'élection présidentielle au second.

Tout repose d'abord sur l'utilisation des sondages préélectorales ou sont exprimées des intentions de vote pour le premier ou le second tour de l'élection présidentielle et où les personnes interrogées doivent dire comment elles ont voté lors des scrutins précédents. Un modèle national des transferts est élaboré. Puis il sera corrigé à partir des résultats réels des élections (ici premier tour de l'élection présidentielle de 1969, puis élection présidentielle de 1974) recueillis dans quatre cent soixante-treize bureaux de vote représentant chacun une circonscription et choisis parce qu'ils permettaient une opération rapide d'estimation des résultats de l'élection présidentielle de mai 1974 (6).

Leur méthode semble améliorer nettement les résultats obtenus par les méthodes mathématiques. Sans sur deux points malheureusement importants d'une part l'appréciation de l'abstention sur laquelle butent aussi bien les sondages que l'analyse électorale des résultats des élections; d'autre part, la ventilation des « petits candidats » ou petits partis qui n'apparaissent pas dans les précédents.

Lucien Boucharac et Jean Charlot reconnaissent eux-mêmes le premier de ces défauts. Toutefois cela ne les empêche pas non seulement de chiffrer les abstentionnistes, mais encore de commenter longuement ces données. En particulier, il ne semble guère sérieux de présenter un tableau dans lequel 1 % des électeurs de M. Jacques Duclos, aucun de ceux de M. Alain Krivine et Michel Rocard, 2,7 % de ceux de Georges Pompidou en 1969, s'abstiennent en 1974, et de ne retenir

regroupant entre cent quarante et cent soixante circonscriptions, où la gauche obtient des résultats différents de 36 % à 46 % et plus des inscrits pour la droite, par exemple en 1967) et, d'autre part, sur une gauche qui, lors des élections législatives, comprend au moins deux tendances (P.C.F. et gauche non communiste). Il s'agit de taux de stabilité globaux qui ne tiennent pas compte des transformations internes affectant cette gauche. Jérôme Jaffré et Jean Ranger les étudient cependant. D'une part, ils relèvent le rôle dans la transformation des structures de la gauche par les élections de 1969; à cette époque, la gauche perd des « fiefs » qu'elle ne retrouvera pas en 1974, son développement se faisant alors dans ses « déserts ».

Le parti communiste arrive en 1973 à dépasser le parti socialiste où la gauche était, en 1967, forte; en revanche le P.S. devance en 1973 son concurrent dans les zones de faiblesse de la gauche et c'est notamment à lui que profitent tous les (36) de glissement des circonscriptions de la droite vers la gauche.

L'analyse très fouillée de Jérôme Jaffré et Jean Ranger sur les discordances entre les évolutions présidentielles et législatives les conduit à conclure à « l'irréductibilité des deux types de scrutins » et à constater que « à une élection nationale s'opposent 473 élections différentes ».

De deux manières différentes, Nicolas Denis, Jérôme Jaffré et Jean Ranger insistent plutôt sur ce qui est géographiquement ou structurellement, demeure stable dans le temps. S'interrogeant sur le comportement d'un certain nombre d'électeurs de gauche qui, en mai 1974, ont « déserté » leur camp, Elisabeth Dupoirier et François Platone, dans leur article intitulé « Une nouvelle étape dans le déclin du social-centrisme » (2) analysant au contraire les évolutions de l'électorat de gauche, les transformations qui l'ont affecté.

La définition du « social-centrisme » qui, entre autres choses, fait intervenir la constitution dans certaines villes de groupes de « troisième force » réunissant notables socialistes et modérés, explique que l'impact d'analyse ne s'applique pas à tous les électeurs de gauche qui, en mai 1974, ont « déserté » leur camp. Toutefois, comme le « social-centrisme » est aussi compris par les auteurs comme l'électorat socialiste à ne voter pour le P.S. que par hostilité au communisme, on voit l'hypothèse faite : après la rupture du programme commun, la campagne présidentielle de M. François Mitterrand, candidat communiste, ne pouvait que produire un décrochage accru de ce type d'électeurs anticommunistes.

Elisabeth Dupoirier et François Platone démontrent avec clarté la réalité de ce processus. Ils constatent tout d'abord que, par rapport au score de la gauche en 1973, M. François Mitterrand obtient en mai 1974, d'autant moins de voix que cette gauche était solidement implantée et

qu'elle se caractérisait par une prédominance des socialistes et des radicaux de gauche. Ce reflux s'explique-t-il bien par un réflexe anticommuniste ? On peut le penser lorsqu'on établit le lien entre les résultats de M. François Mitterrand et, d'une part, la défection des électeurs U.G.D.D. lors du second tour des élections législatives de 1973, d'autre part, le type de coalition municipale formée et le premier secrétaire du parti socialiste garde d'autant moins de voix de gauche de 1973 que le report apparent des voix existait sur des coalitions communiste opposé au second tour à un candidat de la majorité ou centriste a été faible; d'un autre côté, le nombre relatif de voix du candidat commun de la gauche ne recueille pas la totalité des suffrages de gauche de 1973 est plus élevé (45 %) dans les villes où existent des coalitions de troisième force que dans celles où c'est l'union de la gauche qui « gouverne » (45 %).

La réserve d'un certain nombre d'électeurs socialistes à l'égard du parti communiste explique donc l'absence de ce type d'électeurs lors que le choix est particulièrement clair et dès lors qu'il s'agit bien d'accorder des responsabilités gouvernementales au parti communiste français. En revanche, c'est ce qui fait qu'en mai 1974 M. François Mitterrand obtient dans l'ensemble des villes de plus de trente mille habitants un nombre de voix légèrement supérieur à celui recueilli par la gauche en 1973, ces électeurs socialistes n'ont pas voté pour d'autres venus du centre organisé, du mouvement réformateur.

Le dernier nombre pour peindre « le désert d'une forte minorité » (7) (8) (9) (10) (11) (12) ou d'affirmer, vaillamment, que la mobilisation des abstentionnistes du premier tour de l'élection présidentielle de mai 1974, a plus profité à ceux de la gauche que de la droite, ce n'est pas être pas le produire ni, a fortiori, le commenter; ou bien il peut l'être, et alors il faudrait s'extasier sur cet « à priori » et s'appliquer à démontrer l'extrême gauche qui ne fait jamais sa tâche !

Pour notre part, c'est plutôt la première partie de l'alternative que nous retiendrons. De même, il convient d'accueillir avec les plus extrêmes réserves les « coefficients de transfert » établis sur les petits électoraux, que ce soient ceux de M. Alain Krivine, Michel Rocard, Georges Pompidou, de 1969 à 1974; ceux du P.S.U. Lutte ouvrière et Ligue communiste (même cumulés) de 1973 à 1974; ou ceux de l'extrême gauche et des divers droite du premier tour de l'élection présidentielle de mai 1974 au second.

Cette contribution, qui se veut avant tout méthodologique, montrait qu'il restait beaucoup à faire pour apprécier les évolutions électorales et que l'analyse des transferts demeure, en raison de sa difficulté même, un terrain où pourra encore s'exercer la sagacité des politologues.

COLETTE YSMAL

- (1) Revue française de science politique, octobre 1974.
(2) Revue française de science politique, février 1975.
(3) Prédiction pour 1974, sous la dénomination gauche cent regroupée, entre les voix de M. François Mitterrand, celles de Mlle André Lagulier et de M. René Dumont et Alain Krivine.
(4) Il s'agit des communes où les élections municipales se déroulent au scrutin de liste majoritaire à deux tours avec listes binômes.
(5) Cette estimation a été réalisée par l'IFOP pour le compte d'Europe 1.
(6) Ibid.
(7) Ibid.
(8) Ibid.
(9) Ibid.
(10) Ibid.
(11) Ibid.
(12) Ibid.

A L'HOTEL DROUOT
VENTE PROCHAINE
HOTEL GEORGE-V
Vendredi 11 avril, à 14 h. 30
PREMIERS LIVRES ANCIENS
Exp. : M. C. Guérin - 336-07-78
Exp. : M. G. Guérin - 336-07-78
Hôtel G.-V. 10 av. 11/12-21/23 h.
Maitres ADER, PICARD, TAVAN
12, rue Favart - 75238-28

UN LIVRE
« MA VIE EN PLUS »
de Françoise Prévost

On est un peu gêné de l'écrire — mais, le marché littéraire, le cancer est en passe de faire recette au moins autant que la prison. Je ne peux m'empêcher de rêver au triomphe de l'ingénieur auteur qui, cumulant les recettes de succès, s'aviserait d'être à la fois concréux et incarcéré. Mais il y a prisons et prisons comme il y a fagots et fagots : la postérité ne confondra pas Albertine Sarrazin et Papillon. Il y a aussi prisons et prisons. Françoise Prévost, dans « Ma vie en plus », raconte à son tour l'histoire du mal-riche, répand-la-terreur — et son livre s'impose. Parce qu'il est né d'une expérience vécue par l'auteur même, et non connue par ouï-dire, vécue dans sa chair, vécue dans une conscience attentive, équilibrée, avec un inévitable tremblement, mais aussi avec une rigoureuse vaillance. Sa pudeur prend parfois ce sourire, mouillé de larmes, de l'humour qui pourrait bien être ici un héroïsme.

Françoise Prévost est belle, jeune, heureuse, aimée; elle est actrice, et son apparence est nécessaire à l'exercice de son métier. Le cancer qui s'accroche à son sein est un monstre. Elle vomit de dégoût et d'horreur. Elle a peur, comme tout le monde. Elle serre les dents. Elle fait face. Elle décide qu'elle ne cédera pas à la honte. Au siècle dernier, les familles cachotaient leurs tuberculeux, qui crachaient le sang avec un indicible sentiment de culpabilité. Françoise Prévost a voulu braver cette même culpabilité que les usages semblent attacher au cancer, et elle a écrit ces gens bien élevés ne parlent que par périphrase (à la langue et douloureuse maladie qui devait l'emporter). Elle a voulu informer elle-même, au clair, ses amis et connaissances. Mieux, elle écrit pour, au-

déjà de toute superstition, dire aux malades, angoissés comme elle l'a été, qu'elle a eu un cancer, qu'elle a été opérée, qu'elle a subi un traitement de consolidation très éprouvant, très fatigant, et qu'elle est, maintenant, GUERIE. On « peut » guérir; elle s'offre comme preuve vivante, une belle preuve riche de projets, qui aime la vie plus profondément, plus généreusement que jamais.

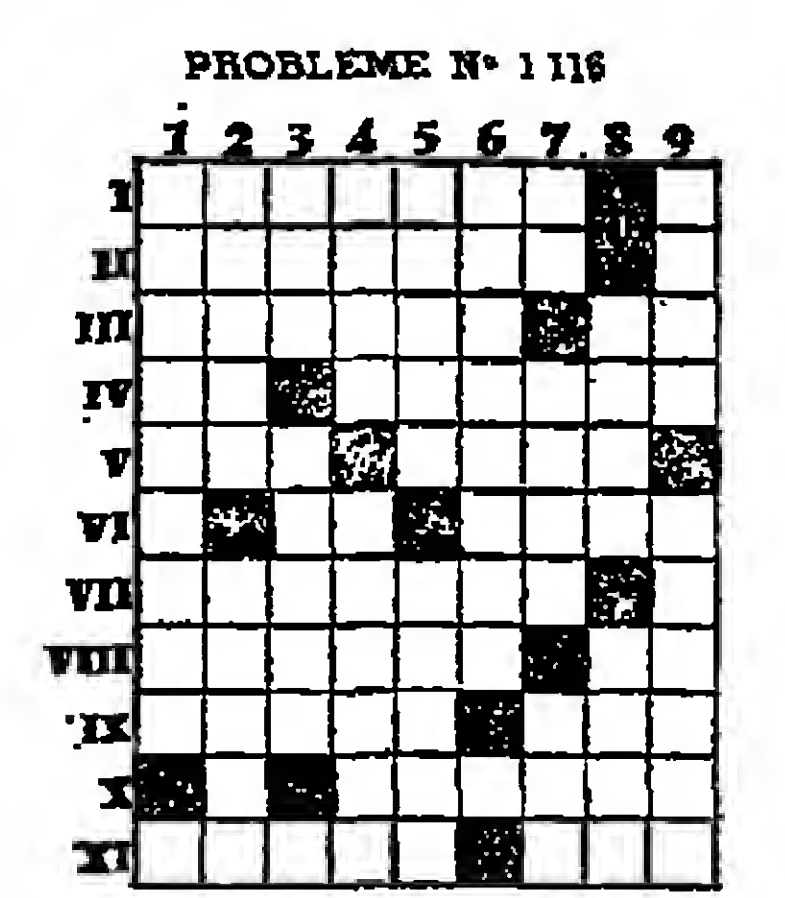
Tout cela ne fait qu'un mérite à l'ouvrage de fier caractère et de bonnes intentions. Mais ce document est, en plus, un beau livre. Françoise Prévost, en peu de pages, évoque avec bonheur les joies de son métier, les reconforts de l'amitié vraie — effleure avec délicatesse ce qu'elle doit à l'homme qui l'aime, et qui, dans l'épreuve, n'a pas failli. Elle suggère l'émerveillement quotidien de se réveiller dans un quartier de Paris familial, changeant, fidèle, et de gentils voisins, les oiseaux du square à proximité; miracles, pour qui s'est vu mourir. Elle s'attarde gravement de ce mystère qui lui a fait jouer, il y a bien des années, le rôle d'une jeune malade atteinte d'un cancer au sein, ou même sein, à ce point précis où devait se former la redoutable petite boule.

« Ma vie en plus » est un livre de sagesse. Malades ou bien-portants, puisque nous sommes tous également condamnés, nous avons tous une leçon de vie à recevoir de celle qui a pu se croire tout près de sa fin — cette fin qui nous guette à chaque tournant.

Voilà un ton juste, une voix juste, un livre bon, utile, un livre que la vanité n'a pas inspiré. C'est si rare qu'il fallait le dire.

JOSANE DURANTEAU.
\* Stock, 30 F.

MOTS CROISÉS



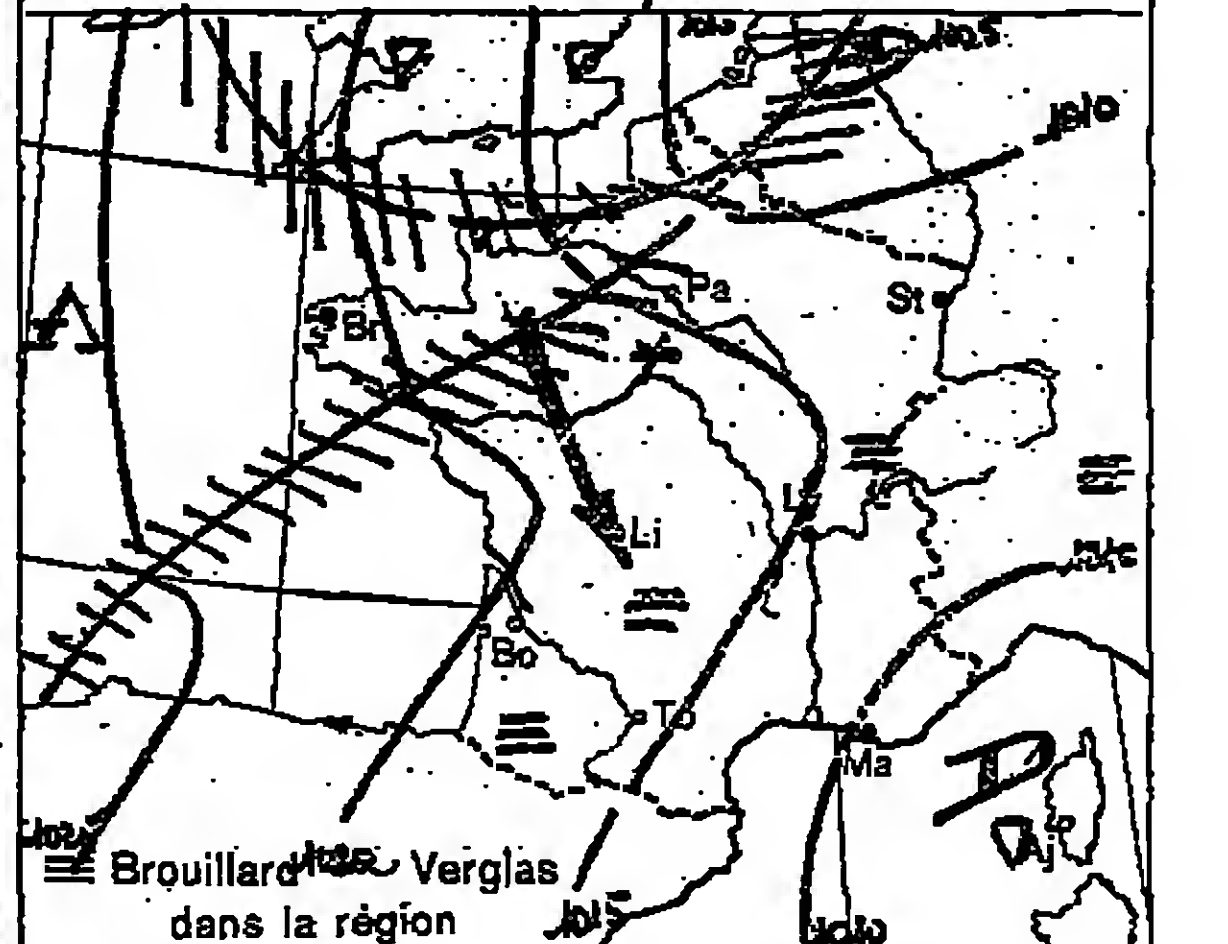
PROBLEME N° 1116
I. Périé en la demeure... II. Appareil d'arrasage très perfectionné... III. Sans confusion possible: Quelle barrière? IV. Évoque d'effrayants tourments (épelle); Est mal accueilli... V. Fin de participe: Plante... VI. Tournevent murruré par des mariées médiévales: Arrivées dans une vallée de larmes... VII. Vocabulaire très simple... VIII. Prendre du poil de la bête: Symbole chimique... IX. Genre littéraire: A mettre si l'on désire gagner un point... X. Ne recule donc devant aucun sacrifice... XI. Courant: Dans un chantier maritime.

SOLUTION DU PROBLEME N° 1115
I. Confetti (mot invariable)... II. Crêpe; Eau... III. Ne; Slatue... IV. Glas; Gu... V. Remise... VI. Radeur; Te... VII. Rmu... VIII. Jena; Oia... IX. Assasina... X. Me; A... XI. Escaliers.

VERTICALEMENT
1. Congrès; Ame (les yeux sont le miroir de l'âme)... 2. Orni; Omises... 3. N.E.; Ardues... 4. Fessée; Nasa... 5. Est; Mutas... 6. Agira; Sai... 7. Tétus; Toule... 8. Iru; Etain... 9. Sensé; Esia.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)
Zone de pluie ou neige
verses
orages
Sens de la marche des fronts
Front chaud
Front froid
Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 avril à 00 heures et le mercredi 2 avril à 24 heures:
Un centre de hautes pressions persistera sur le proche-Atlantique et continuera de diriger sur l'Europe occidentale un courant de nord. Dans ce courant, une perturbation située mardi matin au nord de l'océan traversera une grande partie de la France du nord au sud au cours de la journée de mercredi.

Marseille, 12 et 1; Nancy, 8 et 1; Nantes, 10 et 0; Nice, 14 et 4; Paris-Le Bourget, 8 et 2; Pau, 4 et 2; Perpignan, 11 et 3; Pointe-à-Pître, 28 et 20; Strasbourg, 8 et -3; Tours, 9 et 0; Toulouse, 6 et 1.
Températures relevées à l'échelle de Amsterdam, 8 et 2 degrés; Athènes, 21 et 14; Bonn, 8 et 3; Bruxelles, 8 et 2; Le Caire, 30 et 16; Les Canaries, 18 et 12; Coppenague, 5 et 0; Genève, 7 et 2; Lisbonne, 16 et 5; Londres, 9 et 3; Madrid, 10 et 0; Moscou, 10 et 5; New-York, 6 et 1; Palma-de-Majorque, 18 et 2; Rome, 15 et 9; Stockholm, 4 et -2; Téhéran, 19 (max.).

COLETTE YSMAL

Le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses publié le 11 avril des décrets, décisions et arrêtés portant:
Attribution de la médaille d'honneur de la police, de la médaille de l'éducation surveillée, de récompenses pour actes de courage et de dévouement, de la médaille d'honneur des marins du commerce et de la pêche;
Nomination dans l'ordre des arts et des lettres, promotions et nominations dans l'ordre des palmes académiques;

Décorations

Citations à l'ordre de l'armée.
Édité par la S.A.B.I. Le Monde.
Gérants: Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Savignat.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Saussaies
75232 PARIS
C.C.P. 4297 - 23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
et COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
58 F 160 F 232 F 309 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 530 F
ÉTRANGER
par messagerie
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F
II - TUNISIE
125 F 232 F 337 F 440 F
Par voie aérienne
facit sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de réviser nos adresses proposées au caractère d'impression.

سكزامن الامهل



Théâtre

Patrice Chéreau répète « Lear »

(Suite de la première page.) Tout au long de la pièce, Lear se débarrasse de ses habitudes de peur et d'agressivité. Il fait un apprentissage, dit Chéreau, il réapprend la vie avec des colères, des fureurs. On ne suit pas impunément ce type de réduction. Il passe par la découverte de lui-même, par le besoin égoïste d'être protégé, cajolé, par la découverte aussi qu'il est seul, et l'a toujours été. Un vertige naît en lui à cette pensée : et si l'archaïsme de me montrant à moi-même ? Il se regarde dans un miroir, comme il ne s'était jamais regardé, et là, on est proche de la folie. On approche la folie, lorsqu'on va jusqu'au plaisir de détecter sur son visage des signes excrécables.

L'enfer décrit par Bond est celui du cercle vicieux des révolutions qui reproduisent les régimes qu'elles ont renversés. Il y a, dit Chéreau, des gens qui se révoltent, avec des raisons profondes. Mais finalement, ils se laissent emprisonner par leur situation et, avec tout autant de raisons, ils agissent comme ceux qu'ils ont combattus. Seuls leurs objectifs sont différents. Le réajustement est nécessaire, mais ce n'est pas intéressant de dire : tous les régimes sont obligatoirement policiers. Dans cette pièce, les situations politiques d'existence sont très fortes, que si les possibilités de choix, la façon dont il faut agir pour survivre, sont clairement montrées. Ce qui serait beau, ce serait d'arriver à dire que si la perversion des révolutions existe, il ne faut pas pour autant renoncer à un éventuel rêve de révolution.

C'est ce que l'aveil déjà envie de montrer dans Tolier, avec ces intellectuels un peu tous qui dépendent toute leur énergie à construire une utopie qu'ils savent éphémère. Mais ce n'était pas très clair. Ce que je veux dire, c'est : quelle est la situation révolutionnaire qui, ici et maintenant, peut donner un espoir ? Comme la montagne magique, l'espoir s'éloigne à mesure que l'on

s'en approche. Comme la Terre promise, il est toujours « promise » aux générations futures. Alors, comme certains se nourrissent d'espoir en attendant que les choses s'arrangent d'elles-mêmes, le crois qu'il faut se nourrir de désespoir. Le désespoir est une dynamique, un aiguillon, il donne son sens à l'action.

Le fantôme et le père Bond donne à Lear un compagnon : le fantôme d'un fossoyeur époux de Cordelia, chez qui Lear s'est réfugié et qui est tué par les soldats. Cordelia mène le combat, lui reste après du vaincu. Il tient le rôle que Shakespeare a attribué au Fou, celui d'une conscience lucide. Bien que mort, tout au long de la pièce il dépeint. Bien que mort jeune il connaît les affres du vieillissement.

« Son désespoir, dit Chéreau, me touche davantage que celui de Lear : il se batte de l'intérieur, il se démolit. Il sait d'instinct qu'on est seul, qu'il faut apprendre à être seul même si les autres vous aident par le biais de l'égoïsme. C'est lui qui conduit l'apprentissage de Lear. Le mort est totalement dépendant du vivant. Le fantôme a davantage besoin de Lear que Lear du fantôme et pourtant Lear ne peut rien pour lui — qui a déjà traversé l'épreuve de la mort, et connu cette expérience qu'il ne peut pas transmettre. Lear ne peut plus rien lui apporter, ne peut plus le faire vivre ni le faire mourir. C'est comme quand on se choisit un père. Les rapports sont faussés. Les vrais rapports n'existent qu'avec son vrai père. »

Chez Bond, les rapports entre enfants et parents se réduisent à une vaine lutte. Les amertumes du vieillissement n'entrent pas en ligne de compte. Les personnages agissent au-delà de la psychologie. Mais Chéreau demande aux acteurs un « jeu psychologique ». Depuis qu'il a tourné la Chaire de l'archaïsme, il a l'impression, dit-il, de faire un autre métier : « Je me retiens de faire du spectaculaire. Je veux que tout passe par la présence des acteurs. Je veux qu'on les voie. Le spectacle ne se passera pas dans les crépuscules, mais en pleine lumière. Je veux voir sur le plateau le doute, le désespoir. On peut utiliser toutes les transpositions possibles, arrive toujours le moment où l'acteur doit faire un travail psychologique sur lui-même. »

Pour cette raison, Chéreau a vieillit les deux filles de Lear et Cordelia. Bond écrit : « Les structures de notre société ont la forme d'une pyramide dominée par le torse. Les enfants étant les plus faibles se trouvent relégués à la base. » Chéreau veut démontrer que les adultes sont faibles. Désarmés malgré leur expérience. « Quand une fille de vingt ans se révolte contre son père, contre les hommes, elle reçoit une paire de claques. Quand une femme de qua-

rente aime mépriser les hommes, et pourtant cherche à se marier sans oser le dire à son père, sa situation est plus cruelle, plus pathétique dans sa déraison. Il y a chez Bond une immense déraison, un humour terrifiant. Bond est anglais. Si on ne restitue pas à la pièce ses racines, on organise tout simplement un musée des horreurs, et ce n'est pas intéressant. J'ai vu un jour un clown anglais dans tout le numéro constatait à essayer en vain de remplir un seau avec de l'eau. C'était à la fois atroce, irrésistible, quotidien. Si on ne trouve pas cette dimension particulière d'humour — l'humour de Buster Keaton dans le film de Beckett, — on fabrique tout juste un spectacle pessimiste, triste. Le désespoir, c'est autre chose. C'est : justement parce qu'on ne voit pas la solution, il faut faire comme si. »

COLETTE GODARD.

Le renouveau du mime

Long nez, menton vert, tresse de mandarin, Yves Riou a la mine contrariée d'un surveillant général de collège mixte. Ses petits yeux d'affection pour telles idées, tels travailleurs, qu'il militants, ne viennent jamais à la surface : ils disparaissent, comme du fond d'un étang dans un moment de calme. Asses proche du « Plume » de Michaux, Riou accomplit dans une alliance tenue de servitude et d'effronterie, les faits et gestes qui vont de soi dans des situations données, mais qui ne peuvent qu'accroître ses découvertes. Qu'il mime les péripéties d'une « manif », depuis l'insertion un peu à corps défendant dans le cortège jusqu'au matraquage par les C.R.S., ou qu'il indique les mille embûches d'un dimanche au bord de la mer, Riou pratique son art muet comme une analyse phénoménologique a posteriori, et cela d'une façon approfondie, car les actes manqués, les envies

réprimées au vol, les détails restés incompris, une infinité de nuances, lui échappent comme des doigts. « Tout qu'y'a de la vie, y'a du problème », aimait à répéter Louis Jouvet, paroli-ill. L'art très différent d'Yves Riou est une figuration magique de ce postulat, évidemment définitif mais révisable. Moins méditatif, Alberto Vidal garde, au cours de ses métamorphoses, le scrupule du mime coloré et la fausse petite peur du diable à ressort qui saute de sa boîte à propos inattendu de ses inventions, provoque dans le public un fou rire continu. Vidal a la santé. Voyage en avion (il mime tout), l'histoire des fauteuils, le pilote, les moteurs, les nuages tout), visite d'un musée à Londres, séance de photos d'identité dans une cabine automatique, sont décodés par lui et passés au tamis comme des noix dont il ne resterait, après son passage, qu'un rêve impalpable. L'étonnant est que cette imagination de gestes ne comprend aucun lieu commun, Vidal n'imite rien. Il exploite aucune antichambre respectable, il représenterait plutôt des pensées de traverser qui sont aussitôt censurées en nous. Alberto Vidal, très souple et expressif, a aussi la dimension d'un griot, d'un conteur populaire, avec la faculté de poésie française que ces emplois comportent. Il nous est plus difficile de saisir ce que veut exprimer le geste Carlos Traffic, fondateur d'une troupe argentine, et qui a travaillé avec le Living Theatre à Sao-Paulo. Cultivant une forme élaborée de mocheté et de crasse, Traffic utilise des accessoires compliqués pour mimer des choses obscures. Il reste, dans son numéro, une arrière-ambiance de clownerie, mais elle est sans cesse occultée par des références peut-être à l'Orient, peut-être à un matériel juif new-yorkais qui ne nous est pas familier. L'intelligence et l'application de Carlos Traffic ne font aucun doute : par un dialogue de finesses, il rejoint le nihilisme de certaines bandes dessinées qui amusent la jeunesse contestataire. Mais il généralise à détracter son « one man show » de ses entassements culturels. Il nous confine dans le grenier d'un inventeur raté du Concours Lépine. Les esquisses simples et spontanées de Riou et de Vidal ont bien plus de vie. MICHEL COURNOT.

\* Théâtre d'Écar, 21 h. (Riou), 23 h. 30 (Vidal). Maison des Arts, 21 h. du mercredi au samedi (Traffic).

\* Marianne Aurocote et Jean-Michel Baberz présente dans la petite salle du Théâtre au 5e maréchal Rosa Luxemburg, à tous les soirs, à 22 heures. Relâche dimanche et lundi.

FRANÇOIS SIMON : les gags aussi font partie de la vie

Lorsque le « Lear » choisi par Patrice Chéreau se regarde dans le miroir, il voit un visage creusé, hanté par une détresse silencieuse, celui du Directeur du cirque de puces (de film de Thomas Koerfer). Le directeur du cirque de puces et Lear parlent d'une voix écrasée, sourient parfois, à peine, juste pour laisser deviner une douceur lointaine. Ils portent sur le monde un regard qui a franchi les fureurs de l'angoisse, le regard de François Simon.

« Les personnages que l'interprète reflètent ma vision de l'homme dans la société. Ils correspondent à ce que je suis devenu. J'ai évolué. Un temps, j'ai été très engagé politiquement. Je croyais même changer le monde. Comment peut-on changer ? J'ai été dépassé par le désempolement. Mais je travaille, je joue, c'est ma vie. Je suis comme une éponge, attentif à ce que disent, à ce qu'inventent les metteurs en scène. Enfin, si l'on admet que l'acteur est créateur — ce qui n'est pas certain — on admet qu'il puisse exprimer son identité, sa vision. Même si elle est négative, pourquoi l'exprimer, dire sa compas-

sion pour les inconscients qui ne veulent pas savoir que toute vie est vouée à l'échec, procurer un moment de bonheur, un moment d'illusion. L'illusion est positive pour ceux qui la pratiquent.

« En fait, il s'agit d'un bonheur schizophrène. Le bonheur trouble du dédoublement. On n'y arrive pas tous les soirs. Pourquoi ? On ne le sait jamais, et ce mystère fait croire à la création. Après des années d'expérience, on sait comment se préparer, chacun à sa petite méthode. Mais si les dieux ne sont pas descendus », on fabrique et on souffre. Une souffrance égoïste. Je suppose que le public n'est pas dupe, mais c'est pour soi qu'on a mal. Je n'oublie pas le public, jamais. Mon métier consiste à le divertir. Seulement, ce qui me gêne, c'est son goût pour le vaudeville. Aussi bien joué soit-il, le vaudeville ne me fait pas même sourire. Pourtant, je ne suis pas tellement sérieux. J'aime les gags, il y en a beaucoup dans Lear. Les gags aussi font partie de la vie. Quand ils deviennent dramatiques, ils nous rappellent les rapports entre les personnages entre les individus. » — C.G.

Cinéma

« FLESH GORDON »

Entreprise artisanale dans sa conception comme dans son exécution, Flesh Gordon a été tourné en 16 mm couleur avec un budget modique, tout le contraire du barnum traditionnel hollywoodien. Deux metteurs en scène ont signé la partie « réaliste » du film, avec acteurs, et la partie animation, assez importante. Un dépliant annonce aux premières images que Flesh Gordon (Guy Elclair, la bande dessinée d'Alex Raymond) a remonté le moral d'une Amérique déprimée, dans tous les sens du terme, entre 1929 et 1933. Pourquoi ne pas renouveler la performance quarante ans plus tard ? On déplacera très légèrement l'accent, on posera à fond la parodie, on relèvera le tout de bonne et saine moralité (« flash », l'écrit, est devenu « flesh » la chair). Flesh échoue avec sa petite amie Dale et un savant touche à tout sur la planète Porno en proie aux fac-

tions, avec un tyran chinois Wang, des amazones M.L.F. qui veulent « libérer » la pauvre Dale, un marquis, Robin des Bois, qui penche pour les mâles. La formation reconstruit l'humanité en perte de vitesse, redonne le tonus vital. De toute façon, les trois terriens sont invincibles, et passent au travers des pires ennemis. Les filles, comme dans Playboy, ont pour mission d'assurer le repos du guerrier ou du jeune cadavre. Et puis tout d'un coup autre chose : l'extraordinaire robot filiforme qui mène une lutte presque victorieuse contre Flesh, deux autres robots au sexe vrilleur. Des gags épars dans un film à l'avenant, ni chair ni poisson, qui amuse par moments, annule à d'autres, se laisse voir et oublier. — L.M.

\* Balneo-Elysées, Studio Galandé (r.o.), U.C.O.-Marsmont, Soles, Balnear, Lazard-Pasquier, Méry place Cléber, Convention-Gaumont, Montparnasse (r.f.).

LE FANTASTIQUE, PORTE MAILLOT

La Convention du cinéma fantastique a quatre ans et s'installe, du 6 au 13 avril, au Palais des congrès. Après les Jours de Nantes, affamés de jougs, garous enchaînés à leurs chaînes de vélo, après les pâques noctambules du Palace avides d'atrocités kitsch, après les livres intellectuels du Momeg éprouvés de décalages surréalistes, voilà que le cinéma fantastique sort de ses ghettos, s'adresse à tous les publics en un lieu officiel.

\* Palais des congrès du 6 au 13 avril.

CARNET

MERCREDI

Mariages

— Christel Chardon et Michel Pissalot ont l'honneur de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 22 mars 1975 à Launay (Eure). 157, rue André-France, 92300 Levallois.

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Décès

— M. et Mme Jacques Abravanel, Esther, Juliette et Emilie Abravanel ont l'honneur de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 22 mars 1975 à Launay (Eure). 157, rue André-France, 92300 Levallois.

— M. et Mme André Berlande, les familles parentes et alliées, vous font part du décès de M. Fernand-André BERLANDE, professeur honoraire de la faculté des sciences d'Alger, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Nice le 22 mars 1975. Les obsèques ont eu lieu à Nice, le 24 mars 1975, dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 28, rue Sequelot, 75015 Paris.

SAMARITAINE DE LUXE 27, Bd des Capucines TEL. 073.83.21 DU 1er AU 9 AVRIL Vente spéciale CRAVATES «SOIE» qualité lourde ou twill PRIX EXCEPTIONNEL 29,50 F Les 86 F

— M. et Mme Bourgeois-Bresse, M. Henri Boucoiran, Mlle Véronique Boucoiran, M. et Mme Clément Boucoiran, M. et Mme François Boucoiran, M. et Mme Aimé Vesson, Mme Louis Durillon-Vesson ont l'honneur de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 22 mars 1975 à Launay (Eure). 157, rue André-France, 92300 Levallois.

BOULOGNE Comtesse du Barry 11 bis Bd Haussmann PARIS 9 FOIES GRAS TRUFFÉS CONSERVES FINES PLATS FINS CUISINÉS

SUNSHINE UNIVERSAL présente SUNSHINE avec CHRISTINA FRANCES CLIFF DUNBAR et MEG RUSTEN BERNARDI... MERCEDES-BENZ présente dans la petite salle du Théâtre au 5e maréchal Rosa Luxemburg, à tous les soirs, à 22 heures. Relâche dimanche et lundi.

MERCREDI : ACTION CHRISTINE, 4, rue Christine (6e) AVEZ-VOUS DES BIENS MISTER BROWN?

صكزامن الأمل

سكزامن الاصل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Chaillot (au Théâtre de la Cité internationale), 21 h. : le Règne blanc.

Les autres salles

Athènes, 21 h. : la Folie de Chaillot.
Rochefort, 20 h. 15 : Britannicus.

Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Manoaga, 22 h. 15 : les Mirabelles dans l'auvent.

Comédie-Française, 20 h. 30 : l'Idiot.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Carole et Carole.

Les théâtres de banlieue

Ivry, Théâtre des Quinze, 16 h. : Domageo qu'elles sont un pain.

Les comédies musicales

Élysée-Montparnasse, 20 h. 30 : le Bonheur ?

Le music-hall

Le Lucernaire, 20 h. 30 : Spectacle Beckett-Jean Barbeau.

La danse

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Carole et Carole.

Mardi 1er avril

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

cinémas

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Roméo et Juliette ; 20 h. 30 : Fichus de crabes.

Les exclusivités

AGURU, LA COLÈRE DE DIEU (A. v.o.) ; Studio des Ursulines.
AU LONG DE LA RIVIERE FANGO (Fr.) ; Le Clair.

Les films nouveaux

LES SENTIERS DE LA GLOIRE, film américain de Stanley Kubrick.
LES INNOCENTS AUX MAINS SALES, film français de Claude Chabrol.

CONCERTS Radio France

CALENDRIER DES CONCERTS

PERSPECTIVES DU XXe SIECLE

ARS NOVA

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

J-S. BACH

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

LE MESSIE

SAISON LYRIQUE

GRIMBERT

LA VESTALE

URAKI

du 22 avril au 7 juin TIMON D'ATHÈNES et LES IKS location tous les jours sauf dimanche 12 h à 19 h BOUFFES-DU-NORD

AVEZ-VOUS PAYÉ VOS IMPÔTS MISTER BROWN?

CONCORDE - LUMIERE GAUMONT - CLICHY-PATHE - MONTPARNASSE-PATHE

CLUNY PALACE - GAUMONT SUD - CAMBRONNE - NATION - VICTOR HUGO

QUE LA FÊTE COMMENCE

et ne s'arrête pas

« Dès les premières images, on est empoigné. »

« On s'étonne et on s'amuse : c'est trop beau pour être vrai, et c'est vrai ! »

« Bravo à Noiret, Rochefort, Marielle. »

« La réussite est impressionnante et peut-être unique dans l'histoire du cinéma français. »

« Affirmer que c'est un film à voir, va de soi. »

« Que la Fête commence est une fête pour l'esprit et les yeux. »

« Un spectacle foisonnant et une réussite. A voir. »

« Tavernier lui, confirme, tout le bien que l'on pensait de son talent après "l'Horloger de St-Paul". »

« Un spectacle foisonnant et une réussite. A voir. »

« Un spectacle foisonnant et une réussite. A voir. »

« Un spectacle foisonnant et une réussite. A voir. »

« Un spectacle foisonnant et une réussite. A voir. »

« Un spectacle foisonnant et une réussite. A voir. »

« Un spectacle foisonnant et une réussite. A voir. »

Large advertisement on the right side of the page, featuring a large 'E' logo and text about an interview and a film festival.



صكزامن الأمل

Sur le devant de la scène

LE "BOND EN AVANT" DU COMMERCE AVEC L'EST

Remodeler

Des limites financières

BONN

LES relations commerciales avec l'Est — et plus particulièrement les discussions portant sur le volume des échanges — ont toujours suscité d'âpres controverses.

La part des échanges avec l'Est dans le volume global du commerce extérieur ouest-allemand est aujourd'hui encore relativement modeste.

LONDRES

DEPUIS qu'ils sont rentrés de leur voyage à Moscou en février dernier, MM. Wilson et Callaghan doivent faire face à une tempête politique provoquée par l'accord sur le prêt de 1 milliard de livres accordé à l'U.R.S.S.

Certes, dans le commerce avec l'U.R.S.S. — où l'an dernier le déficit avait atteint le chiffre de 285,4 millions de livres, — l'industrie britannique a la possibilité de combler un vide énorme.

PARIS

OFFENSIVE à l'Est, tel a été l'un des mots d'ordre lancés par le gouvernement français aux entreprises, afin de rétablir l'équilibre du commerce extérieur compromis par la crise de l'énergie.

Les visites de ministres, précédées, accompagnées ou suivies de missions d'industriels, se sont multipliées. Des accords-padrés de coopération ont été conclus dans les domaines de l'industrie et de la technique.

ROME

L'ITALIE prête un intérêt croissant aux marchés de l'Est européen et cet intérêt est rétrospectivement de la complémentarité de l'économie italienne avec celle des pays membres du Comecon.

La C.E.E. demain

LES vacances des fonctionnaires européens suivent celles des écoliers en Belgique ; c'est dire que durant les deux premières semaines d'avril, période des vacances de Pâques, l'appareil communautaire tournera au ralenti.

La Communauté est censée y parler d'une seule voix, mais on peut se demander comment s'exprimera cette position unique alors que les Neuf, depuis les ministères des affaires étrangères jusqu'aux chefs de gouvernement, se sont attentivement débattus jusqu'ici à tout débat sérieux sur la stratégie énergétique à mener par la Communauté.

A Dublin, sur l'initiative du chancelier Schmidt, le Conseil européen a décidé la création d'un comité de hauts fonctionnaires chargé d'examiner de manière approfondie l'ensemble des questions liées au dossier

7,6 DM à 24,2 milliards de DM et celles du commerce interzones de 5,3 DM à 6,9 milliards. Mais, comparés au volume global du commerce extérieur ouest-allemand, les premières n'ont représenté en 1974 que 7 % et les secondes (celles qui ont été réalisées avec la République démocratique allemande) à peine 2 %.

Comment s'explique le retournement de ces dernières années ? L'Union soviétique et les pays de l'Est européen sont manifestement disposés à élargir leurs relations commerciales avec les pays occidentaux.

GRANDE-BRETAGNE

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a annoncé, par 16 voix contre 7, pour le maintien dans la C.E.E. le Royaume-Uni dans la C.E.E.

LE CHANCELLIER DE L'ÉCHIQUE a lancé une mise en garde en disant que le taux de l'inflation en Grande-Bretagne menaçait de doubler par rapport à celui de ses principaux concurrents.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

M. F. WILHELM CHRISTIAN, membre du conseil d'administration de la Deutsche Bank, vient d'être élu président de la Fédération des banques allemandes.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES ont représenté 53,3 % du déficit global de la balance commerciale italienne en 1974.

LE BANCO DI MILANO, placé sous administration judiciaire depuis octobre dernier et mis en liquidation forcée

le 15 janvier, a été déclaré insolvable par un tribunal civil. Avant son insolvabilité, de départs de 22 milliards de lire, le Banco di Milano ne possédait plus que 6 milliards de lire de liquidités.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES ont représenté 53,3 % du déficit global de la balance commerciale italienne en 1974.

LE BANCO DI MILANO, placé sous administration judiciaire depuis octobre dernier et mis en liquidation forcée

le 15 janvier, a été déclaré insolvable par un tribunal civil. Avant son insolvabilité, de départs de 22 milliards de lire, le Banco di Milano ne possédait plus que 6 milliards de lire de liquidités.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES ont représenté 53,3 % du déficit global de la balance commerciale italienne en 1974.

LE BANCO DI MILANO, placé sous administration judiciaire depuis octobre dernier et mis en liquidation forcée

le 15 janvier, a été déclaré insolvable par un tribunal civil. Avant son insolvabilité, de départs de 22 milliards de lire, le Banco di Milano ne possédait plus que 6 milliards de lire de liquidités.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES ont représenté 53,3 % du déficit global de la balance commerciale italienne en 1974.

LE BANCO DI MILANO, placé sous administration judiciaire depuis octobre dernier et mis en liquidation forcée

le 15 janvier, a été déclaré insolvable par un tribunal civil. Avant son insolvabilité, de départs de 22 milliards de lire, le Banco di Milano ne possédait plus que 6 milliards de lire de liquidités.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES ont représenté 53,3 % du déficit global de la balance commerciale italienne en 1974.

LE BANCO DI MILANO, placé sous administration judiciaire depuis octobre dernier et mis en liquidation forcée

le 15 janvier, a été déclaré insolvable par un tribunal civil. Avant son insolvabilité, de départs de 22 milliards de lire, le Banco di Milano ne possédait plus que 6 milliards de lire de liquidités.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES ont représenté 53,3 % du déficit global de la balance commerciale italienne en 1974.

LE BANCO DI MILANO, placé sous administration judiciaire depuis octobre dernier et mis en liquidation forcée

avec le pays du bloc oriental. Si l'industrie est capable de profiter de l'accord sur le crédit global, le déficit global pourrait être remplacé par une situation équilibrée.

Parmi les pays de l'Est européen, la Pologne a été l'an dernier le partenaire le plus important de la Grande-Bretagne. Les exportations britanniques vers la Pologne ont atteint 132 millions de livres, soit près de 30 millions de livres de plus que les ventes britanniques à l'U.R.S.S.

ALLEMAGNE DE L'EST

L'ALLEMAGNE DE L'EST qui s'est muisée dans la foule de l'amélioration des relations diplomatiques, et les exportations ont quadruplé, pour atteindre une valeur de près de 40 millions de dollars.

Seul l'état du commerce avec l'U.R.S.S. n'a cessé de croître depuis trois ans, à déséquilibre les chiffres du commerce de la Grande-Bretagne avec les pays de l'Est.

FRANCO-SOVIÉTIQUES

FRANCO-SOVIÉTIQUES a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Les échanges avec la Pologne sont encore plus satisfaisants bien que moins importants. Lors de sa récente visite à Varsovie, le ministre du commerce, Ciriacco de Mita, a trouvé un climat particulièrement propice à une collaboration économique plus étroite.

FRANCO-POLONAIS

FRANCO-POLONAIS a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Les échanges avec la Pologne sont encore plus satisfaisants bien que moins importants. Lors de sa récente visite à Varsovie, le ministre du commerce, Ciriacco de Mita, a trouvé un climat particulièrement propice à une collaboration économique plus étroite.

FRANCO-ROUSSE

FRANCO-ROUSSE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Les échanges avec la Roumanie sont encore plus satisfaisants bien que moins importants. Lors de sa récente visite à Bucarest, le ministre du commerce, Ciriacco de Mita, a trouvé un climat particulièrement propice à une collaboration économique plus étroite.

FRANCO-HONGROISE

FRANCO-HONGROISE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

provoquent un freinage de l'expansion. Le déséquilibre qui caractérise le commerce avec l'Est montre clairement les limites de ses possibilités d'expansion.

Il est difficile de se prononcer sur l'avenir des relations commerciales ouest-allemandes avec l'Est. Car il ne s'agit pas seulement de questions économiques. La politique y joue aussi un grand rôle.

FRANCO-BOULGARISSE

FRANCO-BOULGARISSE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Les échanges avec la Bulgarie sont encore plus satisfaisants bien que moins importants. Lors de sa récente visite à Sofia, le ministre du commerce, Ciriacco de Mita, a trouvé un climat particulièrement propice à une collaboration économique plus étroite.

FRANCO-CHECOSLOVAQUE

FRANCO-CHECOSLOVAQUE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Les échanges avec la Tchécoslovaquie sont encore plus satisfaisants bien que moins importants. Lors de sa récente visite à Prague, le ministre du commerce, Ciriacco de Mita, a trouvé un climat particulièrement propice à une collaboration économique plus étroite.

FRANCO-YUGOSLAVE

FRANCO-YUGOSLAVE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Les échanges avec la Yougoslavie sont encore plus satisfaisants bien que moins importants. Lors de sa récente visite à Belgrade, le ministre du commerce, Ciriacco de Mita, a trouvé un climat particulièrement propice à une collaboration économique plus étroite.

FRANCO-TURQUE

FRANCO-TURQUE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Les échanges avec la Turquie sont encore plus satisfaisants bien que moins importants. Lors de sa récente visite à Ankara, le ministre du commerce, Ciriacco de Mita, a trouvé un climat particulièrement propice à une collaboration économique plus étroite.

soviétiques sont d'accord pour passer davantage de commandes d'équipement et de machines anglaises afin de contribuer à l'élimination du déficit, tandis que l'accord sur le crédit offre aux sociétés britanniques plus de facilités pour concurrencer leurs rivaux européens sur le marché soviétique.

A la suite de l'accord conclu à Moscou, d'autres perspectives s'ouvrent encore à la Grande-Bretagne : une coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et du développement des ressources naturelles, ainsi que des projets concernant l'aviation, le bois d'œuvre, les machines à bois, le papier et la pâte à papier, ainsi que les secteurs chimique et pétrochimique.

lors de la visite à Varsovie, en juin, de M. Giscard d'Estaing, avec les autres pays socialistes, les échanges restent plus modestes. Les ventes françaises ont en moyenne été inférieures l'an dernier au milliard de francs (382 millions vers la Roumanie, 557 vers la Hongrie, 605 vers la Tchécoslovaquie, 433 vers la R.D.A., 360 vers la Bulgarie).

Le gouvernement français semble avoir compris l'intérêt de mener une diplomatie marchande. Mais les exportations de la France vers l'Europe orientale — 7,7 milliards en 1974 — n'ont représenté que 3,5 % du total de ses ventes à l'étranger. La part du Marché commun s'élevait, quant à elle, à 83 % et celle du reste de l'Europe occidentale à 15 %.

secteurs d'activités. De toute façon, la balance commerciale avec la Pologne présente un bilan positif.

Dés résultats aussi positifs ont été obtenus dans les échanges avec la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est et la Roumanie, mais cependant l'équilibre commercial atteint en 1974 avec la Hongrie ne doit pas fléchir à trop d'optimisme. Certes, le montant global des exportations italiennes vers ce pays a augmenté, mais cela est dû surtout à l'augmentation des prix qui en sont résultées.

des chais, provoquant la révolte ouverte des viticulteurs du Midi de la France.

Le Marché commun du vin, fruit de la politique à courte vue des gouvernements français et italien, apparaît comme une faillite absolue, et suffisamment grave pour rendre peut-être nécessaire une convocation plus rapide que prévu du conseil des ministres des Neuf. L'agriculture des autres pays du Marché commun de l'Europe communautaire durant le mois d'avril.

Le 15 janvier, a été déclaré insolvable par un tribunal civil. Avant son insolvabilité, de départs de 22 milliards de lire, le Banco di Milano ne possédait plus que 6 milliards de lire de liquidités.

Le levier du crédit

Vin rouge et pétrole

Vers l'équilibre avec les pays du Comecon

A retenir

ALLEMAGNE FÉDÉRALE
M. F. WILHELM CHRISTIAN, membre du conseil d'administration de la Deutsche Bank, vient d'être élu président de la Fédération des banques allemandes.

GRANDE-BRETAGNE
LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a annoncé, par 16 voix contre 7, pour le maintien dans la C.E.E. le Royaume-Uni dans la C.E.E.

ALLEMAGNE DE L'EST
L'ALLEMAGNE DE L'EST qui s'est muisée dans la foule de l'amélioration des relations diplomatiques, et les exportations ont quadruplé, pour atteindre une valeur de près de 40 millions de dollars.

FRANCO-SOVIÉTIQUES
FRANCO-SOVIÉTIQUES a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

FRANCO-POLONAIS
FRANCO-POLONAIS a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

FRANCO-ROUSSE
FRANCO-ROUSSE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

FRANCO-HONGROISE
FRANCO-HONGROISE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

FRANCO-YUGOSLAVE
FRANCO-YUGOSLAVE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

FRANCO-TURQUE
FRANCO-TURQUE a, en outre, été régi par la conclusion d'un protocole financier, le même jour que la signature d'un accord de coopération économique pour la période 1975-1979.

Capiteux à



TRAVAIL ET LOISIR

Remodeler l'usage du temps

(Suite de la page 15.)

La crise, d'une façon générale, durcit les réactions et encourage tous les phénomènes de rejet qui caractérisent le « mal » de notre siècle. Pourquoi en prendre prétexte pour abandonner ce souci de la qualité qui peut hâter les rouages d'un monde quotidien voué à servir la quantité ?

Ces éléments donnent une actualité nouvelle aux efforts qui depuis une quinzaine d'années sont entrepris dans les pays occidentaux pour faciliter un meilleur aménagement des temps de travail et de loisir. Des expériences sont tentées un peu partout, le plus souvent en ordre dispersé. Des rencontres internationales sont organisées pour les comparer. Ce n'est pas un hasard si c'est en France — un des pays d'Europe où les habitudes et les traditions sont les plus affirmées — que le travail de réflexion sur ce dossier a été poussé le plus loin (1).

Jouer sur les plages

A chaque jour sa peine. Il y a la discussion sur la durée journalière ou hebdomadaire du travail, autour de laquelle se mobilisent les revendications syndicales et qui varie suivant les pays. Il y a, d'autre part, le débat sur la façon d'organiser la journée ou la semaine de travail, quelle que soit leur durée. Deux préoccupations bien distinctes.

Le principe de l'innovation expérimentée dans la plupart des pays européens sous le nom d'horaires variables ou mobiles est simple. Dans la journée de travail classique, tout le monde est partagé en plusieurs « plages ». Au moins trois : une plage fixe durant laquelle tous sont présents en même temps à l'usine ou au bureau ; deux plages variables se succédant ou lui succédant durant lesquelles chacun peut choisir librement le moment où il prend ou quitte le travail, à condition de « faire » le nombre d'heures prévues. Il s'agit en somme de donner à l'ensemble des salariés de l'entreprise une latitude comparable à celle dont bénéficient dans la pratique ses responsables.

C'est chose faite dans de nombreuses sociétés européennes, notamment en Suisse pour 30 à 40 % de l'ensemble des employés et salariés, un total de 1 300 000 à 1 700 000 personnes. En France, l'horaire libre était appliqué dans une quinzaine d'entreprises il y a quatre ans, il doit l'être aujourd'hui dans huit cents au moins recouvrant la plupart des activités professionnelles, mais surtout les services administratifs ou sociaux. Même constatation pour la Grande-Bretagne, où la formule introduite il y a quatre ou cinq ans a été adoptée par quelque cinq cents entreprises, notamment dans les assurances. En Allemagne fédérale on estime qu'une société sur trois et six administrations sur dix pratiquent l'horaire flexible.

Les jours sacrés

De l'horaire variable on passe naturellement à la semaine variable. Rien théoriquement n'empêche d'imaginer que le salarié ayant acquis chaque

« En un sens », écrivent Philippe Lamour et Jacques de Chalendar, l'homme a transformé l'ordonnance des choses, mais non celle de sa propre vie. Il n'a pas sensiblement modifié ses habitudes routinières, ses modes d'existence dérivés, ses horaires fixés. Il a remodelé l'usage du temps. Comme aux époques où la pénurie des moyens contraignait une utilisation en commun, nous continuons à travailler tous ensemble et tous en même temps... Travail, loisir ; loisir, travail ; cette alternance rythmée la vie de l'individu et de la société. Dans sa vie l'homme commence à apprendre avant de produire et de « se retirer ». Comment ménager le passage d'un âge à l'autre ? Comment éviter l'ennui d'être apportés à ces deux séries de questions.

Enfin depuis février 1973 25 000 travailleurs italiens de Fiat peuvent moduler leurs heures de départ et d'arrivée au travail. C'est l'expérience la plus importante tentée sur une seule entreprise.

L'horaire variable qui paraît être une pratique spécifiquement européenne — les États-Unis l'ignorent ou la peu aiment — a ses destructeurs. Inapplicable pour le travail à la chaîne de pièces lourdes, il suppose un contrôle plus affirmé des heures de présence ou d'absence, il peut conduire à modifier le régime des heures supplémentaires, entraver les réunions d'information syndicales et... Le fait est que très peu d'entreprises ont renoncé après l'avoir adopté. Il est parfois une nécessité. La direction de Messerschmidt a observé que chaque matin vingt minutes étaient nécessaires pour permettre à tous les collaborateurs de l'entreprise de gérer leurs voitures. Le décalage des heures d'arrivée s'imposait. A Paris, les ascenseurs de la nouvelle tour Maine-Montparnasse ne pouvaient schématiser en moins de quarante-cinq minutes les sept mille personnes appelées à travailler dans ses cinquante-six étages. Là encore, on ne pouvait éviter d'étaler les départs et les arrivées.

Pour les chefs d'entreprise, l'horaire libre est le plus souvent un moyen d'entier et d'ordonner — les habitudes du personnel. Pour ce dernier, ce peut être un moyen de compensation à changer la vie. Les enquêtes les plus récentes montrent que le sentiment de liberté qu'il donne est plus apprécié encore que la suppression des heures d'attente. L'important est moins d'éviter la bousculade du métro et de supprimer la hanche du retard, que de donner la possibilité aux salariés — surtout aux femmes — de jouer librement, ne serait-ce que d'une partie, de leur temps de travail pour satisfaire les besoins de leur vie familiale ou personnelle.

Jour au cours des plages mobiles un certain crédit d'heures n'en déduite dans la semaine ; à la fin, il partira plus tôt le vendredi soir ; au début, il ren-

travaillera plus tard le lundi matin. Dans tous les pays européens où se généralise la semaine de cinq jours (la formule de la semaine de quatre jours est pratiquement abandonnée), le dimanche est « sacré ». Doit-on faire du samedi un deuxième jour sacré ? Un mouvement inverse de celui que l'on constatait ces dernières années semble se dessiner aujourd'hui. Même en Grande-Bretagne, où fut inventé le week-end, et aussi en Belgique, où il est largement appliqué, on commence à réduire les conséquences d'une « stérilisation » trop poussée des fins de semaine. Tous, sous peine de nuire à tous, ne peuvent se reposer en même temps. Il faut, pour qu'il conserve un sens et un intérêt, que le repos du samedi puisse être au moins en partie consacré aux achats, aux visites d'expositions, aux activités sportives. Ce n'est pas de toute évidence qu'il ne soit pas pratiqué par tous. De pas en pas on en arrive à une formule dans laquelle, l'entreprise

restant ouverte six jours, le salarié peut choisir librement de s'absenter soit le samedi, soit le lundi. Des expériences sont engagées dans ce sens en Allemagne ou en France.

Ne peut-on aller plus loin et imaginer une sorte de « banque du temps » tenue par l'entreprise et qui permettrait à ses collaborateurs de reporter d'une semaine à la suivante ou d'un mois à l'autre les « heures de repos » qu'ils auraient accumulées sans les prendre durant les plages fixes de la journée, de la semaine ou du mois, et qu'ils utiliseraient durant deux ou trois jours d'absence consécutifs sans les prendre durant même si la pratique n'en donne aucun exemple. Mais on note, ici ou là, des réactions montrant qu'il ne s'agit pas d'une hypothèse absurde. Ainsi lorsque les syndicats italiens demandent que soient regroupés les droits au repos que donnent les dix-sept jours fériés répartis tout au long de l'année.

La ruée de l'été

Paradoxalement, l'étalement des vacances paraît susciter beaucoup plus d'intérêt que celui des week-ends. A cause du mot, chargé de révolte, du parc que les progrès des transports et du tourisme ont fait des vacances une véritable industrie défendant ses positions, surtout par la publicité de nouveaux besoins ? Les congés des travailleurs britanniques ont depuis quatre ans, beaucoup augmenté, mais les Français restent, de tous les Européens, ceux qui ont les plus longues vacances d'été. Ce sont aussi ceux qui concentrent le plus étroitement leurs départs sur quelques jours de l'année : à la fin de juillet, au début d'août. Comment rompre cet enchaînement d'habitudes et de contraintes qui conduit les grandes villes de France à se vider un mois durant pour venir encombrer les stations ? Depuis dix ans, les campagnes ont succédé aux campagnes.

Apparemment sans grand résultat. Tous les experts le reconnaissent aujourd'hui : pour étaler les vacances, il faut étaler le travail (moins d'un Français sur deux est lié pour la date de ses vacances par celle des congés de ses enfants), mais surtout le travail salarié. Tant que l'on n'aura pas obtenu de quelques grands secteurs industriels une fermeture des usines, sinon par roulement durant toute l'année, du moins sur une plus grande partie de celle-ci, on ne pourra obliger les Français à décaler leurs départs comme le font, par exemple, région par région, les Allemands. Les vacances après jour, semaine après semaine, aide après aide, ne peuvent élargir l'usage du temps que dans la mesure où elles permettent de répartir les départs sur une plus longue période.

loisirs. Mais cette vie active n'est elle-même qu'une longue parenthèse entre l'école et la retraite. Une question plus générale se pose : est-il possible de mieux distribuer tout au long de la vie le temps des études, celui du travail, celui de la retraite ? L'objectif idéal rappelle notamment par l'O.C.D.E. serait de permettre à chacun « de choisir à tout moment la solution concernant le mieux à ses possibilités physiologiques, à ses aptitudes intellectuelles, à ses responsabilités familiales, à ses désirs personnels ».

La réforme du calendrier scolaire est un casse-tête pour les responsables européens de l'éducation nationale. Tous conviennent qu'elle implique une réforme des programmes... et de l'enseignement. Ne rétrogradons pas la proposition la plus récente faite pour la France. Pourquoi ne pas décider que l'année scolaire commencera le 1<sup>er</sup> janvier ? On l'aurait ainsi sur l'année administrative ; on supprimerait le redoutable « effet d'oubli » qu'entraîne pour les enfants le fait de passer de classe après de trop longues vacances d'été ; on « démythifierait » les examens rien qu'en modifiant la date.

Autre question : jusqu'à quel âge la scolarité obligatoire ? Au moins jusqu'à seize ans, estiment tous les Européens. Pourquoi pas jusqu'à dix-huit ans ? Et pourquoi pas jusqu'à dix-neuf ans ? On ne peut pas aller au-delà de seize ans un « crédit d'étude » dont les jeunes pourraient bénéficier ultérieurement ? Ne faut-il pas à partir d'un certain âge combiner les études avec une certaine activité professionnelle ? D'un point de vue plus

général, quelle place doit-on faire à la « formation permanente » ?

Le débat le plus neuf et sans doute le plus actuel est celui qui s'instaure à propos de la retraite. Les effets de la crise vont dans le même sens que les revendications les plus couramment affirmées dans la plupart des pays européens : il faut abaisser de soixante-cinq à soixante ans l'âge auquel on quitte normalement la vie active. D'où quelques difficultés économiques évidentes : le gouvernement anglais a calculé qu'il coûterait au Trésor public quelque 1 400 millions de livres par an. Mais aussi une discussion plus large sur la façon dont doit être organisée le passage de la vie active à la retraite et la conciliation entre deux tendances contradictoires : l'abaissement de l'âge de la retraite devrait permettre de préserver pour les adultes le marché du travail ; en même temps, un bon nombre de retraités souhaitent continuer à travailler. Jacques de Chalendar pose à ce propos trois questions. Pourquoi la date de mise à la retraite doit-elle être la même pour tous ? Pourquoi ne pas prévoir pour les retraités une période de transition avec un travail à temps partiel ? Pourquoi ne pas autoriser les cumuls, qu'il s'agisse de la double liquidation des droits à la retraite ? Sur un point au moins, il illustre une « ligne de recherche » très générale, comme la montre l'enquête au cours de laquelle 66 % des Allemands interrogés se déclarent favorables à un « assouplissement personnalisé de l'âge de la retraite ».

Abatre les cloisons

Qu'ils prennent l'homme dans son travail, ses loisirs ou sa vie, tous ceux qui de l'école à la retraite ont essayé d'aménager le territoire travaillé sur les mêmes objectifs : supprimer ou au moins assouplir tous les cloisonnements dans lesquels le monde moderne nous enserme : cloisonnements entre les âges, entre le travail et le loisir, fi-

nalement entre les hommes. La difficulté vient de ce que ces ruptures nécessitent des révisions par tous, chacun finalement a intérêt à les préserver. Dans tous les pays européens, les syndicats patronaux craignent qu'il n'y ait trop de travailleurs modifiant les conditions de travail ou désorganisant la production. Et très généralement, les syndicats de salariés redoutent que l'aménagement des horaires, des congés, de l'âge de la retraite ne soit qu'un alibi pour retarder la satisfaction des revendications plus immédiates et plus urgentes. Chaque salarié, s'il aspire à plus d'indépendance dans le choix de ses tâches ou de ses loisirs, ne veut pas pour cela perdre la sécurité que lui donne la réglementation dans laquelle il vit. Et plus profondément, chaque individu répugne à quitter le confort de ses habitudes ou de ses traditions. Cette chaîne de réactions explicite sans doute mieux que les raisons particulières avancées ici ou là la lenteur des réformes entreprises pour aménager le temps de vivre et finalement améliorer la qualité de la vie.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON. (Le Monde).

Avec la collaboration de : Renzo Villare (La Stampa), Malcolm Brown (The Times) et Hans Stullmans (Die Welt).

(1) Voir notamment le livre de Jacques de Chalendar, L'aménagement du temps, Desclée de Brouwer 1971 (traduit en allemand sous le titre Die Neuordnung der Zeit et celui de Philippe Lamour et Jacques de Chalendar, Prendre le temps de vivre, Seuil 1974).

LA DURÉE DU TRAVAIL ET DES VACANCES DANS QUELQUES CAPITALES D'EUROPE (1)

Table with 7 columns: City, Un chauffeur d'autobus (1), Un mécanicien (2), Un ouvrier (3), Un chef du personnel (4), Une secrétaire (5), Un instituteur (6). Rows include Amsterdam, Bruxelles, Düsseldorf, Genève, Londres, Luxembourg, Paris, Rome, Stockholm, Vienne.

- 1) Ces comparaisons... 2) Conducateur dans les transports publics... 3) Mécanicien sur autos... 4) Caissier de banque... 5) Dans une entreprise industrielle occupant environ mille personnes... 6) D'un chef de service dans une entreprise industrielle... 7) Depuis dix ans environ dans l'enseignement primaire.

Placements

Capitiaux à la recherche d'un havre

La République fédérale d'Allemagne a terminé 1974 avec un solde positif de ses échanges extérieurs s'élevant à 10 milliards de dollars approximativement. Pour cette même année 1974, l'Italie solda la balance de ses échanges avec l'étranger avec un déficit de 10 milliards de dollars environ. A l'évidence, le « serpent économique » de la Communauté européenne — pour reprendre le langage des monétaires — présente des oscillations si grandes qu'un développement harmonieux des politiques conjoncturelles est capital. On en est loin, hélas ! Nous avons cité le chiffre de 10 milliards de dollars pour l'actif de l'Allemagne et pour le passif de l'Italie. Si l'on regarde les comptes de plus près, on s'aperçoit que la République fédérale d'Allemagne a enregistré l'année dernière, un solde positif de plus de 50 milliards de marks dans ses échanges commerciaux (achats de pétrole compris) et un déficit de plus de 24 milliards de marks dans les mouvements de capitaux. L'Italie a connu un passif de 7 000 milliards de livres pour son commerce extérieur et un mouvement de capitaux en équilibre : avec une sortie d'un peu plus de 1 000 milliards et cours du premier semestre et une

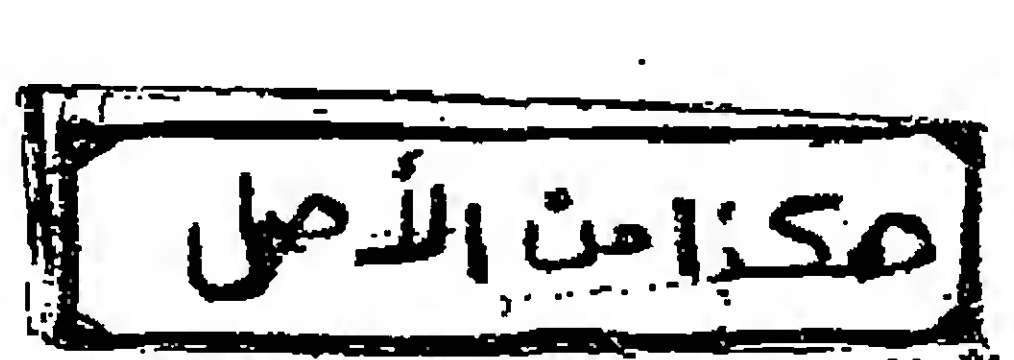
rentrée équivalente pendant le second semestre. Il faut compter également les rentrées courantes : affrètements, revenus de l'émigration, tourisme, qui, dans l'ensemble, sont traditionnellement importants pour l'Italie et ont représenté 700 milliards de livres en 1974. Cette somme ne peut cependant pas compenser les emprunts émis à l'étranger. Dans ces conditions, une recherche sur les mouvements de capitaux doit tenir compte d'un ensemble de données propres à chaque pays. Ainsi, par exemple, au moment où nous écrivons, le coût de l'argent est bien loin d'être « harmonisé » dans la Communauté européenne. Prenons le « Prime Rate », c'est-à-dire l'intérêt que les banques font payer sur les crédits ouverts à certains de leurs clients et qui n'a pas de taux officiel comme le taux d'escompte, mais joue un rôle important dans les mouvements de capitaux. Aujourd'hui, le « Prime Rate » est de 10-11 % en Allemagne et de 17-18 % en Italie, avec toutes les conséquences qui en découlent. Bien évidemment, le prix de l'argent — et par conséquent son rendement, pour qui en possède, — n'est pas la seule cause de mouvements de capitaux. Il existe toute une série d'autres facteurs qui tiennent à la « sécurité », à la stabilité politique, aux

perspectives de prises de participation — investissement pur prise de contrôle, — aux plans à moyen et à long terme pour soutenir les exportations, aux éventuelles « découvertes » de rendements alléchantes — dans les recherches pétrolières ou dans l'achat de terrains — à la création directe d'unités de production à l'étranger. Mais le prix et donc le rendement de l'argent sont toujours un élément important, souvent décisif, du choix de l'investissement. Certes, si le coût de l'argent ne suffit pas à normaliser les mouvements de capitaux, il est vexant pour un pays d'être obligé de planter des panneaux pour « capitaux errants » analogues à ceux qui, au bord des routes, invitent à faire attention aux « animaux errants ». En Italie, ces interdictions n'ont pas empêché que les sorties de capitaux aient été supérieures de 10 000 milliards de livres aux entrées au cours des deux dernières années. Ce chiffre, à l'échelle italienne, représente la couverture du déficit pétrolier aux tarifs actuels pour au moins deux ans. On doit également souligner que, selon des avis dignes de foi, cette « fuite de capitaux » s'est réalisée pour une bonne moitié par des virements clandestins, donc illégaux, comme le transport de billets de banque par des

contrebandiers de devises, la falsification de certificats d'importation et d'exportation, d'opérations frauduleuses sur les revenus du tourisme ou de l'émigration. Cependant, au cours des derniers mois, on a noté un reflux des capitaux vers l'Italie dû, non pas tellement aux taux d'intérêt élevés de l'argent, mais à la nécessité pour beaucoup d'entreprises, étrangères par les restrictions de crédit, de pulser des liquidités dans leurs fonds placés à l'étranger. La situation de l'Allemagne fédérale est tout autre. La confiance dans le mark ou, si l'on préfère, la méfiance envers le dollar et d'autres monnaies n'a pas empêché, comme nous l'avons vu plus haut, la balance allemande des capitaux de se clore l'année dernière avec un déficit de 24 milliards de marks. Résultat caractéristique d'un pays solide et bien organisé et qui devrait, entre autres, déserter les accusations d'égoïsme serrées adressées à l'Allemagne fédérale. Il faut savoir qu'à la fin de l'année dernière, le mark allemand avait été réévalué, par rapport à sa cote de fin 1972, de 18 % vis-à-vis du franc français, de 34 % vis-à-vis du dollar américain et de la livre sterling et tout bonnement de

50 % vis-à-vis de la lire italienne. En dépit de cela, les mouvements de capitaux ont été déficitaires à un point tel qu'ils ont réduit de moitié le bénéfice de la balance commerciale, surtout en raison des prêts accordés par Bonn à d'autres pays et, dans une moindre mesure, en raison des aides au tiers-monde, sans oublier évidemment les investissements effectués à l'étranger par les entreprises allemandes. Si l'Allemagne fédérale on passe maintenant au Royaume-Uni, le ciel change de couleur et vire au gris. Depuis 1970, à l'exception de 1972, les entrées de capitaux ont été supérieures aux sorties pour 481 millions de livres sterling en 1970, 1 871 millions en 1971, 2 245 millions en 1972 et pour 2 331 millions au cours des neuf premiers mois de 1974. Cependant, à la fin de 1973, le secteur public britannique avait une dette globale vis-à-vis de l'étranger de 2 285 millions de livres sterling contre 4 025 millions de crédit, ce qui représente un passif de 1 740 millions, alors que le secteur privé présentait vis-à-vis de l'étranger un surplus de crédits par rapport à ses emprunts équivalant à 8 735 millions de livres sterling. On peut remarquer qu'il existe à l'étranger une grande confiance dans l'économie britanni-

que en dépit de ses difficultés. Au cours des neuf premiers mois de 1974, les investissements étrangers dans le secteur privé britannique se sont élevés à 1 508 millions de livres sterling, dépassant ainsi les 1 470 millions de l'année 1973 tout entière. Si l'on tient compte des sorties de capitaux qui se sont élevées à 572 millions, le mouvement des capitaux privés vers la Grande-Bretagne s'est soldé par un surplus de 936 millions de livres sterling pour les neuf premiers mois de 1974. Expliquer cela par le pétrole de la mer du Nord serait insuffisant et inexact. La France n'est pas non plus épargnée par les nuages. On estime que pour l'année dernière, son déficit a été de 18 milliards de francs pour la balance commerciale et de 11 milliards de francs pour les autres opérations soit un total de 29 milliards de francs. Ce déficit a été financé ainsi : 15 milliards ont été obtenus grâce à des emprunts à long terme et les autres 14 milliards par des débits de paiements. Nous sommes maintenant sur le terrain des grandes manœuvres commandées au plus haut niveau et il faut mettre en œuvre la tactique et la stratégie qui s'imposent. MARIO SALVATORELLI. (La Stampa).



Les clés de la conjoncture

AUX AGUETS D'UNE REPRISE

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de C&G-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, points de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers sont l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissements suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

Le mois qui vient de s'écouler n'a pas apporté de bonnes nouvelles. Le niveau d'activité recule encore. Le fait le plus frappant est sans conteste le véritable effondrement de la production industrielle française, avec une chute en rythme annuel de plus de 20%. L'Italie et la Grande-Bretagne ne font guère mieux. Ni même, à première vue, l'Allemagne. Le chômage augmente lui aussi, partout, sans discontinuer.

Certes, l'inflation recule en moyenne au taux de 11% l'an, si on fait abstraction du cas aberrant

de la Grande-Bretagne ; les balances commerciales de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie se rétablissent. Il est vrai, plus sous l'effet des reculs d'activité et des importations que par le développement des exportations.

Mais ce ne sont plus ces quelques bons résultats qu'on regarde. Même si on se réjouit, par exemple, de voir l'Italie éviter la pire et d'entrer en convalescence, on améliore sa situation financière, avec le remboursement anticipé d'une partie de sa dette vis-à-vis de l'Allemagne.

Reste alors l'Allemagne qui a pris, elle aussi, fin 1974, des mesures de relance, et qui est certainement la mieux placée pour reprendre sereinement son essor. Effectivement, et c'est là un fait nouveau à signaler, on y observe depuis peu quelques signes précurseurs favorables. La courbe de la production industrielle semble s'infléchir à nouveau vers le haut ; ainsi, l'indice de la production industrielle de janvier est-il meilleur que celui de décembre : 103, contre 104.

Analysant plus en détail, on s'aperçoit que bien que de nouveaux secteurs soient atteints par la récession par un effet de tache d'huile — ainsi la sidérurgie, — d'autres, au contraire, vont un peu mieux ou moins mal qu'on aurait pu l'espérer : ainsi, l'automobile.

Dans ce combat encore incertain entre forces de récession et de reprise, lesquelles vont l'emporter ? Outre l'indice global de production industrielle cité plus haut, on peut se baser sur quelques autres chiffres donnant pour ainsi dire un score continu de ce combat :

ALLEMAGNE : entre la récession et le redémarrage.

Ce qui préoccupe maintenant, c'est plus le marasme que l'inflation, c'est plus le chômage que la situation financière, qui, pourtant, avait donné lieu à tant d'alarmes. Il serait, certes, prématuré d'attendre trop rapidement et à nouveau de bons chiffres, puisqu'on avait bien volontiers provoqué les mauvais, en organisant l'austérité ou le refroidissement pour calmer les prix et retrouver les équilibres extérieurs.

Il n'en reste pas moins que chaque pays observe maintenant les autres, en guettant toutes les raisons d'espérer. Y en a-t-il ? Normalement, une reprise pourrait s'amorcer dans les pays où, après une longue cure d'austérité, des mesures de relance franches et massives ont été prises : c'est-à-dire aux Etats-Unis et en Allemagne. Dans le premier pays, c'est la déception : le début de l'année 1975 a encore enregistré une

baïsse très brutale et forte de la production ; des secteurs d'activité qui jusqu'ici étaient épargnés sont atteints à leur tour : ainsi la sidérurgie. C'est que ce pays a subi une récession tellement longue qu'elle s'est finalement transformée en dépression profonde, avec désamorçage de la consommation et de l'investissement, accumulation de stocks et endettement massif.

Si bien que, malgré des stimulants budgétaires massifs et la baisse accélérée des taux d'intérêt (le prime rate en est maintenant à 7,5%), il ne faut pas compter sur une reprise rapide.

ainsi, les offres d'emploi non satisfaites, après être descendues de 226 000 en septembre 1974 à 194 000 en décembre 1974, remontent à 248 000 en février 1975. De même, la demande interne semble à nouveau augmenter.

Une reprise semble se dessiner en Allemagne, et le gouvernement a toutes les raisons de la favoriser, puisqu'une des conditions qu'il avait posées pour une véritable relance est en voie de se réaliser.

Il est, en effet, remarquable de constater la modération dont ont fait preuve les syndicats lors du renouvellement des conventions salariales. Quelle différence avec la Grande-Bretagne, où les exigences vont jusqu'à quatre ou cinq fois plus ; ainsi pour les mineurs, qui ont obtenu 30%.

Le gouvernement allemand n'a pas pris de nouvelles mesures depuis celles du plan de fin 1974, mais il va subir les pressions politiques, et plus encore monétaires, qui y poussent à l'échelon international. Pour éviter un déséquilibre trop grand entre dollar et deutsche-mark, il est bien forcé de suivre la baisse des taux d'intérêt, qui continue toujours aux Etats-Unis : c'est ainsi qu'il faut interpréter la récente baisse du taux d'escompte, qui, ramené de 5,5% à 5%, est maintenant le plus bas de tous les pays occidentaux.

relance franche et comptant surtout sur une reprise spontanée.

Or c'est l'inverse : le recul de la production industrielle touche à l'effondrement. Et ce qui est à craindre, c'est un désamorçage de la consommation sous l'effet du chômage partiel, de la contraction des revenus et de l'épargne de précaution. Et aussi de l'investissement avec des entreprises qui manquent d'autofinancement et hésitent à s'endetter encore plus devant les incertitudes des années à venir. Bien que leur pessimisme ait une nette tendance à s'atténuer, si l'on en croit les dernières enquêtes de l'INSEE.

La France doit s'efforcer d'éviter une dépression analogue à celle qui est constatée aux Etats-Unis. Les récentes mesures de soutien à la consommation, au bâtiment, à certains investissements productifs, seront-elles suffisantes ? Celles-ci, dans le cas de la consommation, par exemple, représentent, avec 4 milliards de francs, à peine 0,5% du total, et sont à rapprocher des 2,5% consentis par l'Allemagne.

Il est probable que le gouvernement français va être obligé d'agir encore plus massivement et non plus ponctuellement et sélectivement, ou par petites doses, comme il l'a fait jusqu'ici.

Quand ? Probablement à bref délai, mais l'effet se fera attendre, compte tenu des inévitables délais de réaction.

C'est donc seulement vers le troisième ou le quatrième trimestre que la reprise pourrait avoir lieu, favorisée, par ailleurs, par un redémarrage de l'activité allemande. Comment cette évolution se traduira-t-elle pour l'Italie et la Grande-Bretagne ? Ces pays auront de la difficulté à relancer par eux-mêmes, compte tenu de leurs difficultés de prix et de balance commerciale. Ils devront donc, pendant de longs mois, se contenter de mesures de soutien ponctuelles, telles celles prises par l'Italie pour le bâtiment... en évitant une dégradation excessive de l'activité et le dépasement de seuils critiques pour le chômage.

MAURICE BOMMENSATH.

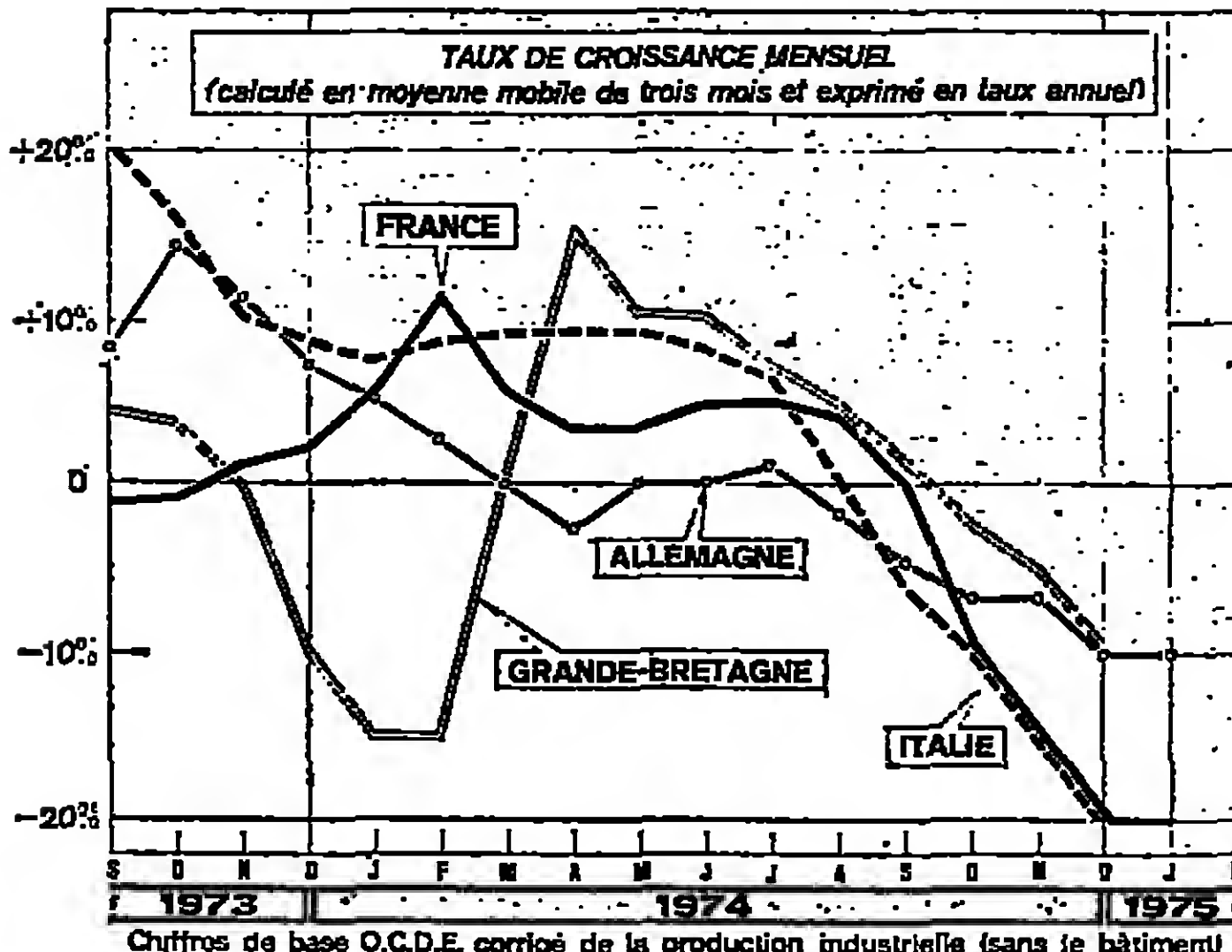
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité internationale
ALLEMAGNE	---	+	---	+	++++	++
FRANCE	---	---	---	+	+	+
ITALIE	---	---	---	+	---	---
GR. BRETAGNE	---	---	---	---	---	---

+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais ---- très mauvais ;+ : tendance précédente

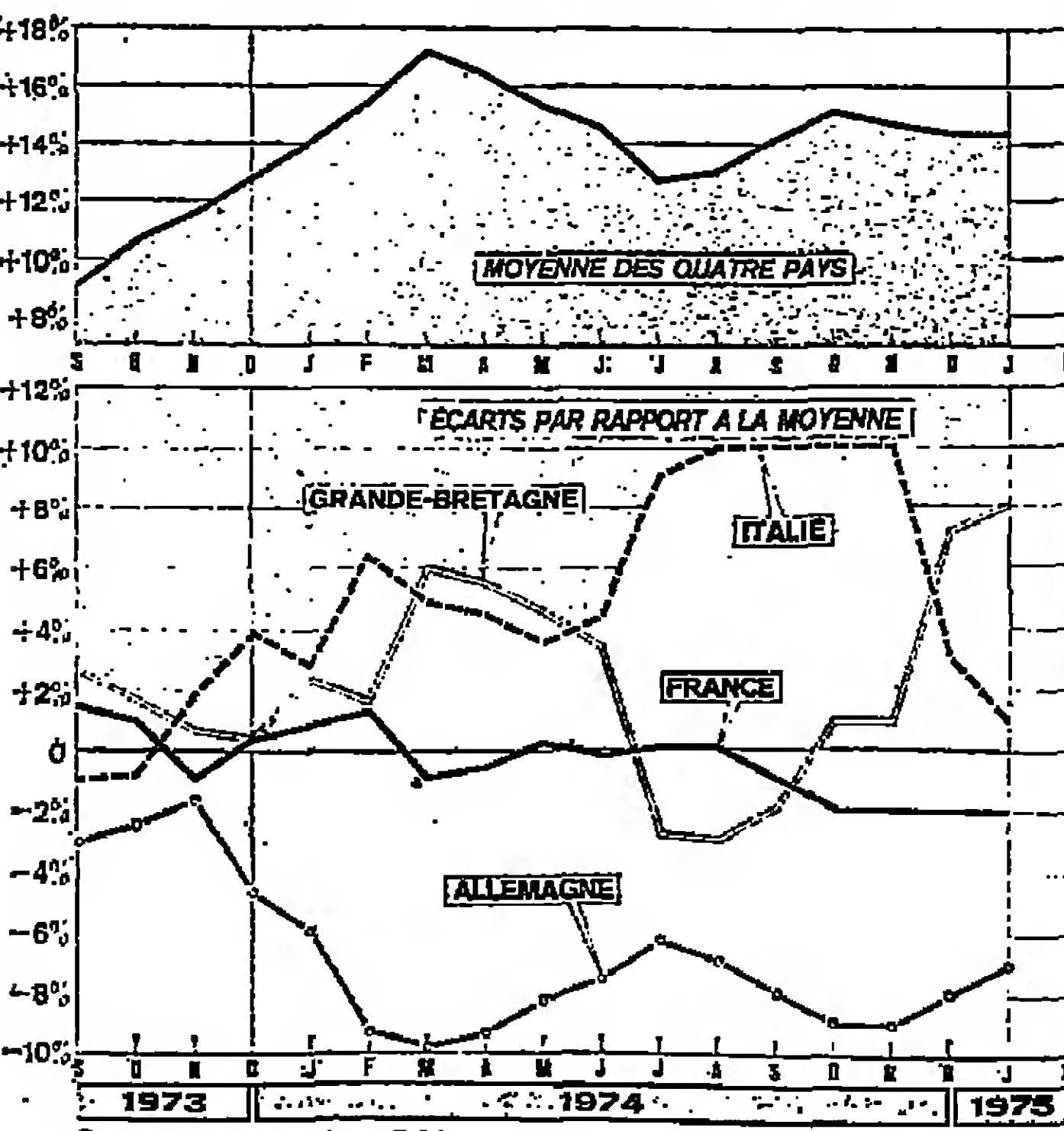
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

I. — Taux de croissance industrielle



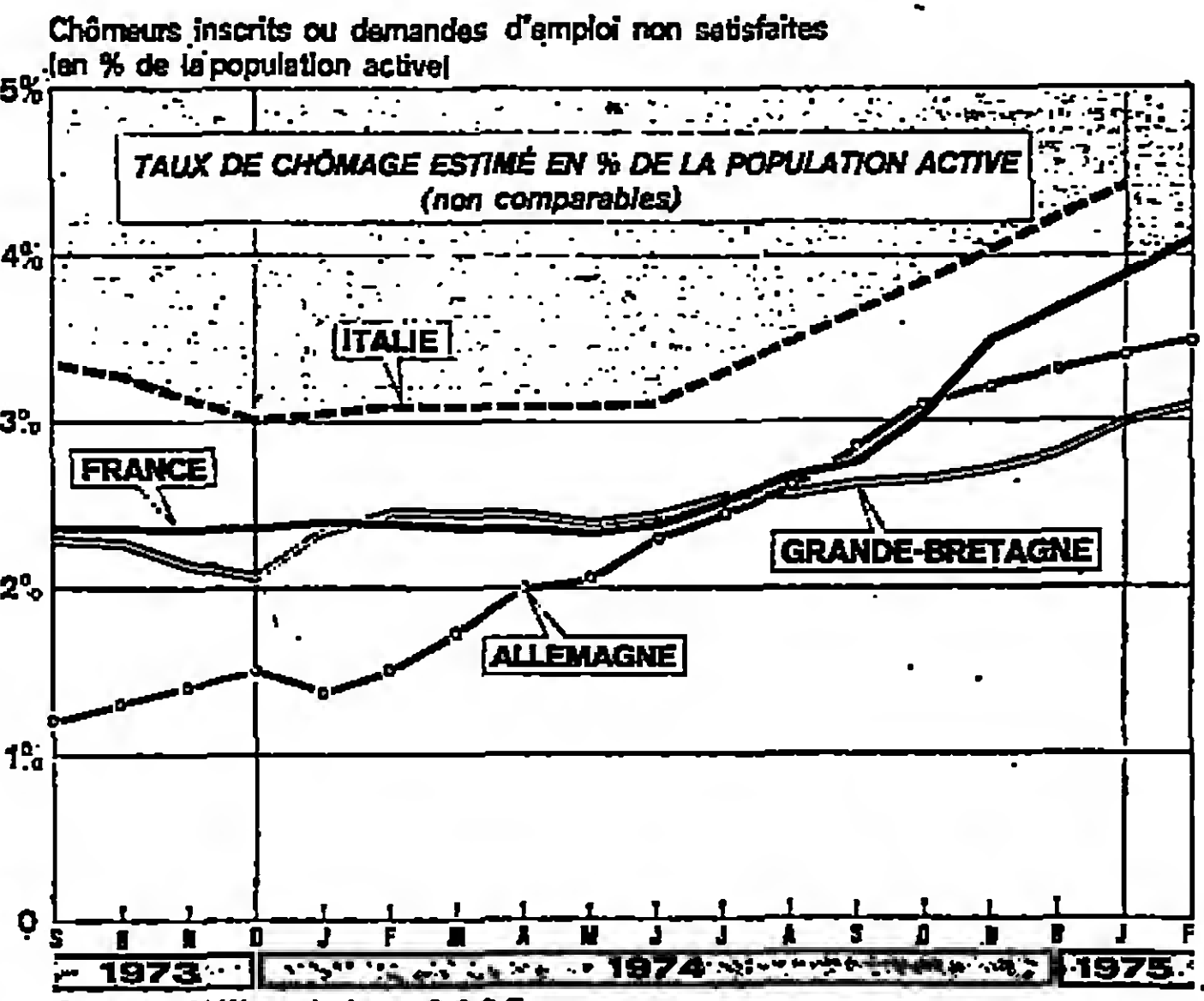
Le fait saillant est l'effondrement de la production industrielle française. Le recul s'accroît en Italie et en Grande-Bretagne. En revanche, la production industrielle de l'Allemagne tend à amorcer une remontée.

II. — Évolution des prix



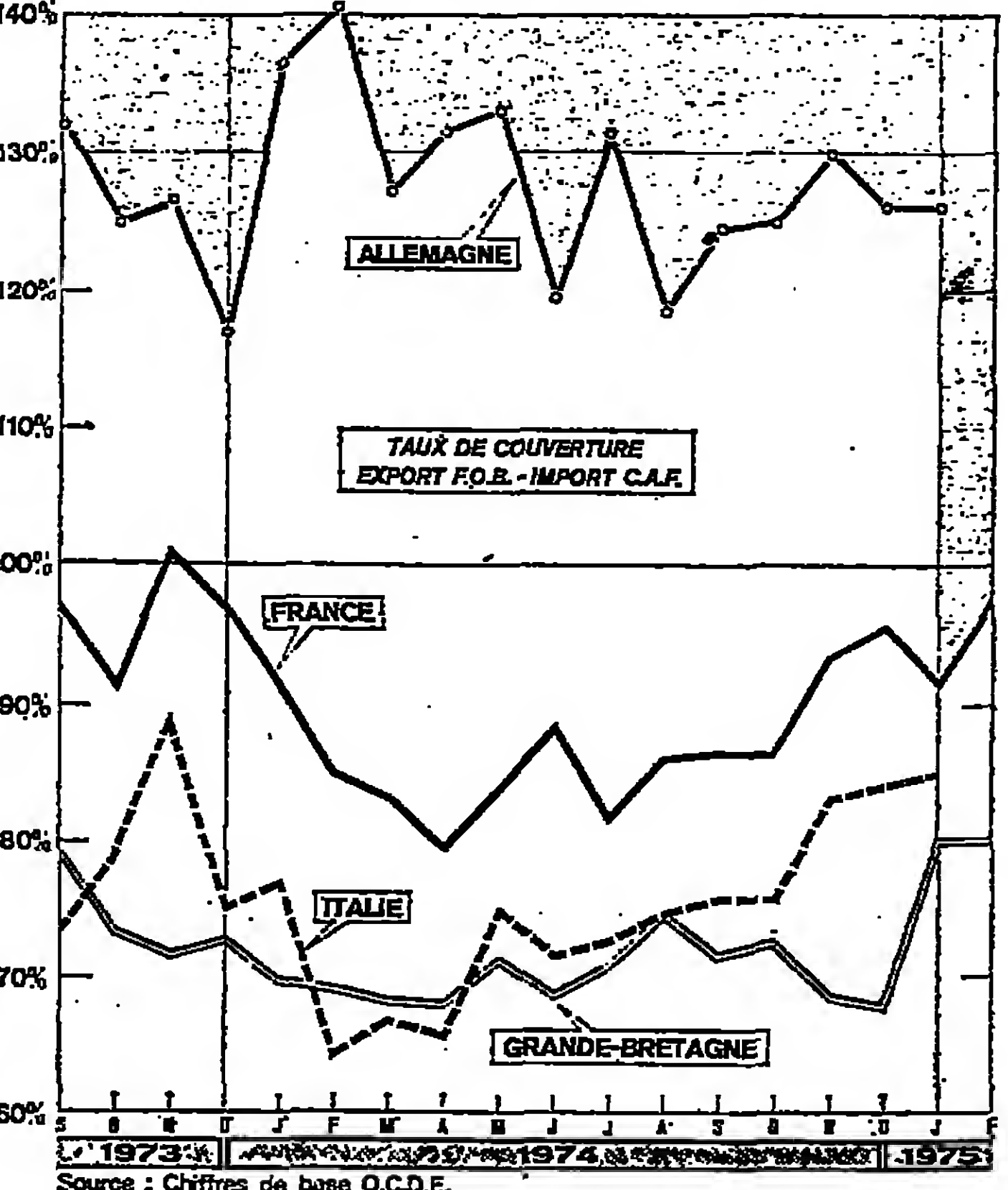
Le rythme moyen d'inflation se maintient à 14%. On constate des progrès en France (12%) et en Italie (15%). L'Allemagne fait un peu moins bien (de 6% elle passe à 7%). Mais c'est surtout la Grande-Bretagne qui, avec une inflation de 23%, détériore la moyenne qui, sans elle, se situerait à 11%.

III. — Niveau de l'emploi



Le chômage augmente sans discontinuer dans les quatre pays. L'effectif total des chômeurs est maintenant de près de quatre millions, avec un taux moyen de la population active de 4% environ. L'Italie se situe à 4,1% ; la Grande-Bretagne à 3,10% ; l'Allemagne est à 3,5% (3,1% en chiffres bruts) et la France à 4,1%.

IV. — Échanges extérieurs



Les échanges extérieurs demeurent sans changements sensibles. Pour l'Italie et la Grande-Bretagne, les taux de couverture des exportations par les importations se consolident à un niveau de 80% environ. La France arrive maintenant à l'équilibre avec un taux de près de 96% en février. Rappelons que les taux O.C.D.E. sont calculés FOB-CAF et corrigés des variations saisonnières.

£ 8,000 p.a. tax free + accommodation and car  
Arabian Gulf

**PROJECT ENGINEERS**

Required by fabricators of offshore structures — members of a major international contracting group — to be responsible for controlling projects involving structures, process equipment and instrumentation. Candidates, preferably Chartered Engineers, must have experience of similar fabrication work ideally in the offshore field. Free furnished married accommodation — company car — good education facilities. Apply in confidence under

Ref 5516 to T.C. Walker Mekvyn Hughes Group, 59 St. Mary Axe London. EC 3 A 8 AR.

**EUROPE**  
EUROPE  
EUROPE  
EUROPE  
EUROPE

Rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Gravin (« Le Monde »), Piero de Garzaroli, Gianni Gambarotta (« La Stampa »), John Grelg, coordonnateur, David Spanier (« The Times »), Fritz Wirth, Hans Stollhaus (« Die Welt »).

Publicité : Michel Gérard (« Le Monde »), Riccardo di Corallo (« La Stampa »), Gerry Thorne, coordonnateur (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Copyright - Le Monde -

LA RELIGION

CONN

DRES

PARIS

ROME

comptes

cardinal

nozzani

LA RELIGION EST-ELLE TROP BON MARCHÉ ?

BONN

LES deux principales communautés confessionnelles de République fédérale, la protestante et la catholique, qui regroupent plus de 90 % de la population du pays, connaissent depuis quelques mois des difficultés financières grandissantes. Grâce à l'efficacité de leur système de collecte, plus rationnel que celui de bien d'autres pays, les deux Eglises figuraient jusqu'à présent parmi les plus riches du monde.

Les fidèles renâcent

recettes fiscales et, partant, du denier du culte. En 1973, le denier du culte a représenté pour l'ensemble des paroisses évangéliques et des diocèses catholiques de République fédérale 8,9 milliards de deutschemarks dont 48,6 % revenant à l'Eglise catholique seule.

Parallèlement, se dessine une autre évolution : les deux Eglises voient régulièrement diminuer le nombre de leurs fidèles, en raison surtout de l'obligation qui leur est faite de payer, sous forme d'impôt prélevé directement sur leur salaire, le denier du culte. Le nombre des protestants et des catholiques séparés de leurs paroisses était en 1972 respectivement de 140.000 et 83.000 ; en 1974, il est passé à 210.000 pour les premiers (comparé à 38 millions de fidèles) tandis que le nombre des seconds augmentait sensiblement.

Malgré les taux d'augmentation décroissants de leurs recettes fiscales depuis quelques années (1971 : 23,3 % ; 1972 : 18,3 % ; 1973 : 15,9 % ; 1974 : 9,8 %), les deux communautés

ont pu se constituer des réserves qu'elles ont partiellement affectées à l'entretien de leur propre patrimoine. Mais elles ont dû faire face à des dépenses croissantes, notamment de fonctionnement, dont la plus grande part a été absorbée par les coûts de leur personnel qui ont représenté 50 % du budget des diocèses catholiques, et environ 60 % — voire 70 % — pour les paroisses évangéliques.

cliniques privées, peuvent atteindre jusqu'à 90 % du coût total. Les deux Eglises s'efforcent de faire en sorte que ces dépenses ne subissent pas de compressions. Pour cela elles cherchent à épargner d'une main ce qu'elles dépensent de l'autre, en intégrant notamment de nouveaux programmes de construction et en supprimant l'embauche de personnel. Cependant, leur assistance matérielle et financière aux pays du tiers-monde reste entière.

HENK OHNSORGE. (Die Welt)

LONDRES

Le taux d'inflation élevé — et qui continue de croître — en Grande-Bretagne a placé l'Eglise d'Angleterre dans une situation particulièrement critique. Le fait est que la branche mère de l'Eglise anglaise va devoir, pour affronter cette crise, bouleverser à la fois ses schémas de pensée et son organisation. De loin la plus importante et la plus communautaire religieuse du pays, elle est justement rendue plus vulnérable à l'inflation que les autres par sa taille.

On ne prête pas aux riches

Bretagne, et jusque parmi les membres de l'Eglise anglicane elle-même, que celle-ci est si immondialement riche qu'elle n'a besoin d'aucune aide. Comme le dit un évêque de l'Eglise d'Angleterre : « Les Anglais ont eu leur religion trop bon marché. Nous vivons maintenant sur la générosité des générations précédentes. »

Leurs épouses doivent souvent prendre un emploi à plein temps pour leur permettre de vivre décemment. L'Eglise des services précieux — et peu coûteux — qu'elles apportaient traditionnellement à leurs maris dans l'exercice de leur ministère. Comme chez les catholiques, ces paroissiens savent que prêtres et pasteurs vivent presque exclusivement de dons. Et il semble qu'ils aient répondu généralement aux appels qui leur ont été faits de compenser l'inflation par une majoration de leur contribution.

sont d'autant plus étroits que le sentiment d'isolement par rapport à l'ensemble de la communauté est grand. C'est là que réside, pour l'Eglise d'Angleterre, la difficulté. Ses investissements, estimés à 500 millions de livres et qui rapportent 25 millions par an, n'ont pas permis de constituer l'Eglise nationale, reconstruite par la loi. Si elle appartient à tous, elle n'appartient à personne, aussi la conscience de leur identité est-elle, chez les anglicans, pratiquement inexistante. Bien qu'ils appartiennent souvent à des classes socio-économiques plus élevées que les autres membres des communautés religieuses (à l'exception peut-être du judaïsme, dans la mesure encore où on le considère comme une confession), leurs dons sont inférieurs à ceux d'importance quel autre groupe confessionnel. Ils s'élevaient environ 30 à 35 pence par semaine et par personne. Par rapport au reste de la communauté anglicane, c'est, dit l'Eglise d'Angleterre, avec l'Eglise ou la synagogue

viduels dans le revenu total est le plus faible. Et il semble bien aussi que les anglicans soient les plus réticents à toute demande d'augmentation. Aussi, à l'heure où toutes les Eglises cherchent à faire des économies, l'Eglise d'Angleterre y emploie-t-elle tout son zèle. Le personnel des églises et de l'administration générale à Londres est réduit au minimum, de même que toutes les autres dépenses. Des pressions de plus en plus fortes se font jour pour la vente des édifices — objets du XVIII<sup>e</sup> siècle pour la plupart. Aussi le gouvernement est-il lui-même intervenu, faisant une offre de 1 million de livres par an pour la protection des vieilles églises, dont certaines comptent parmi les plus beaux joyaux de la culture anglaise. Mais de telles mesures suffiront-elles à sauver l'Eglise de ces amputations si l'inflation se poursuit au rythme actuel ?

CLIFFORD LONGLEY. (The Times)

PARIS

CERTAINS disent que l'Eglise de France possède des trésors de terreur et de terreur. Penchez-vous que cela soit vrai ? A cette question, posée fin 1971, lors d'une enquête menée par la SOPRES sur « Les Français et les finances de l'Eglise », 85 % des Français interrogés ont répondu oui, 25 % non et 39 % ne savaient pas. Paradoxalement, malgré ces chiffres, c'est cette grande ignorance, 4 % des Français seulement estimaient que l'Eglise devrait vendre tous ses biens et 14 % qu'on devrait lui demander de vendre ceux dont elle n'a pas l'utilisation. La grande majorité des Français pensent que si l'Eglise a des biens, elle les utilise correctement dans le sens de sa mission.

L'Eglise possède peu d'églises

environ des ressources de l'Eglise. En 1971, on a estimé cette collecte, pour l'ensemble de la France, à environ 140 000 000 de francs, ce qui correspondait approximativement à 3 F par catholique (moyenne qui variait de 6,90 F à 1 F selon les diocèses). Selon l'enquête SOPRES, 45 % des Français déclarent verser le denier du culte et 67 % leur rapport à celui du reste de l'Eglise. La majorité des donateurs ne sont pas des pratiquants réguliers.

de chrétiens gênés par les rejets simoniaques du système actuel. La différence de celles de l'Etat, les finances de l'Eglise sont très peu centralisées. La modicité du budget national — qui ne dépasse pas 2 500 000 F — explique partiellement le fait que chaque diocèse gère son propre budget. A Lourdes, les évêques ont examiné un projet de caisse nationale d'entraide. Jusqu'à présent, peu de mesures ont été prises dans le domaine de la solidarité entre les diocèses, dont les revenus sont pourtant bien différents de ceux de la région parisienne — pour mettre à tous les prêtres, du plus jeune vicaire à l'évêque, de gagner le même salaire de base. Un prêtre touche rarement davantage que le salaire minimum, ce qui explique que le nombre de prêtres diminue depuis la création de la SMIC, actuellement de 1 204 F par mois, et selon l'équité SOPRES, 67 % des Français estiment que le clergé ne reçoit pas plus de 1 000 F par mois, 37 % pensant même qu'il devrait gagner moins de 800 F.

ment et d'une gestion fort inégale. Détail peu connu : l'Eglise possède peu d'églises. Tous les édifices catholiques affectés au culte sont devenus propriété des communes en 1905. Les cathédrales appartiennent à l'Etat. Les autres biens se répartissent entre trois catégories de propriétaires : les congrégations religieuses, les associations diocésaines et les nombreuses sociétés ou associations qui servent de support juridique aux paroisses. A ce propos, la confusion et la complexité créent un mystère qu'il est bien difficile de percer. Malgré les demandes répétées de la commission épiscopale créée en 1969 pour étudier la vie matérielle de l'Eglise et des prêtres, il semble que tous les diocèses et les instituts religieux n'ont pas encore dressé un inventaire complet de leurs biens. Au plan juridique, d'autre part, depuis quelques années le gouvernement français a autorisé les congrégations qui le demandent à posséder avec pleine capacité, comme les associations diocésaines, elles peuvent donc recouvrer la jouissance des biens mis sous séquestre en 1905.

nouvelles églises, — ont rallumé les passions et nourri la controverse sur les signes extérieurs de la richesse de l'Eglise, en contradiction avec son témoignage de pauvreté. Achèvement, on est sensible à deux impératifs qui peuvent paraître contradictoires : la justice et la pauvreté. La question de la rémunération des permanents de l'Eglise se pose en termes de justice et de pauvreté. Beaucoup de prêtres de prendre un travail est en partie motivée par leur désir d'échapper à la « mendicité ». Est-il normal, par exemple, que l'assurance-vieillesse pour les religieux français ayant atteint soixante-dix ans oscille entre 350 et 700 F par an, même si beaucoup continuent à être pris en charge par leur communauté ? En même temps, le désir grandit, chez les prêtres et les fidèles, de voir l'Eglise vivre pauvrement. Face aux valeurs prônées par la société de consommation, des hommes qui refusent d'être payés suivant leur valeur et acceptent d'être seulement indemnisés selon leurs besoins représentent la meilleure contestation possible de cette société. Mais il faut qu'elle soit une pauvreté librement acceptée et non contrainte par la richesse collective de l'Eglise à laquelle ils appartiennent.

ALAIN WOODROW. (Le Monde)

ROME

Il y a les mystères de la foi que le Rosaire divise en cinq « joyeux », cinq « douloureux » et cinq « joyeux ». Il y a aussi les mystères financiers de l'Eglise catholique. Pour les éclaircir, nous avons interrogé le cardinal Egidio Vagnozzi, président de la « préfecture des affaires économiques », c'est-à-dire ministre du budget et des finances du Saint-Siège.

Les comptes du cardinal Vagnozzi

gué apostolique aux Etats-Unis avant d'assumer sa charge actuelle. « Eminence, certains journaux soutiennent que le patrimoine productif géré par les cinq administrations et par l'Institut pour les œuvres de religion pourrait s'élever de 6 000 à 12 milliards de lire. Cette somme est purement et simplement grotesque, répond le cardinal. Si l'envisage un montant de 300 milliards de lire, suis-je plus près de la réalité ? Je puis vous dire que le patrimoine productif du Saint-Siège, en Italie et dans le monde entier, constitue moins du quart de la somme que vous indiquez. — Il s'agit donc de 60 à 75 milliards de lire. Vous ne pouvez pas me donner la somme précise, Eminence ? — Non. Je n'y suis pas autorisé. Le patrimoine est constitué de biens immobiliers et de biens mobiliers (titres et obligations). Les immeubles sont, en grande partie, occupés par des bureaux qui ne rapportent pas grand-chose. D'autres immeubles sont loués à bas prix à des fonctionnaires du Saint-Siège. Le revenu est donc très limité, spé-

cialement en Italie où le Saint-Siège doit observer la loi sur le blocage des loyers. — L'indemnité versée en 1939 au Vatican par l'Etat italien s'élevait alors à 1 milliard en titres et 750 millions au comptant. Ce montant est aujourd'hui de 300 à 350 milliards. Faut-il croire que les administrateurs précédents n'ont pas été des « sages » comme on le croyait ? — Peut-être, répond le cardinal. Mais il faut dire que Pie XI a dépensé une grande partie des 750 millions en liquide pour construire en Italie les quatorze séminaires régionaux et des presbytères. — Pourquoi, depuis quelques années, les investissements ont-ils été transférés d'Italie dans d'autres pays, tels que les Etats-Unis ? — Tout n'a pas été transféré. Naturellement, contraintes à faire face à des besoins croissants avec des revenus de plus en plus pressurés dans le monde, les administrations du Saint-Siège cherchent à investir, comme tout bon administrateur, là où le rendement est meilleur et les charges fiscales moindres.

— Quelle est la « philosophie » qui guide ces investissements ? Par exemple, évite-t-on les secteurs spéculatifs, tels que les zones à construire ou ceux qui sont liés aux armements ? — Des instructions précises ont été données de ne pas faire des investissements dans des domaines qui sont en opposition avec la morale chrétienne, répond le cardinal Vagnozzi. Par exemple, dans des sociétés pharmaceutiques qui produisent des contraceptifs et dans tout ce qui pourrait contrarier avec la mission de l'Eglise, mission de paix, de fraternité, de charité. — Les nouveaux investissements, par exemple aux Etats-Unis, sont faits dans les secteurs de téléphones, des télégraphes, des assurances et des banques (dont quelques-unes en Suisse) ? — Eminence, l'Institut pour les œuvres de religion administre les fonds et les dépôts des ordres religieux qui sont plus de mille. Est-ce que je me trompe en évaluant son patrimoine, à ce titre, à environ 2 000 milliards de lire ? — L'Institut n'est pas soumis à mon contrôle. C'est un orga-

nisme autonome et il y a le secret bancaire. Mais je crois qu'il est très exagéré de parler de 2 000 milliards. C'est mon opinion personnelle. — Deux mille personnes environ travaillent pour le gouvernement central de l'Eglise, plus mille quatre cents pour le gouvernement de la Cité du Vatican. On peut considérer que le déficit pour les dépenses du gouvernement central est d'environ 7 milliards de lire pour cette année, car les dépenses s'élevaient à 23 milliards et les recettes entre 15 et 16 milliards. Pour y faire face, Paul VI préleva des fonds du denier de Saint-Pierre. Certains gouvernements ont, dit-on, offert des aides, mais le Saint-Siège les refuse pour ne pas se trouver lié à des choix politiques. Le cardinal Vagnozzi conclut : « Je voudrais que l'opinion publique, et en particulier les catholiques, ne prêtent pas foi à tout ce qui s'écrit sur les finances du Vatican, parce que beaucoup d'affirmations sont fondées sur des ragots, sur des indications de personnes non informées et sur des évaluations qui n'ont aucun fondement. »

LAMBERTO FURNO. (La Stampa)

صك: زامن الاصل

# Consommation

## Des voies de garages pavées d'or...

«TOUTE peine mérite salaire.» Mais le prix du travail bâclé ?, demandait récemment un journal allemand, qui relayait le résultat d'un sondage effectué auprès de cent vingt garages d'outre-Rhin. Il faut bien dire que le résultat n'était guère réjouissant, tant pour les garages testés que pour les clients automobilistes.

Des prix en constante augmentation ont fait de l'automobile, jusqu'à présent symbole de la prospérité européenne, un véritable tracas pour beaucoup. Quand, après une réparation ou une simple révision, ils vont récupérer leur véhicule au garage, beaucoup d'automobilistes n'en croient pas leurs yeux en prenant connaissance de la facture qu'on leur présente et lie ont le sentiment d'être grugés. Justifiés ou non, il est indéniable qu'on assiste à la levée d'une vague de méfiance généralisée envers les garagistes.

La Fédération allemande de l'artisanat automobile se garde, pour sa part, de généraliser mais ne nie cependant pas qu'il existe, du côté de l'usager, des raisons de s'irriter. Le résultat du sondage mentionné, et qui a été effectué par l'automobile-club allemand ADAC et un magazine, montre que, sur le nombre des garages auxquels on a confié un véhicule pour une vérification de routine, un seul a procédé à un travail correct. Chacune des voitures restait contenant dix « fautes ». Les garages n'ont réparé en moyenne que 87 % des « fautes » mais ont facturé des frais correspondant à une vérification complète.

Mieux encore. Les factures établies par différents garages, pour les mêmes travaux, présentaient d'innombrables disparités. L'un réclamait pour une Mercedes 178,82 DM, un autre 404,45 DM, après avoir procédé, de son propre chef, selon les experts de l'ADAC, à une série de travaux injustifiés. Un deuxième exemple : deux révisions en tous points semblables d'une même voiture, une BMW, furent facturées, la première 220,82 DM, la seconde 101,45 DM.

A l'analyse des résultats d'ensemble du sondage, les ingénieurs de l'ADAC ont calculé que, sur un montant global de 18 000 DM encaissés par les 120 garages, 4 000 DM l'ont été indûment, pour des réparations ou des changements de pièces détachées injustifiées.

En Grande-Bretagne, le service des prix constatait déjà en 1971 que les automobilistes du Royaume-

### Une désaffection grandissante

Le Français aisé (pour qui, contrairement à l'Allemand qui en fait le symbole de son standing, la voiture tend à devenir surtout un objet utilitaire) ne pénètre pas dans un garage sans une certaine méfiance. Toutefois, il ne s'y rend pas à tout propos, dès que se présente un ennui mineur car « c'est la vie... qu'est-ce que ça peut faire, pulquer ça roule toujours... ».

Les automobilistes italiens sont mieux lotis. Il semble qu'ils bénéficient d'une concurrence entre garages plus forte qu'ailleurs. Pour les 15,7 millions de véhicules qui circulent sur les routes italiennes existent 46 000 stations-service et garages employant 120 000 personnes auxquelles s'ajoutent 17 500 ateliers de carrosserie où 66 000 ouvriers jouent les « redresseurs de tôles ». La France dispose de 47 000 ateliers de réparation employant 250 000 personnes pour un parc automobile de 14,6 millions d'unités. Les 25 000 garages britanniques emploient 42 000 personnes. En République fédérale sont immatriculés 18 millions de voitures particulières pour 26 100 garages utilisant un effectif de 340 800 ouvriers.

La hausse croissante des prix des services rendus par les garages est en grande partie imputable à celle de leurs charges salariales. Pour les garages allemands, la main-d'œuvre représente 70 % du montant facturé au client. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1974, le barème des tarifs horaires s'échelonne de 34 DM à 48 DM, en fonction de la catégorie du véhicule. L'ouvrier monteur du

Unis avaient toutes les raisons de se montrer mécontents des garages, concernant notamment la qualité du service rendu. La Fédération britannique de l'automobile a relevé que, sur 1 000 réclamations de ses adhérents au sujet des garages, les deux tiers étaient fondées. Un magazine de consommateurs ayant testé 48 garages a constaté qu'un seul d'entre eux avait effectué correctement les réparations demandées.

garage ne perçoit que 29,5 % de ce montant. Quant au gain net du patron de l'établissement, il n'a représenté, au cours du premier semestre 1974, que 1,7 % du total. Le reste s'est ventilé entre les diverses charges salariales annexes. Il y a cinq ans, en 1970, les tarifs horaires s'échelonnaient de 28 DM à 38 DM.

En Italie, les charges salariales représentent en moyenne 38 % du montant des factures. Le tarif horaire a atteint, en 1974, 4 000 lires. Il n'était, en 1970, que de 1 800 lires. En France, les charges salariales entrent pour 50 % dans le montant des factures payées par les automobilistes. Les tarifs horaires ont évolué, en 1974, de 25 F à 33 F (1970 : 15 F à 23 F) et, pour Paris seul, de 30 F à 40 F (1970 : 25 F à 35 F).

Par suite de la hausse croissante des frais de garde et de réparation, on assiste à une diminution du nombre des automobilistes qui font appel aux services des garages, et cette désaffection ne cesse de s'amplifier depuis le déclenchement de la crise du pétrole. En République fédérale, la plupart des garages ont perdu 20 % à 25 % de leur clientèle. Pourtant, leur chiffre d'affaires est resté sensiblement le même, ce qui semble paradoxal, mais s'explique par le fait que les possesseurs de voitures encore récentes, les font réviser et réparer plus souvent dans le but d'en obtenir un usage prolongé. Par contre, les garages britanniques ont connu en 1974 un recul de leur chiffre d'affaires d'environ 15 % en moyen-

ne, voire même de 40 % pour quelques-uns d'entre eux.

Les garagistes viennent de lancer une mise en garde à l'encontre des réparations de fortune, effectuées par les usagers eux-mêmes « à la lumière des réverbères », car ils redoutent que la sécurité routière ne fasse les frais de telles pratiques. Est-ce seulement pour cette raison ? Qu'il en soit, il est hors de doute qu'une plus grande clarté dans la fixation des prix et dans l'établissement des factures contribuerait à ramener, au moins en partie, vers les garages, le nombre des usagers qui s'en sont détournés. La Fédération allemande de l'artisanat automobile vient, à cet égard, de rendre publique la nouvelle réglementation applicable aux réparations et aux vérifications de voitures conformément aux directives de l'Office fédéral des cartels de Berlin. En vertu de ces directives, le texte imprimé en petits caractères au verso des commandes devra se montrer plus soucieux des intérêts du client et contribuer ainsi à mettre fin aux litiges. Il est notamment prévu que le devis établi par un garage aura une validité de trois semaines ; que le client pourra exiger stipulation dans le contrat d'un prix qui, en définitive, ne saurait être supérieur, jusqu'à 500 DM de commande, de plus de 20 % à celui fixé initialement et de plus de 15 % au-delà ; que les litiges seront tranchés par des commissions de conciliation.

En République fédérale existent à l'heure actuelle cinquante-huit commissions de conciliation. Des cinq membres qui composent chacune d'elles un seul appartient à la corporation de l'artisanat automobile, et elles sont présidées par un juriste indépendant. En 1974, neuf mille cent soixante et une plaintes ont été adressées à ces commissions et cinq mille neuf cent soixante-quatre d'entre elles ont été acceptées. Mille cent soixante-cinq cas ont été transmis à l'arbitrage. Dans 59,2 % des plaintes, les propriétaires de voitures protestent contre le montant des factures, dans 23,2 % con-

tre la qualité de la réparation, et pour 10,1 % contre des réparations superflues. 17 % des mille cent soixante-cinq plaintes transmises furent jugées entièrement fondées et 35 % purent être réglées à l'amiable entre l'atelier et le client.

En France, de telles commissions sont inexistantes. En cas de litiges les automobilistes se tournent vers la chambre syndicale de la corporation ou vers la direction de la concurrence et des prix du ministère de l'économie et des finances ou plus précisément son délégué départemental. Dans les cas extrêmes, ils doivent en appeler aux tribunaux. Il en va de même en Italie, où les commissions arbitrales n'existent pas non plus.

En Grande-Bretagne, la Fédération de l'artisanat automobile contrôle une juridiction qui instruit les plaintes déposées contre ses entreprises adhérentes. En cas de non-règlement amiable, il est possible de soumettre l'affaire à l'appréciation

d'une commission de conciliation indépendante. Sur trois mille six cent cinquante-deux réclamations déposées en 1974, mille vingt-quatre ont été rejetées, deux mille cinq cent huit ont reçu une suite favorable et cent dix ont été tranchées par sentence arbitrale.

Les Britanniques disposent également d'un Conseil national pour les services et réparations automobiles. Il constitue en quelque sorte le « chien de garde » de l'automobiliste. Toutefois, il est préférable pour le client qu'il veuille lui-même à ses intérêts et qu'ayant de confirmer sa commande il exige un décompte précis des frais qu'il aura à débours. Seul moyen efficace pour lui d'éviter que son devis ne se transforme en une facture inconsidérément gonflée.

HANS STOLLHANS.  
(Die Welt)

Avec la collaboration de Joste Doyère (« Le Monde »), Ferruccio Bernabè (« La Stampa »), Peter Wymark (« The Times »).

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (CONTROLLER) DE GROUPE

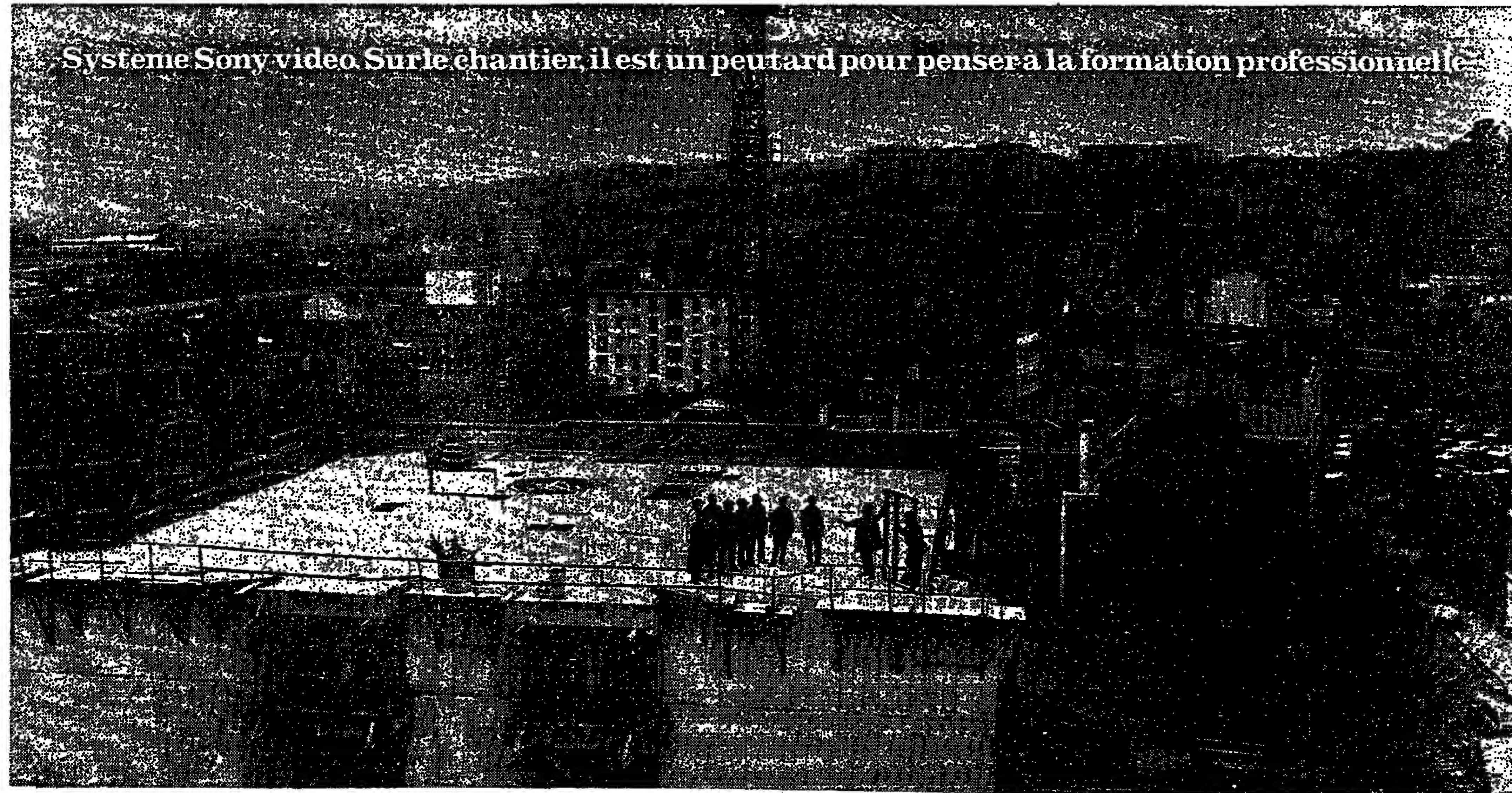
parlent arabe - KOWEIT

£ 6.500 par an environ (exempt d'impôts) plus une généreuse indemnité de logement

Une importante société, bien établie et d'esprit moderne, dont les activités diverses englobent la fabrication, le commerce général et le négoce, recherche un Directeur Administratif et Financier (Controller) de Groupe pour sa division d'électronique et d'ingénierie. Le candidat retenu sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de systèmes détaillés et de l'établissement de documents pour la collecte des données dans un environnement comportant de nombreuses tâches administratives, ainsi que, à un stade ultérieur, de la mise en place d'un système de contrôle budgétaire. Les candidats doivent parler couramment l'arabe et l'anglais et posséder un diplôme de comptabilité (de préférence ACMA), ainsi que 4 à 5 années d'expérience de la comptabilité industrielle. Les perspectives d'avancement internes, dans cette société en expansion rapide et tournée vers l'avenir, sont excellentes. Prêt sans intérêt pour l'achat d'une voiture - 31 jours de congé payé annuel dans le pays d'origine. Les candidatures, qui seront traitées confidentiellement, doivent être adressées à G. N. Brown, sous la référence 5507.

MERVYN HUGHES GROUP

Conseil en recrutement direction  
57 St Mary Axe, LONDRES (Angleterre)  
Téléphone : LONDRES 243-00-37



Systeme Sony video. Sur le chantier, il est un peuteur pour penser à la formation professionnelle.

Quand il s'agit de la mise en place d'un élément en béton précontraint, de l'installation du chauffage dans un nouvel immeuble ou du travail sur une chaîne de montage, chaque erreur vous coûte de l'argent. Il faut tout arrêter sur place, et réinstruire, sur place, celui ou ceux qui ont fait l'erreur. Et avec des méthodes qui, souvent, ne vous mettent pas à l'abri d'une seconde erreur. La vidéo Sony peut vous aider à éviter tout cela.

En vous permettant de tout expliquer clairement, simplement, visuellement.

On comprend mieux comment remonter une boîte de vitesses quand on l'a vu faire sur une image, que lorsqu'on se l'est entendu expliquer, même avec un dessin.

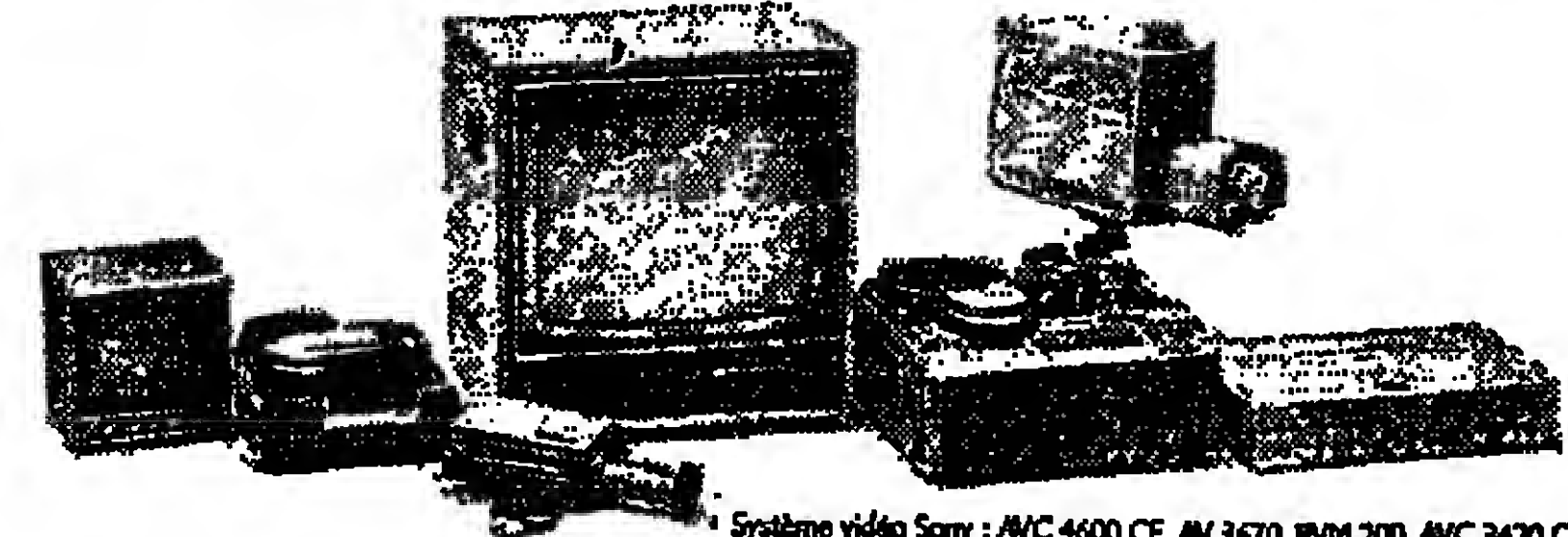
Avec la gamme vidéo Sony, représentée ci-dessous, vous pouvez tout faire dans tous les domaines de la formation.

La caméra et le magnétoscope portables vous donnent 30 minutes d'enregistrement et des images de bonne qualité sur une bande 1/2 pouce. Ensuite, les images prises sur le vif peuvent être insérées dans le programme que vous aurez préparé en studio. Avec la caméra de studio AVC 4600 CE et le magnétoscope AV 3670, qui sont parmi les seuls appareils sur le marché à permettre un montage d'images parfait.

Vous pourrez, bien sûr, repasser votre programme autant de fois qu'il le faudra, pour que tout le monde comprenne. Et même au ralenti. Repensez à tout cela, à tête reposée, sur le chantier, à la prochaine erreur.

**SONY.**  
La formation professionnelle la plus efficace.

Pour en savoir plus long sur la vidéo Sony, renvoyez ce bon à SONY FRANCE - 17-21 rue l'abbé-de-Saint-Hilaire - 92110 Clamart.  
Nom et Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
M.L.M.



Système vidéo Sony : AVC 4600 CE, AV 3670, PWH 300, AVC 3420 CE, AV 3420, PWH 300. Ces appareils sont en démonstration au 4<sup>e</sup> Salon International de l'Audio-Visuel et Communication, Porte de Versailles, Allée 2, Stand 11.

## Le casse-

Advertisement for 'Le casse-' (likely 'Le casse-pâte' or similar). The text is dense and partially obscured by a large, dark, irregular shape on the right side of the page. The visible text includes 'Le casse-' at the top and some smaller text below, but much of it is illegible due to the layout and image quality.

Advertisement for 'Une interview de...' (likely 'Une interview de...' or similar). The text is dense and partially obscured by a large, dark, irregular shape on the right side of the page. The visible text includes 'Une interview de...' at the top and some smaller text below, but much of it is illegible due to the layout and image quality.

# Le casse-tête du trafic urbain

par TERENCE BENDIXSON (\*)

DANS quelle mesure peut-on réduire la circulation automobile dans les villes sans paralyser la vie économique ? Que peut-on offrir aux automobilistes pour qu'ils adoptent d'autres transports, au moins pour certains de leurs déplacements ? Que peut-on faire rapidement, à peu de frais et sans modifier l'environnement, pour réduire le gaspillage dû aux encombrements ?

Autant de questions qui se posent de plus en plus, dans tous les pays, à ceux qui doivent non seulement assurer la circulation, mais respecter l'environnement en engageant le minimum de dépenses.

Ces problèmes vont faire l'objet d'une conférence de trois jours qui s'ouvrira le 14 avril à Paris, sous le patronage de l'Organisation de coopération et de développement économique. Inaugurée par le docteur Ingrid Leodolter, ministre autrichien de la santé et de l'environnement, cette conférence aura pour thème : « Mieux vivre en ville en circulant moins ».

Pour la préparer, la division de l'urbanisme de l'O.C.D.E. a envoyé dans dix-neuf pays un questionnaire à trois cents villes de plus de cent mille habitants. Les réponses reçues sont fort différentes de ce qu'elles auraient été il y a seulement cinq ans.

Après les opérations de dissuasion contre l'usage de l'automobile (interdictions de stationner, ronds réservés aux piétons), toutes ces villes en arrivent maintenant à des mesures telles que : couloirs réservés aux autobus et signaux de circulation déclenchés par eux, qui améliorent la qualité du service offert par les transports publics. Les réponses montrent aussi un intérêt croissant pour les tramways et, aux Etats-Unis et au Canada,

pour le système des radio-taxis et des taxis collectifs, qui sont, en fait, des transports publics de porte à porte.

Cependant, ces réponses au questionnaire ne fournissent qu'une indication. Les responsables ont également besoin de savoir ce qu'ont été les efforts précis de telle ou telle mesure de restriction de la circulation dans telle ou telle ville. Les délégués à la conférence de l'O.C.D.E. se verront donc présenter une série d'études par sept villes — Besançon, Bologne, Munich, Nagoya, Nottingham, Singapour et Uppsala, — dans lesquelles sont en cours d'application divers plans visant à la fois à la dissuasion de l'usage de l'automobile et à l'amélioration du rendement des transports et de la qualité de l'environnement.

## L'exemple de Besançon

Besançon, par exemple, avec ses cent trente-cinq mille habitants et sa forte densité de voitures particulières, montre ce qu'il est possible de faire en peu de temps pour améliorer les transports publics. En octobre 1974, moins d'un an après la prise de décision, tout le réseau d'autobus a été modifié et de nouvelles lignes ont été créées dans le centre de la ville.

Les lignes d'autobus, qui existaient depuis des années entre le centre et la banlieue, ont été prolongées pour assurer des liaisons transversales de banlieue à banlieue. Les services du soir et du dimanche matin ont été couverts à des tarifs collectifs fonctionnant toutes les demi-heures, et deux lignes de mini-bus ont été mises en service entre la gare et les parkings de dissuasion d'une part, les principaux quartiers commerçants de l'autre.

Pour assurer ces nouveaux services, qui ont exigé l'engagement de cent chauffeurs supplémentaires, une subvention de 9 000 000 F a été accordée aux transports publics. Les crédits nécessaires seront dégagés par la réduction des dépenses des points et chaussées et par un impôt de 1 % sur les salaires.

Pendant le mois de novembre 1974, le nombre des passagers des autobus de Besançon s'est accru de 36 %, et l'extrapolation des résultats obtenus en plusieurs mois laisse prévoir une augmentation de 50 % d'ici la fin de cette année.

Ces résultats apparaissent d'autant plus remarquables si l'on sait que le nombre des usagers des autobus était en régression constante depuis quinze ans dans la plupart des villes de moyenne importance. Mais les mesures prises ne sont pas limitées à cette amélioration des transports publics. La traversée de la ville par le centre a été interdite et détournée par un boulevard périphérique amélioré. Des rues ont été réservées aux piétons et il a été décidé de créer dans le centre de la ville des navettes par mini-bus électriques.

Le caractère novateur de cette politique de transport et de respect de l'environnement apparaît, plus nettement encore par comparaison avec les projets d'autoroutes urbaines, de monorails (ou « senseurs horizontaux ») et autres formes de technologie avancée, qui avaient été si souvent préconisées à tort, pendant les années 60, comme

solution au problème des transports urbains.

Comme on pouvait s'y attendre, divers facteurs, tels que l'importance des villes, leurs particularités géographiques, conduisent dans chaque cas à des solutions différentes. Ainsi, Nagoya est bien différente de Besançon, notamment du fait d'un grand nombre de voies étroites bordées de maisons de bois dont l'isolement phonique est médiocre. Les autorités ont ainsi été amenées à s'attacher particulièrement à écarter de ces voies secondaires les véhicules effectuant des parcours à longue distance pour les dévier vers les voies principales. La solution adoptée fait usage des feux de signalisation selon une méthode expérimentée d'abord dans le centre de Paris

## Dissuasion à Singapour

Toutes ces méthodes, consistant à réserver une plus grande partie des voies aux piétons, aux cyclistes et aux autobus, impliquent la création soit d'une réglementation, soit d'obstacles concrets, mais on peut envisager de les remplacer par des pressions économiques, si possible, par exemple, d'imposer un permis spécial aux automobilistes pénétrant dans le centre d'une ville entre 7 h. 30 et 9 h. 30 du matin : c'est ce qu'on envisage à Singapour, pour le prix de 60 à 80 dollars par mois, le permis incluant le droit de stationnement. A titre de comparaison, la solution de rechange — laisser sa voiture dans un parc de dissuasion pour emprunter un bus express — coûterait 30 dollars par mois. Le gouvernement de Singa-

et de Brème par exemple, mais à une échelle sans précédent.

En septembre dernier, cette méthode de respect de l'environnement était déjà appliquée dans quatre-vingt-deux quartiers d'environ 1 kilomètre carré chacun, ce qui a réduit notablement le nombre de tués et de blessés, et le bruit.

Ce cloisonnement de la circulation par « cellules » fait appel à des mesures peu coûteuses et faciles à mettre en vigueur, qui seront en vedette à la conférence de l'O.C.D.E. Les autorités de Nagoya ont pu les mettre en vigueur en trois ans, moyennant une dépense de 30 000 dollars par « cellule ». Et il ne s'agit là que d'une partie d'un plan d'ensemble qui comprend des parkings payants, des couloirs pour autobus, le contrôle en partie électronique des voies réservées aux cyclistes et l'étalement des horaires de travail.

mobilités obligés de parquer leur voiture.

Un autre aspect du projet de Singapour mérite d'être souligné. Il démontre en effet que ces nouvelles méthodes d'organisation de la circulation ne sont pas tellement dirigées contre l'automobile, mais visent à utiliser plus efficacement des ressources réduites. Ainsi, les voitures transportant quatre banlieusards ou davantage seront autorisées à pénétrer dans le centre de la ville sans permis, parce qu'une voiture occupée à plein, contrairement à celle où le conducteur est seul, est un moyen économique et pratique de transport urbain.

Ce plan original entrera en vigueur à Singapour en mai et juin prochains. En août, une nouvelle solution du même problème, fondée non sur le prix mais sur un nouvel emploi des feux de signalisation, sera adoptée à Nottingham. Les banlieusards voudront pénétrer en voiture dans le centre de la ville seront obligés de faire la queue devant un système de feux rouges pour préserver l'immobilité de tout encombrement les itinéraires des autobus.

Ces informations, et bien d'autres, seront étudiées par les représentants des gouvernements à la conférence de l'O.C.D.E. et publiées dans un rapport final.

Le dernier document de ce genre sorti de la division de l'urbanisme de l'O.C.D.E. était consacré aux rues améliorées et intitulé *Streets for the People*. Le fait que l'O.C.D.E. recherche maintenant les moyens de rendre aux piétons non plus seulement des rues mais des villes entières, montre à quel point les esprits ont évolué.

(\*) Consultant à l'O.C.D.E.

# Entretiens

## Une interview du secrétaire au Foreign Office

(Suite de la page 15.)

— Que voulez-vous dire exactement ?

— Je veux dire que le minimum à demander à l'ONU, c'est qu'elle assure un examen impartial des affaires qui lui sont soumises. Nous devons donc

empêcher qu'elle ne soit exploitée au bénéfice d'un bloc donné, qui se sert d'elle pour piétrer les autres. On me rétorquera qu'il y a vingt ans c'était l'Océident qui déniait les pays en voie de développement et que ceux-ci ne font aujourd'hui que chasser à leur tour ses brodequins cloutés. Mais j'espère que

chacun aura tiré profit de la leçon et voudra travailler à restaurer l'image des Nations unies, si gravement altérée depuis quelque temps. Nous devons avoir aussi une ambition plus vaste : élever le niveau de vie du monde en voie de développement. C'est un problème mondial qui nous concerne tous.

protestations soulevées pour les bonnes causes. Certains pays peuvent en prendre ombrage. Mais ce comportement renforce singulièrement l'influence dont nous disposons en Europe. L'attitude des Britanniques, des Allemands, des Danois, des Italiens, etc., etc.

— Pour ce qui est de la division du monde en « bons » et « méchants », ma position — et je l'ai exprimée au sujet de l'Afrique du Sud — est que nous n'avons pas à demander aux gens un certificat de moralité pour commercer avec eux.

— C'est intéressant d'apprendre que la morale internationale intervient en matière de politique étrangère. N'est-ce pas habituellement affaire d'intérêts nationaux égoïstes ?

— J'évite de voir les choses d'une manière abstraite, en observant le mouvement des pièces sur l'échiquier et le rapport des forces. Prenez l'affaire de Chypre. Je pense que ce qui compte le plus, là, c'est le sort de cent quatre-vingt mille réfugiés grecs. Certes, c'est d'abord un problème humanitaire. Mais c'est aussi un élément de politique internationale, et je failirais à ma tâche en le négligeant.

— Vous êtes à votre poste depuis un an, monsieur le ministre, qu'estimez-vous être le principal écueil du métier ?

— Le fait que nous soyons sur le plan économique dans une position qui n'est pas sans rapport avec notre influence. En d'autres termes, la portée de notre diplomatie est restreinte par le sentiment, partout répandu, que l'économie britannique est mal en point et ne cesse de se dégrader — ce que n'est pas tout à fait exact, je me permets de vous le signaler. Nous pourrions, j'en suis sûr, exercer une bien plus grande influence sur la scène politique

mondiale si notre économie pensait plutôt au mot d'Émile Zola : « Les Français de la Grande-Bretagne ».

— Je ne dis rien de tel. Je pense plutôt au mot d'Émile Zola : « Donnez-moi 40 millions de tonnes de charbon de plus et je vous ferai une vraie politique étrangère. » C'est à peu près ce que l'on peut penser aujourd'hui.

Propos recueillis par DAVID SPANIER (The Times.)

## James Callaghan L'homme-charnière

Il y a en James Callaghan un optimisme attachant et un bon sens qui lui ont valu une place tout à fait unique au sein de son parti, et qui séduisent jusqu'à ses adversaires. Il a été surnommé « le rayon de soleil ».

Il joue, dans le parti travailliste, à la fois un rôle de charnière et de tampon entre différentes forces divergentes : le parti parlementaire, les syndicats et l'ensemble des travaillistes du pays. Bien que ses sympathies penchent plutôt vers le droite, James Callaghan n'est étroitement lié à aucune faction particulière. En rapport avec toutes, il est un lin politique.

Ce ne fut certainement pas l'effet du hasard si, lors des premières négociations européennes en 1971, il apparut comme le seul politicien travailliste capable de s'adresser à l'ensemble des membres du parti et de parler en leur nom sur la question particulièrement délicate de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Toutes les forces opposées se féliciteront de le voir formuler une ligne d'action commune. Et c'est grâce à sa conduite de la politique du parti sur l'Europe que la doctrine de la renégociation, considérée comme l'unique façon de maintenir l'unité du parti, s'est finalement fait jour et a été ac-

ceptée par les partisans de l'Europe eux-mêmes.

Il semble bien aussi qu'aucun ministre travailliste n'aurait pu entraîner le parti si avant sur la route de Bruxelles. Il a su, en effet, faire preuve d'une adresse remarquable dans la conduite des négociations. Le référendum décidera en fin de compte du succès ou de l'échec de sa politique, mais il reste que James Callaghan a, du moins jusqu'ici, réussi à maintenir l'unité du parti.

Comme on peut le voir dans l'interview qu'il a donnée à Europe, il a su apporter aux affaires étrangères le bon sens qui lui a été si précieux dans sa carrière politique. Comme chancelier de l'Echiquier, Callaghan fut pris dans l'énorme étau de la balance des paiements, où sa sagacité politique ne lui fut d'aucun secours. Comme ministre de l'Intérieur, il se montra plus efficace, mais manqua un peu d'imagination. Aujourd'hui, à l'âge de soixante-trois ans, il semble enfin avoir trouvé un poste à sa mesure. Il n'est ni un intellectuel ni un homme qui peut lui permettre, avec sa finesse politique, de marquer fortement son passage aux affaires étrangères.

D. S.



Les Hollandais ont un mot pour cela : Fantastisch!

Amsterdam Marriott.

Un nouvel hôtel de luxe dans l'animation du centre de la ville

400 chambres d'hôte luxueuses, impeccablement aménagées, à climatisation individuelle, avec des postes de télévision en couleur donnant des projections gratuites et intégrales de films.

Pour vos réservations, téléphonez à votre agence de voyage ou à l'International Reservations Paris (01) 7581225

Pour obtenir des dépliants, écrivez à : Stadhouderskade 21 Amsterdam, Pays-Bas

## Le poids des forces morales

— On a prétendu que votre plus grande angoisse, en tant que ministre des affaires étrangères, c'est de vous trouver mis devant des responsabilités auxquelles vos pouvoirs ne vous donnent pas les moyens de faire face. Est-ce un diagnostic correct ?

— Je ne sais pas si c'est ma plus grande angoisse. Ce que je sais, c'est que je n'aimerais pas du tout cela. C'est une situation très désagréable, mais où tous les ministres des affaires étrangères se trouvent forcément placés de temps à autre. Ce qui signifie, dans la pratique, que je n'aime pas être partie prenante à des traités que je ne peux pas appliquer intégralement. Il me semble que l'on ne devrait mettre en cause les responsabilités de quelqu'un que dans les seules limites où il peut les exercer.

— La diplomatie de la canonnière, c'est fini pour un pays comme le nôtre. Mais pas pour des pays plus petits ayant envie de réquer la configuration, même à l'échelon international. C'est là le danger.

— Diviser le monde en bons et en méchants, cela a-t-il un sens ?

— Je pense qu'un ministre des affaires étrangères travailliste se doit de prendre en considération les forces rassemblées derrière lui. Quand il existe un sentiment, particulièrement fort, à l'égard d'un pays étranger, l'en tiens donc compte pour tracer ma politique à travers le monde. Si j'étais cynique à cet égard — je ne le suis pas — je pourrais vous dire que certains des sujets de préoccupation évoqués restent sur la liste des grandes lignes de notre politique extérieure. Mais, d'une façon générale, les forces morales qui s'expriment dans un pays doivent retenir l'attention du ministre des affaires étrangères. Pour ma part, je me sens en quelque sorte fortifié par les

### rapport sur la réforme de l'entreprise

Commission présidée par Pierre Sudreau

# 10 18

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE. Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 66. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Ecole privée fondée en 1973 soumise au contrôle pédagogique de l'État. 4, rue des Saussaies-Champs, 75008 PARIS - CRODEX 02.

MORRIS LIVRAISON IMMÉDIATE GRAND CHOIX D'OCCASIONS Mécanique - Tâlier - Peinture Mise au point par spécialistes FRANÇOIS & CIE 6 rue St-Ferdinand - PARIS 17e Tél. 01.47.00.57

مكتبة الأمل

# Vienne, avril 1975

## UNE CERTAINE LANGUEUR...



Il y avait une fois, dans ce qui était encore le centre de l'Europe, une ville frivole où les cabarets faisaient joyeusement tinter les grelots de leurs chevaux dans des rues bordées d'imposantes demeures, où une noblesse sévère mais insouciance s'abandonnait dans les tourbillons des fêtes de la cour et où, dans les provinces étrangères, méritaient soudainement les terribles révoltes des peuples opprimés. Il y avait une fois un beau Danube bleu...

présence de quatre-vingt-cinq mille travailleurs étrangers. Cette évolution préoccupante et presque unique en Europe se poursuit : en 1973, le nombre des décès (vingt-trois mille) a dépassé sérieusement celui des naissances (quinze mille cinq cents).

Vienne reste néanmoins la tête hypertrophiée d'un corps trop maigre : un Autrichien sur cinq vit dans cette capitale qui fournit 30 % du produit national du pays. Mais sur le plan économique aussi le déclin est sensible. En 1974, la production industrielle de la ville n'a été que de 4 % contre 4,5 % dans l'ensemble de l'Autriche. Le produit régional brut de 1,5 %, tandis que le produit national augmentait de 5 %. Depuis 1972, Vienne a dû céder à la

Basse-Autriche qui l'enserme de toutes parts le titre de premier Land industriel du pays. Evolution logique puisque sur une période de dix ans (1964-1974) la capitale tient la lanterne rouge de la croissance parmi les neuf Länder autrichiens.

Alors, du haut de ses somptueuses vieilles pierres, Vienne ne devrait-elle pas cesser de regarder avec condescendance le reste du pays ? Ne devrait-elle pas rentrer modestement dans le rang au lieu de vouloir, à l'aide d'artifices, continuer à jouer les cocottes fatiguées sur le théâtre du monde ? Ceux qui ont la lourde charge de son destin refusent de considérer leur ville comme l'enfant malade de l'Autriche. Pour eux, l'heure de l'effacement n'est pas encore venue. Au contraire.

La réalisation de cet ouvrage a nécessité des investissements fort importants : à la fin de 1974, 5 milliards de schillings avaient déjà été dépensés ; en 1975, la somme affectée au projet est pour la première fois supérieure à 2 milliards de schillings, ce qui représente d'assez loin le poste le plus coûteux du budget de la ville. La mise en fonctionnement du métro devrait contribuer à améliorer assez sensiblement la situation des transports publics, actuellement plutôt décevante, surtout dans le centre. Chaque ligne pourra transporter quarante mille personnes à l'heure.

Le deuxième grand projet cher à la mairie socialiste et au chancelier Kreisky est l'ONU-City. Bien que les coûts de ce complexe immobilier construit sur un bras mort du Danube soient nettement moins élevés que ceux du métro et que la ville ne contribue que pour 35 % à son financement (soit 150 millions de schillings en 1975), cet ouvrage est l'objet d'une polémique presque quotidienne en deux parts. Le gouvernement fédéral et l'administration communale « rouges » et, d'autre part, l'opposition populiste.

Par ses dimensions colossales, cet ensemble architectural n'est pas d'un effet très heureux. Mais il n'en présente pas moins une valeur évidente. Sur le plan économique d'abord : dans une période où l'activité du bâtiment connaît un ralentissement assez net, le maire d'œuvre employé dans ce secteur avait diminué de 3 % en juillet 1974 par rapport à juillet 1973, la construction de l'ONU-City a l'avantage d'assurer pour un certain temps encore quatre mille emplois. Sur le plan politique ensuite, car la réalisation de ce complexe est un argument de poids pour étayer la demande de l'Autriche de faire de Vienne la troisième ville de l'ONU aux côtés de New-York et de Genève. Pour le moment, Vienne est le siège de deux grands organismes spécialisés des Nations unies : l'Agence atomique internationale et l'Organisation pour le développement industriel (UNIDO), et elle accueille le secrétariat général de l'OEPE.

La sélection de la capitale du gouvernement autrichien apporterait à la ville des avantages commerciaux appréciables — les revenus qui en découleraient annuellement pour l'économie locale sont évalués à 2,5 milliards de schillings — mais surtout un renouveau de son prestige de jadis. Elle retrouverait ainsi son rôle de ville de renom : l'an dernier, deux cent quarante-quinze congrès réunissant quelque

soixante mille participants se sont tenus sur les bords du Danube.

Moins majestueux qu'à Budapest, le fleuve n'en reste pas moins cher au cœur de tous les Viena. Des travaux impressionnants sont actuellement menés pour régulariser le cours de ce géant au débit redoutablement capricieux. Ce système de protection contre les inondations devrait éviter le retour de catastrophes analogues à celle de 1954, où les dommages avaient été considérables. La ville a prévu à cet effet

528 millions de schillings dans son budget.

Les Viena sont aussi très fiers de l'usine d'épuration d'eau en cours de réalisation sur les rives du fleuve. Ils en attendent un véritable miracle : rendre les eaux plus propres à la sortie de la ville qu'à son entrée. Alors un jour, du moins peut-on l'espérer, le Danube sera de nouveau bleu à Vienne...

MANUEL LUCBERT.  
(Le Monde).

### De grands travaux

En tant que plus important investisseur, l'administration communale, qui a le rang d'un gouvernement de Land, joue un rôle essentiel dans l'activité économique de la ville. Les deux tiers du budget local, d'un montant de 9,8 milliards de schillings (1), sont consacrés aux investissements. Avec soixante mille salariés sur un total de sept cent quatre-vingt mille, le bâtiment, branche traditionnellement active, profite largement de ces générosités (plus de 30 % du budget).

Cet engagement public permet à Vienne de mieux supporter que le reste du pays la légère récession en cours. La situation de l'emploi, en particulier, y est meilleure : pour un chômeur il y a trois emplois vacants alors que la proportion est d'un à un demi pour l'Autriche. Ce sont surtout les travailleurs étrangers qui ont fait jusqu'à maintenant les frais du ralentissement économique : au 15 décembre 1974, ces derniers étaient au nombre de quatre-vingt-six mille six cents dans la capitale, soit dix mille de moins

(1) 200 schillings autrichiens valent 15,5 F.

(— 10,5 %) que l'année précédente.

Pour relancer la machine, l'administration communale a prévu cette année, et pour la première fois, une provision conjoncturelle de 700 millions de schillings auxquels pourraient s'ajouter si besoin était 600 autres millions. Mais surtout les responsables de la gestion de la ville se sont lancés avec audace depuis quelques années dans un vaste programme de grands travaux destinés à faire enfin entrer Vienne dans l'ère moderne et à lui redonner un peu de son lustre d'antan. Trois objectifs sont prioritaires : la création d'un métro, la construction d'ensemble d'immeubles de bureaux et de salles de conférences pour abriter les organisations onusiennes ayant leur siège à Vienne — c'est la fameuse ONU-City — enfin l'aménagement du système de protection contre les inondations des rives du Danube.

Cauchemar quotidien des automobilistes viena depuis déjà sept ans, les travaux pour le creusement du métro devraient s'achever en 1978. Lorsqu'il sera entièrement terminé, le réseau souterrain comprendra trois lignes d'une longueur totale de 25 kilomètres.

## Grain de sel Powers of persuasion

ONE of the consequences of the arab-israeli conflict is that blackmail and normal political pressure have become confused. Blackmail is what terrorists do when they kidnap, hijack or destroy. It is not something which governments carry out operations. Governments then have to deal with blackmailers. An unfortunate result of this, in the public mind and in a certain amount of public rhetoric, is that the more conventional pressures from arab and israeli governments at times become likened to blackmail moral, political or economic. It is nothing of a kind.

Take the case of arms sales. It would be easy for west european governments to decide what criteria they should apply to arms sales. One may not trade with the enemy but one trade with those who are not friends. Likewise one may not sell arms to a potential enemy but would try to avoid selling arms to somebody who might become a potential enemy to one of one's allies.

Decisions should be taken entirely according to political criteria. Where one's best interests lie. The only consistent moral position governments can adopt with regard to arms dealings is to have none of them or of them. Now where both sides need weapons and would pay for them, each country in West Europe must assess the balance of its own advantage in concluding arms deals. The arab world has got more money and therefore more muscle than Israel, but the israelis make better use of the weapons and therefore show them up in a better light.

However, in arms sales as in most other areas, we must beware of describing the pressures or us to sell, or not to sell, as blackmail. One's stance against political, financial or even military pressure form governments is a very different calculation from that which governments themselves should adopt towards the individual phenomenon of the terrorist where a clear, if ruthless, attitude of « no-compromise » will eventually be seen to be the only solution. To other pressures governments must bend as trees do to the wind. That is not a sign of weakness but of sagacity.

CHARLES DOUGLAS-HOME.  
(The Times).

## Kiosque international

★ Les Cadres sociaux de la pensée économique, de Jean Weiller et Guy-D. Desrousseilles, PUF, 261 p., 53,41 F.

**B**ERTRAND RUSSELL avait cette anecdote : « Sur quoi repose le monde ? », demande le sage. « Sur un éléphant », répond un plus sage. « Et l'éléphant ? », demande un plus subtil. « Sur une tortue géante », répond celui qui sait vraiment. Et chacun de s'en aller, rassuré.

Dans ce livre d'économie, qui paraît dans la collection « Sociologie », l'auteur ne refuse les secours ni de l'épistémologie ni de la psychanalyse, les auteurs n'ont voulu ni se rassurer à bon compte ni courir sous nos raisonnements le souffre de l'infini.

Pour éviter ce double danger, les auteurs dressent, avec un esprit écumenique mais quelques fois trop technique, les des variations de frontières (selon les temps, les lieux et les modes) entre l'économie et la non-économie, et même le scientifique et le non-scientifique. Ils analysent plusieurs chapitres privilégiés de la science économique (théories de l'équilibre, des classes, des nations...) et mènent plusieurs études de cas (ainsi, les rapports de Léningrad avec les populistes, Marx et Sismondi) font l'objet d'une étude minutieuse. Ils montrent que les cadres sociaux jouent dans l'évolution de la science économique un rôle beaucoup plus grand qu'aucun théoricien n'aime se l'avouer.

La science de la science est une curieuse machine qui transforme le négatif en positif, les créateurs du second degré. Les auteurs ont manifestement pris grand plaisir à la faire fonctionner. Mais, comme celles du sculpteur Tinguely, les fonctions de ce pas de manivelle à se détruire elle-même ? On peut se le demander, même si Jean Weiller et Guy-D. Desrousseilles insistent sur le développement de la sociologie de la science économique non seulement aux Etats-Unis mais en U.R.S.S., où elle est un des éléments de la planification à long terme.

R.-C. BOST.

★ L'Europe par la monnaie, de Giovanni Magnifico. Lavaurs, 212 pages, 55 F.

**D**URANT des années, les thèmes fondamentaux de la Communauté européenne ont été l'union douanière et la politique agricole. Toutefois, la crise du système international des paiements et l'inflation qui l'a suivie ont accéléré au fait de la multiplication des prix du pétrole par quatre, ont rendu manifestes que le problème capital en Europe, dès aujourd'hui mais surtout à long terme, est de nature monétaire.

C'est le sujet même des quatre essais que Giovanni Magnifico, chef du département de la coopération économique internationale à la Banque d'Italie, vient de rassembler dans un volume. Partant de « flashes » rapides de nature internationale qui ont conduit à la situation de crise actuelle, l'auteur parvient à une proposition de création d'une monnaie européenne.

L'essentiel de son propos n'est pourtant pas de nature technique et monétaire. Il est essentiellement politique. L'auteur entend, en effet, débarrasser toutes les consciences qu'une monnaie européenne aurait sur les pays membres de la Communauté et donc dresser une liste des forces sociales, économiques et politiques qui y seraient opposées ou favorables. De toute évidence, Giovanni Magnifico souhaite la victoire de ces dernières forces, car, à ses yeux, un programme monétaire et financier commun est la condition essentielle non seulement pour faire progresser l'Europe vers son unité mais aussi pour sauver tout ce qui a été accompli à ce jour.

GIANNI GAMBAROTTA.

★ De la croissance économique au développement humain, de Jacques Robin. Ed. du Seuil, 192 p., 25 F.

**I**NTERDEPENDANCE, théorie des systèmes, pluridisciplinaire, les mots retentissent comme des leitmotiv. Pour tenter de diagnostiquer, d'expliquer, de contrôler les phénomènes politico-économiques et enfin d'aider sur eux, il est impossible de les isoler. Et pourquoi, puisque la notion même

d'espèce est en jeu aujourd'hui lorsqu'on parle de croissance, ne pas intégrer les données et les évolutions biologiques ? C'est ce qu'a pensé Jacques Robin, pratiquant au reste pour son compte le « mélange des genres » puisque, après avoir écrit quinze ans médecin, il se retrouve aujourd'hui à la tête d'une importante entreprise industrielle française. Il vient de publier sous le titre De la croissance économique au développement humain un livre qui s'agit singulièrement les horizons et qui ne manquera pas de faire réfléchir tous ceux qui ont déjà été ébranlés par les recherches du club de Rome.

C'est sur cet axe que se situe en effet l'analyse de Jacques Robin. Sans doute ne nous apprend-il plus grand-chose sur les équivoques de la croissance, ni sur la profondeur de la crise que nous traversons, mais il estime que les membres du club de Rome n'ont pas été assez loin, leur homo sapiens restant trop un homo faber. Nature, biologie, psychologie, d'est tout cela qu'il faut prendre en compte pour expliquer la croissance, la marche vers la complexification.

Maîtriser la démographie, et la volonté de puissance des Etats, telles sont notamment les tâches d'une « société planétaire » dont on voit mal qu'elle ne puisse peu à peu se constituer sous le fouet de la nécessité. Il est sain de ne pas laisser s'endormir l'opinion sur ces sujets et la nouvelle dimension choisie par M. Robin aide à affermir la « conscience de l'espèce ». — P. D.

### Les politiques de stabilisation

E. Alphandery  
G. Delsupehe

192 pages — 32 F.

ACHETEZ UN REFUGE AU MEXIQUE!

CONDOMINIOS  
**Fuista del Sol**  
**Fuerto Vallarta**  
MEXIQUE

A PARTIR DE:  
**\$23.400.<sup>00</sup> DOLLARS AMERICAINS**

SAVEZ-VOUS QUE L'INFLATION TRAVAILLE POUR VOUS?

Achetez au prix ACTUEL, payez avec LA MONNAIE de demain.

Vous pouvez payer 75 % du prix de votre appartement en 15 ans.

FIDEICOMMIS AVEC: BANCO NACIONAL DE MEXICO, S. A.

ENSEIGNEZ VOUS:  
Condomios Fuista del Sol  
Apartado Postal 5-765-MF  
Guadalajara, Jalisco, México.

UNE AUTRE REALISATION DE: Cía. Mexicana de Fomento Urbanístico, S. de R.L. de C.V.



# FL 9. Un chargeur pour qui?

Fiat-Allis a créé un nouveau chargeur sur chenilles : le FL 9.

On peut maintenant trouver tous les avantages techniques des gros chargeurs dans la catégorie des 80/90 chevaux.

Des avantages pour qui?

D'abord, pour l'entrepreneur.

Le FL 9 est une garantie de haut rendement. Il est si compact qu'il peut travailler dans des chantiers réservés jusque-là à des machines plus petites. Son installation hydraulique est suffisamment puissante pour qu'on puisse utiliser toute une série d'accessoires sans modifier l'engin de base.

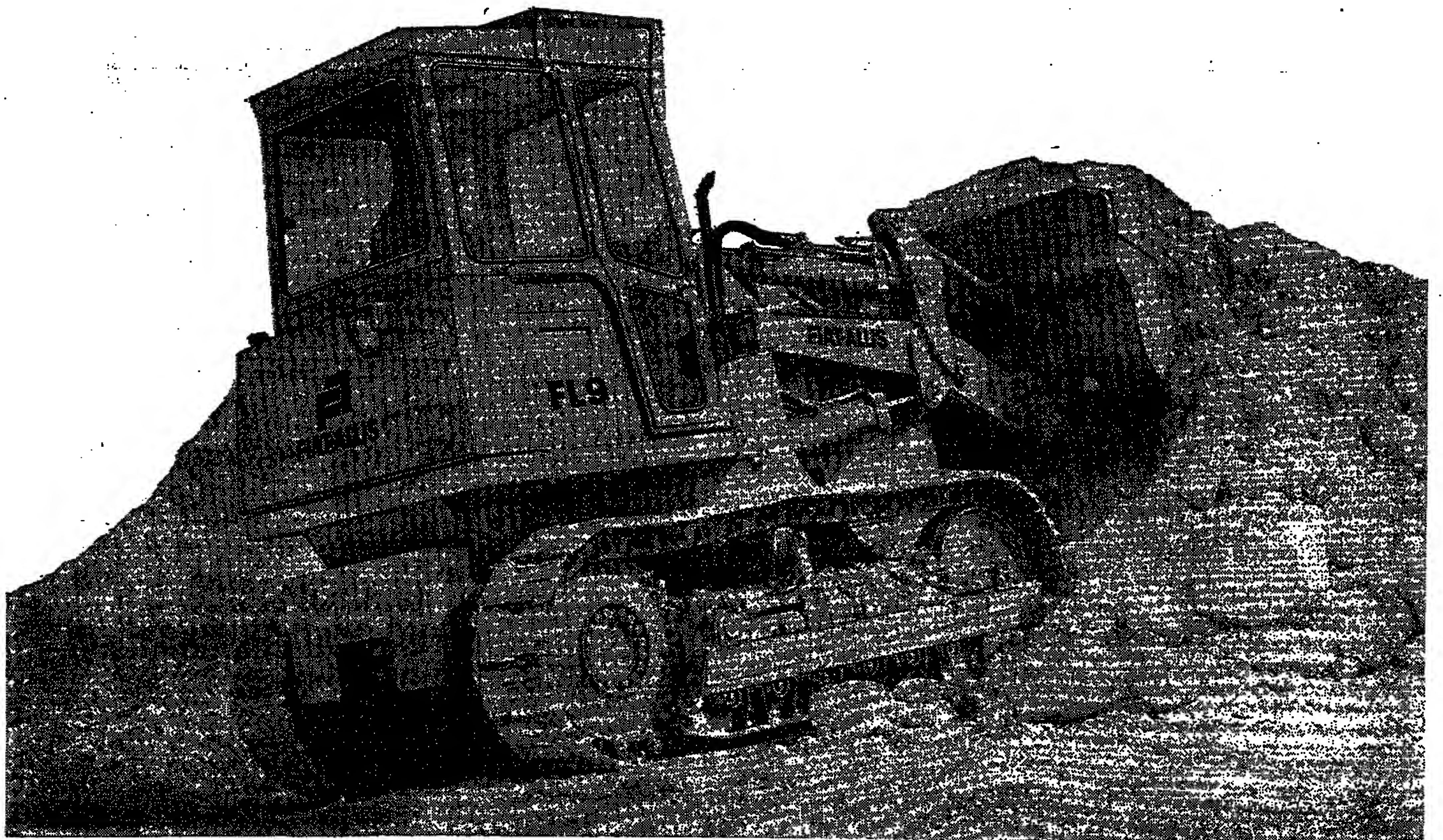
Des avantages pour le conducteur

La plate-forme de conduite, spacieuse et entièrement dégagée, lui procure une grande liberté de mouvements et la visibilité est totale. Travailler avec un FL 9 est un plaisir. Un nouveau profil de godet améliore la pénétration et supprime les pertes de matériau en phase de transport.

Il y a également des avantages pour le technicien d'assistance. Sur le FL 9, les organes essentiels sont facilement accessibles. L'entretien et les réparations vont vite.

Le FL 9 est un bon exemple de ce qu'on peut attendre d'un chargeur sur chenilles Fiat-Allis. Du FL 4 C de 46 chevaux (tellement maniable qu'on l'a choisi pour creuser les métros de Berlin et de Madrid), jusqu'au puissant FL 14 de 150 chevaux, vous découvrirez tout ce que vous cherchez.

Des quantités d'avantages. Pour vous.



# FIAT-ALLIS

FIAT-ALLIS FRANCE  
Matériels de Travaux Publics  
25, rue Pleyel - 93202 SAINT-DENIS  
Tél. 820.61.65

مكنا من الأصل

صكنا من الأصل

# DU 2 AU 8 AVRIL DEUX SALONS INTERNATIONAUX A LA PORTE DE VERSAILLES

**M.** MICHEL D'ORNANO, ministre de l'industrie et de la recherche, inaugure le mercredi 2 avril à la porte de Versailles le 18<sup>e</sup> Salon international des composants électroniques. Mille cent quarante-sept exposants (dont cent quatre-vingt dix-huit étrangers) représentant vingt-sept pays exposeront jusqu'au 8 avril leur matériel. Simultanément se tient au Parc des expositions le 4<sup>e</sup> Salon international audio-visuel et communication.

M. Robert Pontillon, président du comité

d'organisation de ce salon — constatant dans sa conférence de presse que « le VI<sup>e</sup> Plan n'aura pas été celui de l'explosion attendue de l'audio-visuel » — n'en ajoutait pas moins : « Il faut aussi avoir conscience que nous sommes entrés dans une ère où la maîtrise de la politique nationale de l'audio-visuel sera de plus en plus le facteur déterminant de l'indépendance culturelle d'un pays et de son rayonnement au-delà des frontières. La francophonie sera dès demain un levier si l'on ne met pas tout en œuvre en

faveur d'une vigoureuse promotion de l'audio-visuel. »

Signalons d'autre part que, les 2, 3 et 4 avril, un colloque international sur les matériaux pour les composants électroniques se tiendra dans les bâtiments de l'UNESCO, 128, avenue de Suffren, Paris (7<sup>e</sup>).

Ces diverses manifestations interviennent à un moment où les industries de ces secteurs sont, selon M. Legorju, président du Salon international des composants électroniques, confrontées à « un climat d'incertitude sur leur avenir ».

## Les composants électroniques

**A** PRES trois années euphoriques, l'industrie des composants électroniques fait aujourd'hui grise mine. L'inquiétude est générale. Même si d'aucuns se refusent encore à parler de crise — il y a des mots qui font peur — tous les observateurs s'accordent pour qualifier la situation de sérieuse. Pourtant, au vu des statistiques de la profession pour 1974, on pourrait penser que ce secteur n'a pas à se plaindre. Les ventes des fabricants français de composants ont atteint 6,5 milliards de francs (+ 24 % par rapport à 1973), dont 2,75 milliards à l'exportation. Des chiffres dont bien des secteurs industriels se contenteraient.

Mais les statistiques d'ensemble sont parfois trompeuses. Elles recouvrent des situations disparates selon les types de matériel. Elles masquent le très net ralentissement enregistré au cours du dernier trimestre de 1974.

Pour l'ensemble des composants électroniques, les ventes ont progressé de 31 % durant les neuf premiers mois de 1974 et de 7,5 % seulement au cours des trois derniers mois. Si les semi-conducteurs ont réussi, toutes proportions gardées, à tirer leur épingle du jeu (+ 49 % jusqu'à la fin septembre et + 20 % sur le dernier trimestre), il n'en est pas de même pour les composants passifs (+ 27 % et + 6,3 %) et surtout pour les tubes (+ 21 % et - 4 %).

Ce renversement de tendance s'est confirmé et même aggravé au cours du premier trimestre 1975. Les carnets de commandes s'effon-

dront et le chômage partiel se généralise dans la plupart des usines implantées en France. Il touche d'ores et déjà la moitié des salariés du secteur. Ainsi, la durée hebdomadaire moyenne du travail est revenue dans les unités de fabrication de semi-conducteurs de quarante et une heures, en décembre, à trente-sept heures, en janvier, et trente-cinq heures trente en février. Quant à l'exportation, son accroissement ces dernières années ne doit pas faire illusion. Les importations augmentent encore plus rapidement. Si bien que le taux de couverture de la balance française des composants électroniques ne cesse de se dégrader : 101 % en 1971, 98 % en 1972, 96 % en 1973 et 95 % en 1974. Une détérioration qui ne laisse pas d'inquiéter les industriels et les pouvoirs publics.

Comment expliquer cette brutale détérioration de la conjoncture ?

### RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Durée du Salon : de mercredi 2 au mardi 8 avril (excepté le dimanche 6).

Heures d'ouverture : 9 heures à 18 heures ; le lundi 7 avril, nocturne jusqu'à 23 heures.

Lieu : Parc des expositions, Paris (porte de Versailles, hall Grenelle).

Accès : métropolitain (lignes 12 et 8) ; autobus (lignes 39, 49 et P.C.).

Entrée : 12 F (carte permanente : 40 F).

L'électronique n'est-elle pas une industrie d'avenir, privilégiée, non polluante et faible consommatrice d'énergie ? En fait, les fabricants de composants électroniques n'ont pas réussi jusqu'à présent à contrôler leur cycle de développement. Cette industrie est soumise à de terribles à-coups en raison, notamment, d'une absence de planification de la part des grands groupes américains essentiellement — qui règnent sur le marché. Des périodes de surproduction succèdent à des moments de sous-production. La clientèle aggrave ces phénomènes, multipliant les commandes factices en période de pointe dans la crainte de manquer de produits, annulant à l'excès ses achats dans les creux de la vague dans l'espoir de baisses de prix.

Cette fois pourtant, le bas de la courbe se conjugue avec une récession économique générale sans précédent depuis trente ans. La chute des ventes s'est rapidement répandue des Etats-Unis vers l'Europe. Jusqu'à présent, les entreprises françaises ont le « gros dos ». Elles puisent dans leurs réserves financières, dans leur capacité à emprunter pour tenir le coup. Elles évitent si possible les licenciements collectifs. Mais l'embauche est stoppée, et le chômage partiel se généralise. Elles se comportent, en fait, comme si une reprise devait intervenir. Reste à savoir si le redémarrage aura bien lieu et quand ? Et là, personne ne se hasarde à formuler un pronostic.

Au-delà de cette conjoncture difficile, l'industrie française des composants électroniques doit surmonter un certain nombre de handicaps qui lui sont propres : une production de série insuffisante, une faible automatisation des chaînes et un amortissement difficile de la recherche et du développement. Récemment, M. Pellissolo, directeur au ministère de l'industrie et de la recherche des industries électroniques et de l'informatique, indiquait que les entreprises françaises de composants électroniques étaient, en général, de taille inférieure à celle de leurs concurrents internationaux. Il souhaitait qu'une coopération industrielle à différents niveaux s'établisse afin d'éviter des concurrence stériles. Un principe qui pourrait un jour être étendu à l'Europe.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

## L'AUDIOVISUEL ET LA COMMUNICATION

**L**E IV<sup>e</sup> Salon International « Audiovisuel et Communication » — organisé du 2 au 8 avril au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris — veut apporter la démonstration pratique de l'importance que prend, et surtout qu'est appelé à prendre, l'audiovisuel dans la société moderne. En 1973, le troisième salon avait accueilli plus de cinquante-quatre mille visiteurs.

Que la progression du marché se soit révélée finalement, depuis le précédent salon, plus lente que prévu, que les difficultés conjoncturelles aient freiné l'élan escompté, que les actions en faveur de la formation permanente ou du recyclage n'aient pas encore procuré à l'audiovisuel les débouchés attendus, il n'en demeure pas moins que nous sommes entrés, de façon irréversible, dans un univers où le son et l'image dominent.

C'est pourquoi l'engagement de ce salon — « l'audiovisuel est entré dans votre vie quotidienne » — n'est ni un abus de langage ni une altération de la réalité. La démonstration en sera apportée sur les stands des principales sociétés françaises et étrangères, mais aussi grâce aux animations particulières prévues parmi les manifestations du salon. Une salle-forum, spécialement aménagée pour « l'illustration de l'audiovisuel », permettra de présenter aux visiteurs des cas concrets d'intervention de l'audiovisuel dans la vie quotidienne.

Une « banque d'information » sera mise au service des acheteurs éventuels, pour les aider, les guider, les orienter dans leur recherche de matériels, programmes et services adaptés à leurs besoins.

A court terme, trois voies principales devraient s'ouvrir largement à l'audiovisuel :

• L'enseignement, où, contrairement à une idée répandue, l'équipement en matériels simples et bon marché est déjà élevé. Ce secteur, néanmoins, représente encore un marché potentiel très

### En première mondiale : le satellite Symphonie

**L**E stand de l'établissement public T.D.F. — Télédiffusion de France — propose un tour d'images à l'aide de huit téléviseurs. Cette transmission-couleur s'effectue entre le Canada et la France, via le satellite Symphonie. Il s'agit d'une première mondiale au-dessus de l'Atlantique. Cette opération sera réalisée en collaboration avec le service des relations extérieures de T.F.I., T.D.F. mettant à la disposition de cette société ses installations techniques.

L'établissement public de Télédiffusion présente en outre un aperçu du trafic quotidien d'échanges de programmes vidéo entre la France, les pays de l'Europe, les territoires d'outre-mer, les pays francophones et les pays arabes.

important, actuellement freiné par les réticences de certains membres du corps professoral, les restrictions budgétaires et la lourdeur excessive des mécanismes administratifs ;

• Les entreprises et les administrations, où les matériels audiovisuels peuvent être utilisés pour former le personnel, informer et

communiquer à l'intérieur de l'entreprise, promouvoir l'entreprise ;

• La télédiffusion (télévision par câble), qui devrait contribuer à recréer, ou à développer un « tissu social », notamment dans les vastes agglomérations nouvelles où se dissout la conscience individuelle, en l'absence d'une conscience collective.

### Les débats quotidiens

Des présentations-débats seront patronnées chaque jour par les organisateurs du Salon, de 11 heures à 12 h. 30, dans la salle-forum :

**MERCREDI 2 AVRIL :** L'audiovisuel au service de l'information économique et de la formation.

**JEUDI 3 AVRIL :** Le point sur la télédiffusion en France.

**VENREDI 4 AVRIL :** Trois responsables du secteur formation font part de leurs expériences.

**SAMEDI 5 AVRIL :** La formation des « formateurs » aux techniques modernes de communication.

**LUNDI 7 AVRIL :** L'audiovisuel et l'information (dans l'entreprise, relations publiques, collectivités) ; au soir, de 20 h. 30 à 23 h. : L'audiovisuel et la formation médicale.

**MARDI 8 AVRIL :** L'emploi de l'audiovisuel dans les différents cycles de l'enseignement.

### TOUT SAVOIR SUR L'AUDIOVISUEL

Matériels, programmes, techniques, méthodes manifestatives, cas concrets d'utilisation...

Dans SONOVISION (une édition mensuelle + une édition hebdomadaire)

Spécimens gratuits sur demande : SONOVISION, Service MO, 15, rue d'Aboukir - 75002 Paris

NOUS VENONS DE RÉALISER UN PROGRAMME DE FORMATION MULTIMÉDIA SUR LES TECHNIQUES DE L'ISOLATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS & LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION POUR LES COLLABORATEURS DES CONCESSIONNAIRES

roclaine

cadep

CONSEIL EN SYSTÈMES DE FORMATION  
16 RUE AMPÈRE  
75017 - PARIS  
924 76 30 - 622 06 83

STUDIO OTHELLO  
dessin / arts graphiques  
065 76 35  
les professionnels de l'aide visuelle  
allée «stand 4»  
merci de votre visite



salon international des composants électroniques 75

2 au 8 avril excepté dimanche 6

paris 9 h 18 h - porte de versailles

organisation S.D.S.A. 20, rue hamelin, 75116 paris - tél. 553-11-09

1975 AUSTÉRITÉ oui... mais EFFICACITÉ

LE TELEX

LE TELEX oui, mais... ITESER 387.97.00

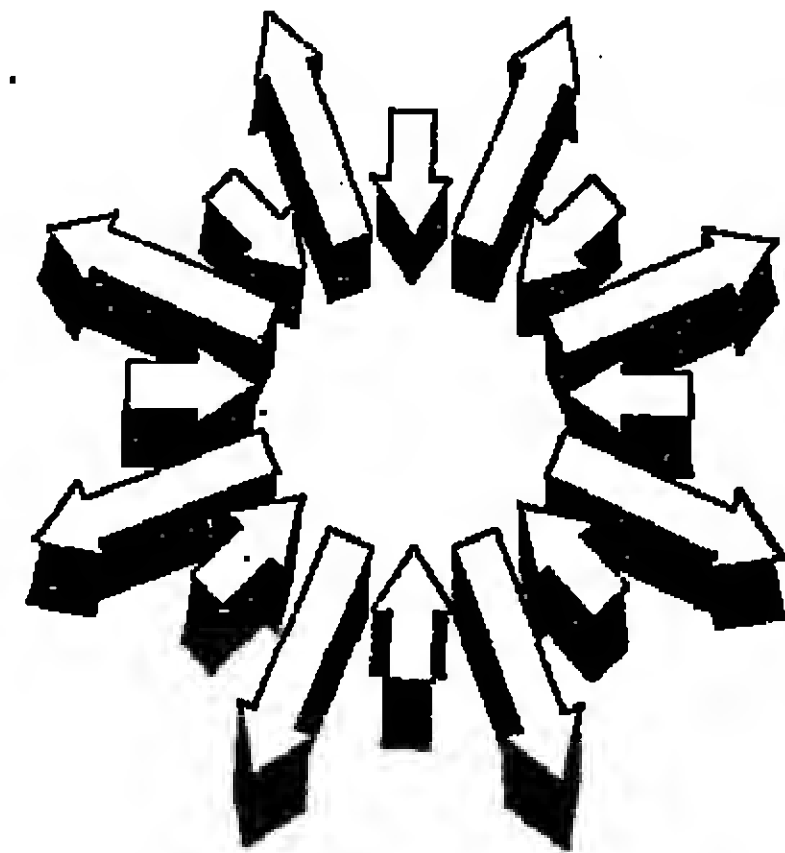
21, rue Clugny - 75008 Paris

VOTRE TELEX

## audiovisuel et communication 4<sup>e</sup> salon international

2 au 8 avril excepté dimanche 6

paris 9 h 18 h - porte de versailles



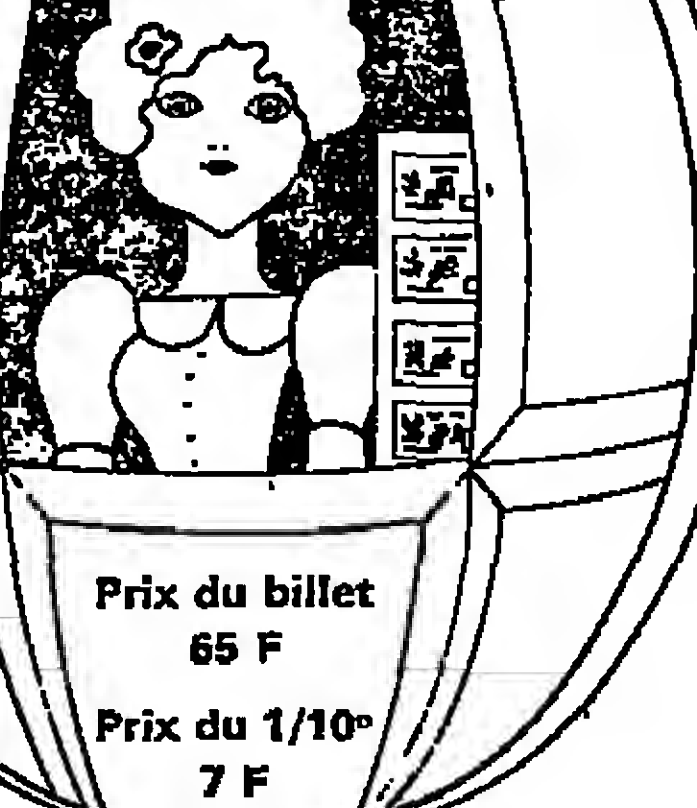
organisation S.D.S.A. 20, rue hamelin, 75116 paris - tél. 553-11-09

## loterie nationale

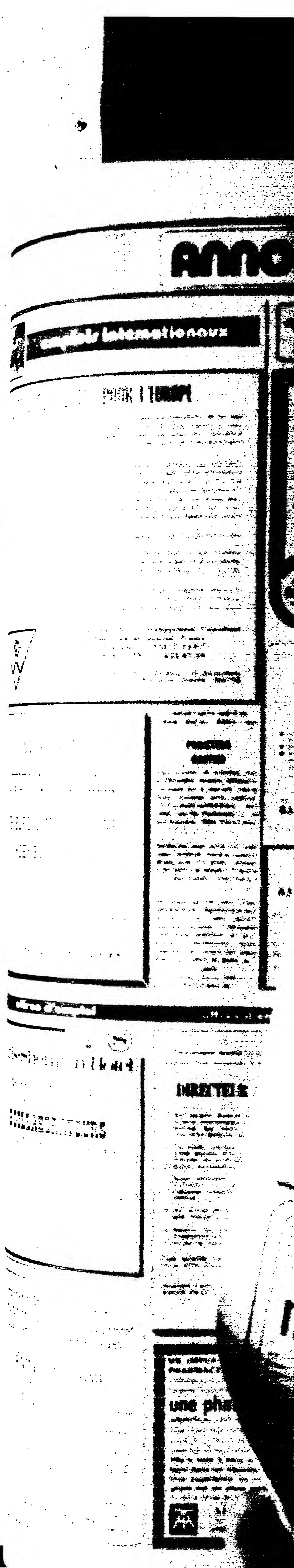
### TRANCHE DE PÂQUES

Tirage jeudi 3 avril

GROS LOT 2 millions



Prix du billet 65 F  
Prix du 1/10<sup>e</sup> 7 F





DEMANDES D'EMPLOI	La ligne 6,00	La ligne T.C. 6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	42,03

# ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne 24,00	La ligne T.C. 26,02
Achat - Vente - Location	24,00	26,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

## emplois internationaux

### DIRECTEUR DES VENTES POUR L'EUROPE

Notre mandat est une entreprise industrielle. Ses équipements de levage de haute qualité, fabriqués par ses filiales européennes, sont utilisés comme accessoires de manutention dans diverses branches de l'industrie notamment dans la métallurgie. La vente en est confiée à des représentants régionaux.

Cette position de cadre conviendrait à un ingénieur aimant les contacts humains et doué d'esprit d'initiative, ou à une personnalité possédant une formation de base commerciale et s'intéressant au secteur technique ou ayant si possible plusieurs années d'expérience, en position dirigeante, de la vente sur les marchés internationaux. Le titulaire de ce poste doit être en mesure de traiter avec succès à un échelon élevé en allemand, anglais et français. La connaissance d'autres langues européennes serait utile.

Flexibilité, indépendance et volonté de rendement sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

En tant que chef d'un centre de profit, il pourra influer sur son revenu en proportion de son rendement. Cette position entièrement indépendante est directement subordonnée à la Direction de l'entreprise. Le lieu de travail : Région Parisienne.

Les candidats possédant les qualifications requises voudront bien se mettre en rapport avec nous par téléphone ou par écrit. Chaque candidature sera traitée avec la plus grande discrétion et ne sera transmise qu'après une entrevue personnelle.

**Knicht Wegenstein AG - Management Consultant**  
 Jean Ross, Agent Général France  
 25, rue Rameau - 75017 PARIS  
 Tél. : 924-33-24 - 622-47-59

Chicago (U.S.A.) Düsseldorf, Frankfurt, Freiburg, Lich (Deutschland) Norwärd (Schweden), London + Manchester (England), New-York (U.S.A.), Wien (Osterreich).

## emplois régionaux

### COTES DU NORD

Société performante du Secteur AVICOLE

recherche

### CHEF COMPTABLE

- DECS (+ Sciences ECO ou ESC apprises) pour l'intégrer à une équipe jeune et entreprenante.
- Il doit disposer d'une bonne expérience de la comptabilité générale et de la trésorerie, avoir une mentalité de gestionnaire.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions sous/Ref. 53-90 à :

**GANIDE**  
 GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT  
 13, r. de Montmorency 75003 Paris  
 ou 64, r. Le Dantec 35000 Rennes

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

recherche pour filiale française Mécanique de précision C.A. 150 millions - 800 personnes

### CHEF DES SERVICES COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS

dependant directement du Directeur Financier

Formation :

- ESSEC - ESCP (finances-gestion) ou équivalent ;
- Connaissance parfaite de l'Anglais et des méthodes comptables auto-étrangères.

Responsabilités :

- Finance et Comptabilité Générale, Analytique ;
- Contrôle gestion ;
- Gestion prévisionnelle court terme et long terme ;
- Contrôle de gestion ;
- Contrôle de gestion ;
- Contrôle de gestion ;

Age : 35 ans minimum.

Lieu de travail : Lorraine.

Possibilités de logement.

Qualité d'analyse, de synthèse, de décision sont nécessaires pour occuper ce poste.

Le candidat devra être capable d'instaurer rapidement à une équipe jeune et dynamique avec large délégation des responsabilités à ses niveaux.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo sous n° 1300 à l'Agence REVAS, 12, r. Winston-Churchill, B.P. 490 - 57017 METZ CEDEX, qui transmettra.

### JEUNE INGÉNIEUR

(formation Mines, T.P., A.M.)

pour poste technico-commercial. Connaissances de l'allemand nécessaires. Possibilité de logement. Ecr. avec C.V. (réf. P.M.) à PROMARKET, 114, bd du 11 novembre 1918, 69693 VILLEURBANNE.

Importante Sif américaine recherche pour son usine de VIERZON (CHER)

### CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Jeune diplômé entre les Serv. utilisateurs de la Société.

- de la mise en œuvre des solutions sur le serv. Informatique (ordinateur type IBM 3705 et 3705/2) et bases de données ;
- langues anglaise, française, allemande ;
- Env. C.V., photo et prétentions sous/Ref. 53-90 à :
- B.P. 149 VIERZON.

Import Cabinet Fiscal et Juridique, recherche pour Province :

### ALGÉRIE

Importante Entreprise Nationale

Secteur Construction de Luxe recherche :

### INGÉNIEURS D'AFFAIRES T.C.E.

### INGÉNIEUR CONSEIL

Âge 32 ans minimum. Diplômés Grandes Ecoles

Rémunérations et avantages sociaux importants.

Pour informations complémentaires, écrire à : E.T.T., Boîte Postale n° 179, ALGER R.P.

Nous recherchons pour le GROUPE EUROCONSERVE Industrie Alimentaire - Région Angers

### ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Responsable du Contrôle de Gestion.

- de la détermination des prix de revient et des prévisions budgétaires ;
- du contrôle et de l'analyse des résultats ;
- de l'établissement et de l'application des mesures destinées à améliorer la productivité et la rentabilité des différents Services.

Il lui sera également demandé d'assumer certaines missions de CONTRÔLE INTERNE.

Adr. votre dossier de candidature sous réf. 06593 & RÉSULTAT - Le Tetre au Jeu B.P. 190-49004 ANGERS CEDEX.

### DIRECTEUR COMMERCIAL

La Société fabrique et commercialise des meubles de grande diffusion. Au même rang en France dans sa branche, elle fait un C.A. H.T. de 11M6 avec seulement 73 personnes.

Face à la continuité de son expansion depuis plusieurs années, elle crée le poste de Directeur Commercial (France et exportation). Le candidat retenu, âgé de plus de 35 ans, aura une expérience d'organisation de réseaux et d'analyse de marchés. Il est souhaitable qu'il connaisse l'allemand.

Allemand indispensable.

Rémunération : 85.000 + et intéressement au bout de quelques mois.

Résidence dans le Loir et Cher.

26 Rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 501M

### COLLABORATEURS

de très haut niveau et plus années d'exp. ds un cabinet de conseil en administration fiscale. Rémun. en fonction des compétences. Ecr. av. C.V. sous 15152 à J.R.P. Paris (8), qui tr.

Ministère de Sully à BERNARD 39 de COMPTABLE homme de chef, micro-informatique 1118 e av. salaire annuel 40.000 + logement fonction. Postillon cadre après période essai.

Agence d'Urbanisme de l'agglomération de Tours recrute sur concours un chargé d'études principal avant compétence et références en matière d'urbanisme, pour études générales et pré-opérationnelles (Ingénieur Transports - Economiste - Architecte - Géographe - Urbaniste). S'adres. à Atelier d'Urbanisme, Mairie de Tours.

Entreprise T.P. et Génie Civil recherche

### CHEF COMPTABLE

Gestion Comptabilité, Achats, P.A.V., avec matériel Philips 209, 2 comptables et 3 employés. C.A.E. prix de revient chantiers, secretariat administratif, personnel.

C.V. avec photo et prétentions à BERNARD 39 de 51302 VITRY-LE-FRANÇOIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de constituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Association Inter-entreprises de formation continue

Ville universitaire du Sud-Ouest, recherche

### ASSISTANT DE FORMATION

35 ans minimum

Expérience plusieurs années cadre au contact des ouvriers indispensables.

Travail difficile et passionnant. Il s'agit d'assumer - en équipe - le conseil en formation pour un ensemble d'entreprises diverses.

Salaire annuel : 50.000 F.

Adresser C.V. et photo à n° 8261, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens - 75227 PARIS-9.

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ayant pour fonction primordiale la gestion administrative et financière, la mise en place d'un système informatique intégré.

recherché pour STRASBOURG

Ce poste devrait intéresser diplômé grande école ou formation similaire, ayant minimum deux ans d'expérience effective.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à N° 720.502, NAVAS STRASBOURG.

## offres d'emploi

### Paris-Sheraton Hotel

1000 CHAMBRES  
 Quartier MONTPARNASSE

recherche d'urgence

### 2 COLLABORATEURS

pour sa Direction Commerciale

CONDITIONS INDISPENSABLES :

- Connaissance marché Société et clientèle individuelle.
- Les candidats doivent être des vendeurs et posséder une expérience professionnelle en hôtellerie ou agence de voyage.
- Parlant parfaitement Anglais et Français.
- Salaire intéressant - 12ème mois - Possibilité promotion au sein de la chaîne.

Env. candidature et photo. Service du Personnel 19, rue du Commandant Mouchotte, 75014 Paris (Discrétion assurée)

Importante Société Internationale de produits alimentaires recherche pour sa filiale française un

### DIRECTEUR COMMERCIAL

- En liaison directe avec la Direction Générale, il sera responsable à l'échelon national du marketing, des ventes et de la distribution d'une nouvelle gamme de produits périssables.
- Ce poste convient à un cadre ayant déjà quelques années d'expérience dans la Direction des Ventes, de préférence dans le domaine des produits périssables distribués par camionnettes.
- Nous recherchons un homme dynamique, qui a l'esprit d'initiative, et sera capable d'assumer l'entière responsabilité du marketing et des ventes.
- Au moins 30 ans ; formation supérieure, bilingue français-anglais.
- Salaire de début = environ 100.000 francs. Possibilité d'évolution rapide des responsabilités et de la rémunération.

(Les salariés de l'entreprise ont été informés de cette offre d'emploi.)

Envoyer curriculum Vitae et photo, réf. 766.067, REQUIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, - PARIS-2.

Discrétion assurée.

### DARTY

ELECTRO-MENAGER  
 H.F. TELEVISION

vous propose d'être

### l'homme produits HAUTE FIDELITE

La fonction de ce responsable concernera principalement les points suivants :

- Mise au point permanente de la gamme et de l'assortiment des produits vendus.
- Promotion des ventes H.F. dans nos magasins (17 pour fin 1975).
- Formation et animation des vendeurs son et haute fidélité.

Nous recherchons un homme qui, outre l'expérience de la vente de ce type de produit, le connaîtra également sur le plan technique et marché.

Les candidatures qui préciseront le niveau de rémunération demandée, sont à adresser à :

Direction du Personnel et des Relations Sociales  
 123-155 Avenue Gallieni  
 93140 BONDY

### Contrôle Bailey

Importante société spécialisée dans l'étude et la construction de systèmes de régulation et d'automatismes industriels implantée Boullieu PARIS SUD

recherche

### INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour contacts avec les engineering et plus particulièrement avec les engineering pétrochimiques.

Les candidats, dont l'expérience sera au minimum de 5 années, connaîtront parfaitement la langue anglaise, la connaissance de la langue allemande étant appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions

SERVICE DU PERSONNEL  
 5, avenue Newton - 92140 CLAMART

Importante Société Industrielle de constructions de biens d'équipement (groupe français de premier plan)

recherche

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ

MEME DÉBUTANT

pour renforcer ses équipes de dev. département des équipements sidérurgiques.

Travail en liaison avec services technico-commerciaux, bureau d'études, fabrication.

Formation complémentaire assurée par société.

Evaluation carrière possible vers d'autres secteurs de l'entreprise en fonction goût et possibilités du candidat.

Anglais ou allemand apprécié.

Poste basé à Paris. Courts déplacements nécessaires.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et présent. n° 764 PUBLICITES REUNIES 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS qui transm.

UN IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL cherche pour l'une de ses usines (grande banlieue ouest de Paris)

### une pharmacienne

adjointe au chef du laboratoire de contrôle.

Avec neuf techniciens, elle assure le contrôle physico-chimique des matières premières, des produits semi-ouvrés et des produits finis. Elle a trois à cinq ans d'expérience similaire dans un laboratoire pharmaceutique.

Une expérience en contrôle micro-biologique est un atout supplémentaire.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER ex réf. 2860 M.

**ALEXANDRETTIC S.A.**  
 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
 LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Première Société française de créativité

recherche

Spécialiste de l'animation des groupes en entreprise, ayant expérience en

### CREATIVITE APPLIQUEE PROSPECTIVE

Le candidat, de haut niveau, alliera une culture technologique et une pratique psychologique à un fort désir de création.

Envoyer C.V. (avec indication salaire actuel) :

**synapse animation**  
 8, rue du Faubourg-Polignonière, 75010 PARIS

Le Secrétariat Général D'UN GROUPE FRANÇAIS INTERNATIONAL souhaite compléter son équipe de

### CADRES FISCAUX

- Les candidats diplômés de l'école nationale des impôts disposent d'une expérience approfondie dans la fonction publique en particulier aux contributions directes.
- Ils sont aptes à résoudre des problèmes fiscaux variés et se verront progressivement confier d'importantes responsabilités au niveau du groupe.
- L'un des postes exige une bonne pratique de l'Anglais.

Ecrire avec C.V., Préf., Photo et Réf. 5491

**GANIDE**  
 GESTION ANIMATION DEVELOPPEMENT  
 19, r. de Montmorency 75003 PARIS  
 Chargé du recrutement

VISUEL ET LA COMMUNICATION

Les débats quotidiens

audiovisuel et communication



مركزنا للأصل



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

représentation offres

Société d'Engineering et de réalisation d'assemblages industriels de techniques avancées. 1500 personnes.

### chef de département électricité

PARIS ANGLAIS.

Ingenieur ESE - ISE ou équivalent et âgé de 35 ans au moins. Il aura la responsabilité d'un département de 30 personnes assurant les études et le suivi technique des installations de protection, de contrôle-commande, de régulation. Expérience indispensable d'une formation équivalente en engineering ou chez un constructeur d'équipements lourds.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carière **SVP:11:11**

21, rue de Général Foy 75008 Paris.

KOK GROUP INTERNATIONAL PROPERTY CONSULTANTS S.A. LUXEMBOURG engagé pour PARIS et PROVINCE

### CONSEILLERS (ÈRES) en investissements touristiques

- Sachant vendre, commercialement agiles;
- Ayant d'excellents contacts;
- De préférence avec expérience;
- Souhaitant publicitaire régulier.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo, 78, Champs-Élysées - PARIS.

### LEADER EUROPÉEN DANS LA CONNECTION TECHNICO-COMMERCIAL

(Région Parisienne) pour visiter clientèle

Le dynamisme, le style accrocheur, le goût de la technique permettront au candidat retenu de REUSSIR.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prêtant, à n° 825, Contesse Publicité, 20 av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

Société d'Engineering et de réalisation d'assemblages industriels de techniques avancées. 1500 personnes.

### ingénieurs électriciens spécialistes

dans les disciplines suivantes :

- Instrumentation, régulation,
- Réseaux, automatismes,
- Contrôle-commande,
- Traitement en temps réel.

Ingenieurs diplômés ou cadres expérimentés dans des fonctions équivalentes (la sécurité électrique de l'usine, de la conception et du suivi technique des réalisations dans leur spécialité au sein d'un département de 50 personnes mettant en oeuvre des techniques de pointe).

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carière **SVP:11:11**

21, rue de Général Foy 75008 Paris.

Cabinet Conseil Quartier Latin recherche une

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour son Président Directeur général

Il faut être :

- Parfaitement bilingue (anglais et français);
- Capable de s'occuper de la gestion courante;
- Travaillant à l'ordinateur.

Ce poste exige un sens aigu de la diplomatie et des relations, un rythme de travail très rapide, une grande disponibilité.

Env. C.V., photo réç. et résum. actualisé sous le réf. 2152/M. Le secret absolu des candidatures est garanti par un système de sélection.

1. rue Danton, 75004 PARIS.

Service de prestations de services en expansion commerciale de plusieurs années (et millions de francs par an) recherche pour étoffer son service

### UNE JEUNE FEMME

minimum 27 ans.

La candidate bachelière devra avoir une excellente présentation, une parfaite maîtrise de la langue française, une bonne expérience de la rédaction et de la gestion.

La préférence sera donnée à une candidate pouvant justifier d'une expérience commerciale de plusieurs années.

Envoyer lettre manuscrite, plus C.V. et photo récente (recto, verso et présentations recto, verso) à M. LICHOUX S.A., rue de Louvois 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Redacteur Nomenclaturiste Catalogues techniques

E.L.P. - 110, bd Gabriel-Péri, Malakoff, Tél. : 735-94-30.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

SECTEUR BATIMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche pour son service Etudes de Marché

### CHARGE D'ETUDES

25 ans min. L.U.T. ou équivalent, maîtrise de la langue française, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'allemand souhaité.

Env. C.V. et photo sous le réf. 2152/M. Le secret absolu des candidatures est garanti par un système de sélection.

1. rue Danton, 75004 PARIS.

Redacteur Nomenclaturiste Catalogues techniques

E.L.P. - 110, bd Gabriel-Péri, Malakoff, Tél. : 735-94-30.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

SECTEUR BATIMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche pour son service Etudes de Marché

### CHARGE D'ETUDES

25 ans min. L.U.T. ou équivalent, maîtrise de la langue française, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'allemand souhaité.

Env. C.V. et photo sous le réf. 2152/M. Le secret absolu des candidatures est garanti par un système de sélection.

1. rue Danton, 75004 PARIS.

Redacteur Nomenclaturiste Catalogues techniques

E.L.P. - 110, bd Gabriel-Péri, Malakoff, Tél. : 735-94-30.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

SECTEUR BATIMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche pour son service Etudes de Marché

### CHARGE D'ETUDES

25 ans min. L.U.T. ou équivalent, maîtrise de la langue française, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'allemand souhaité.

Env. C.V. et photo sous le réf. 2152/M. Le secret absolu des candidatures est garanti par un système de sélection.

1. rue Danton, 75004 PARIS.

Redacteur Nomenclaturiste Catalogues techniques

E.L.P. - 110, bd Gabriel-Péri, Malakoff, Tél. : 735-94-30.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

SECTEUR BATIMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche pour son service Etudes de Marché

### CHARGE D'ETUDES

25 ans min. L.U.T. ou équivalent, maîtrise de la langue française, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'allemand souhaité.

Env. C.V. et photo sous le réf. 2152/M. Le secret absolu des candidatures est garanti par un système de sélection.

1. rue Danton, 75004 PARIS.

ANALYSTES PROGRAMM. exp. COBOL/ASSEMBLEUR/P.L. 1. Connaiss. CICS et DLI appr. Adr. C.V. détail et prêt. à n° 10220 INTER 7A, 19, r. St-Marc, Paris-2<sup>e</sup>, n. tr.

Excel. COMPTABLE exp. pour gestion de clientèle de cabinet d'Expert, comptable. Situation d'avenir. Ecrire à S.E.C.F.E. 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

Société d'importation en très forte croissance, recherche

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

PARIS-SUD - 44/58.000 F

Mission : Développer sur le marché français la vente d'appareils et de systèmes de mesure de paramètres physiques.

Profil : Expérience de la technique et de la vente à la fois dans le domaine concerné. Analyse nécessaire.

Env. C.V., lettre manuscrite-photo et prêt. à n° 10220/INT, 19, r. St-Marc, Paris-2<sup>e</sup>, n. tr.

2. rue de la Paix, 75002 Paris.

Important groupe bancaire recherche pour son service d'analyses financières, à Paris

### JEUNE DIPLOME

D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (L.S., O.A., I.C.P., SUP. de CO. ou équivalent). Adresser C.V. détaillé, photo et présentations, à M. LICHOUX S.A., rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

ALLIANCES FRANÇAISE recherche

### STENOGRAPHE

rapide méthode Prévoist-Delagrè, orthographe n° 1. Tél. : 232-01-18.

INGENIEURS 1) Arts et Métiers, 3<sup>e</sup> année, min. spécial, en résidence commerciale de plusieurs années. 2) MÉCANIQUE GÉNÉRALE consultations fournisseurs, commandes et mise en œuvre. Se prés. à n° 825, Contesse Publicité, 20 av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

IMPORTANTES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES recherche

### 1 CHAUFFEUR MAÎTRE

susceptible d'occuper plusieurs postes de chauffeur. Bonne présentation. Sér. références morales exigées. Téléphonez pour rendez-vous 44-21-99, poste 227 (sauf samedi).

SOCIÉTÉ ALLEMANDE produisant des articles de bonneterie recherche

### AGENT COMMERCIAL

pour la France. Nous donnons la préférence aux vendeurs dynamiques, bilingues, expérimentés et relations avec l'industrie de la bonneterie et de la lingerie. Adresser C.V. et photo à M. LICHOUX S.A., rue de Louvois, 75003 Paris-P.

Si possible connaissances anglaises et allemandes.

516 commerciale en matériel de tissage de CHAÎNES COMMERCIAL par la diffusion de son matériel en France.

1. rue Danton, 75004 PARIS.

Si possible connaissances anglaises et allemandes.

516 commerciale en matériel de tissage de CHAÎNES COMMERCIAL par la diffusion de son matériel en France.

1. rue Danton, 75004 PARIS.

ACHETEUR pour rayons homme et accessoires. Expérience 2 ans min. Adresser C.V. et présentations à n° 763 CONTESSÉ PUBLI, 20 av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> c.t.

Centre de recherche agricole cherche un

### RESPONSABLE

de son service développement agricole assurés par des techniciens régionaux résidence Paris. Diplôme I.N.A. ou équivalent. Plusieurs années exp. dans le domaine du développement agricole au C.E.T.I.C.M., 174 av. Victor-Hugo, 75116 Paris.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

AUSTIN MINI 1000, 1972 Paris 1<sup>er</sup> état. Véhicule unique. Prix : 4.500 F. Tél. : 254-11-33.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

propositions diverses

LA REVUE NOUVEAUX VISAGES recherche PERSONNES de tout âge, pour participer à une publication, 7, rue Lavoisier-Beillevue, 4<sup>e</sup> étage, 75002 Paris. Tél. 50-11-38.

autos-vente

Part. à part. vend. Renault-10 blanche 1974, 1000 km, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F. 1150 76.000 km, très bon état, 12000 F.

ACCO FRANCE

Système de classement p. retours lettres Recherche Paris-Provence

ATTACHES COMMERCIAUX

Intrud. Peapliers-Grossistes Revendeurs mal. Duraux. P. + Intur. + V. + C. Candidat. manuscrit et CV Entrep. Nord 11 B 5 2 A. Pont-Vieux 93150 - LE BLANC-MESNIL

Concessionnaire exclusif région parisienne de machines à coudre automatique et traitement de textile, recherche

COLLABORAT. VENDEURS confirmés, ayant 3 ans exp. dans la branche. Salaire fixe + éléments variables. Env. C.V., photo et prêt. à SETEP, réf. 50, 65, Champs-Élysées, qui transmet.

Import. Sté Fabrication produits de soudure, chargeurs de batteries, appareils de soudure, V.P.P. AC réf. intrud. clientèle clientèle clientèle clientèle. COOP agricole et poss. surfaces par régions Est-Sud-Est. Adresser C.V. et photo à M. LICHOUX S.A., rue de Louvois, 75003 Paris.

Importante Société d'éditeurs recherche pour région parisienne

### REPRESENTANTS (TES)

Nous recherchons :

- PORTE A PORTE EXCLUSIF
- Une formation théorique et pratique assurée par nos soins et rémunérée;
- Une commission permettant un salaire convenable;
- Statut V.P.P.;
- Possibilité de promotion.

NOUS DEMANDONS :

- Meilleures références;
- Etre disponible;
- Habitude de la vente directe

Pouv. participer à notre programme de perfectionnement des 3 et 4 avril à notre siège.

Se présenter, mercredi 2 avril, de 10 h à 12 h, 14 h à 17 h, 30, rue de Valenciennes, 10, rue Condorcet, Muret, n° 40, 75009 Paris. Demander M. GOUNARD.

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

formation profession.

Dans le cadre de la formation professionnelle, des stagiaires de collectivité, stage rémunéré sur un an. Connaiss. Dactylo. Steno. F. 8242 et 8241.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM 3 NIVEAU BAC ou 1<sup>er</sup> 4 à 7 mois 180 h cours.

### FAK

Ecole privée 4, rue d'Amsterdam, 874-75-69.

cours et leçons

Math. rat. ent. mal. début. Cours de math. 227-77-71

Ann. prof. prof. d'or. exp. réu. sar. 231-97-81, malin.

capitaux ou proposit. com.

DISTRIBUTEUR pour la France de trousseaux de plumes, stylos, etc. Ecrire à S.E.C.F.E., 14, rue d'Annam, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE RÉALISATIONS IMMOBILIÈRES recherche pour emploi à PARIS-P.

UN CADRE DE DIRECTION FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

UN DEMARCHEUR FINANCIÈRE

POUR PARIS-2<sup>e</sup>

### IMPORTANT GROUPE DE PRESSE PARISIEN

recherche

### VENTE PAR TÉLÉPHONE

Jeunes femmes dynamiques

- BONNE PRÉSENTATION;
- RESPECT V.P.P. ET ACCROCHEUR;
- EXCELLENTE VENTE.

Adr. C.V. et présentations, n° 827, BOUÉE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>.

UNE GRANDE ENTREPRISE FRANÇAISE PRODUCTRICE D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS DE POINTE (C.A. : supérieur, à 2 milliards de F., 20000 collaborateurs), cherche pour son SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

### le chef du département administration générale

Il définit la politique, les fonctions, les procédures administratives mises en œuvre par le siège et les usines françaises et en contrôle sur place la bonne application. Il est l'homme de référence pour les méthodes de gestion. Il gère la banque de données du Secrétariat Général.

Basé à Paris-Centre. Déplacements fréquents dans la région parisienne et en province. Cette fonction d'état-major demande une présence et une autorité opérationnelles fortes. Il y recueillera à une carrière brillante au sein du Groupe.

Nous recherchons un X, ESSEC, Sciences Po, etc. d'au moins 35 ans, ayant une expérience variée en organisation et gestion dans un groupe. Anglais très utile.

Ecrire à J.E. LEYMARIE, rue réf. 2795 M.

ALEXANDRETTIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS (LOUVRE - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES)

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL Région Ouest Paris, recherche

### EXPERT COMPTABLE

pour diriger les Services Comptables de sa Société Française

Expérience dans un poste similaire indispensable. Envoyer curriculum vitae complet à n° 832, CONTESSÉ PUBLI, 20 av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>),



ÉDUCATION

RELIGION

LE CONGRÈS DES ENSEIGNANTS « FREINET »

Cinéma, chansons et enthousiasme

Bordeaux. Douze cents instituteurs et professeurs assis de la méthode pédagogique de Célestin Freinet sont venus cette année au trentième congrès de l'Institut coopératif de l'éducation moderne (I.C.E.M.)...

De notre envoyée spéciale de cinq ou six classes maximum, conçus pour les enfants; nous voulons une architecture scolaire, modelable par les utilisateurs (enfants et adultes)...

par la fenêtre. Nous devons leur permettre de le faire. Ailleurs on parle du « décloisonnement des classes »...

Assis sur l'escalier qui mène au grand amphithéâtre de 700 places, un jeune instituteur gracieux, guiller et fredonne une chanson populaire. Autour de lui, des voix reprennent le refrain...

Il est difficile d'estimer le nombre d'enseignants qui se réclament de Freinet: vingt mille peut-être selon les estimations de l'I.C.E.M.

« Un pédagogue qui a écrit quelques livres » On a longuement parlé aussi de la Coopération de l'enseignement laïc (C.E.L.)...

Encore un mouvement d'instituteurs Dans le hall d'entrée, un tableau annonce les principales revendications du mouvement: « La pédagogie Freinet, c'est l'expression libre, le dit-onnement expérimental, la recherche individuelle et par petits groupes...

« Freinetiste », on peut l'être à plusieurs degrés: pendant le congrès, des réformistes pour qui la pédagogie permet d'aménager des révolutions...

Malgré toutes ses ambiguïtés, le mouvement Freinet vit. D'année en année, l'enthousiasme des freinetistes semble toujours le même.

Dans son projet de réforme du premier cycle

M. Haby fait des concessions AUX PROFESSEURS D'HISTOIRE

Première modification aux propositions de modernisation du système éducatif: M. René Haby écrit, dans une lettre adressée le 28 mars à Mme Bonnamant, présidente de la société des professeurs d'histoire et de géographie...

Dans sa lettre, le ministre de l'Éducation précise: « La terminologie « sciences économiques et humaines » recouvre essentiellement dans mon esprit l'histoire et la géographie...

En 1975

LE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DU SECOND DEGRÉ DIMINUE

Le Journal officiel du 30 mars précise le nombre de places mises aux concours en 1975 pour le recrutement de professeurs agrégés dans l'enseignement du second degré...

LE RENOUVEAU DE LA CATÉCHÈSE

« Rendre au mariage civil sa dignité naturelle » propose le Père Moingt

Occasion d'une récente polémique qui a opposé l'évêque de Dijon, Mgr Decourtray, aux Sacerdotes de l'Église, les propos tenus par le Père Joseph Moingt, jésuite, d'une part, dans une brochure, « Rendre au mariage civil sa dignité naturelle »...

L'institution ecclésiastique comme telle. Imposer le sacrement de mariage aux baptisés sans trop s'inquiéter de leur foi n'est pas normal. Il faudrait d'abord que l'Église rende au mariage civil sa dignité naturelle...

La montée de l'incroyance, surtout chez les jeunes, jointe à la réflexion d'un certain nombre de pasteurs et de théologiens qui refusent de cautionner des pratiques institutionnelles passées...

Le Père Moingt propose de « désacraliser » les sacrements, de « libérer » le mariage et de « faire la grève » de la confirmation.

DU 16 AU 23 AVRIL

« La transmission: reproduire ou inventer ? »

thème de la Semaine des intellectuels catholiques

Les semaines des intellectuels catholiques, fixée cette année du 16 au 23 avril (interrompue le 17, le 19 et le 20), aura pour thème: « La transmission, reproduire ou inventer ? »

comment se transmet la spécificité et la permanence du sens (18 avril, avec François J. Marty, Simone Fraisse, Bernard This, Pierre Vidal-Naquet)...

Publicité pour des vêtements de Patrick P. avec des images de vêtements et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Cyclisme avec des images de cyclistes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Divers avec des images de vêtements et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Pêche avec des images de pêcheurs et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Création d'un groupe national de réflexion avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Justice avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de L'Association des chasseurs de gibier d'eau avec des images de chasseurs et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Pêche avec des images de pêcheurs et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Création d'un groupe national de réflexion avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Justice avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de UN APPEL EN FAVEUR DES MIGRATEURS avec des images de migrants et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Pêche avec des images de pêcheurs et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Création d'un groupe national de réflexion avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Justice avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de CHASSE avec des images de chasseurs et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de UN APPEL EN FAVEUR DES MIGRATEURS avec des images de migrants et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Création d'un groupe national de réflexion avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de Justice avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de LE CARDINAL MINDSZENTY VIENNA A PARIS A LA FIN DE MAI avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de PRESSE avec des images de personnes et des textes promotionnels.

Publicité pour des vêtements de CHASSE avec des images de chasseurs et des textes promotionnels.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Après « le geste » des ouvriers du Mans Les négociations à la régie Renault pourraient s'ouvrir le 3 avril

Les négociations susceptibles d'aboutir à la solution du conflit Renault s'ouvriront peut-être jeudi 3 avril. La direction générale devait faire connaître, dans la soirée du 1<sup>er</sup> avril, si elle assouplissait le préalable qu'elle imposait lors de sa rencontre préliminaire avec les syndicats, le 28 mars, c'est-à-dire deux journées de travail sans « cotage », au Mans les horaires normaux ayant été rétablis par elle pour la seconde journée.

Marquant le début de la huitième semaine du conflit, un meeting s'est tenu, mardi matin 1<sup>er</sup> avril, à 7 h 45, aux usines Renault du Mans.

Après le week-end de Pâques, les organisations syndicales représentaient ainsi contact avec les D.S. en grève. Ces derniers, tout en étant décidés à poursuivre l'action engagée, mais pour montrer une nouvelle fois leur bonne volonté, ont à la quasi-unanimité décidé d'appliquer pour la seule journée de mercredi leur proposition de la semaine dernière : à savoir, travailler durant les quatre heures d'ouverture « officielle » de l'usine à 100 %. Ils espèrent que ce nouveau geste sera compris par la direction et qu'une ouverture des négociations pourra se dessiner dès le jeudi. Faute de quoi, la grève se poursuivrait, les organisations

C.G.T. et C.F.D.T. en rejetant d'ores et déjà la responsabilité sur la direction.

Les syndicats du Mans ont décidé de s'adresser à tous les travailleurs des autres usines de la Régie, afin de leur souligner que la lutte menée au Mans est celle de tout le personnel Renault.

(Corresp.)

● **Echec des négociations à Fuzine Recogit** (quatre cents salariés) à Lure (Haute-Saône), où les grévistes occupent l'usine depuis le 26 mars. A la demande de la direction de faire évacuer les lieux, le tribunal s'est dit « clairement incompetent, samedi 28 mars, affirmant que « l'urgence véritable résidait dans la nécessité d'ouvrir des négociations ». Entamées lundi 31 mars, les discussions ont échoué.

## ÉNERGIE

### Réunis à Vienne

### LES EXPERTS DE L'OEPEP ÉTU- DIENT LE REMPLACEMENT DU DOLLAR PAR LES D.T.S. COMME MONNAIE DE RÉFÉRENCE.

La commission économique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OEPEP) se réunit ce mardi 1<sup>er</sup> avril, à Vienne (Autriche). Les experts de l'Organisation doivent étudier une proposition visant à utiliser comme monnaie de référence dans le calcul des revenus pétroliers. Une telle mesure serait destinée à préserver les recettes des États membres, qui ont été fortement amputées ces derniers mois par la baisse de la devise américaine. Les D.T.S. utilisés par les membres du Fonds monétaire international pour leurs transactions financières, présentent de meilleures garanties de stabilité, puisque leur valeur est basée sur un cocktail de seize monnaies.

L'OEPEP continuera à accepter les dollars en paiement du pétrole ; seule la fixation du prix serait modifiée. On ne raisonnerait plus en dollars par baril mais en D.T.S. par baril. Le D.T.S. est seulement une monnaie de compte, et par conséquent, aucun paiement ne peut être directement effectué en D.T.S. Il y a quelques semaines, plusieurs pays exportateurs de pétrole, dont l'Irak et l'Arabie Saoudite, sont déjà sortis de la zone dollar pour rattacher leur monnaie respective au D.T.S.

(Publicité)

4 jours par Jet Air France  
ou British Airways  
**LONDRES**  
Week-ends spéciaux du  
**1<sup>er</sup> MAI  
ASCENSION  
PENTECOTE**  
Séjour en demi-pension  
Hôtel catégorie touriste  
supérieure  
Excursions locales  
Service d'un accompagnateur  
Prix PARIS-PARIS : 710 F  
**FRANCE TOURISME  
PARIS EXCURSIONS**  
1, rue Auber - 75009 Paris  
Ouvre le samedi - Lic. 101

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

### LA F.M.C. ET LES RÉSULTATS DU SCRUTIN A LA S.N.C.F.

Les élections professionnelles qui ont eu lieu le mois dernier à la S.N.C.F. ont été caractérisées par la stabilité dans le collège d'exécution et les progrès de la C.G.T. parmi le personnel de la S.N.C.F. (4,37 % de plus, soit + 3.19 %) au détriment de la F.M.C. (Fédération des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise, autonome, ex-FAC) et de la C.F.D.T. (4,37 % de moins, soit - 3.19 %).

Cette observation résultait de l'examen du collège par collège des pourcentages de suffrages obtenus par les syndicats.

La F.M.C. fait valoir que la réalité est différente si l'analyse porte sur l'ensemble des trois collèges. En effet, dans les collèges cadres et agents, le nombre d'inscrits et de suffrages exprimés augmentent sensiblement alors que dans le collège d'exécution il est en nette diminution.

La F.M.C. totalise ainsi 19 198 voix, soit 7,81 % (et + 0,87 %) contre 18 312 voix, et 7,24 % en 1972.

● **DEMISSION DU PRESIDENT DE LA F.D.S.E.A. DE LA CORSE**. M. Erwan Muzio, président de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles de la Corse, a remis récemment sa démission en raison de la situation de sursis probatoire dans laquelle il se trouve. M. Musso et quatre membres de son bureau, également démissionnaires, avaient été condamnés le 11 mars dernier, à des peines de prison avec sursis par le tribunal de grande instance de Paris pour leur participation à la manifestation contre le directeur départemental de l'agriculture de Corse. M. Musso estime que, tant qu'il n'aura pas retrouvé pleinement son statut d'homme libre, il est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, risquant, à après la prochaine manifestation, de se retrouver en prison.

L'assemblée générale n'a pas voulu élire tout de suite de nouveau président et a confié l'intérim au vice-président, M. Ange-Xavier Armani.

(A.F.P.)

(Publicité)

**LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE**  
COLLOQUE MINES - AVRIL 1975  
sous la présidence de  
**Pierre SUDREAU**  
JEUDI 10 (ou soir) et VENDREDI 11 AVRIL  
organisé par l'Association des Elèves de l'École des Mines de Nancy au Centre Culturel de l'Abbaye des Prémontrés (St-POINT-A-MOUSSON).  
Avec la participation de MM. Bloch-Lainé, Grette, de Vogüé, Berthault, Varoquaux, Bordes-Pagès, Caspar, Daublain, Jaspel, Neidinger, Lerdau.  
Conférences, débats, table ronde animée par M. René Vannier (RTL).  
Déjeuner, repas, transports à partir des gares et aéroports de Nancy et Metz assurés.  
Participations : 1 personne : 600 F ; plusieurs : 400 F ; étudiant : demi-tarif.  
Renseignements : téléph. Mme CHRISTMENT : 15-28-52-72-32

## LES QUESTIONS MONÉTAIRES

### TOUT EN AYANT LES FAVEURS DES POUVOIRS PUBLICS

### La résurgence des emprunts en eurofrancs restera un phénomène limité

Un nouvel emprunt en eurofrancs (1) sera lancé par la B.N.P., vraisemblablement au cours de la première quinzaine d'avril. Il fera suite à celui que vient d'émettre avec succès (le 24 mars) le Charbonnages de France pour un montant de 80 millions de francs, une durée de sept ans et un taux d'intérêt de 10,25 %.

Ces opérations suscitent une certaine curiosité de la part des opérateurs sur le marché international, car c'est la première fois depuis 1972 que sont faites des émissions en eurofrancs.

L'accueil favorable qui a été réservé à celle-ci a eu lieu s'explique aisément par la confiance que suscite actuellement la devise française sur le marché des changes. L'emprunt des Charbonnages a été lancé par un groupe de banques dont l'Union européenne était le chef de file et qui comprenait aussi la B.N.P. et deux établissements financiers importants du monde arabe : le Koweït Investment Co et l'Intra Holding de Beyrouth. Une solution technique a été trouvée pour que, en dépit de la présence de ces deux établissements, les banques frappées par la « liste noire » établie par les Arabes puissent participer à l'opération. Chacune des banques regroupées autour de l'Union européenne a pris ferme pour son compte une part de l'émission, qu'elle a remplacée ensuite auprès d'autres banques en nombre limité de titres et de obligations. Grâce à cette formule, aucun lien contractuel n'existe entre les deux établissements arabes d'une part, et les banques européennes d'autre part, aucun lien contractuel n'existe entre les deux établissements arabes d'une part, et les banques européennes d'autre part.

M. Jean-Pierre Fourcade s'inscrit à ces opérations et voudrait qu'elles soient plus d'ampleur. Il s'agit en effet d'un procédé de financement de la balance des paiements française, qui rapporte aux emprunts en devises contractés régulièrement depuis le début de 1974 par un grand nombre d'entreprises françaises du secteur public et dans une moindre mesure privé.

Quant à telle entreprise emprunte sur le marché des euro dollars ou des euros francs, elle se voit amenée à vendre sur le marché les dollars ou les deutschemarks recueillis contre les francs dont elle a besoin si l'emprunt, comme c'est le cas, est en euros francs, et si elle est destinée à financer des dépenses en France). D'où rentrée de devises. Si l'émetteur français sur le marché international libelle en longue échéance, l'opération va parallèlement se traduire par une rentrée nette de devises. Pour se procurer les francs dont ils ont besoin pour soulever, les prêteurs étrangers seront en effet amenés à céder sur le marché des dollars des deutschemarks, des francs suisses ou n'importe quelle autre monnaie convertibles qu'ils détiennent. Le seul différenciel que dans le cas d'une émission en eurodevises, la conversion en francs se fait une fois l'emprunt converti, alors que dans le cas d'une émission en eurofrancs elle se fait avant. Du point de vue de la balance des paiements française, le résultat est le même.

Mais dans le premier cas, le risque de change est à la charge de l'émetteur. Le dollar est actuellement très faible : à quel taux s'échangera-t-il au moment de l'émission ?

● **Le gouvernement helvétique a décidé de signer le 9 avril à Paris l'accord portant création d'un fonds de soutien financier F.O.C.D.E. destiné à aider les monnaies des pays membres qui ont des difficultés par suite de la hausse des prix des produits pétroliers.** La participation de la Suisse à ce fonds se monte à 500 millions de dollars, soit 2 % du total. (A.F.P.)

● **M. André Huel, expert-comptable à Paris, a été élu président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés.**

l'échéance ? Dans le second cas, il est à la charge du souscripteur : le franc est actuellement très ferme, ce vaudra-t-il au moment où les coupons seront remboursés ? Pour cette dernière raison, on peut penser que les entreprises françaises auraient avantage à s'adresser en francs plutôt qu'en devises sur le marché international.

### Un mauvais « marché secondaire »

Il est pourtant probable que les opérations en eurofrancs ne connaîtront pas un grand développement. Une première raison est que, même si aujourd'hui le franc est de nouveau une monnaie recherchée, beaucoup d'opérateurs, instruits par l'expérience, se méfient du comportement en matière de change des autorités françaises. Elles-ci n'ont pas à passer du libéralisme aux mesures de contrôle les plus arbitraires — avec parfois effet rétroactif, — selon les circonstances. Or le premier souci d'un investisseur est de ne pas se trouver « piégé », ce qui serait le cas si, au moment où il rentrerait dans ses fonds, il lui était impossible, comme on dit, de « sortir » du franc. Une autre raison, sans doute plus décisive, est l'absence ou, ce qui n'est pas mieux, le piètre fonctionnement du « marché secondaire », c'est-à-dire du marché où sont traités les titres déjà émis. Le détenteur d'une « euro-obligation » libellée en francs aura du mal à la mobiliser, et s'il le fait, une certaine incertitude régnera sur le cours, ce qui rend les cotations réelles difficiles. Une bonne trentaine d'« euro-obligations » en francs sont actuellement en circulation.

Les premières émissions avaient eu lieu dans les premiers mois de 1968, mais elles eurent à peine le temps de s'écouler. Une fois à nouveau attendue pour que de nouveaux emprunts soient émis. Comme la préoccupation de

(1) De même qu'un eurodollar est un dollar déposé dans une banque suisse hors de la zone de francs-Unis, un eurofranc est un franc déposé dans une banque installée hors de la zone de francs-Unis, un eurodeutschemark, un deutschemark déposé dans une banque installée hors de la zone de francs-Unis.

PAUL FABRA.

## PRIX

### DES HAUSSES ET DES BAISSSES

Plusieurs prix et tarifs sont modifiés en ce début d'avril ; d'autres changements interviendront dans le courant du mois.

● **S.N.C.F.** : Les tarifs marchands sont relevés de 8,5 % à compter du 1<sup>er</sup> avril. Les tarifs voyageurs seront, eux, relevés de 8,5 % le 15 avril.

● **ENERGIE** : Grâce au recul du dollar monnaie qui sert à payer les importations pétrolières — et ainsi à une légère détente des cours du pétrole, les prix de certains produits pétroliers seront vendus légèrement moins cher. Les nouveaux prix, à la sortie des raffineries, ont été publiés au Bulletin officiel des services des prix du 29 mars. Au détail, le gas-oil se vendra 1,13 franc le litre (au lieu de 1,13 franc), le fuel domestique 57,70 francs l'hectolitre (au lieu de 57,70 francs) et le fuel lourd 301 francs la tonne (contre 300 francs). Les prix de l'essence et du super, qui avaient augmenté pour la dernière fois le 1<sup>er</sup> janvier, ne sont pas modifiés.

● **HONORAIRES MEDICAUX** : augmentation, à compter du 1<sup>er</sup> avril, des actes de chirurgie (Geste 1) de 6,15 F à 6,50 F et des actes d'électro-radiologie (lettre Z) de 4 F à 4,20 F, en application de l'accord de décembre 1974 entre les caisses d'assurance-maladie et la Fédération des médecins de France, et ceci en dépit de l'annulation de la convention des honoraires.

● **HONORAIRES DES DENTISTES** : augmentation unilatérale, décidée par la Confédération nationale des syndicats dentaires, des actes en D (630 F au lieu de 615 F) et en Z (420 F au lieu de 410 F). Ce syndicat, toujours en négociation avec les caisses, estime que ces actes doivent être rémunérés au même tarif que l'acte en X pour les médecins.

### A PROPOS DE L'ÉVOLUTION DES PRIX EN FÉVRIER

Le tableau publié dans le Monde du 30-31 mars, en page 30, et donnant le détail des hausses de prix en France en février, contenait plusieurs erreurs. La première colonne indiquait les pourcentages de hausse en un mois : février 1975 comparé à janvier 1975 (et non janvier 1976 comparé à décembre 1974). Les deux autres colonnes devaient être lues ainsi : février 1975 comparé à août 1974 et février 1975 comparé à février 1974.

# ECONOMIA

LE MENSUEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

## VIENT DE PARAÎTRE

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

### Energie: qui a raison?

Le 7 avril à Paris doit commencer le premier dialogue entre pays producteurs et consommateurs de pétrole. Qui peut en prédire le résultat ? Mais ce que l'on peut déjà examiner, c'est le rapport des forces en présence. Est-il possible, pour les pays industrialisés, de se libérer peu à peu de leur dépendance envers le pétrole OPEP ? Ou, affirme l'O.C.D.E., non, répond l'O.P.E.P. Chacun a ses chiffres. Qui a raison ? Jean-Claude Hazera, qui a mené l'enquête à Alger et à Paris, analyse les arguments en présence. Chiffres à l'appui, bien sûr.

### Egypte: une économie avide de paix

L'échec de Henry Kissinger au Proche-Orient est lourd de conséquences. En particulier pour l'Égypte. L'enquête que Michael Tingay a menée sur place montre à quel point le contexte politique influe sur la prospérité de l'Égypte et les projets que les autorités peuvent envisager pour faire décoller l'économie. Peut-on à la fois industrialiser un pays et satisfaire les besoins essentiels de sa population dans le cadre d'une économie de guerre ?

### Le troisième âge de la conquête de l'espace

Deux cosmonautes soviétiques et trois astronautes américains se sont donné rendez-vous autour de la terre en juillet prochain. Ce premier vol « Soyuz-Apollo » marquera une date : celle de la fin du duel américano-soviétique pour la conquête de l'espace. Car après le temps des militaires et le temps du prestige, l'ère de la rentabilisation de l'espace va commencer.

### ... et comme d'habitude

Des enquêtes (l'industrie du papier, l'engagement des ports du Tiers monde, la politique américaine en Afrique, etc.) ; des notes d'actualité (Portugal, Comecon, Iran, Belgique, Suisse, politiques industrielles, etc.) ; un dossier (le marché international des travaux publics) et des chroniques (conjoncture internationale, sciences, la pour voix, etc.).

## en vente dans tous les kiosques 5f

سكز امين الاصل





LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Une cimenterie est occupée depuis trois semaines par ses ouvriers

L'affaire peut avoir des conséquences sur l'extension de la cogestion

Bonn. — L'occupation de la cimenterie Selbel et fils à Erwitte, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, est entrée dans sa troisième semaine, événement sans précédent en République fédérale.

Le conflit, qui par certains aspects rappelle l'affaire Lip, a commencé en décembre. Invocant la récession qui frappe son usine comme tant d'autres, M. Ciemens Selbel annonce à l'inspection du travail son intention de mettre vingt ouvriers au chômage partiel.

L'affaire traîne. Elle se gâte le 8 mars où, pour manifester son autorité, M. Selbel licencie quatre-vingt-cinq ouvriers. Le syndicat I.G. Chemie suit le conflit de très près : il y va de sa crédibilité auprès d'un personnel syndiqué à 100 %.

Dans trois jours, le conflit s'aggrave quand le personnel constate, en recevant les feuilles de paie, que la direction a retenu de 200 à 300 DM par personne sur le dernier

De notre correspondant

salaires, soit, au total, 35 000 DM (83 000 F). Parmi les licenciés se trouvent des handicapés, des représentants syndicaux, à qui le législateur a accordé une sécurité particulière de l'emploi.

A Erwitte, on n'aime pas trop le terme « occupation », tout en reconnaissant que « grève » convient encore moins. L'aspect révolutionnaire de la situation tranche avec les principes de consensus social de concertation entre syndicats et patronat traditionnels dans ce pays.

Pendant les premiers jours du mouvement, le comité d'entreprise a examiné les bilans de l'entreprise et les juges moins catastrophiques que ne le disait la direction. Il précise alors ses revendications : annulation de tous les licenciements, ouverture de négociations sur la mise en chômage partiel d'un nombre réduit de salariés ; les représentants du personnel sont même disposés à engager des pourparlers sur une diminution à long terme des effectifs.

de notre correspondant

Le 3 avril doit commencer la mission du médiateur désigné par le gouvernement du Land. L'affaire connaît alors un relâchement national. Pour le secrétaire fédéral de la puissante Confédération des syndicats (D.G.B.), le conflit montre combien il est urgent que la cogestion devienne une réalité dans toutes les entreprises.

Mais la plus ancienne des revendications du D.G.B. reste toujours controversée entre les partenaires de la coalition gouvernementale socialiste-libérale : pour éviter des accrochages avec ses alliés, le chancelier Schmidt est tenté de suivre les conseils de ses proches collaborateurs qui sont d'avis de renoncer pour le reste de la législature, à toute réforme ambitieuse.

(finir.)

Au Danemark

L'APPLICATION DU BUDGET 1975-1976 NE SUFFIRA PAS POUR ASSAINIR L'ÉCONOMIE

De notre correspondant

Copenhague. — Le gouvernement minoritaire social-démocrate, que M. Anker Joergensen présida depuis le 13 février, a réussi à faire adopter par le Parlement le budget national de l'exercice 1975-1976 qui commence le 1er avril. Un fait qui était attendu. Le nouveau cabinet avait hérité du projet de budget élaboré par le gouvernement libéral de M. Harting, ce projet comportait une impasse de 2 milliards de couronnes (9 milliards et demi de francs) ce qui rendait nécessaire à la fois la création de nouvelles taxes et la recherche d'économies substantielles.

Après la reconduction automatique des conventions collectives et l'adoption du budget, mesures insuffisantes, selon les experts, pour assainir réellement la situation, il reste à M. Joergensen à faire des réformes plus radicales. Ce qui sera une entreprise plus malaisée. — C. O.

L'O.C.D.E. recommande à la Suisse d'assouplir sa politique monétaire...

A défaut de changement de politique, le recul de l'activité déjà enregistré au cours du second semestre de 1974 risque de se poursuivre en Suisse tout au long de 1975. C'est ce que constatent les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) dans l'étude annuelle commentée de ce pays.

Le produit national brut diminuerait de 1,2 % cette année, après avoir stagné en 1974 et augmenté de 3,5 % en 1973. La consommation privée en progresserait que de 0,5 % alors que les investissements diminueraient de près de 9 % en raison de la forte baisse de la construction résidentielle. Cependant, la hausse des prix à la consommation serait de l'ordre de 8 %, contre près de 10 % en 1974 et en dépit d'un ralentissement des exportations, la balance des opérations courantes n'enregistrerait qu'un léger déficit.

...et à la Grande-Bretagne de lutter en priorité contre l'inflation

Les perspectives économiques de la Grande-Bretagne dépendent en grande partie de l'évolution des rémunérations et des prix, notamment de la mesure selon laquelle les accords de salaires à conclure « respecteront » les principes du contrat social.

La balance des paiements est déclinée par la mise en exploitation des gisements du pétrole de la mer du Nord. Selon les projections officielles, il en résulterait pour la balance commerciale une économie de devises de l'ordre de 6 milliards de dollars (au prix de 1974) en 1975 qui atteindrait 8 milliards en 1980.

CORRESPONDANCE

L'inflation dans les démocraties populaires

M. Christian Jelen, journaliste, auteur du livre Les Normalisés, s'étonne, dans une longue correspondance consacrée à l'agriculture dans les pays de l'Est, du silence de l'Humanité sur ce sujet.

Si les pays de l'Est sont à l'abri de la crise, écrit M. Jelen, pourquoi le prix du litre de super a-t-il augmenté au printemps 1974 de 30 % en Pologne et de 44 % en Tchécoslovaquie ? Le litre d'essence ordinaire de 80 % à Varsovie et de près de 50 % à Prague ? Et pourquoi le gouvernement hongrois a-t-il, le 1er septembre 1974, relevé de 40 % les carburants auto, de 15 % le charbon, de 20 % le gaz domestique et de 18 % le bois de chauffage ?

Si l'économie soviétique n'est pas affectée par la crise énergétique, pourquoi l'U.R.S.S. vend-elle son pétrole environ 120 % plus cher aux pays frères ? Et avant même cette augmentation, l'exportation ait lieu, pourquoi le Nezpszabadsag, quotidien du comité central, indiquait-il que les prix des matières premières allaient connaître en 1975, en Hongrie, une hausse moyenne de 25 % ?

Si l'inflation est inconnue dans les démocraties populaires, pourquoi les journaux de Budapest ont-ils annoncé, le 5 janvier dernier, toute une série de hausses : réels (5 %), outils agricoles (21 %), appareils ménagers électriques (6 %), cosmétiques (8 à 35 %), pneus automobiles (12 à 18 %), meubles (6 à 10 %), pulls pure laine (10 %), couvertures pure laine (10 %), costumes pure laine (10 à 21 %).

Pourquoi l'Zvezda Gosplanovsk, hebdomadaire économique du parti polonais du 5 janvier 1975 reconnaît-il qu'entre novembre 1973 et novembre 1974 le prix du poudet a augmenté de 42 %, des porcs de terre de 43 % dans la voïvodie de Cracovie et de 32 % dans celle de Bzozow, des légumes de 50 % en moyenne et de 50 à 120 % sur le marché libre à Cracovie, des carottes de 70 %, des choux de 10 %, des pommes de 20 %, du bœuf de 10 %.

Pourquoi les Soviétiques éparpillent-ils jusqu'à 50 % de leurs revenus ? Pourquoi 200 000 millions de stotys dorment-ils aujourd'hui dans les caisses d'épargne polonaises ? Et si les premiers 100 000 millions ont été économisés depuis vingt-cinq ans, pourquoi les 100 000 autres y sont-ils allés depuis trois ans (Zvezda Literatna, 5 janvier 1975) ?

Pourquoi le chroniqueur des marches-dixes est une manifestation inflationniste, là où existe une planification hyper-centralisée ?

En Finlande

Le gouvernement décide de taxer les importations et de bloquer les prix

De notre correspondant

Helsinki. — Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures destinées à réduire le déficit de la balance des paiements finlandaise, qui fut de l'ordre de 5 milliards de marks (6 milliards de francs) en 1974, et a déjà atteint 17 milliards pour les deux premiers mois de l'année 1975.

En Norvège

Le gouvernement entend participer davantage à l'exploitation du Spitzberg

De notre correspondant

Oslø. — Dans un Livre blanc sur le Spitzberg, le gouvernement norvégien annonce qu'il entend accroître la participation de l'Etat à toutes les activités dans cette région.

Oslo. — Les pays socialistes ont signé cette convention leur donnant droit de s'installer dans la région sous administration norvégienne. La sécurité dans cette région jusqu'à présent peu active ne posait presque pas de problèmes. Mais la situation pourrait rapidement évoluer. C'est pourquoi le gouvernement norvégien estime préférable d'exploiter avec une sage lenteur les ressources potentielles de l'archipel.

Le Livre blanc ne cache pas les difficultés avec l'Union soviétique. Celle-ci n'accepte pas toujours les mesures administratives décidées par la Norvège, qui n'a pas les moyens de faire respecter ses décisions, puisque l'archipel doit demeurer démilitarisé.

La présence soviétique au Spitzberg est importante : deux mille personnes y travaillent, surtout dans les mines de charbon. La Norvège a, elle aussi, l'intention d'augmenter la production de charbon au Spitzberg en ouvrant une deuxième mine, ce qui nécessiterait des investissements de l'ordre de 50 000 couronnes.

Le gouvernement estime que le nouvel aéroport au Spitzberg ouvrira l'archipel au tourisme. Il envisage la construction d'un hôtel Longyearbyen. Mais il estime qu'il faudrait limiter le trafic touristique tout pour sauvegarder la nature que pour éviter tout incident dans cette région sensible.

Toute l'activité industrielle norvégienne au Spitzberg est actuellement dans les mains d'une société privée, la Store Norske Spitzbergen, qui se charge également des écoles, du service médical et de la construction des logements. Le Livre blanc annonce que désormais l'Etat prendra en charge toutes ces activités sociales et qu'il a l'intention d'augmenter sa participation dans les charbonnages pour s'en assurer le contrôle.

En Norvège

Le gouvernement entend participer davantage à l'exploitation du Spitzberg

De notre correspondant

Oslø. — Dans un Livre blanc sur le Spitzberg, le gouvernement norvégien annonce qu'il entend accroître la participation de l'Etat à toutes les activités dans cette région. Le contrôle de l'Etat devient indispensable en raison de l'intérêt porté à l'étranger aux ressources naturelles que peut receler l'archipel, précise le gouvernement. La Norvège, ajoute-t-elle, a l'intention de négocier, sur une base d'égalité, avec tous les pays signataires du traité international de 1921.

En Norvège

Le gouvernement entend participer davantage à l'exploitation du Spitzberg

De notre correspondant

Oslø. — Dans un Livre blanc sur le Spitzberg, le gouvernement norvégien annonce qu'il entend accroître la participation de l'Etat à toutes les activités dans cette région. Le contrôle de l'Etat devient indispensable en raison de l'intérêt porté à l'étranger aux ressources naturelles que peut receler l'archipel, précise le gouvernement. La Norvège, ajoute-t-elle, a l'intention de négocier, sur une base d'égalité, avec tous les pays signataires du traité international de 1921.

Oslo. — Les pays socialistes ont signé cette convention leur donnant droit de s'installer dans la région sous administration norvégienne. La sécurité dans cette région jusqu'à présent peu active ne posait presque pas de problèmes. Mais la situation pourrait rapidement évoluer. C'est pourquoi le gouvernement norvégien estime préférable d'exploiter avec une sage lenteur les ressources potentielles de l'archipel.

Le Livre blanc ne cache pas les difficultés avec l'Union soviétique. Celle-ci n'accepte pas toujours les mesures administratives décidées par la Norvège, qui n'a pas les moyens de faire respecter ses décisions, puisque l'archipel doit demeurer démilitarisé.

La présence soviétique au Spitzberg est importante : deux mille personnes y travaillent, surtout dans les mines de charbon. La Norvège a, elle aussi, l'intention d'augmenter la production de charbon au Spitzberg en ouvrant une deuxième mine, ce qui nécessiterait des investissements de l'ordre de 50 000 couronnes.

Le gouvernement estime que le nouvel aéroport au Spitzberg ouvrira l'archipel au tourisme. Il envisage la construction d'un hôtel Longyearbyen. Mais il estime qu'il faudrait limiter le trafic touristique tout pour sauvegarder la nature que pour éviter tout incident dans cette région sensible.

Toute l'activité industrielle norvégienne au Spitzberg est actuellement dans les mains d'une société privée, la Store Norske Spitzbergen, qui se charge également des écoles, du service médical et de la construction des logements. Le Livre blanc annonce que désormais l'Etat prendra en charge toutes ces activités sociales et qu'il a l'intention d'augmenter sa participation dans les charbonnages pour s'en assurer le contrôle.

En Norvège

Le gouvernement entend participer davantage à l'exploitation du Spitzberg

De notre correspondant

Oslø. — Dans un Livre blanc sur le Spitzberg, le gouvernement norvégien annonce qu'il entend accroître la participation de l'Etat à toutes les activités dans cette région. Le contrôle de l'Etat devient indispensable en raison de l'intérêt porté à l'étranger aux ressources naturelles que peut receler l'archipel, précise le gouvernement. La Norvège, ajoute-t-elle, a l'intention de négocier, sur une base d'égalité, avec tous les pays signataires du traité international de 1921.

En Norvège

Le gouvernement entend participer davantage à l'exploitation du Spitzberg

De notre correspondant

Oslø. — Dans un Livre blanc sur le Spitzberg, le gouvernement norvégien annonce qu'il entend accroître la participation de l'Etat à toutes les activités dans cette région. Le contrôle de l'Etat devient indispensable en raison de l'intérêt porté à l'étranger aux ressources naturelles que peut receler l'archipel, précise le gouvernement. La Norvège, ajoute-t-elle, a l'intention de négocier, sur une base d'égalité, avec tous les pays signataires du traité international de 1921.

Oslo. — Les pays socialistes ont signé cette convention leur donnant droit de s'installer dans la région sous administration norvégienne. La sécurité dans cette région jusqu'à présent peu active ne posait presque pas de problèmes. Mais la situation pourrait rapidement évoluer. C'est pourquoi le gouvernement norvégien estime préférable d'exploiter avec une sage lenteur les ressources potentielles de l'archipel.

Le Livre blanc ne cache pas les difficultés avec l'Union soviétique. Celle-ci n'accepte pas toujours les mesures administratives décidées par la Norvège, qui n'a pas les moyens de faire respecter ses décisions, puisque l'archipel doit demeurer démilitarisé.

La présence soviétique au Spitzberg est importante : deux mille personnes y travaillent, surtout dans les mines de charbon. La Norvège a, elle aussi, l'intention d'augmenter la production de charbon au Spitzberg en ouvrant une deuxième mine, ce qui nécessiterait des investissements de l'ordre de 50 000 couronnes.

Le gouvernement estime que le nouvel aéroport au Spitzberg ouvrira l'archipel au tourisme. Il envisage la construction d'un hôtel Longyearbyen. Mais il estime qu'il faudrait limiter le trafic touristique tout pour sauvegarder la nature que pour éviter tout incident dans cette région sensible.

Toute l'activité industrielle norvégienne au Spitzberg est actuellement dans les mains d'une société privée, la Store Norske Spitzbergen, qui se charge également des écoles, du service médical et de la construction des logements. Le Livre blanc annonce que désormais l'Etat prendra en charge toutes ces activités sociales et qu'il a l'intention d'augmenter sa participation dans les charbonnages pour s'en assurer le contrôle.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW YORK

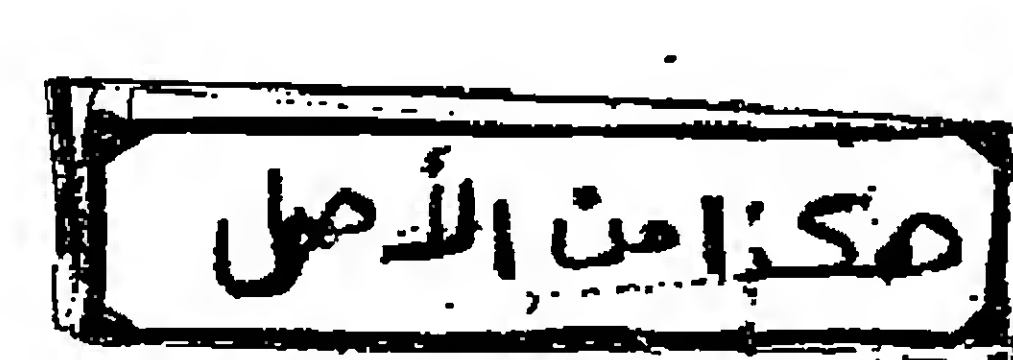
Effritement. Le marché new-yorkais s'est légèrement amélioré lundi, à l'issue d'une séance peu active, et l'indice des industriels a été à 788,15, soit à 2,11 points au-dessus de son niveau précédent.

Table with columns: VALEURS, COURS 27/3, COURS 31/3. Lists various stocks and their prices.

LONDRES

A la réouverture, mardi matin, après quatre jours de chômage, la tendance est très indécise. Les industriels excellent faiblement dans les deux sens, tandis que les pétroliers s'orientent plutôt vers la baisse (BP). Seul des mines d'or, Stabilité des fonds d'Etat.

Table with columns: VALEURS, CLOTURE 27/3, COURS 1/4. Lists various stocks and their prices.



صك من الأصل

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. LA GUERRE EN INDOCHINE
- 3. AFRIQUE
  - ANGOLA : M. Agostinho occupe les autorités portugaises de « passivité criminelle ».
- 4-5. EUROPE
  - PORTUGAL : le gouvernement restreint comprend onze de militaires que de civils ; Lisbonne, tête curieuse de l'Europe.
  - U.R.S.S. : l'écrivain Martchenko et deux activistes juifs sont condamnés à des peines de résidence surveillée.
- 6. PROCHÉ-ORIENT
  - Le département d'Etat commente positivement les déclarations du président Sadate ; l'opinion israélienne attend des initiatives de son gouvernement.
- 6. AERONAUTIQUE
  - Les commandes de l'étranger ont dépassé en 1974 les 10 milliards de francs.

**LE MONDE DE LA MEDECINE**  
Pages 7 à 9.

- Vitro avec le choléra.
- La Sécurité sociale apporte une part croissante des dépenses de santé.
- Sèves pour dormir...
- L'anorexie mentale : une maladie de société ?
- La France manque de vétérinaires.

**10-11. POLITIQUE**

- L'option de Georges Pompidou (11), par Jean-René Bernard.
- L'élection présidentielle de mai 1974.

**12-14. ARTS ET SPECTACLES**

- EXPOSITIONS : peintures de femmes de Mithila ; Christian Jaccard.
- THEATRE : le renouveau du mime.

**EUROPA**  
Pages 15 à 22.

- Un entretien avec M. Callaghan, secrétaire au Foreign Office.
- SOUS LE DRAPEAU DE LA SCIENCE : Le « bond en avant » du commerce avec l'Est.
- LES CLES DE LA CONJUGATION : Aux agendes d'une capitale.
- FORUM : Le casse-tête du trafic urbain.
- SOCIÉTÉ : La religion est-elle trop bon marché ?
- DOSSIER : Remonter l'usage du temps.
- CONSONNANCE : Des voix de garages pavées d'or.

**24. SALONS**

- SPORTS : MOTOCYCLISME : les ambitions de Patrick Pons.

**29. EDUCATION**

- M. Haby fait une concession aux professeurs d'histoire.

**29. RELIGION**

- L'Association des chômeurs de gibier d'eau lance de nouvelles recherches sur la sauvagine.

**30. LES REGIONS**

- Tout est pour le tour H.L.M. à Amiens.

**30. EQUIPEMENT ET REGIONS**

- PARIS : la protection du pont des Arts.
- ENVIRONNEMENT : une rencontre internationale de Wylh.

**31-32. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**

- MONNAIES ET CHANGES : le résurgence des emprunts en euros francs restera un phénomène limité.

**LIRE EGAGEMENT**  
RADIO-TELEVISION (12)  
Annonces classées (25 à 28) ;  
Autocars (11) ; Carrot (13) ;  
Journal officiel (11) ; Météorologie (11) ; Mots croisés (11) ;  
Finances (20).

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> avril 1975 a été tiré à 428 108 exemplaires.

Les Français viennent à la location de voitures. Chez Europcar : 645.21.25.

**STRAFOR**  
Vous changez. Vous grandissez. Nouveaux espaces. Il n'y a qu'un seul moyen d'acquiescer : à Paris 75422. Mlle Marty.

12 avenue du Maine 548.59.35 fermé le dimanche

### LES DERNIÈRES HEURES DE LA DEUXIÈME VILLE DU VIETNAM DU SUD

## La peur des représailles communistes et la défection des autorités ont provoqué une hystérie collective à Da-Nang

François Debré, qui se trouvait à Da-Nang vendredi 28 et samedi 29 mars, nous adresse l'article suivant sur les dernières heures du pouvoir sud-vietnamien dans cette ville.

Sur l'immense base de Da-Nang, la foule des réfugiés qui campent depuis plusieurs jours le long de la piste d'envol dans l'attente d'un hypothétique secours était séparée en deux groupes distincts. Il y avait ceux qui attendaient autour des bâtiments de la compagnie Air Vietnam et la venue d'avions civils et ceux qui, croyant encore à l'assistance américaine, étaient massés sur l'aire réservée aux appareils d'Air America.

La direction d'Air Vietnam avait depuis longtemps quitté la base après avoir cyriquement majoré de 50 % le prix des billets dont elle savait l'insuffisance puisque la ligne Da-Nang-Saigon était déjà quasiment interrompue : quant aux locaux d'Air America, ils avaient eux aussi été désertés.

Pourtant, vendredi à Da-Nang, la situation militaire était calme, les forces vietnamiennes et nord-vietnamiennes ne s'étaient montrées nulle part, aucun harcèlement n'avait eu lieu, et les seules rafales ponctuant le silence angélique qui pesait sur la base étaient tirées par la police militaire pour empêcher que la piste ne soit submergée par les chaînes de milliers de réfugiés qui faisaient le siège de l'aéroport.

Un capitaine, pilote d'hélicoptère, contemplant le spectacle avec émotion et colère : « Pour quoi ne viennent-ils pas ? Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien ? Pourquoi les Américains se sont-ils enfuyés ? Il y a cent mille hommes de nos troupes, nous avons l'ordre d'être prêts à rétablir l'ordre, de préparer la défense de la ville, d'organiser un pont aérien... Regardez ce matériel ! Et le capitaine désignait les centaines d'hélicoptères et d'avions militaires rangés, inutilisés, à l'autre extrémité de la piste. « Les fonctionnaires, les nobles, les responsables, ont déjà quitté Da-Nang, la plupart des officiers supérieurs ont déserté, a-t-il poursuivi. Comme pour Pleiku, comme pour Kontum, comme pour Hue, Da-Nang doit être livrée à l'ennemi sans la moindre résistance ; demain, ce sera Nha-Trang, Cam-Ranh et peut-être, après, Saigon. Moi, je déserte, les communistes, cela fait vingt ans que l'on me répète qu'il faut tout sacrifier pour la liberté du pays ; mais quelle liberté ? La liberté d'être jeté dans un puits, d'être massacré par les soldats qui pillent de mourir de faim et de soif, d'être abandonné par les responsables politiques ? Quand les communistes seront là, je leur proposerai ma collaboration ; je ne veux plus entendre parler de ce gouvernement cynique et incapable ».

Dans la nuit de vendredi, quelques appareils civils d'Air Vietnam pilotés par des Américains se posent à Da-Nang et embarquent plusieurs centaines de personnes. Un semblant d'ordre a été rétabli par quelques civils : un médecin et un instituteur vietnamiens qui attendent parmi les réfugiés. « Cela ne va pas durer, on peut calmer les esprits, espérer que la boucasse empêche les pilotes d'atterrir, mais dès qu'un avion arrive, les militaires repoussent ceux qui attendent ; ils nous ont fait passer par la force, sous la menace de leurs armes, ils montent à leur tour ; d'autres se mettent en civil et passent avant tout le monde ; alors c'est la ruée, le chaos, les coups de feu... »

Dans la nuit de vendredi à samedi, quelques obus sont tombés sur la ville, portant la panique à son comble. Les soldats tirent au hasard et les avions sont abattus. Un camion, d'une moto, d'une barque, d'un peu d'argent, des morts jonchent les rues, des enfants abandonnés pleurent.

Le vice-consul de France, entouré d'une poignée de compa-

trioties, de deux religieuses et de quelques Suraïens, s'est réfugié au centre culturel.

Le consul des Etats-Unis, avant-hier, m'avait affirmé que tout serait fait pour rapatrier les étrangers, dit-il ; on parlait d'un pont aérien, un hélicoptère rien n'a été fait... Il semble même que ces nouvelles étaient exclusivement destinées à l'opinion internationale.

Un prêtre canadien, directeur d'un hôpital, tente de trouver de l'eau et des médicaments pour ses malades : « Moi, je reste. Dans quelques jours, peut-être, dans quelques heures, l'ordre sera rétabli par ceux d'un face ; tout ira mieux. On parle déjà de leaders de la troisième force venus récemment de Saigon pour constituer avec le G.R.P. une nouvelle administration civile ».

La radio du Front, que tout le monde maintenant écoute dans les camps, dans les villes de ce qui reste de la République du Vietnam du Sud, annonce que les réfugiés peuvent revenir et que des chats de province neutralistes ont été nommés.

Ces déclarations ne sont certes pas suffisantes pour calmer la panique qui gagne les dernières villes tenues par l'administration de Saigon. La démission des responsables militaires, la crainte des représailles communistes, la peur du pillage, continuent à provoquer les mouvements d'hystérie collective auxquels nul ne peut résister. Mais, depuis quelques jours, à Saigon, où plus personne ne croit plus que le gouvernement puisse renverser la situation, on accepte l'avenir avec un résignation qui, parfois, se teinte de soulagement.

« Thieu, qui tenait son pouvoir de l'armée et des Américains, entend-on souvent, n'est plus qu'un homme seul et désarmé, les Américains l'ont lâché, l'armée s'est effondrée, qu'importe le régime, pourvu que la paix revienne... »

FRANÇOIS DEBRÉ.

### Au Cambodge

## Le maréchal Lon Nol a quitté Phnom-Penh < pour ne pas faire obstacle à la paix »

De notre envoyé spécial

Phnom-Penh. — C'est vers 12 heures, mardi 1<sup>er</sup> avril, que le maréchal Lon Nol quitta le Cambodge pour, comme il l'a affirmé dans un message diffusé après son départ, « ne pas faire obstacle à la paix et à la liberté du peuple khmer ». Le président fondateur de la République khmère avait gagné à bord d'un hélicoptère l'aéroport de Pochentong, d'où la Caravelle d'Air France s'est envolée immédiatement. Une roquette a explosé juste après le décollage de l'appareil, alors que les quelques dignitaires venus le saluer regagnaient leurs voitures. Mais les cérémonies de départ avaient eu lieu auparavant, au palais de Chamcar-Mon. Tout le petit monde politique de Phnom-Penh était venu saluer le maréchal, tandis qu'une foule joyeuse de soldats militaires français. Vers 11 heures, une roquette avait explosé dans l'enceinte du palais, tuant une personne et en blessant deux.

Le maréchal Lon Nol a saisi la perche qui lui était tendue, avec l'évidente complicité de l'Indonésien, dont le chef de l'Etat, le général Suharto, lui avait transmis une invitation officielle. Pour se lever, il a dû accepter son allocution de départ, prononcée d'une voix lente, fatiguée, monocorde, affirmée à ses compatriotes que « c'est dans l'esprit de la recherche de la paix que je désire m'entretenir avec notre grand ami le président Suharto », ajoutant : « Vu mon état de santé, qui me force à subir un traitement, j'ai pris la liberté de poursuivre mon voyage en Indonésie et dans d'autres endroits », c'est-à-dire les Etats-Unis.

Le président a aussi répété qu'il était prêt à faire n'importe quel sacrifice. Il a enfin affirmé : « J'ai proposé au nom du gouvernement de la République khmère des négociations sans conditions préalables. Cette proposition vise à établir des relations pacifiques avec les autres pays. Elle a également été

soutenue par l'O.N.U. Pourtant, les Khmers de « l'autre côté » poursuivent leurs attaques contre notre peuple ».

Peu de gens ici s'attendent à ce que le maréchal revienne. Ce départ apportera-t-il la paix et la réconciliation, comme semble le penser le maréchal, qui a été remplacé dans ses fonctions par le président du Sénat. Le radio des Khmers rouges aurait déjà répondu à l'avance il y a deux jours à cette question en déclarant que, même après l'effacement du maréchal, il n'y aurait pas de négociations.

### Des conséquences imprévisibles

Alors pourquoi une telle décision, qui risque de porter un coup très dur à la République khmère, qui aura de la peine à survivre au départ de son fondateur ? Pour surprendre un obstacle à la négociation ? Pour essayer de convaincre les parlementaires américains de se montrer compréhensifs ? De plus, et les dirigeants ne cherchent pas à le cacher, le maréchal Lon Nol n'était plus toujours à même de diriger le pays dans une situation aussi dramatique, en particulier à cause de son état de santé. Une importante personnalité gouvernementale la qualifiée devant nous d'« incompetent, inefficace, intéressé principalement par ses intérêts, déformation professionnelle venue de son passé dans la police ».

Les dirigeants qui restent à Phnom-Penh se disent prêts à remplir le vide laissé par « l'homme du 18 mars » et par le départ du premier ministre. On ne sait encore si celui-ci reviendra après l'arrivée du maréchal à Diakel. Une telle absence laisserait les coudees franchies à M. Hang Thun Hak et au général Sak Sutsakhan, responsables respectivement du domaine civil et militaire au sein de la direction collective qui gère désormais la République. Cependant, certains ministères ne cachent pas qu'ils seraient soulagés que le frère du maréchal, M. Lon Non, qui vient de démissionner de l'armée, parte également. Il n'en a rien été, et l'on se demande ici si « le petit frère » n'a pas lui aussi des intentions politiques.

### NOUVELLES BRÈVES

- M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir mardi après-midi 1<sup>er</sup> avril le général Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre.
- Un groupe, qui s'intitule la « Résistance croate », dans une lettre déposée lundi soir 31 mars sur les marches de l'escalier conduisant à la rédaction du journal Le Progrès, de Lyon, a revendiqué la responsabilité de l'attentat perpétré samedi contre le vice-consul de Yougoslavie, M. Mladen Djogovic. Le message, dont les caractères avaient été découpés dans les journaux, était ainsi libellé : « Véritable patron du complot et chef de l'U.B.D.A., la police politique de Tito, le vice-consul a été abattu pour son attitude antidémocratique antierroïque. La résistance croate s'apprête encore pour la libération de la Croatie ».
- D'autre part, l'agence yougoslave Tanjug, dans une déclaration autorisée, reproche implicitement aux autorités françaises de tolérer les activités de « diverses organisations terroristes et profascistes, dont un des centres se trouve à Lyon ».

### Une réunion internationale d'extrême droite à Lyon

## Le Nouvel Ordre européen s'inquiète de la situation en Italie et au Portugal

Une nouvelle réunion des représentants des différents partis d'extrême droite européens a eu lieu vendredi 28 mars à Lyon. Comme celle qui avait eu lieu les 28 et 29 décembre dernier, elle a été organisée à l'initiative du Nouvel Ordre européen et d'un groupe de moindre importance, Peuple et Nation.

Les délégués, venus principalement d'Espagne et d'Italie, mais aussi de Paris, ont consacré l'essentiel de leurs travaux à l'examen de la situation en Italie et au Portugal.

En ce qui concerne ce dernier pays, les participants ont débattu des modalités de l'aide — notamment financière — que les différents mouvements d'extrême

droite étaient susceptibles d'apporter aux organisations qui, respectées du précédent régime ou constituées depuis, tentent de lutter contre le régime communiste. Le vice-président de l'extrême droite et se sont évertués contre le fait que, selon l'un des délégués, cent cents d'entre eux, les mouvements fascistes ont été « le moins motif d'occupation, parfois à titre préventif, depuis plus de deux ans ». Les mouvements italiens représentés à cette réunion — Ordine nuovo, l'Avant-Garde internationale révolutionnaire, Lutte du peuple, Italie protectrice et l'Union socialiste nationale — comptent lancer un appel « à tous les Italiens non communistes pour stigmatiser l'attitude de certains juges qui ont condamné le mouvement du Nouvel Ordre, dont le secrétaire général est M. Amaduzzi, confirme la fréquence et la régularité des contacts entre représentants des différents mouvements d'extrême droite en Europe occidentale. Du côté français, aucune formation ne revendique son appartenance au N.O.E., mais à titre individuel, un certain nombre de personnalités participent à ses travaux.

### UN DÉTENU TUNISIEN S'EST SUICIDÉ À FLEURY-MÉROGIS

Un ressortissant tunisien incarcéré au pénitencier de Fleury-Mérogis s'est suicidé dans la nuit du samedi 15 au dimanche 16 mars par absorption, semble-t-il, de barbituriques. On peut remarquer que la veille de sa mort, le samedi, il avait reçu du ministère de l'intérieur une lettre relatant le recours qu'il avait formé contre la décision d'expulsion prise après sa condamnation.

M. Mohamed Souli, né le 1<sup>er</sup> septembre 1942, avait en effet été condamné le 19 septembre 1974, à Paris, en flagrant délit, à deux ans d'emprisonnement — huit mois ferme, quatre avec sursis — pour vol, ainsi qu'à une autre peine de dix jours d'emprisonnement. Bénéficiaire d'une réduction de peine de quarante-huit jours, il était libéré le 10 avril prochain.

Autocar dans une rivière : deux morts. — L'autocar assurant le service régulier Saint-Flour-Clermont-Ferrand a dérapé sur une couche de neige entre Maasiac (Cantal) et Lempdes (Haute-Loire) et est tombé dans la rivière Allagnon longeant la R.N. 9.

De l'autocar transportant neuf personnes ou a retiré deux morts, M. et Mme de Paoli demeurant à Saint-Flour. — (Corresp.)

### Pour protester contre les importations de poisson

## Les pêcheurs britanniques bloquent une quarantaine de ports anglais et écossais

De notre correspondant

Londres. — Les pêcheurs britanniques en colère ont bloqué, depuis lundi 31 mars, quarante-trois ports d'Écosse et d'Angleterre pour protester contre les importations de poissons frais et congelés d'Irlande, de Norvège et de Pologne.

Pour la seconde fois en moins de quinze jours, le trafic maritime du nord du Royaume-Uni est paralysé. Le mouvement est cependant beaucoup plus important qu'aujourd'hui et paraît s'étendre à certains ports de la mer d'Irlande, comme Liverpool, ou de la Manche, comme Newhaven.

« Si je pars en mer aujourd'hui, je perds de l'argent, alors mieux vaut le blocus », expliquait lundi un pêcheur de Grimsby. Les cours du poisson frais et congelé se sont effondrés en Grande-Bretagne. Les pêcheurs doivent faire face à des charges démesurées, notamment en fuel et en matériel.

« Notre situation devient insupportable : la baisse du prix du bœuf et du porc, l'augmentation des ménagères du poisson, explique un responsable des pêcheurs. Les Américains n'achètent plus autant de filets de mer qu'autrefois, et les pêcheurs norvégiens, polonais et islandais débarquent chez nous à des prix de dumping, le poisson qu'ils ne peuvent pas vendre chez eux ».

À la crise classique de surproduction s'ajoute, pour les pêcheurs écossais et anglais, un rétrécissement du marché des poissons communs (lieu, morue, harekadok) que les ménagères délaissent au profit d'espèces plus fines et moins abondantes, ou plus simplement, de la viande relativement meilleur marché.

À quelques semaines du référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté il n'est pas question pour le gouvernement d'adopter des mesures trop protectionnistes, qui feraient taxer d'« anti-européisme ». M. Fred Peart, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, est en fait en train de simplement les frontières, comme Paris l'a fait aux vins italiens.

« Nous traitons en cette matière avec des pays amis, a-t-il déclaré, nous voulons trouver avec ces pays une solution amicale au problème des pêcheurs ».

Pour ceux-ci, l'heure est à l'action. Installés dans un hôtel d'Aberdeen, le plus grand port de pêche d'Écosse, les responsables coordonnent les activités de plus de deux mille chalutiers. Le blocus ne sera levé, ont-ils prévenu, que lorsque le gouvernement sera prêt à négocier sur les revendications que nous avons présentées : l'arrêt des importations de poisson en provenance des pays non membres de la C.E.E., la renégociation de la politique communautaire en matière de pêche et l'interdiction à tous les pêcheurs étrangers de pêcher à l'intérieur d'une zone de 50 milles marins de nos côtes. (Intérim.)

Importations de poissons interdites en France. — La Commission de Bruxelles vient d'autoriser le gouvernement français à protéger jusqu'au 15 avril les mesures d'interdiction d'importation de certaines catégories de poissons. Il s'agit des achats de thon et de merlu en provenance des pays extérieurs à la Communauté européenne.

**« Votre exposé plus "coloré" ? »**

— tête de projection pour grand écran en pleine lumière — plage de travail pour documents transparents noir ou couleur

**La RÉTROPROJECTION 3M**

Je désire recevoir une documentation complète sur la RÉTROPROJECTION qui permet de projeter en restant face au public et de suivre ses réactions. Les transparents, noir ou couleur, peuvent être obtenus, en 4 secondes.

Non et fonction : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

3M vous propose deux autres systèmes audio-visuels : le « SOUND PAGE » ou « page qui parle » et le « SOUND-ON-SLIDE » ou « diapositive qui parle ».

3M France - B.P. 120 - 75019 Paris - Tél. 202.80.80 - Post. 637

**3M AUDIO-VISUEL** MR

former, informer, communiquer.

**STRAFOR**

Vous changez. Vous grandissez. Nouveaux espaces. Il n'y a qu'un seul moyen d'acquiescer : à Paris 75422. Mlle Marty.

..... le feuilleté aux ris de veau

chez **Cantarel**

12 avenue du Maine 548.59.35 fermé le dimanche

TOUT LE TROUSSEAU DE L'HOMME

**LATREILLE**

HABILLEUR  
CHÉMIER - CHAPÉLIER  
CHAUSSEUR

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62 Rue St-Antoine-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
PARKING RÉSERVÉ

CATALOGUE SUR DEMANDE

Comptes financiers à propos des Jeux olympiques

**LA DEROUTE DES FOR**

**VIETNAM DU CAMBODGE :**

**RI MEIERS DE**

**RICTIONS**